Dr GEORGE MONTANDON

Lauréat de la Société de Géographie de Paris.
Ancien Chef de la " Mission en Sibérie "
du Comité International de la Croix-Rouge.

Deux ans chez Koltchak et chez les Bolchéviques

POUR LA CROIX-ROUGE DE GENÈVE

(1919-1921)

(Troisième Édition)

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1923

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

S Sengupta Tandon

DU MÊME AUTEUR

EXPLORATION EN ÉTHIOPIE

Le Ghimirra, dans *La Géographie*, organe de la Société de Géographie de Paris. Avec 1 carte et 4 figures, p. 1-20, janvier 1912.

Notes sur l'ethnographie des Ghimirra, dans la *Revue d'Ethnographie et de Sociologie*, organe de l'Institut Ethnographique International de Paris, p. 149-150, mars-avril 1912.

Traversée du massif éthiopien, du désert somali a la plaine du Soudan. Étude comparée des zones parcourues et de leurs habitants, dans *Le Globe* (Mémoires), organe de la Société de Géographie de Genève. Avec 1 carte et 1 planche en couleurs, hors texte, p. 47-63, juin 1912.

A Journey in South-Western Abyssinia, dans *The Geographical Journal*, organe de la Royal Geographical Society de Londres. Avec grande carte au 1.750.000e et 8 figures hors texte, p. 372-391, octobre 1912.

Viaggio nell'Etiopia di Sud-Ovest, dans le *Bollettino della Reale Società Geographica*, organe de la Reale Società Geographica de Rome. Avec 1 carte et 5 figures, p. 1417-1428, décembre 1913.

Au Pays Ghimirra, récit de mon voyage a travers le massif éthiopien (1909-1911), in-8° de 424 pages avec 202 figures et 14 cartes et planches hors texte. Simultanément t. XXII (1913) du *Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie*. Attinger, Neuchâtel, et Challamel, Paris.

DIVERS

Die Theorie der verschiedenen Mechanismen der Lunatumluxation. Thèse de Zürich, 32 pages avec 21 figures, 1908. Simultanément paru dans les *Beiträge zur klinischen Chirurgie* (Tubingue), t. LVII, fasc. 1.

Le traitement des fractures diaphysaires de la cuisse et de la jambe, dans les *Archives générales de Chirurgie* (Paris). Avec 6 figures, p. 133-143, août 1908.

Frontières nationales. Détermination objective de la condition primordiale nécessaire a l'obtention d'une paix durable. Avec 1 carte hors texte, 16 pages, Lausanne, Imprimeries réunies, 1915.

Alfred Ilg, dans *Le Globe* (Bulletin), p. 81-96, 1916.

Les vibrations inconscientes et leur rôle dans le traitement d'affections neurasthéniques, dans le *Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles*, 1917, t. LI, procès-verbaux, p. 160-162.

COMMENTAIRES SUR LES THÉORIES RACIALES DE GOBINEAU, dans la *Revue Contemporaine* (Paris), p. 589-593, 25 août-25 septembre 1917.

POURQUOI L'ALLEMAGNE A PU PRÉTENDRE A LA DOMINATION DU MONDE, dans la *Bibliothèque Universelle et Revue Suisse*, p. 401-417, juin 1918.

LA PHILOSOPHIE BIO-PSYCHOLOGIQUE, appendice (p. 113-130) à la biographie *Camille Spiess* par Joseph Rivière, 1919. Eugène Figuière, Paris.

ETHNOLOGIE

DU GROUPEMENT RÉGIONAL DES ARMES DE L'AFRIQUE D'APRÈS LEUR MODE DE CONSTRUCTION, dans *Le Globe* (Numéro spécial), p. 58-61, 1913.

DES TENDANCES ACTUELLES DE L'ETHNOGRAPHIE A PROPOS DES ARMES DE L'AFRIQUE, dans le *Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles*, 1913, t. XLIX, procès-verbaux, p. XLVIII-L.

DES TENDANCES ACTUELLES DE L'ETHNOLOGIE A PROPOS DES ARMES DE L'AFRIQUE, dans les *Archives suisses d'Anthropologie générale*, organe de l'Institut suisse d'Anthropologie générale (Anthropologie, Archéologie, Ethnographie) (Genève). Avec 8 cartes et 11 figures, p. 102-135, 1914.

LA GÉNÉALOGIE DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE, puis LES CYCLES DE CIVILISATION, dans le *Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles*, 1917, t. 51, procès-verbaux, p. 120-123, puis 160-162.

LA GÉNÉALOGIE DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE ET LES CYCLES DE CIVILISATION. ÉTUDE SUIVIE DU CATALOGUE RAISONNÉ DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU MUSÉE ETHNOGRAPHIQUE DE GENÈVE, in-8° de 120 pages avec 4 cartes et 174 figures. Simultanément fasc. 1 du t. III des *Archives suisses d'Anthropologie générale*. Au Musée Ethnographique de Genève, 1919.

LA STATION MOUSTÉRIENNE ET ANTÉWURMIENNE DE COTENCHER, même tome des *Archives suisses d'Anthropologie générale*, p. 146-149.

MISSION EN SIBÉRIE

a) Croix-Rouge

LE TYPHUS EXANTHÉMATIQUE EN SIBÉRIE DE 1919 A 1921, dans la *Revue Internationale de la Croix-Rouge* (Genève), p. 919-921, septembre 1921.

MISSION EN SIBÉRIE, 22 MARS 1919-17 JUIN 1921, même Revue, p. 1197-1232, décembre 1921. (Avec une carte dans les tirages à part.)

DEUX ANS CHEZ KOLTCHAK ET CHEZ LES BOLCHÉVIQUES, POUR LA CROIX-ROUGE DE GENÈVE (1919-1921), in-8° de 318 pages avec 1 carte et 56 figures hors texte, décembre 1922. Félix Alcan, Paris.

EN PRÉPARATION :

ZWEI JAHRE IM SCHMELZTIEGEL DES FERNEN OSTEN. Un volume.

b) Ethnologie

NOTICE PRÉLIMINAIRE SUR LES AÏNOU, dans les *Archives suisses d'Anthropologie générale*. Avec 2 diagrammes et 16 figures, p. 233-246 du t. IV (fasc. 3, 1921).

Investigation chez les Aïnou du Hokkaïdo, dans les *Actes de la Société Helvétique des Sciences Naturelles, session de Schaffhouse*, 1921, p. 181-182 de la 2e partie.

Instruments lithiques et poteries préhistoriques de la région de Vladivostok, dans les *Actes de la Société Helvétique des Sciences Naturelles, session de Berne*, 1922, 2 pages de la 2e partie (sous presse).

EN PRÉPARATION :

Gravures rupestres des Indiens du Cataract Canyon (Arizona). Quelques pages avec illustrations.

Instruments néolithiques et poteries de la région de Vladivostok. Quelques pages avec illustrations.

Chez les Bouriates de la Transbaïkalie. Forte étude avec de nombreuses illustrations.

Sous les tentes des Kirghizes de la steppe d'Omsk. Quelques pages avec illustrations.

Chez nos ancêtres les Aïnou. Un volume avec de nombreuses illustrations.

Bibliothèque d'histoire contemporaine

A MA FEMME

MARIA KONSTANTINOVNA née ZVYAGHINA

en souvenir de notre commune traversée

de l'Empire des Soviets.

AVANT-PROPOS

Parti de Genève en mars 1919, pour aboutir, par Paris, Washington et Tokio, à Vladivostok et en Sibérie, nous avons eu dans ce pays, au nom du Comité international de la Croix-Rouge (C. I. C. R.), à déclencher l'évacuation vers l'Est d'une partie des prisonniers de guerre, tandis que plus tard le Dr Nansen était chargé par la Société des nations de coordonner l'achèvement du transport du gros des prisonniers, qui, lui, s'opérait par la frontière occidentale de Russie. Après avoir parfait notre tâche, nous achevions notre tour du monde en rentrant par Moscou, tenant ainsi ce record d'être le *seul* délégué d'une mission étrangère qui, dans un sens ou dans l'autre, ait pu traverser toute l'étendue de la Russie sovyétique, de Vladivostok à Riga.

Le Comité international de la Croix-Rouge, qualifiant notre expédition « la plus longue et la plus importante des nombreuses missions envoyées par lui », en a publié un récit succinct dans la *Revue Internationale de la Croix-Rouge* de décembre 1921. Cependant, à l'heure où les notions sur le monde en fusion bolchévique sont si clairsemées, nous estimons un devoir de présenter plus complet le résultat de notre activité, de nos observations et expériences. Nous avons entre autres cherché, au contraire des ouvrages qui ne parlent que du côté économique de l'essai communiste, à dégager et faire ressortir l'état d'esprit, le sens moral qui ont présidé à la révolution et qui, à notre point de vue, sont les plus puissants des facteurs qui maintiennent au pouvoir le

Gouvernement bolchévique. Nous avons donc exposé les témoignages de cet état d'esprit que nous avons vécus et entendus, en nous mettant mentalement, là où nécessaire, à la place de nos acteurs et interlocuteurs, et en restant froidement objectif.

Nous devons les portraits des atamans Sémyonov et Kalmukov au major de la Croix-Rouge américaine Riley H. Allen et nous l'en remercions. La majorité des autres illustrations sont notre œuvre personnelle.

Lausanne (Suisse), juin 1922.

Règles pour la prononciation des noms transcrits du russe :

Le i russe *normal* est transcrit par le *i* français (Vladimir) ;

Le i — *bref*, sous ses différentes formes, est transcrit par le *y* (sovyet) ;

Le i — *guttural* est transcrit par le *u* (Irtuch) ;

Le g *dur*, devant e et i, est transcrit par *gh* (Zaloghine) ;

La consonne gutturale correspondant au χ grec, est transcrite par *kh* (Khabarovsk) ;

Le ch doit toujours se prononcer doux.

L'orthographe de la carte qui termine le volume est anglaise.

CHAPITRE PREMIER

La Sibérie de Koltchak

Si, sur le quai de Yokohama, où accostait le 7 juin 1919 le *Korea-Maru*, se trouvait M. John L. Gignoux de Genève, c'est que nous avions lancé en mer un radio à la légation de Suisse à Tokio, et celle-ci avait eu l'amabilité de dépêcher à notre rencontre son premier secrétaire. Rien n'est plus apprécié que de trouver ainsi en touchant terre un connaisseur des lieux.

Au bout de quelques minutes, nous sommes déjà en pousse-pousse (« rikcha »), choses et gens offrent une vision toute nouvelle à nos yeux. Nous devions avoir cependant tant à courir pour la Mission, pendant les deux semaines que nous allions passer au Japon, que, pour cette fois, le côté pittoresque du pays ne devait nous apparaître que comme dans un kaléïdoscope.

Après nous être rendu, avec les trois compagnons que nous avions alors avec nous[1], à la légation de Suisse et avoir pris contact avec notre ministre M. Ferdinand de Salis, notre première visite fut pour la Croix-Rouge japonaise. Ce ne fut pas la dernière, car nous eûmes à rester en contact fréquent avec elle.

La Société japonaise de la Croix-Rouge occupe à

1. Le Dr Jules Jacot-Guillarmod, de Neuchâtel, MM. Antony Eigenmann, de Saint-Gall, et Werner Steiner, de Winterthur.

Tokio un bâtiment superbe, en rapport avec l'importance de la situation de cette organisation dans l'armature du pays. D'après les statistiques et tableaux publiés dans le numéro de septembre 1919 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, il n'y a que la Croix-Rouge des États-Unis qui la dépasse — considérablement même — au point de vue du nombre absolu (Japon 1.500.000) et du nombre relatif de ses membres par rapport à la population du pays (États-Unis 262,0 ‰, Japon 19,1 ‰, Suisse 11,2 ‰).

Plus que dans l'Allemagne d'avant la guerre, toutes les sociétés ou entreprises importantes au Japon (nous aurons plus loin à parler de ce fait à propos des compagnies de navigation) forment avec l'État un complexe aux liens serrés. De ce fait règne une grande unité d'action entre ces entreprises. En ce qui concerne la Croix-Rouge, cela n'eut pour nous que des avantages.

La Société japonaise de la Croix-Rouge a comme président le baron T. Ishiguro ; ses titres soulignent la remarque que nous venons de faire, puisqu'il est en même temps Médecin inspecteur général de l'armée, membre de la Chambre des pairs et président du Conseil sanitaire central. Il est secondé à la Croix-Rouge par deux vice-présidents, M. S. Hirayama, avec lequel c'est un plaisir de s'entretenir en français[1], et le marquis Tokugawa, descendant de la dynastie des maires-du-palais, les Chogoun, qui gouvernèrent de fait le pays jusqu'à la révolution de 1868, époque à laquelle fut rétabli le pouvoir du Mikado.

La Croix-Rouge japonaise voulut bien nous faire une avance de médicaments et de sous-vêtements, et ce secours n'était pas seulement à apprécier du point de vue matériel, mais du point de vue moral par le fait qu'il était accordé à une époque où la paix n'était pas

1. Actuellement M. Hirayama a succédé au baron Ishiguro comme président de la Société japonaise de la Croix-Rouge.

encore signée entre le Japon et les Centraux (la paix de Versailles est du 28 juin 1919).

Le ministre de la Guerre, général Tanaka, nous reçut le 10 juin. Il consentit à faire transporter gratuitement à Vladivostok, tout ce que nous avions acquis au Japon, soit de la Croix-Rouge, soit de l'industrie privée, et, en plus des informations que nous fournirent ses bureaux, il nous fit remettre une superbe carte de la Sibérie en langue japonaise.

La Mission n'avait pas à faire la tournée des camps de prisonniers de guerre au Japon. Cette tâche avait été dévolue, dès 1918, par le Comité international au Dr F. Paravicini, originaire de Glaris, résidant depuis de longues années à Yokohama, et le compte rendu du rapport de ce dernier a été publié dans le numéro de mars 1919 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*. Mais comme c'était pour nous un fait connu d'avance que les camps de prisonniers en Sibérie laissaient terriblement à désirer sous le rapport du confort, nous tenions, à titre de comparaison, à faire connaissance avec un de ceux du Japon. Nous obtînmes donc de visiter celui de Narashino, le plus proche, de l'autre côté de la baie de Tokio. La Mission s'y rendit en corps le 13 juin, dans une automobile mise à sa disposition par le ministre de la Guerre, et accompagnée du professeur à l'Académie de guerre T. Yoshida.

Ce dernier parle fort bien l'allemand et c'est ici le lieu de faire une remarque au sujet de la répartition des langues européennes connues des Japonais, selon les vocations. La flotte et le commerce parlent l'anglais; l'armée et la médecine, l'allemand; le français est parlé — et alors bien parlé — par quelques intellectuels; le russe, par quelques officiers. Ayant eu affaire, de par nos fonctions, surtout à des officiers et à des médecins, c'est donc avant tout en allemand que nous eûmes à converser avec les Japonais, mais il est évident qu'en règle

générale la langue européenne la plus utile dans le pays est l'anglais. Non seulement la flotte et le gros commerce la parlent, mais c'est la langue usuelle de traduction dans les rapports quotidiens ; dans tout le Japon, les noms des gares sont écrits en japonais et en anglais (c'est-à-dire doivent être exprimés avec la prononciation anglaise et non latine ou autre), dans les ports de mer les affiches des boutiques sont en japonais et en anglais, enfin le boutiquier lui-même ou le pousse-pousse qui vous roule à travers les rues savent quelques mots de mauvais anglais. Sur la côte occidentale, à Tsuruga, et dans le Nord, à Hakodaté, nous nous sommes tiré d'affaire avec le russe, mais il suffit aujourd'hui de parler au Japon cette langue pour être moins bien et moins poliment servi.

En deux heures d'automobile, nous sommes sur un champ boisé et mamelonné de manœuvre, où avancent et tirent des files de tirailleurs. Sans tapage, à l'écart du monde, l'armée japonaise continue son drill. Un peu plus loin, et nous sommes au camp !

Le major K. Abé était prévenu de notre arrivée. Après quelques minutes d'entretien, nous visitons les baraquements. Il n'y a rien à dire, ils sont en parfait état. Nous nous souvenons surtout de charmantes maisonnettes pour quelques officiers, construites en style munichois, en couleurs caressantes à l'œil, proprettes, meublées de livres et de bibelots. Un lawn-tennis est à la disposition des amateurs. Comme nous traversons la place du camp, les sons d'un brillant orchestre frappent nos oreilles. Nous entrons dans une salle où jouent une cinquantaine de musiciens. C'est pour nous tragique que de les entendre précisément exécuter *Le beau Danube bleu*, de Strauss. Dans le fond de la salle, tenant ses genoux croisés à mains jointes, est assis, pensif, un homme fort, à barbe appointie, que l'on sent être un chef : c'est l'amiral von Meyer-Waldeck, l'ancien gouverneur de Kiao-Tchéou. Il venait nous trou-

ver quelques instants plus tard avec le capitaine de vaisseau Makowitz, ancien commandant de la *Kaiserin-Elisabeth*, à Kiao-Tchéou, qui représentait, au camp, les prisonniers austro-hongrois. Ils nous demandaient des nouvelles et nous soumettaient leurs desiderata. Ici, deux mots.

Le Japonais a une mentalité déconcertante pour celui qui n'y est pas habitué. De la plus grande politesse, beaucoup plus poli que l'Européen, il devient, lorsque l'intérêt le requiert ou dans l'exécution des ordres reçus, sans inimitié du reste, de la plus féroce impitoyabilité. Nous aurons l'occasion d'y revenir à propos de la Sibérie. C'est dans cet esprit de dureté sans haine qu'il a fait la guerre et qu'il sourit maintenant aux Centraux. Cette indifférence à l'égard du prix de la vie, que l'Européen appelle cynisme, est d'ailleurs commune aux races mongoles en général. On sait comment le preux japonais sait se suicider pour une idée. On sait qu'en Chine il est possible aux condamnés à mort de trouver des remplaçants moyennant paiement à la famille. On en jugera enfin par l'exemple de cette scène observée en Annam par notre collaborateur Steiner. Des coolies travaillaient sur la passerelle d'une rivière profonde. Accidentellement, l'un d'eux tombe à l'eau ; il se débat, les autres s'esclaffent. Il se noie ; alors les autres le ramènent mort avec des perches et se tordent à n'en plus finir.

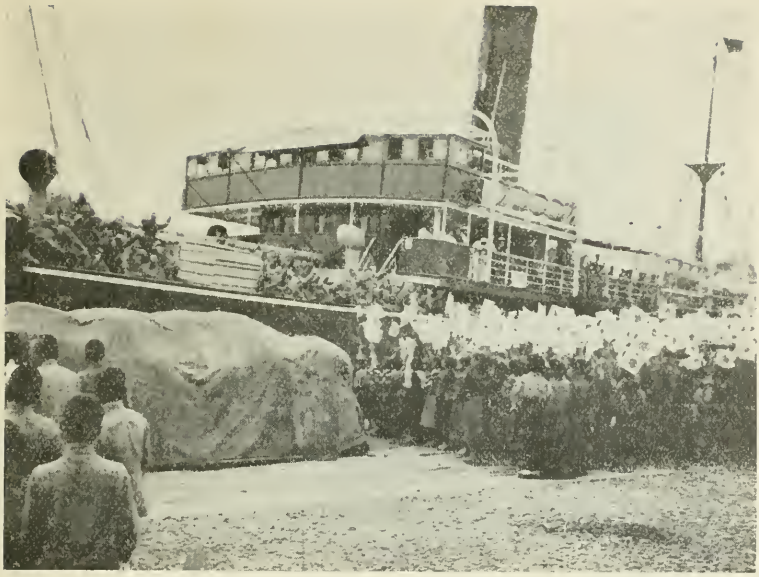
Cela dit pour la question sentiment. Au point de vue pratique, il n'y a pas de doute que de tous les belligérants de la grande guerre, les Japonais furent, avec les Américains, ceux qui traitèrent leurs prisonniers le mieux, le plus conformément aux stipulations internationales. Chez le Russe, comme nous aurons amplement à le constater, il n'y aura non plus pas de haine pour le prisonnier, on trouvera en général plus de compassion pour lui et beaucoup moins de rigidité de consigne, mais du fait de la nonchalance et du manque de moyens chez le

Russe, la situation du prisonnier chez ce dernier y sera matériellement infiniment plus mauvaise que chez le Japonais.

Les délégués des prisonniers de Narashino reconnaissent la bonne situation matérielle dans laquelle ils se trouvent, mais ils se plaignent du manque de liberté, de rares sorties, par pelotons, leur étant seulement accordées. C'est dire que leurs réclamations n'avaient pas le même fondement que celles que présenteront leurs camarades du continent asiatique [1]. Mais maintenant que nous avons toute notre expérience sibérienne derrière nous, quand nous nous reportons à ces plaintes des prisonniers de Narashino, quand nous nous rappelons comment, en particulier, le capitaine de vaisseau Makowitz nous disait avec feu, force, indignation et conviction : « Wir gehen hier zu Grunde », nous constatons que le ton des plaintes du camp-modèle atteignait à la hauteur de celles des camps de misère. Et cela n'est pas explicable seulement par le manque de comparaisons à la disposition des prisonniers de Narashino, mais parce que ceux qui avaient à lutter pour leur vie matérielle concentraient leurs forces morales sur cette lutte. En effet, la proportion des cas de folie et de neurasthénie ne nous a pas paru bien différente dans les camps japonais et dans les camps russes.

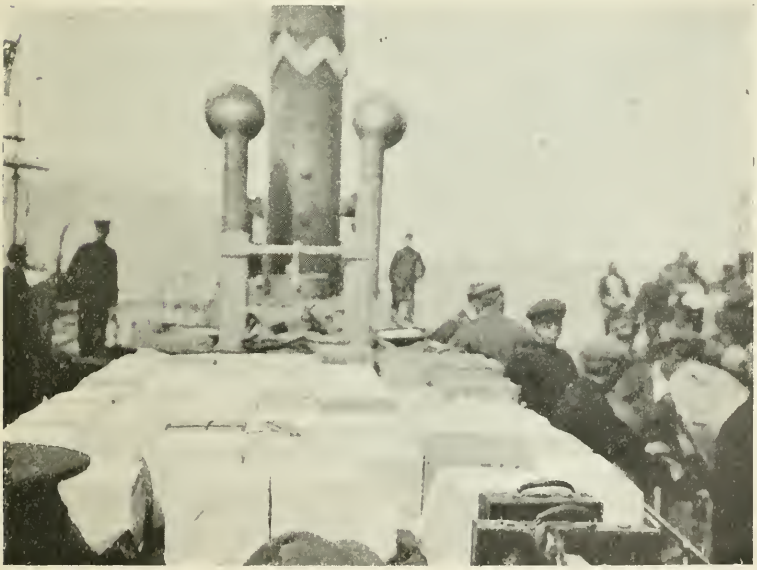
Le Comité de la Société japonaise de la Croix-Rouge ne laissa pas partir la Mission sans offrir à ses membres, dans son bâtiment, un banquet auquel assista également M. de Salis, ministre de Suisse. L'événement fut naturellement fixé sur la plaque et, à cette occasion, le marquis Tokugawa, descendant des Chogoun, sortant de sa réserve et caractérisant par là le Japon moderne, s'inté-

1. Nos visites aux camps et nos diverses démarches donnèrent lieu à des rapports circonstanciés qui ne rentrent cependant pas dans le cadre que nous avons fixé à cet ouvrage.



(*Cliché Montandon*)

Fig. 1 (page 17). — Port de Tsuruga. Départ pour la Sibérie de soldats japonais, aux acclamations des enfants des écoles.



(*Cliché Montandon*)

Fig. 2 (page 17). — Port du Tsuruga. Les cendres de chaque soldat japonais tombé en Sibérie sont ramenées dans une boîte au pays natal.

Fig. 3 (page 19). — Le général Horvat, Gouverneur de la Province Maritime.

Fig. 4 (page 64). — Les généraux Otani (à gauche) et Oï (à droite), successivement Commandants en chef des Forces alliées à Vladivostok.

ressa vivement à un perfectionnement technique de l'appareil du Dr Jacot-Guillarmod (il s'agissait en l'espèce d'un déclenchement automatique permettant à celui qui photographie de figurer également sur l'image).

Muni des recommandations nécessaires, nous partions peu après pour Tsuruga (fig. 1 et 2), port habituel pour le service de Vladivostok. Il nous sera peut-être permis de citer la parole de M. de Salis, lorqu'en quittant Tokio nous prenions congé de lui : « Vous ne pouviez pas obtenir plus que vous avez obtenu. »

Enfin, dernière gracieuseté, le Gouvernement Impérial avait fait aviser les autorités de la province de Fukui et du port de Tsuruga de notre passage et leur transmettait, à notre adresse, des souhaits officiels de bon voyage.

*
* *

Pour qui, d'Amérique, se rend en Russie, l'Asie est bien étroite. Elle tient de Yokohama à Tsuruga, car, à Vladivostok, vous vous trouvez en Europe, malgré les débardeurs chinois à longue tresse, — si la Russie est l'Europe !

A vol d'oiseau, Vladivostok, entourée de ses collines dénudées où s'abritent les forts, et baignée de ses golfes sinueux, offre un des plus beaux coups d'œil qui soient au monde. En ville même, rues et maisons ont un aspect : européen et quelconque dans le centre, russe et négligé aux alentours. Enfin quand vous prenez contact avec les intérieurs des habitations, vous vous demandez si le chapitre d'Octave Mirbeau, dans *La 628-E8*, sur les cabinets d'aisance en France, n'aurait pas encore vingt fois plus de raisons de s'appliquer à ceux de l'Asie russe.

Comme, à Washington, nous avions pris contact avec les autorités américaines qui nous avaient muni de lettres de recommandation, notre première visite fut pour la

Croix-Rouge américaine ; celle-ci, en la personne du major Riley H. Allen, autorisa d'emblée la Mission à loger dans ses locaux, sis, ainsi que ceux d'autres missions, dans les bâtiments qui furent autrefois ceux de la flotte de guerre russe. Un simple coup d'œil dans les locaux de la Croix-Rouge américaine démontre d'emblée la puissance de ses moyens. Son parc d'automobiles est plus fort que le parc d'une quelconque des missions militaires européennes, son dépôt de marchandises est plus cossu — et de combien ! — que ceux additionnés de toutes les autres Croix-Rouges. Le nombre des secrétaires est en rapport avec le travail à fournir et le samedi soir, dans le hall aux chaises de rotin, on danse ferme aux sons de *Smile the while you kiss me sad adieu.*

Puis nous fûmes à la Délégation danoise, dont l'appellation complète était « Délégation de la Légation royale de Danemark en Russie ». Quoique la délégation danoise fût donc issue de la légation de Petrograd, et eût à sa tête le ministre-résident M. André A. Koefoed (pron. Koufoud), séjournant à Omsk, cette délégation n'était pas une représentation diplomatique auprès du Gouvernement de l'amiral Koltchak, mais simplement une mission en faveur des prisonniers austro-hongrois en Sibérie dont elle avait la garde des intérêts. M. David Bergstroem, ministre de Suède à Tokio, nous avait déjà mentionné le fait, en nous racontant comment le Gouvernement de Koltchak avait été enchanté de recevoir le ministre danois qu'il prenait pour un représentant accrédité auprès de lui, puis avait « déchanté » en constatant que la Délégation danoise, pas plus que les autres missions étrangères, n'avait de pouvoirs impliquant la reconnaissance du dit gouvernement. Le Bureau de Vladivostok de la Délégation danoise était alors dirigé par M. Jans P. Mortensen.

En outre de cette délégation, les Danois avaient en Sibérie leurs consulats, et il y a lieu de remarquer

l'importance qu'avaient, dans l'immense Sibérie, les intérêts commerciaux (commerce du beurre avant tout) du petit pays qu'est le Danemark. Par le nombre de ses représentants et l'étendue des entreprises de ses nationaux, le Danemark occupait même la première place parmi les colonies étrangères en Sibérie. La Suisse par contre — sauf dans le district de Biysk, où se trouvent de nombreuses fromageries — était un facteur de peu d'importance et n'y avait pas de représentants officiels. Au Japon, remarquons-le, la situation est inverse : la colonie suisse (commerce des soies) est la plus forte et la plus riche après les colonies américaine et anglaise, tandis que la colonie danoise n'existe pour ainsi dire pas et n'a pas de représentation officielle.

Quant aux intérêts des prisonniers allemands, et subsidiairement des Turcs, ils étaient aux mains de la Croix-Rouge suédoise. Les prisonniers bulgares n'avaient pas de représentant, mais ils étaient moins de dix dans toute la Sibérie.

Nous ne tardâmes non plus pas à visiter les diverses autorités, en particulier américaines, japonaises et russes. Le major Allen nous avait déjà communiqué que le département d'État de Washington avait télégraphié, recommandant la Mission au consul des États-Unis, M. John K. Caldwell et à M. Charles Smith, membre américain du Comité interallié des chemins de fer. Ce dernier, dans sa tranquillité et sa modestie, dans sa connaissance de la langue et des affaires russes, devait nous être de la plus grande utilité.

Chez les Japonais, nous prîmes en particulier contact avec le lieutenant-colonel K. Kashimura, sous-chef de la Section des prisonniers de guerre à l'état-major de l'armée, avec lequel nous devions depuis lors avoir constamment affaire à Vladivostok.

Enfin la figure la plus frappante, parmi les autorités russes, fut celle du gouverneur général de la Province Maritime, général Horvat (fig. 3). Grand vieillard, à

blanche et fourchue barbe de fleuve, possédant parfaitement son français, il est le type des hauts fonctionnaires de l'ancien régime. C'est le grand maître du chemin de fer de l'Est-Chinois, qui, de Vladivostok à Tchita, traverse la Mandjourie. Le général Horvat a une très grosse fortune. Il passe pour « toucher », par l'intermédiaire de ses agents jalonnant habilement les étapes intermédiaires, sur chaque vagon qui obtient l'autorisation de passer. En outre de ce que nous eûmes à dire au sujet des prisonniers de guerre, il nous intéressa en nous contant qu'il avait une propriété à Genève, et qu'il avait connu notre compatriote M. Henri Moser de Charlottenfels, l'ami du général Annenkov au Turkestan et le possesseur fameux, parmi les ethnographes, de la plus somptueuse collection d'armes de l'Asie centrale qui soit au monde [1].

Puis nous rendîmes visite aux camps de prisonniers de guerre du rayon de Vladivostok, soit tout d'abord à celui de Pyérvaya Ryétchka (« Premier Ruisseau »), tenu par les Japonais dans une vallée boisée entre les hautes collines couronnées par les forts extérieurs de Vladivostok. L'état-major japonais mit une automobile à notre disposition, et le lieutenant-colonel Kashimura se rendit lui-même au camp avec nous.

Les bâtiments où logent les prisonniers, ceux-ci au nombre d'environ 3.000, sont d'anciennes casernes russes en briques rouges. Le camp de Pyérvaya Ryétchka n'a certes pas l'élégance de celui de Narashino, mais le confort que peut réclamer un détenu est pleinement assuré.

La visite aux camps de Nikolsk-Oussouriysk exige plus qu'une journée d'automobile. Il faut compter deux à trois jours, si l'on veut bien faire les choses,

1. Cette collection se trouve actuellement au Musée historique de Berne.

c'est-à-dire visiter, en se rendant compte des détails, les deux camps russe et japonais.

En cinq heures de chemin de fer, que l'on risque de faire debout dans le couloir si l'on n'a pas un permis spécial vous assurant un coupé, on parcourt les quelque 100 kilomètres qui séparent Vladivostok de Nikolsk-Oussouriysk. La ligne suit le bord de la mer, puis remonte la rivière Souifoun. Quand on a quitté la plage pour s'enfoncer dans les terres, on se sent dans la plaine russe. C'est que la Province Maritime a beau être topographiquement une arrière-chambre de la Mandjourie, il semble qu'avec l'appartenance politique, elle se soit mise au ton des autres provinces, de telle sorte que Nikolsk, dans sa plaine poudreuse ou fangeuse, avec ses maisons basses de bois terne et ses coupoles vertes et blanches, donne à l'instant l'impression du vrai pays russe. Nikolsk-Oussouriysk est le point important de bifurcation des lignes de chemins de fer de l'Amour et de Mandjourie, mais c'est surtout maintenant un nom fameux dans la mémoire des milliers de prisonniers de guerre de toutes les nationalités de l'Europe centrale, qui s'y sont succédé au cours des diverses révolutions russes, au cours des transports de prisonniers vers l'Ouest ou vers l'Est et des embarquements pour l'Europe par Vladivostok ; c'est dans le grand camp russe de Nikolsk qu'ils avaient à séjourner en attendant leur sort.

Le camp japonais est petit et n'abrite pas plus de 800 hommes ; il est dans la note des camps japonais. Le camp russe, lui, compte 4.000 à 5.000 prisonniers, dont plus de la moitié d'officiers.

Nous l'avons déjà dit, nous n'entrerons pas, pour chaque camp, dans le détail des tristes constatations faites au sujet de l'état des prisonniers. Nous citons simplement un extrait de notre rapport de visite au dit camp, publié partiellement avec d'autres dans l'*Appel du Comité international de la Croix-Rouge en faveur des*

prisonniers en Sibérie, 186e circulaire, 28 novembre 1919, appel qui fut le point de départ des collectes générales qui se firent en Europe en faveur des prisonniers en Sibérie, et de l'élargissement de l'activité du Comité international de la Croix-Rouge, de concert avec la Société des nations, en vue de leur rapatriement :

. . . . . .

La situation des prisonniers de guerre au camp russe est tout à fait insuffisante : entassement des hommes ; simple plancher soulevé comme lit, ou carcasse de lit ; mais aucune literie, celle en guenilles dont les prisonniers disposent ayant été achetée ou fabriquée par eux ; pas de bains dans ce camp ; comme vêtements et sous-vêtements, des loques (restes de 1914), des restes de chaussures ou pas de chaussures.

Nourriture réellement insuffisante.

Pas de solde ou solde inférieure à ce qui serait nécessaire pour l'entretien, celui-ci étant supprimé en cas de solde.

. . . . . .

Le colonel Arthur Neumann, de Czernowitz, au nom et en présence de ses camarades, nous fit la déclaration suivante : « Notre situation ici est si misérable que nous demandons qu'il y soit mis une fin. Nous sommes des soldats. Nous demandons donc que, conformément à une convention à faire intervenir entre les Gouvernements d'Autriche et de Russie, nous soyons fusillés. »

. . . . . .

Les prisonniers suppliaient d'être secourus, mais autrement que par des commissions de délégués prenant des photographies et faisant des statistiques. Des délégués peuvent s'entendre dire moqueries et injures, et, comme me le disait un membre d'une autre Croix-Rouge, s'il arrivait qu'il leur fût craché à la face, il n'y aurait pas lieu de s'en étonner. Cela est explicable quand on a constaté, comme je l'ai fait maintenant, leur état lamentable, et excusable, quand on se rend compte que cette situation matérielle a produit un état collectif de haute tension nerveuse.

. . . . . .

Visite à Nikolsk, 26-28 juin 1919.

Et ci-dessus, nous n'avons pas parlé de la misère de ceux qui, pour une croûte de pain, s'engageaient,

hors du camp, aux travaux les plus durs. Combien d'ex-superbes officiers creusaient des canaux et nivelaient les routes !

Après avoir fait dans les camps nos premières distributions de secours et posé les premiers jalons pour le futur rapatriement, nous décidâmes de laisser à Vladivostok le Dr Jacot-Guillarmod pour établir la liaison avec Genève et de partir avec MM. Eigenmann et Steiner directement pour Omsk.

Ce départ était urgent si nous ne voulions pas renoncer à voir les prisonniers d'Omsk — ils étaient alors à eux seuls au nombre de 25.000 — et le gouvernement dans sa capitale. En effet, après les brillants, trop brillants succès du printemps 1918, où, sur un front qui allait de la Caspienne presque jusqu'à l'Océan Arctique, le demi-million d'hommes que comportait l'armée de Koltchak avait dépassé l'Oural et par ses deux colonnes principales tenait Perm et Oufa, après ces brillants succès, disons-nous, le repli, l'affaissement de ce boursouflement au delà des forces disponibles, s'était produit, brutal. Les échos de la défaite étaient cependant rares et sans apparence alarmante, quand parut dans l'*Écho*, le seul journal de Vladivostok qui publiât en langue non russe (en anglais) une de ses pages, un long article attaquant avec la plus grande violence le gouvernement de Koltchak et signalant la situation quasi-désespérée, tue jusqu'ici, de l'armée. L'*Écho* était connu pour être nourri par des fonds anglais. Les autorités anglaises en Sibérie prétendirent que la parution de l'article avait eu lieu contre leur gré. Quoi qu'il en fût, le journal fut suspendu et lorsqu'il reparut, ne se publia plus qu'en russe, au désespoir de ceux qui n'avaient pas la force morale de se faire à cette étrange et belle langue. Personne ne savait de quoi demain serait fait ! On parlait déjà de la cessation du mouvement régulier des trains pour Omsk.

La Croix-Rouge américaine accoupla à l'un de ses trains qui, le 20 juillet, allait partir pour l'Ouest, le vagon contenant les marchandises que nous prenions avec nous. Nous aurions pu embarquer nos personnes dans le même train, mais c'eût été voyager avec trop de lenteur — trois à quatre semaines jusqu'à Omsk. Ce qu'il nous fallait, c'était partir par l'express qui, une fois par semaine, et en une semaine, se rendait dans cette ville. Chez nous, en Europe, on prend son billet : un point, c'est tout ! Cependant l'obtention de billets pour Omsk était plus difficile que ce qu'un vain peuple pense. M. Eigenmann, qui avait des relations dans les bureaux, s'était flatté de les obtenir. Nous l'avions de plus armé d'une lettre de M. Vassiliy O. Klemm, représentant du ministère des Affaires étrangères d'Omsk, recommandant la Mission. Mais les bureaux (c'était l'administration du chef des Communications militaires) remettaient de jour en jour leur réponse pour finir par nous faire savoir, la veille du départ, qu'il n'y avait pas de billets pour nous. La raison donnée était qu'il s'agissait d'un train où avaient spécialement à prendre place des officiers partant pour le front.

Nous fûmes alors trouver un personnage que nous ne nommerons pas puisqu'il préférerait peut-être qu'il ne fût pas parlé de lui, et que nous lui restons redevable du service qu'il nous rendit. Il nous remit un mot pour M. Klemm, où, brièvement, il lui signifiait en substance : que notre présence étant plus nécessaire sur le front que celle des officiers russes, il le priait de faire en sorte que les membres de notre mission eussent une place dans le train du lendemain.

Nous avouons nous être rendu chez M. Klemm avec un certain intérêt, nous demandant quelle allait être la réaction. Son secrétaire, M. Ch. Baumann, qui, d'habitude, nous accueillait avec un sourire, revint, après qu'il eut passé la lettre à M. Klemm, blet, la figure longue comme un jour sans pain, et nous introduisit. M. Klemm

nous assura que si nous nous étions adressé à lui, tout eût été en ordre — il oubliait que précisément sa lettre n'avait pas eu d'effet — et nous avisa d'avoir à nous trouver de nouveau chez lui le lendemain matin. Le lendemain, il nous annonçait que l'affaire était en règle et que nous n'avions qu'à passer au bureau des vagons-lits. La nuit même du 20 juillet, nous partions de Vladivostok. Nous apprenions que M. Klemm avait téléphoné au général Horvat à notre sujet et qu'on avait enlevé à notre intention leurs billets à trois voyageurs qui en étaient déjà fournis. Choses de Russie !

La lettre qui nous sortit d'embarras mérite une explication et apparaîtra moins brutale à la lumière des faits. En mentionnant notre présence comme plus nécessaire au front que celle des officiers russes, elle voulait dire, par allusion : « que celle des officiers que le train prétend transporter » (en outre d'officiers, le train contenait en effet pas mal de dames et de spéculateurs). Il y avait précisément alors du tirage avec les Alliés du fait que le général Aléxéyev, chef des Communications militaires, et ses bureaux, avaient l'habitude de « toucher » de façon trop manifeste sur voyageurs et marchandises. La retraite d'Aléxéyev de son poste fut peu de temps après exigée. En ce qui concerne notre Mission, Aléxéyev et C° eussent aussi désiré « toucher », mais ils ne touchèrent point.

* * *

Nous sommes donc dans le train. Nous allons voir se dérouler devant nous, dans toute son étendue et sans arrêt, l'immense terre nord-asiatique, et, par les chaleurs continentales d'août, de la façon la plus confortable possible : assis, tous les jours, et presque tout le jour, sur le marchepied du vagon, les jambes ballantes.

C'est d'abord ce coin de Sibérie qu'est la Province Maritime, puis les coteaux qui la séparent de la Mandjourie. Alors c'est la plaine mandjoue, fertile, aux

hommes à tresse et à chapeau en parasol, aux bâtiments de gare envolutés de dragons et ruisselants de couleurs vives. Puis, après la traversée des monts Chin-Gan, où, comme dans les Alpes, la technique ferroviaire s'est vue obligée de faire boucler une boucle à la ligne (fig. 5), c'est un coin de Mongolie, aride, sableuse, l'extrémité du désert de Gobi. Dans l'herbe rare et grise, en scrutant bien, on voit de temps à autre des « tarbagan », les marmottes porteuses de peste.

La chaleur est torride. Tous en souffrent visiblement. Alors nous prenons les devants et arrivons au vagon-restaurant en pyjama. « Vous introduisez une nouvelle mode, docteur ! » nous dit la princesse Galitzine, qui, avec son mari Dimitriy Nicolayévitch, officier de marine, était du voyage, et dès le lendemain, elle et tous les étrangers étaient et demeuraient en pyjama. Le colonel d'infanterie coloniale française Dupertuis en entendit des reproches à Omsk même. De plus, nous nous souvenons d'avoir personnellement blessé l'assistance en retroussant nos manches au-dessus du coude. C'est que nous oubliions que nous n'étions pas à Galveston du Texas — où la chaleur et la coutume nous autorisaient à relever les manches, mais pas à nous libérer du col-carcan ! De cette diversité des protocoles, il y a longtemps que nous avons tiré la conclusion que le seul procédé naturel est celui qui consiste pour chacun à faire comme bon lui semble et à ne pas se demander comment fait et pense le prochain. Les officiers russes, eux, restaient boutonnés « jusqu'à la gauche » et suaient à grosses gouttes. Quant au zèle qu'ils mettaient à se rendre au front, nous en jugeâmes par le fait qu'en apprenant notre qualité de médecin, ils venaient nous demander des certificats qui leur permissent de descendre du train « avant Omsk ».

Au sortir de la plaine, et en même temps de ce qui, politiquement, constitue la Chine, on arrive à un amas de nombreuses et grandes bâtisses en briques rouges.

C'est Daouria, ce sont les casernes où, avant la guerre, était cantonné tout un corps d'armée, 40.000 hommes de troupes russes. Daouria, lors de notre passage, relevait de Sémyonov, ataman des cosaques de Transbaïkalie, qui faisait beaucoup parler de lui et avec lequel nous aurons plus tard affaire. En français pittoresque, l'amiral Janenko, covoyageur, nous disait : « C'est ici que commence le règne de Sémyonov. »

Le terrain alors se mamelonne peu à peu, puis accentuant ses bosselures, se boise : nous sommes dans la Transbaïkalie. Les monts s'élèvent encore et le train contourne, à même le bord, la partie sud du lac Baïkal. Depuis ce premier passage, nous avons encore six fois longé ses bords ; nous l'avons vu par l'été brûlant, par l'arrière-automne alors que la glace le cerclait d'un simple anneau, en plein hiver quand la glace était devenue carapace solide, de jour, de nuit, sous les rayons du soleil ou par un jour terne. Toujours, encadré dans ses montagnes qui avec lui se perdent vers le Nord dans le vague infini, nous l'avons retrouvé pareil : sans mouvement, sans bruit, froid, gris comme l'acier (fig. 6).

On frôle l'Angara qui sort du lac, puis, interminablement, on est lancé au travers de la « taïga », la grande forêt sibérienne qui s'étend tout au long de la Sibérie méridionale, dont les bouleaux semblent avoir emprunté leur écorce blanche à l'hiver de leur patrie, on traverse lentement les immenses fleuves, roulant au Nord, de ce plat pays, lentement, disons-nous, car on est en état de guerre tout le long de la ligne. Le front n'existe pas que face à l'armée régulière ennemie. Les partisans rouges surgissent de toutes parts et les journaux ont une rubrique constante pour le « front intérieur ». Peu de jours avant notre passage, on a tiré sur le train dans lequel voyageait le général Doutov (fig. 13), l'ataman des cosaques d'Orenbourg, dont le territoire et l'armée forment liaison entre Koltchak et Dénikine. Chaque jour, de droite et de gauche, nous observons les débris de quelque

train qui a roulé au bas du talus. Nous avons même failli être enveloppé par un événement de beaucoup plus grande envergure.

Le 30 juillet, trois jours après que nous eussions passé Krasnoyarsk, y éclatait un soulèvement du 31e régiment d'infanterie. Dès le lendemain, cependant, il était étouffé par les cosaques et les Tchèques[1]. La répression fut impitoyable. Un semblant de jugement fut inauguré par le commandant tchèque : les soldats du dit régiment entraient d'un côté du bâtiment, passaient devant les juges, et, au sortir du bâtiment, de l'autre côté, étaient fusillés comme des lapins. On extermina ainsi un homme sur trois. C'étaient tous de très jeunes gens. La répression était en rapport avec le danger couru. En effet, si Krasnoyarsk était tombé, c'était la prise du pont sur l'Yénisséi, le plus grand pont de la Sibérie centrale, c'était tout le gros de l'armée de Koltchak capturé en bloc, avec toutes les missions étrangères à Omsk... Ah ! le beau coup de filet !

Après avoir passé l'Obi, la « taïga » se clairsème et l'on sent les approches de la steppe.

A une petite station avant Omsk, un train tamponné finit de brûler et l'odeur de la chair grillée prend la narine. Sans parler des attaques contre la voie, les accidents en gare sont trop nombreux pour ne pas être le fait intentionnel du personnel. La veille, à une autre station, où avait eu lieu un tamponnement, les autorités en furent si persuadées, qu'elles arrêtèrent et fusil-

1. Une autre version, qui nous fut donnée beaucoup plus tard, par un prisonnier, voudrait que le dit régiment n'eût pas eu l'intention de se soulever définitivement. Il se serait simplement agi de donner, par une alerte, l'occasion au grand chef de bande, Chtchétinkine, qui, de Minoussinsk, au sud de Krasnoyarsk, opérait dans la contrée avec près de 40.000 hommes, l'occasion de s'emparer de magasins d'approvisionnements à Krasnoyarsk — ce qui, de fait, aurait réussi. Nous ne croyons pas à cette version, car une pareille feinte suffisait à faire encourir au régiment le sort qu'il subit. Tout au plus cette version a-t-elle été fournie par les révoltés arrêtés, pour tenter de rendre la répression moins lourde.

lèrent sur-le-champ seize employés. Et nous nous souvenons comme, à un arrêt, le contrôleur, vêtu d'ultra-rapiécé et les bottes vingt fois trouées, nous voyant un appareil photographique à la main, nous dit, sans se préoccuper des officiers mécontents de l'entendre : « Photographiez-moi, et vous montrerez comment sont vêtus ici les employés de chemin de fer. »

Omsk, tout le monde descend !

*
* *

A cheval sur la petite rivière Om, à son embouchure dans l'Irtuch, Omsk est un immense village aux rares maisons de pierre, aux rues de boue ou de poudre, d'une poudre que le vent constant vous fouette dans les yeux et qui facilement gratifie d'une conjonctivite si l'on ne se hâte de porter lunettes.

Avec les recommandations dont avait bien voulu nous fournir au départ de Vladivostok le major R. H. Allen, nous nous en fûmes à la Croix-Rouge américaine. Nous y trouvâmes deux hommes, parmi les plus sympathiques de ceux que nous avons rencontrés dans cette organisation si riche en tempéraments divers : Charles Macdonald, à la tête du service général, et le Dr A. F. Jackson, originaire des Iles Hawaï, à la tête de l'hôpital, tous deux cordiaux, loyaux, ouverts, en un mot, vu les misères de toutes sortes auxquelles ils avaient à porter secours, les sollicitations de tout calibre auxquelles ils avaient à répondre, « the right men in the right place ». Pendant les trois semaines que nous séjournâmes à Omsk, nous logeâmes à la Croix-Rouge américaine et s'il peut sembler, à qui juge d'Europe, que nous abusions facilement de l'hospitalité qui nous était offerte, il y a lieu d'insister sur le fait qu'alors, sous Koltchak, comme à présent sous le régime bolchévique, il est tout à fait inutile de débarquer dans une ville sibérienne en comptant sans autre trouver un gîte.

Ne pas l'avoir assuré d'avance, si l'on n'a pas son train ou son vagon à soi, c'est coucher dans les parvis de la gare, avec la chance de se faire voler et de prendre le typhus exanthématique.

M. Roland S. Morris, ambassadeur des États-Unis à Tokio, était alors en mission spéciale à Omsk. Cette mission consistait surtout à se rendre compte de la solidité matérielle et morale du gouvernement de Koltchak, en vue de sa reconnaissance éventuelle. On sait que, alors que tous les autres Hauts-Commissaires des Puissances alliées favorisaient cette reconnaissance, les États-Unis y étaient opposés. Grâces en doivent être rendues à M. Morris. Nous le vîmes ainsi que, pour des questions pratiques, le consul général des États-Unis, M. Ernest L. Harris, un fort bon connaisseur de la Suisse où il a séjourné pendant la guerre mondiale et où il avait sans doute à remplir un rôle officieux.

Au ministère des Affaires étrangères, nous vîmes à plusieurs reprises M. Soukine, gérant du ministère en l'absence de M. Sazonov, et M. Joukovskiy, vice-ministre[1]. Aux deux camps de prisonniers des Puissances centrales à Omsk, nous fîmes plusieurs visites (fig. 9 et 10).

Dans la correspondance que nous eûmes avec M. Soukine au sujet des prisonniers de guerre, les questions de bien-être et celle du rapatriement, qui, à Vladivostok, étaient les principales, sans être négligées, cédaient la première place à la « question des camps dans la zone du front ». C'est que tout était commandé par la situation militaire.

Les renseignements qui avaient été communiqués par l'*Écho* de Vladivostok n'étaient que trop vrais. L'armée, démoralisée, privée de tout réconfort matériel, reculait et fondait. Les Rouges occupaient déjà la ligne du Tobol (à l'Est des monts Oural, à 500 kilo-

1. Pendant notre séjour à Omsk, l'amiral Koltchak (fig. 7) se trouvait sur le front.

mètres à l'Ouest d'Omsk). Les journaux n'avaient pas le droit d'alarmer la population et publiaient de secs communiqués. Officiellement, les fonctionnaires gouvernementaux vous recevaient tranquillement et parlaient de questions courantes sans faire allusion à la situation, mais on sentait peser de la contrainte dans cette attitude. Déjà certaines administrations étaient transférées plus à l'Est, à Tomsk et à Irkoutsk.

Or, quand nous avions visité les camps, nous ne nous étions pas contenté de constater le filtrage des toits et l'humidité du sol. Après notre première visite du 6 août, nous y étions retourné ; des délégués des prisonniers venaient, de leur côté, nous trouver en ville, et la grosse question que débattaient les prisonniers était celle-ci : tomberons-nous entre les mains des Rouges? devons-nous faire ce qui dépend de nous pour tomber entre leurs mains? devons-nous demander à qui a quelque influence d'agir dans ce sens ?

A part l'hésitation de quelques-uns, la réponse et le désir de l'immense majorité n'étaient pas douteux : ils désiraient impatiemment, ardemment, tomber aux mains bolchéviques. Chez les uns, certainement, c'était parce qu'au contact des réalités leur mentalité avait pris un autre cours, le « cours nouveau ». Nous nous souvenons avec quel accent le chef des prisonniers du 1er camp d'Omsk, un Autrichien, nous disait comme conclusion à ses paroles sur la guerre que leur patrie leur avait demandé de soutenir : « Wir sind jetzt belehrt » (nous sommes maintenant instruits), et avec quelle conviction ses compagnons répétaient : « Ja, Ja, wir sind belehrt ! ». Si les autorités l'eussent entendu, cela lui aurait valu le mur ! Mais d'autres, la majorité même sans doute, voyaient dans le fait de passer derrière le front bolchévique le plus sûr et plus prompt moyen de rentrer dans leur pays. Dans le désir de passer de l'autre côté, tous ou presque tous étaient donc d'accord. Pour cela, il fallait que les camps d'Omsk ne fussent pas

déménagés, et ils nous demandèrent d'intervenir auprès des autorités dans ce sens.

Nous n'avions pas à nous préoccuper des sentiments pro- ou antibolchéviques que pouvaient avoir les uns ou les autres des prisonniers. Nous avions à nous demander, du pur point de vue « croix-rougien », quelle était la solution préférable dans l'intérêt matériel des prisonniers et dans celui de leur futur rapatriement. Il était malaisé de deviner ce qui adviendrait chez les Bolchéviques à ce dernier point de vue, mais les espoirs, au cas où les prisonniers resteraient aux mains des Alliés, étaient si lointains, qu'il était difficile d'espérer plus mal. Quant au point de vue matériel, il est évident que les déménagements de camps, au cours d'une déroute — nous savions dans quelles conditions s'était exécuté le transfert de ceux de l'Oural — se font avec une brutalité et un accroissement de misère infinis. Donc, pas de doute possible, il était de notre devoir de demander que « quels que fussent les changements de front, les camps devaient rester là où ils étaient ». Mais, quoique nous fussions appuyé par certains représentants alliés, le refus des autorités russes et en particulier de l'état-major fut catégorique. Nos pourparlers se terminèrent par la pièce suivante :

(*L'original est en français.*)

Gérant du ministère
des Affaires étrangères
N° 531

Omsk, le 31 août 1919.

Monsieur George Montandon, Président de la « Mission en Sibérie » du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.

Monsieur le Président,

En accusant réception de Votre lettre en date du 17 août 1919, concernant la situation des prisonniers de guerre en Sibérie, j'ai l'honneur de vous informer que la Commission chargée de s'occuper des prisonniers ayant discuté la question que vous avez soulevée me communiqua les résolutions suivantes :

(*Cliché Montandon*)

Fig. 5 (page 26). — En Mandjourie, chaque pont, chaque tunnel est protégé, à chaque extrémité, par une tour fortifiée contre les bandes de pillards. Tour de défense dans les Monts Chin-Gan, là où la voie, décrivant une boucle, perce le remblai supérieur.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 6 (page 27). Les bords du lac Baïkal.

Fig. 7 (page 30). — L'amiral Koltchak.

Fig. 8 (page 68). — Le général Diederichs, Commandant en chef des armées de Koltchak.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 9 (page 30). Omsk. Tour-vigie du camp des prisonniers de guerre autrichiens et hongrois.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 10 (page 30). A Omsk, sous le régime de Koltchak. Au pied de la morgue dominée par la croix, une sentinelle ivre couchée sur des cercueils.

1) Il est absolument impossible de laisser les prisonniers dans les endroits de leur concentration en cas d'évacuation des territoires respectifs, les bolchéviques ayant adopté la pratique de les enrôler dans l'armée rouge ou de les fusiller en cas de refus. Or les prisonniers eux-mêmes ont maintes fois adressé la demande d'être évacués.

2) En ce qui concerne les perquisitions dans le camp des prisonniers à Petropavlosk, une interpellation fut adressée à ce sujet au Ministère de la Guerre par le Président de la Commission, mais la réponse ne lui est pas encore parvenue.

3) Le transport des prisonniers en Cis- ou Transbaïkalie en cas d'évacuation générale ne dépend que des conditions du transport des chemins de fer et de la quantité des places libres dans les nouveaux lieux de cantonnement ; toutefois, comme point de départ, on a tout lieu de croire que les forces bolchévistes seront finalement écrasées et que le rapatriement des prisonniers pourra par conséquent s'effectuer non par Vladivostok mais par l'Ouest.

4) La question de la remise partielle des prisonniers entre les mains des autorités japonaises ou américaines en Extrême-Orient ne pourrait être soulevée que lorsque la suggestion formulée par les représentants Alliés à Omsk de confier tous les les camps de concentration à la Croix-Rouge Américaine serait abandonnée.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je Vous prie de croire, Monsieur le Président, que le Gouvernement ne manquera pas de prendre toutes les mesures possibles dans les circonstances actuelles pour sauvegarder les intérêts des prisonniers se trouvant en Sibérie.

J'ai l'honneur de Vous remettre ci-joint les permis pour les membres de la Délégation de la Croix-Rouge Suisse leur garantissant le libre passage en Sibérie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

SOUKINE.

Nous eûmes à revenir plus tard sur la question de l'évacuation des camps (voir pages 49-56).

Bien nous en avait pris de venir à Omsk en train rapide et non pas dans le convoi sanitaire 18 américain. En effet, ce dernier train, vu les événements militaires, reçut l'ordre de ne pas dépasser Irkoutsk. C'est dire que

nos marchandises ne purent pas parvenir jusqu'à Omsk et que nous dûmes nous contenter de remettre aux camps des secours en argent. Il était un autre point de notre tâche qu'à regret nous ne pûmes pas remplir : la visite que nous nous étions promis de faire au plus misérable, par la mortalité fantastique qu'il manifesta, des camps en Sibérie, au camp de Pétropavlovsk. Pétropavlovsk est sur l'Ichum, à 300 kilomètres à l'Ouest d'Omsk, mais les communications avec cette ville, alors toute proche du front, étaient désastreuses. La mission américaine Ch. H. Tuck (envoyée par le département de l'Agriculture des États-Unis) qui, avec son vagon à elle, revenait de Pétropavlovsk, avait mis deux semaines à franchir ces 300 kilomètres, vu l'engorgement de la voie. Chacun nous déconseillait de tenter le départ pour Pétropavlovsk, dont une partie des prisonniers, 500 hommes environ, au milieu de privations infinies, fut, dans ces jours-là, transférée directement à Nikolsk-Oussouriysk.

Si nous avions pu mettre à exécution notre projet complet de tournées aux camps, nous eussions, en rentrant de Pétropavlovsk, pris le bateau et remonté l'Irtuch pour visiter ceux de Pavlodar et de Sémipalatinsk. De là, nous serions revenu au Nord, visitant celui de Barnaoul, et retrouvant à Novo-Nikolayévsk la grande voie ferrée. Mais même en devant renoncer à Pétropavlovsk, il ne nous était plus possible de faire cette tournée dans les camps du Sud. En effet, les communications entre Sémipalatinsk et Barnaoul étaient totalement interrompues, par les partisans rouges, depuis trois semaines. Celles d'Omsk avec Sémipalatinsk devenaient précaires et M. Aksakov, secrétaire au ministère des Affaires étrangères, auquel nous parlions de nos projets, nous déclara ouvertement, malgré l'optimisme officiel qui était de rigueur : « Si vous partez pour Sémipalatinsk, vous avez chance de n'en pas pouvoir revenir. » La mission Tuck, qui eût dû s'y rendre aussi, y renonça. Nous fîmes de même.

En novembre 1919, nous retrouvant au Japon, le numéro du 19 septembre du grave *Temps* nous tomba sous les yeux. Il donnait une dépêche d'Omsk relatant

. . . . . .

Sur la chaussée Ischim-Kourgane, notre avance continue. L'ennemi, en déroute, se disperse, nous abandonnant des milliers de prisonniers, des canons, des mitrailleuses, des convois, des parcs d'artillerie, un avion et du matériel. Les cosaques sibériens donnent la chasse aux fuyards cachés dans les forêts et les font prisonniers par milliers.

. . . . . .

Pour des renseignements, c'était des renseignements !

Les Français qui étaient alors à Omsk étaient d'un avis quelque peu différent. Le Dr Georges Imbert, de Paris, de la Mission française, un charmant collègue, très répandu à la Croix-Rouge américaine pour sa connaissance de la langue anglaise, et qui partait ces jours mêmes — nous étions fin août — en ligne directe pour Vladivostok, nous prenant à part, nous dit : « Mon cher ami, j'ai un bon conseil à vous donner : Foutez le camp ! Dans une semaine, c'est la panique ! » Le général Janin, commandant des forces alliées en Sibérie, qui revenait d'une tournée au front, rapportait qu'il n'avait jamais vu une « pareille liquéfaction d'armée ». Huit à dix pour cent des hommes tenaient pied ; les autres tombaient malades, affamés, se dispersaient ou passaient aux Rouges.

Des fragments lamentables de ces débris d'armée, nous les vîmes à Koulomzino, où nous nous rendîmes avec M. Harris et le major Macdonald. Il fallait pour cela traverser l'Irtuch, car Koulomzino est la première station sur sa rive gauche. Omsk est une ville bizarrement construite en ce sens qu'elle s'allonge tout entière sur la rive droite du fleuve. De l'autre côté de l'eau, pas une bâtisse, mais la steppe avec quelques points blancs : les tentes rondes, recouvertes de tapis de poil de mouton, d'un village kirghize. Une autre fois, nous ne man-

quâmes pas d'y rendre visite et si la steppe est ainsi, avec tous ses attraits, si proche de la ville, c'est qu'aucun pont ne relie les deux rives. On passe en bac, avec une lenteur interminable et la vision de scènes des temps bibliques qu'offre l'embarquement de chevaux et de chameaux kirghizes. La station de Koulomzino, elle, est à plusieurs kilomètres en amont. Le pont du chemin de fer qui y conduit et la masse de maisons européennes quelconques qui forment cette agglomération ne gâtent donc en rien le paysage en face même d'Omsk.

Pour nous rendre à Koulomzino, nous prîmes un petit vapeur; là, nous visitâmes un train de la Croix-Rouge américaine, un train sanitaire russe incontestablement inférieur, et un train de malades du typhus exanthématique, qui était arrivé du front. Quelle pitié ! Dans des vagons à bestiaux, en lambeaux, couchés sur un peu de paille, regardant fixement en l'air sans connaissance, les lèvres sèches, ces hommes attendaient là depuis des heures d'être transportés dans l'hôpital adjacent à la gare, déjà rempli de malades. Entre l'encombrement des vagons, des cloaques repoussants ! Contre les baraques de la gare, couchés en tas, des réfugiés, des loques, hommes, femmes, enfants ! Nous nous étions munis de bottes, mais M. Harris sautait allègrement en souliers bas et chaussettes violettes. C'était dangereux, vu les poux à typhus. Quelques jours après, le docteur du train américain, Dr Connor, mourait lui-même du typhus exanthématique. (Fig. 11).

Une fraction du régiment anglais du Hampshire, qui campait pittoresquement au Nord d'Omsk, dans un bois de bouleaux, quittait la ville et partait pour l'Est. Les convois, parfaitement équipés, défilaient en bon ordre, mais ce n'était pas un réconfort pour ceux qui avaient à craindre les Rouges, que de voir ainsi le départ, avant l'heure du combat, de troupes solides. Le bataillon français, qui était près de Pétropavlovsk, fut retiré directement jusqu'à Krasnoyarsk. Il fondait du reste,

du fait que les hommes, arrivant au bout de leur temps d'engagement, refusaient de reprendre du service et qu'on ne trouvait pas de nouveaux engagés. Aussi ce bataillon était-il alors réduit à l'effectif d'une faible compagnie. Lui et le régiment anglais, faible aussi, constituaient les seuls représentants de troupes européennes occidentales. On sentait qu'ils n'étaient censés être là qu'en qualité de soutien moral.

Quant aux Tchèques, dont un régiment occupait la gare d'Omsk, eux qui, sous leur chef Gaïda, avaient pris Perm et mis en péril le gouvernement de Moscou, leur esprit avait bien changé. La direction de l'armée fit — au point de vue militaire tchèque — une grosse faute en enrôlant, pour remplir les vides, les nouveaux citoyens tchèques jusqu'alors citoyens autrichiens. Un très grand nombre d'entre eux ne voulaient pas entendre parler de leur nouvelle appartenance, dictée par le nouveau tracé des frontières ; mais ils avaient à se présenter une fois par semaine à la Commission tchèque de recrutement, et qui refusait de s'enrôler était quasi officiellement roué de coups. La chose est certifiée par trop de témoins pour qu'elle puisse être démentie « d'en haut ». De façon générale, les Tchèques se sont acquis en Sibérie un renom de brutalité qui ne leur sera pas de sitôt enlevé. Il serait d'autre part injuste de faire d'eux une exception, car, après avoir été en contact avec tous les peuples de l'Europe centrale et orientale, nous pouvons dire : que si les Allemands peuvent être, selon le schéma qui leur est prescrit par leurs chefs, de la plus grande brutalité, sans regret ni plaisir, les peuples du centre oriental, Polonais, Tchèques, surtout Hongrois, puis Balkaniques, sont d'une cruauté qui leur fait plaisir au cœur, à laquelle n'atteindront ni les Français sensitifs, ni les Allemands mathématiques, ni les Russes et les Ukrainiens bons et mystiques. Nous disons que le Russe est « bon » dans le fond de l'âme, sans que nous fassions ici de différence entre les

partis politiques ; mais si nous entrons dans la distinction des partis, à la lumière de ce que nos yeux ont vu et nos oreilles entendu, nous certifions qu'en somme les Rouges furent régulièrement moins sanguinaires que les Blancs, Blancs russes et acolytes. Davantage à ce sujet plus tard ! Pour l'instant, revenons aux Tchèques.

Il semblerait que la brutalité tchèque dût être ressentie principalement par les Autrichiens, leurs anciens maîtres. En fait, la haine a surtout grandi entre Tchèques et Hongrois. Il faut mettre cela sur le caractère également vindicatif, tel que nous venons de l'étiqueter, des uns et des autres. Les coups de cravache dont ont été abreuvés les Hongrois ne sont pas tombés sur des cœurs insensibles. Nous servira d'exemple, ce que nous déclara, le regard en feu, un officier hongrois, un homme d'éducation, un avocat : « Si un jour nous sommes appelés à faire l'ordre à Prague, et si mon soldat, voyant une femme enceinte, ne lui ouvre pas le ventre pour arracher l'embryon de ses entrailles, je le tue sur place. » Y a-t-il un remède à ces haines ? Il y en a peut-être un.....

L'armée tchèque compléta donc ses unités, mais elle perdit son nerf. Peu à peu, son esprit se teinta d'un rose vif. Toujours splendide extérieurement, et se défendant, comme elle savait se défendre, là où entrait en jeu la sûreté des communications avec l'arrière, il eût été impossible — c'était un fait connu quand nous étions à Omsk — de la faire marcher au front. Elle ne devait pas sortir de ce rôle passif jusqu'à son embarquement à Vladivostok.

Les rues d'Omsk voyaient passer journellement de longs convois de parc et d'approvisionnement, mais ce qui était remarquable, c'était, à part un maigre bataillon de barbes grises et d'officiers très « garde nationale », de ne pas voir de troupes russes. En effet, Koltchak, comme, sauf erreur, Dénikine, s'était lancé en avant presque sans laisser de réserve à l'arrière. On tenta alors de remédier à la chose par une mobilisation géné-

rale de tous les cosaques, sous la conduite de l'ataman des cosaques de Sibérie, Ivanov-Runov (fig. 14).

Disons, pour ceux qui l'ignoreraient, que jusqu'au régime bolchévique, les cosaques, de vrais Russes de race, ont joui dans leur pays d'une situation sociale et administrative particulière. C'étaient, d'un mot, des soldats-colons, comme en connut l'empire romain. A part la Transcaucasie, la Transcaspie et le Turkestan, occupés par des troupes spéciales, les divers groupes cosaques, en bordure de l'empire russe, en occupaient les marches méridionales, de la mer Noire au Pacifique : cosaques du Don, du Kouban, du Térek, d'Astrakhan, de l'Oural (c'est-à-dire de la rivière de ce nom et pas des monts Oural), d'Orenbourg, du Sémiryétché, de Sibérie (c'est-à-dire de la partie méridionale de la Sibérie proprement dite, centrale), de Transbaïkalie, de l'Amour, de l'Oussouri. C'étaient avant tout des troupes de cavalerie, mais il y avait aussi de l'infanterie et de l'artillerie cosaques. Sur leurs pantalons bleu foncé, une large bande de couleur vive les rendait reconnaissables ; ceux que nous rencontrions la portaient : bleu clair (cosaques de l'Oural), carmin (Orenbourg), rouge (Sibérie), jaune (Transbaïkalie et Oussouri).

D'ailleurs très fiers de leur état ! Lors d'une de nos visites au village kirghize en face d'Omsk, un cosaque entre dans la tente où nous sommes assis, et comme, un instant après, nous parlons des enfants de la steppe, il dit avec orgueil : « Le Cosaque, le Kirghize et le loup sont trois frères ! »

Nous assistâmes à la mobilisation cosaque, aussi bien au village cosaque (« stanitsa ») de Zakhlamenskoyé, sur l'Irtuch, au nord d'Omsk, qu'à Omsk même, dans la caserne d'artillerie. Le 10 août, un service solennel fut célébré à la cathédrale dite de Nikolsk ou des cosaques, où se conserve l'étendard de Yermak, premier conquérant de la Sibérie (1581). A la sortie du service, les cosaques acclamèrent leur chef, Ivanov-Runov, et lui présen-

tèrent sur un coussin un sabre recourbé dit « chachka », recouvert de pierreries. Ce sabre avait son histoire puisqu'il avait appartenu à Jean Sobyeskiy, roi de Pologne et défenseur de Vienne contre les Turcs. Pendant la guerre mondiale, il fut volé, en Europe, dans nous ne savons quel musée, et parvint, par l'intermédiaire de divers brocanteurs, pour un prix dérisoire par rapport à sa valeur intrinsèque et historique, à un groupe de cosaques de Sibérie.

Mais toutes ces cérémonies ne reflétaient pas la vraie face des choses, et l'épée de Jean Sobyeskiy ne devait faire retarder la chute d'Omsk que de quelques semaines. Le moral des soldats cosaques était aussi atteint.

Le chef des prisonniers du camp d'Omsk nous avait fait diverses révélations. En ville même, vingt mille bolchéviques n'attendaient que le moment favorable pour se joindre aux Rouges. Quant aux cosaques, il nous dit : « L'affaire se jouera sur l'Ichum. Les émissaires sont en route. » « L'affaire », ce n'était pas la bataille. Ce qu'il voulait dire nous rappelle la conversation que nous eûmes un jour avec le gouverneur d'une province africaine ; nous parlions des minces résultats qu'avaient obtenus et des fortes pertes qu'avaient subies, par rapport aux Français, les Espagnols au Maroc. « C'est que, nous disait cette personne, les Espagnols ont voulu faire la guerre avec des cartouches. » Au lieu, voulait-il dire, de la faire avec de l'argent.

Ici, cependant, il ne s'agissait pas d'argent, mais tout simplement d'arguments. « L'affaire », pour notre prisonnier, c'était les pourparlers que devaient avoir les soldats rouges avec les soldats cosaques. Et s'il en est que dérange cette tactique antitraditionnelle, d'autres esprits ne trouvent rien de plus grand que cette guerre de la Russie soviétique, où les remparts de l'ennemi, comme ceux de Jéricho au son des trompettes, s'ébrèchent et s'écroulent au son des arguments sociaux. Cette tactique est la seule que les Anglais n'ont pas pu

vaincre. C'est, disent-ils, celle qui les vaincra aux Indes. C'est donc la bonne !

L'amputation de nos divers projets de visites à l'Ouest et au Sud faisait que nous n'avions plus qu'à nous rabattre vers l'Est, sur Irkoutsk, où nous avions à retrouver notre vagon de dons aux prisonniers.

Avant notre départ, le chef de la Délégation danoise, M. Koefoed, tint à offrir un dîner à la Mission et il le fit dans l'appartement, somptueux pour le pays et les circonstances, d'un de ses collaborateurs. M. Koefoed parle le russe comme le danois ; il a au reste, sauf erreur, les deux nationalités, car il fut un des aides de Stolupine et corédacteur de sa loi agraire. A cette réunion étaient présents, entre autres, le Dr Krebs, chef de la Croix-Rouge danoise; M. Petersen, vice-consul danois à Yékaterinbourg ; M. W. Sliben, membre de la délégation danoise. S'y trouvaient aussi des dames élégantes. On ne se serait pas cru à la veille d'une évacuation générale. Les Danois étaient d'ailleurs installés si confortablement qu'ils ne pouvaient songer à emporter tout ce qui leur appartenait. M. Koefoed voulait encore attendre quelque peu. Il calcula trop juste. Il put bien quitter Omsk, mais les Bolchéviques avancèrent plus vite que son train et il fut arrêté aux environs de Krasnoyarsk.

Nous quittions Omsk le 19 août. Dans notre mémoire s'est incrusté le souvenir de notre dernière promenade sur le pont de l'Om, au centre de la ville. A part les jolies femmes, seules rieuses, parce que toujours sûres de leur sort, la foule rare s'écoulait silencieuse, soucieuse. Le ciel sec, mais gris, était à l'unisson. Sur la ville officielle planait la défaite.

*
* *

Courte halte à Krasnoyarsk. Nous y reçûmes des précisions au sujet des 18 Hongrois, qui, impliqués — appa-

remment à tort — dans la rébellion du 30 juillet, avaient été fusillés ; c'était en partie des médecins et des sanitaires. Le major Kosek, représentant à Omsk de la République tchécoslovaque, nous avait déjà dit, avec ou sans raison, que les médecins, parmi les prisonniers, étaient l'élément le plus bolchévisant. La situation générale des prisonniers de guerre de Krasnoyarsk était une des moins enviables parmi celles des divers camps de la Sibérie. Nous laissâmes quelques fonds et vîmes Mlle Elsa Brandstroem de la Croix-Rouge suédoise, très populaire parmi les prisonniers de ce rayon pour le dévouement qu'elle apportait à leur cause et vraisemblablement aussi pour sa germanophilie marquée.

De Krasnoyarsk, nous filâmes en droite ligne sur Irkoutsk.

Irkoutsk est séparé de la gare par la puissante Angara, qui sort du Baïkal pour aller doubler le Yénisséi. Le pont de pontons qui franchit la rivière, les grands bâtiments blancs et les coupoles nombreuses qui bordent la rive et parsèment l'agglomération, lui donnent un aspect cossu de vraie ville. Les rues sont aussi davantage celles d'une ville qu'à Omsk. Et ce qui peut-être acheva de nous donner cette impression, fut le fait que pour une fois, la seule pendant notre long séjour en Sibérie, nous logeâmes à l'hôtel. C'est qu'à Irkoutsk, la délégation danoise était énergiquement dirigée par les deux frères J. L. Moeller-Holst, vice-consul du Danemark, et Knud Moeller-Holst. Ce dernier était alors seul à Irkoutsk, et, préférant sans doute nous voir confortablement installés à l'hôtel plutôt que chez lui, il avait avisé l'hôtelier de l'arrivée de si gros personnages que celui-ci n'avait pu refuser de faire libérer une de ses chambres.

Irkoutsk, comme Omsk, compte deux camps, avec environ 10.000 prisonniers, dans et hors des camps. Quand on a visité ceux d'Omsk, et quand on sait que celui de Pétropavlovsk est notablement plus misérable, on est, toutes proportions gardées, surpris en bien en visitant

les camps d'Irkoutsk. Les défectuosités certes n'y manquent pas et notre visite donna également lieu à un rapport aux autorités. D'où vient ce confort relatif? Les conversations avec les prisonniers nous ont éclairé à ce sujet. Dans les autres camps, dans ceux d'officiers en particulier comme celui de Nikolsk, les officiers ont gardé leur mentalité d'avant-guerre. Dans leurs taudis et leurs loques, ils restent « collet monté ». Ils demandent que les améliorations se fassent par l'administration russe, par principe d'abord et parce qu'ensuite ils se disent — ce second point du raisonnement est juste — que si eux-mêmes se mettent à exécuter les réparations, c'est pour lors que les Russes ne feront plus rien du tout. Mais les Russes, n'ayant pas de moyens superflus, et sentant que les prisonniers pourraient « faire », ne font pas. Impasse où s'acharnent les deux parties. A Irkoutsk, par contre, les prisonniers se sont dit : « Aide-toi, le ciel t'aidera », et le résultat s'est fait sentir.

Nous fûmes cependant témoins de deux tableaux de misère extrême à Irkoutsk. Le premier était offert par les nouveaux Roumains, cantonnés en des baraques spéciales. Ils étaient soumis à toutes les vexations de la part de la Commission roumaine d'enrôlement, jusqu'au moment où ils se fussent enrôlés, mais, quoique réellement Roumains de langue, presque tous refusaient. Nous en eûmes plus tard l'explication, partielle tout au moins. Vinrent en effet à Vladivostok solliciter notre secours quelques nouveaux Roumains, tout à fait illettrés, et tout aussi catégoriques dans leur refus de signer d'une croix l'acceptation de leur nouvelle nationalité ; en conversant avec eux, nous nous aperçûmes que ce refus provenait de la certitude qu'ils avaient, en changeant de nationalité, de devoir « aller dans une autre église » (les Roumains de Transylvanie sont uniates, ceux de Roumanie orthodoxes). Quand nous leur eûmes affirmé que cela ne serait pas le cas, ils déclarèrent qu'alors ils pouvaient accepter leur nouvelle appartenance. La com-

mission roumaine avait-elle, dans ses tournées, éclairé suffisamment le point religion? Pour lors, les Roumains d'Irkoutsk étaient dans le plus grand dénuement. Plusieurs d'entre eux étaient pieds nus, manquant de la moindre chaussure.

Le second tableau d'encore plus noire misère était fourni par les prisonniers qui avaient été évacués, à petites journées, des camps de la région de l'Oural. Peu de jours auparavant étaient arrivés ceux de Zlataoust et d'Oufa. Un bon nombre se trouvaient à la baraque-hôpital. Quelles maladies? Pour plusieurs d'eux, aucune, mais une telle déperdition de forces et d'énergie, une telle émaciation, qu'ils ne pouvaient plus que rester couchés, comme des malades. Cela nous rappelait involontairement les mules de notre expédition d'Afrique, qui, après nos marches forcées, au moment où on les déchargeait, crevaient sur place d'éreintement.

Pendant notre séjour à Irkoutsk, le principal évènement extérieur fut l'arrivée d'Europe de la Délégation tchécoslovaque dirigée par le professeur F. V. Krejci, envoyé par le Gouvernement de la République tchécoslovaque pour faire patienter l'armée, qui en avait assez de la Sibérie, et lui annoncer son évacuation pour l'Europe par Vladivostok. Cette délégation fut reçue pompeusement par les autorités tchèques, dont les deux principales personnalités étaient le commandant Pavlu, représentant de la République tchécoslovaque en Sibérie (pour lequel nous avions eu une lettre de recommandation de M. Bénès, ministre des Affaires étrangères) et le général Siroviy (fig. 15), Commandant en chef de l'armée, tous deux alors à Irkoustk. L'accueil des Russes fut plus frais ; les Russes, simultanément, sentaient le besoin que leur faisaient les Tchèques et les jalousaient. Sur le champ d'exercices, la division tchèque entière, martialement, dans son uniforme beige de coupe française, défila devant les tribunes. Comme nous-même, la Délégation danoise était conviée à cette

manifestation, avec les missions étrangères, mais pas la Croix-Rouge suédoise, certainement en suite de la germanophilie attestée de cette organisation. Banquet frugal ; les principaux représentants des autorités russes n'étaient pas présents. Après le banquet, les fameux exercices gymnastiques nationaux des Tchèques ! Les entrées de la place de fête étaient ornées de ces figures faites de fleurs et de feuilles touffues, ornements dont les soldats tchèques se sont fait une spécialité, qu'on retrouve sur les portes des vagons qu'ils occupent et par là font reconnaître à distance leurs convois (fig. 16).

Le 2 septembre, nous quittions Irkoutsk.

*
* *

Devions-nous nous arrêter à Tchita ? Nous nous étions déjà posé la question, mais maintenant elle se résolvait vite : nous n'avions plus de fonds. Nous n'avions même pu laisser à Irkoustk ce que nous aurions voulu. Mouvement des banques : inconnu en ces lieux ! Il fallait donc, ne fût-ce qu'à ce seul point de vue, retourner à Vladivostok faire du numéraire. En ligne droite donc, pour Vladivostok ! Mais la ligne droite fut coupée par un incident qui ne manqua pas de saveur locale.

Nous nous trouvions dans un train spécial, n'ayant embarqué que quelque passagers triés, et conduisant à Vladivostok le général Lébédev (un des deux de ce nom), ainsi qu'une charge particulière dans un vagon minutieusement gardé et contrôlé nuit et jour. C'était, prétendit-on plus tard, une partie de l'or de Koltchak, qui gagnait une retraite plus sûre. Notre train était précédé, à bonne distance, par une locomotive cuirassée. Comme nous étions à l'aube, à la station de Borzya, avant-dernière station régulière, avant Daouria, de la Transbaïkalie près de la frontière mandjoue, le stationnement du train se prolonge. On apprend que quelque chose se passe à Daouria. Vers les huit heures, le train

part tout de même. Nous arrivons à Daouria. Deux à trois premiers cadavres près de la voie, des locomotives et vagons dilacérés malgré leur cuirasse, et puis une série de maisons basses, parallèles à la voie, en face de la station, mitraillées à fond et réduites en ruines ! Nous nous y rendons. Cadavres de droite et de gauche, tous mongols ! Quelques soldats russes nous racontent ce qui s'est passé.

Le train précédant le nôtre a été attaqué, en pleine gare de Daouria, par la bande dont quelques cadavres gisent épars; les survivants rôdent encore vers le Sud, derrière les collines. Elle était conduite par un brigand mongol fameux, Pou-Chang-Ho, dont le Gouvernement chinois avait mis la tête à prix.

Mais que diable les Mongols ont-ils contre les trains? Y a-t-il quelque protestation nationale dans leur geste? Cela est infiniment peu probable, malgré les feuillets de livres religieux en langue thibétaine [1] que nous trouvons sur le lieu de combat. La Mongolie et la Mandjourie ont, comme hôtes constants, des bandes de brigands appelés khoungouzes (ne pas confondre avec le groupe racial toungouze, auquel éventuellement peuvent appartenir certains khoungouzes). On se débarrasse des khoungouzes de deux façons : ou en les détruisant, ou en les payant. L'ataman Sémyonov, qui a lui-même du sang mongol dans les veines, préfère ce second moyen ; certaines bandes, et celle-ci, paraît-il, en particulier, faisaient en quelque sorte partie de son armée. Mais Sémyonov était parti pour le Sud, où les Japonais étaient en train de le recevoir avec grands honneurs à Moukden. Les pillards profitent de son absence et se soulèvent. Réclamation économique? N'est-il pas plus probable que les fils de la conspiration rouge, qui couvre le pays, s'étendent jusqu'aux khoungouzes qui ont été

1. Les Mongols, qui sont bouddhistes, se servent du thibétain comme langue religieuse, mais, à part cela, ont leur langue et leur écriture propres.

mis au courant de l'arrivée du train Lébédev avec sa charge spéciale? C'est plus que probable, mais ceux qui attendaient, cachés dans les sous-sols des maisons maintenant mitraillées, se sont trompés d'un train !

Le dernier épisode du combat est typique de la nonchalance russe. Quelques Mongols, faits prisonniers, sont enfermés dans un vagon. Ils savent qu'en finale, après interrogatoire, ils seront exécutés, car on ne s'encombre pas de tels prisonniers. Les Russes, les laissant momentanément dans le vagon, le ferment à clef. Mais ils oublient quelques fusils dans un coin. Aussi, quand ils reviennent, vous pensez comme ils sont reçus ! Il fallut un nouveau combat pour venir à bout du vagon.

L'ethnologue collectionneur ne perd pas ses droits. Malgré la consigne, un Anglais prend la cravache du chef des khoungouzes. Nous-même, nous nous annexons son bonnet, un de ces petits bonnets en demi-globe, forme typique mongole, semblable à celle des vachers suisses.

La preuve de la trame rouge dans l'affaire de Daouria fut encore donnée par le fait qu'à la sortie de la gare, une tentative, déjouée, de déraillement fut dirigée contre notre train et ne pouvait être faite que par le personnel de la ligne.

Quand nous passâmes la Mandjourie, le choléra sévissait dans la contrée. Nous vécûmes dans le train de nos produits, évitant les sorties.

Le 9 septembre, nous arrivions à Vladivostok.

Nous jugeâmes là notre mission terminée, sous sa première forme du moins, estimant que si le Comité de Genève en demandait la prolongation, nous aurions à constituer une équipe nouvelle, faite de collaborateurs parfaitement aptes à prendre à cœur les intérêts de la Mission et à se débrouiller en milieu russe. Nous mettions donc au point ce que nous avions encore à faire avec les prisonniers de guerre et nous acheminions

dans le camp de Nikolsk le matériel qui était arrivé pendant notre absence et qui n'y avait pas encore été amené. Puis nos compagnons rentraient en Europe, chacun par une voie différente.

Quant à nous, nous quittions aussi Vladivostok vers la fin de septembre. A Tsuruga, nous subissions une quarantaine de trois jours, en suite du choléra qui sévissait dans la première de ces villes. Les passagers eurent à se déchausser avant de franchir la demeure spacieuse où ils allaient gîter ces trois jours, passant leur temps à considérer la suite des événements minuscules journaliers et des prescriptions à suivre. Nous ne pouvons oublier avec quelle sereine philosophie, alors que nous avions traversé la baie en lourde barque pour aller prendre un bain chaud et que nous étions dans l'attente du nouvel ordre qui allait nous être donné par geste, un colonel canadien prononçait : « Well ! what is the next? »

Le 1er octobre, nous étions à Tokio.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 11 (page 36). — A Koulomzino, tête de pont d'Omsk. Une famille de réfugiés s'est construit une demeure en mariant un vagon au sol.

(*Cliché Montandon*)

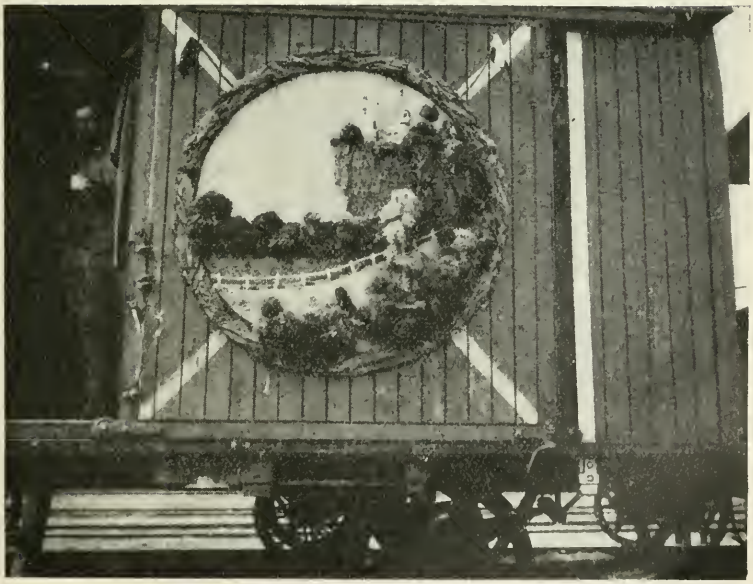
Fig. 12. — Aux portes d'Omsk, un faubourg est constitué par les antres des réfugiés.

Fig. 13 (page 27).
L'ataman des cosaques d'Orenbourg, Doutov.

Fig. 14 (page 39).
L'ataman des cosaques de Sibérie, Ivanov-Runov.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 15 (page 44). — Le général Siroviy,
Commandant en chef de l'armée tchécoslovaque de Sibérie.



(*Cliché Montandon*)

Fig. 16 (page 45).
Vagon occupé par des soldats tchèques, avec une ornementation typique des vagons tchèques, faite d'écorce et d'herbe sèche.

CHAPITRE II

Japon

En arrivant à la légation de Suisse, la première nouvelle de Genève que nous y trouvâmes était un télégramme nous demandant de continuer notre activité en faveur des prisonniers de guerre et plus spécialement de leur rapatriement à venir.

Pour des achats d'effets d'hiver à eux destinés, au cours desquels nous fûmes secondé par notre nouveau secrétaire, M. Hans Seidl, Autrichien, commerçant à Yokohama, puis, pour toute une série de démarches dont le compte rendu de notre mission, publié dans le numéro de décembre 1921 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge* donne un aperçu suffisant, nous eûmes à rester près de trois mois et demi au Japon. Ici il y a lieu de remarquer seulement qu'en outre de ce qui fut fait pour les prisonniers, le cours de certaines de ces démarches donna lieu aux premières constatations de l'entre-sabotage auquel se livrèrent si copieusement les diverses missions dites humanitaires, chargées de l'intérêt de ces prisonniers.

Nous suivions à distance les événements de Sibérie. On avait appris que le gouvernement de Koltchak s'était résolu à transporter son siège d'un coup à 2.200 kilomètres à l'Est d'Omsk, à Irkoutsk. C'était le commencement de l'hiver, de l'hiver sibérien, et c'est main-

tenant qu'allait s'effectuer en gros l'évacuation des camps de la Sibérie centrale, où la concentration des prisonniers était la plus dense. Malgré le peu d'espoir qu'il y eût à nous faire écouter, nous estimâmes qu'il était de notre devoir de rendre encore une fois attentifs, et le gouvernement de Koltchak et les représentants en Sibérie des Gouvernement alliés, sur ce qui allait se passer. C'est alors que nous adressâmes aux diverses Autorités le mémorandum que publia le numéro de février 1920 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*. Nous le reproduisons intégralement parce qu'il donne un bref et global aperçu de la situation d'alors des prisonniers (confronter avec la carte).

MÉMORANDUM CONCERNANT LA SITUATION DES PRISONNIERS DE GUERRE EN SIBÉRIE ET LA SOLUTION LA PLUS URGENTE A ADOPTER POUR PRÉVENIR UNE MORTALITÉ DÉSASTREUSE ET PROCHE.

C'est devenu un lieu commun que de parler de la situation désespérée dans laquelle se trouvent actuellement les prisonniers de guerre en Sibérie, situation dont la presse et tous les rapports qui arrivent de l'autre côté de l'eau se font aujourd'hui l'écho.

Pour ceux qui, comme les membres de notre mission, se sont trouvés cet été en contact régulier avec les prisonniers et qui ont pu constater leur état lamentable — vêtements-haillons, chaussures-loques, solde dérisoire (grosso modo : aux officiers 100 roubles = 2 yen = 1 dollar par mois, sans la nourriture ; aux soldats la nourriture mais pas de solde), nourriture insuffisante et mauvaise, manque de médicaments, manque d'approvisionnements de combustible pour l'hiver, baraquements ultra-primitifs, humides, sombres, mal chauffables, laissant entrer l'eau et le vent, lazarets qui en temps normal ne seraient pas acceptés comme écuries — pour ceux-là, disons-nous, il était clair que l'hiver apporterait une exacerbation de cette situation.

Il n'est pas question dans cet exposé des 4.500 prisonniers qui se trouvent dans les camps japonais de Sibérie, lesquels camps sont parfaitement bien tenus, mais du beaucoup plus grand nombre d'hommes qui sont dans les camps russes.

Il est vrai, il n'est pas possible d'incriminer sans réserve le

Gouvernement de Sibérie pour ce manque de soins à des prisonniers de guerre, car nous avons pu constater combien il lui était difficile de pourvoir au soin de ses propres soldats. Il y a lieu cependant au nom des principes que représente la Croix-Rouge internationale, de l'incriminer ainsi que toutes les Puissances qui actuellement jouissent d'une influence quelconque en Sibérie, si le moyen actuellement le plus efficace pour prévenir une mortalité en masse n'est pas adopté.

La solution certes n'est pas idéale, mais il s'agit d'admettre, entre deux perspectives mauvaises, la moins mauvaise.

D'après les chiffres que nous ont fournis soit les prisonniers eux-mêmes, soit surtout la délégation royale danoise qui fonctionne en Sibérie en leur faveur, les prisonniers enregistrés dans les camps étaient, au printemps 1919, de 170.000 à savoir (les chiffres sont arrondis pour la clarté de l'exposé) :

148.000 Autrichiens et Hongrois,
18.500 Allemands,
3.500 Turcs (plus une dizaine de Bulgares).

La Russie et le Turkestan bolchévistes n'entrent pas ici en considération. Les camps où étaient répartis ces prisonniers s'étendaient du Volga au Pacifique sur toute l'étendue du territoire du Gouvernement de Sibérie. De ces 170.000 hommes, 2.000 formant le camp de Khabarovsk, ont été depuis remis par les Américains aux Japonais, et sont compris dans les 4.500 sus-mentionnés comme étant aux mains de ces derniers. Ces chiffres ne comprennent pas, d'autre part, les prisonniers qui ne sont pas enregistrés et qui travaillent en dehors des camps ; leur nombre est difficille à estimer, peut-être peut-on l'évaluer à plus de 50.000. Quelques milliers d'hommes se sont évadés. Mais ce chiffre total de 250.000 vivants frappe l'esprit lorsqu'on se dit que près de 500.000 prisonniers de guerre avaient été envoyés en Sibérie.

Pendant notre stationnement, cet été, à Omsk, nous eûmes à adresser un rapport au Gouvernement de Sibérie sur l'état des camps et les améliorations élémentaires qui nous paraissaient les plus urgentes, rapport que le dit Gouvernement voulut bien communiquer dans les camps.

Il apparaissait cependant nettement que non seulement toutes ces améliorations locales ne pourraient pas être adoptées pour les camps qui en avaient le plus besoin, c'est-à-dire pour les camps de l'Ouest, mais qu'un autre facteur rendait de jour en jour plus indicible la misère des prisonniers : l'avance bolchéviste.

Déjà ce printemps, les prisonniers de la région ouralienne,

soit ceux des camps de Perm, Oufa, Jekaterinburg, Zlataoust, Irbit, Shadrinsk, Tcheliabinsk, Troitsk, Vierchne-Ouralsk, au total 37.000 hommes, avaient été refoulés vers l'Est à cause de l'avance de l'ennemi. C'était le moment où l'armistice avait été signé avec les Puissances centrales, mais pas encore la paix.

Or l'observation que nous fûmes à même de faire de l'engorgement du Transsibérien et de l'insuffisance des installations sanitaires le long de la ligne, les conversations avec les prisonniers, surtout enfin la constatation visuelle de l'état dans lequel arrivaient, après des semaines de voyage et de privations, allant à la limite de ce que peut supporter la nature humaine, les épaves des camps d'Oufa, de Zlataoust et de Tchéliabinsk, nous révélèrent qu'une mesure s'imposait pour supprimer ce supplément de misère et en éliminer sa cause.

Aussi, après avoir demandé aux représentants des principales Puissances alliées, à Omsk, de bien vouloir nous appuyer, nous adressâmes au Gouvernement de Sibérie une demande visant à ce qu'il voulût bien admettre, en règle générale, *la non-évacuation des camps de prisonniers, quels que pussent être les changements du front.*

La réponse qui nous fut adressée fut malheureusement négative. L'état-major de l'armée sibérienne refusa de prendre une mesure qui, d'après ses dires, servirait à enfler les effectifs bolchévistes par l'enrôlement obligatoire auquel seraient soumis les prisonniers laissés en arrière.

Quelques remarques sont nécessaires à ce sujet.

Nous ne voulons pas prétendre que les bolchévistes n'enrôlent pas de prisonniers ; nous ne soutiendrons pas qu'il n'y en ait pas, parmi ces derniers, qui désirent s'enrôler, soit par esprit de vengeance, soit par conviction bolchéviste acquise au cours de cinq années de dure captivité. Nous prétendons par contre, d'après ce que nous avons vu et entendu :

que des 168.000 prisonniers de l'Asie russe, on ne tirerait pas plus de 20.000 soldats passables (proportionnellement moins pour le nombre des hommes qui resteraient aux mains bolchévistes) vu l'état de délabrement musculaire ou nerveux des prisonniers ;

que la majorité qui se disent ou se croient bolchévistes, ne le sont que du fait de leur misère actuelle ;

que l'idée fixe de *tous* les prisonniers est celle de rentrer dans leur pays.

Les prisonniers savent, — et nous en avons par ailleurs la preuve du fait qu'en Europe bien des ex-prisonniers ont passé

par la Russie bolchéviste, — que les rouges n'enrôlent pas tous ceux d'entre les prisonniers qui leur tombent entre les mains. Quelle que soit la part de calcul qu'il y ait du côté des bolchévistes, pour laisser l'apparence du libre choix entre l'enrôlement et le retour au pays, il est certain pour nous que c'est cette dernière perspective qui fait naître chez les prisonniers, malgré l'appréhension qu'ils ont du premier contact avec l'armée rouge, le désir de tomber dans ses mains.

Il a été parlé plus haut des épaves des camps de l'Oural, mais les morts qu'elles laissaient en chemin n'ont pas été mentionnés. La ruine totale des forces corporelles, les maladies épidémiques, dont le redouté typhus exanthématique, couchent sur la terre des groupes entiers d'évacués. Personne en outre ne croira qu'une telle opération puisse, l'ordre en fût-il donné, s'exécuter en douceur. Nous rendons enfin attentif au fait de la mortalité paroxysmale qui accompagnera les évacuations exécutées au cours de l'hiver sibérien. Mais nous n'insisterons pas sur ce côté humanitaire de la question, puisqu'en fait, malgré beaucoup de paroles, il ne joue qu'un rôle fort restreint dans les décisions à prendre.

Les désavantages qu'il y a à procéder à l'évacuation sont des plus manifestes. C'est l'encombrement, porté à son plus haut degré, d'une voie ferrée déjà saturée par le trafic, c'est l'immobilisation du grand nombre de soldats qui ont à garder camps et convois, ce sont les frais d'entretien des prisonniers, qui, malgré l'insuffisance de cet entretien, sont énormes et continuent à courir, c'est enfin surtout — puisque d'après les dires des autorités russes l'état d'esprit des prisonniers est dangereux — le risque qu'il y a à concentrer près de 200.000 hommes sur un espace de plus en plus restreint où les bandes bolchévistes sont en pleine action !

Enfin, non seulement laisser sur place des prisonniers ne signifie pas un renforcement sérieux des bolchévistes, non seulement leur évacuation pourvoit à une augmentation énorme de leur mortalité et de leur morbidité, non seulement cette évacuation constitue un danger éventuel dans le dos de l'armée combattante sibérienne, mais l'amoncellement des prisonniers vers l'Est élimine l'occasion qui se présentait de résoudre presque totalement la question ardue de leur rapatriement, question dont les Puissances alliées se préoccupent depuis la signature de la paix, et dont elles s'émeuvent eu égard à sa difficulté. Le problème du rapatriement serait résolu, nous avons dit, et nous le prouvons.

Il a été indiqué plus haut que l'évacuation des camps de

la région ouralienne avait ramené vers l'Est 37.000 hommes (moins leurs morts).

La reprise de la poussée bolchévique en été, qui se produisait lors de notre séjour à Omsk et nous donna l'occasion de présenter au Gouvernement de Sibérie la demande mentionnée plus haut, conduisit à l'évacuation des camps de Tioumen, Jaloutorovsk, Kourgan, Ishim, Petropavlovsk et Tobolsk, soit de 22.000 prisonniers. Notons que cette évacuation avait lieu après la signature de la paix avec l'Allemagne et que d'autres signatures ne pouvaient tarder.

Viennent maintenant la forte reprise d'arrière-automne de la poussée bolchéviste et la décision du Gouvernement de Sibérie de reporter le siège du gouvernement d'Omsk à Irkoutsk : cela signifie, en ne tenant tout d'abord compte que des camps dans la proximité du front, soit de ceux de Tara, Omsk, Oust-Kamienogorsk, Semipalatinsk, Pavlodar, Bijsk, Barnaoul, Kaijnsk [1], le refoulement d'un bloc de 45.000 hommes, chiffre en fait plus fort par l'apport qu'avaient valu à certains de ces camps les évacuations précédentes. Et ce déménagement se ferait en plein hiver meurtrier ! Il est vrai que plusieurs de ces camps, en particulier ceux de Oust-Kamienogorsk, Semipalatinsk et Pavlodar, ne pourront, sauf erreur, pas être évacués, puisque les communications de ces camps, avec Barnaoul et Novo-Nikolaievsk, sont de fait coupées depuis l'été. Notons que cette dernière évacuation aurait lieu après la signature de la paix avec l'Autriche, c'est-à-dire à un moment où la grande majorité des prisonniers devient moralement indifférente à une guerre qui, à tout point de vue, n'est plus qu'une guerre civile pour eux, et où le Japon s'occupe de restituer ses prisonniers.

Il y a lieu cependant de prévoir que même si le front de l'armée ne recule pas jusqu'à Irkoutsk, les camps devraient être évacués jusqu'à cette ville. Ce sera alors encore ceux de Novo-Nikolaievsk, Tomsk, Marinsk, Atshinsk, Krasnoiarsk et Kansk, avec un effectif primitif (c'est-à-dire au printemps 1919) de 38.000 prisonniers.

Si l'on additionne maintenant les chiffres ci-dessus des camps de la Cisbaïkalie à évacuer, jusqu'à Irkoustk non compris, on obtient la somme de :

142.000 prisonniers évacués ou à évacuer vers l'Est.

Et quel chiffre accusent les camps restant d'Irkoutsk et de la Transbaïkalie, soit ceux de Biérézovka, Tchita, Stretensk et Nikolsk-Oussourisk ? la somme primitive de 26.000 prisonniers qui seraient restés en place.

1. Aujourd'hui Barabinsk.

Nous répétons : 26.000 *prisonniers seulement* (plus les 4.500 aux mains des Japonais) *seraient à rapatrier par voie maritime au lieu de* 168.000 ! *Était-il faux de prétendre que la question du rapatriement par mer serait résolue ?*

Si le but que l'on poursuit en évacuant les prisonniers est d'en faire mourir le plus grand nombre possible, alors, nous ne faisons pas de difficulté à le reconnaître, le but sera pleinement atteint.

Mais si, parallèlement à la liquidation des questions d'avant-guerre, on se propose d'en sauver le plus grand nombre possible, alors, la seule mesure d'ensemble à prendre est d'adopter le mot d'ordre, exempt de toute préoccupation politique : pas d'évacuation.

Même si les autorités japonaises prenaient sous leur administration un nombre plus grand de prisonniers, comme ceux de Nikolsk-Oussourisk le demandent instamment, même si la Croix-Rouge américaine s'emploie, comme elle le fait dorénavant et selon ses puissants moyens à soulager leurs privations, ces moyens, pour quasi-providentiels qu'ils puissent être considérés, ne s'appliquent pas à ceux que touche la retraite du front ou, s'ils s'appliquent à eux, plus tard, soulagent un supplément de misère qu'il eût peut-être mieux valu ne pas créer, diminuant d'autant les secours à apporter à d'autres, dans ce gouffre de la charité que sont les camps de la Sibérie.

Qu'on demande aux prisonniers eux-mêmes ce qu'ils pensent de l'évacuation devant l'ennemi !

Peu avant notre départ pour Omsk, 35 prisonniers de Nikolsk-Oussourisk, dont la majorité d'officiers, avaient été subitement commandés à Omsk pour des travaux de chemin de fer. Comme c'était contre leur gré et en violation des règles internationales, ils émirent les plus fortes protestations, oralement et par écrit. En route, ils laissèrent morts ou gravement malades trois d'entre eux, un pourcentage très raisonnable — c'était l'été. Or, à Omsk, par hasard, nous les retrouvâmes. Arrivés dans cette ville au moment de la période la plus aiguë de l'avance bolchéviste de l'été, où chacun s'attendait à voir les rouges déboucher dans les huit jours, ils n'avaient pas été débarqués, logeaient dans un vagon et recevaient de l'autorité la haute paye de deux roubles par jour par homme, avec lesquels ils avaient à pourvoir à leur subsistance. Nous leur donnâmes un secours d'argent, mais ce qui nous frappa, c'était le désir ardent qu'ils exprimaient de ne plus retourner vers l'Est, qu'ils avaient quitté avec tant de protestations. Les rouges arrivaient ! Ah ! s'ils pouvaient être pris par eux... et retourner dans leur pays !

La contre-partie de cet épisode, nous l'avons entendue dans

un camp, de la bouche d'un gardien des prisonniers. Comme ceux-ci parlaient du rapatriement, le gardien leur dit : « Qu'est-ce que vous avez toujours à parler de rapatriement? *Quand on vous rapatriera, vous trouverez tous place dans un vagon.* »

Si cette prédiction ne doit pas se réaliser, que ceux qui peuvent agir agissent !

15 novembre 1919.

Dr George MONTANDON,
Chef de la Mission en Sibérie
du Comité international de la Croix-Rouge,
p. a. Légation de Suisse, Tokyo.

(Communiqué en Sibérie :

au chef du Gouvernement de Sibérie, Amiral Koltchak,
au ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de Sibérie,
aux représentants des Puissances intéressées,
aux délégations et Croix-Rouges des divers pays.

Au Japon :

au ministère des Affaires étrangères,
à l'ambassadeur de Russie,
à M. R. S. Morris, ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Japon et Envoyé spécial en Sibérie,
à la Croix-Rouge japonaise).

Cependant, les événements se déroulaient si rapidement que le Gouvernement de Sibérie n'eut pas le temps de s'asseoir à Irkoutsk. Dans son dos, à Irkoutsk même, éclata la révolte. C'est à cette débâcle subite de l'armée de Koltchak, et non à la décision de son état-major, que fut dû le fait que les camps restèrent effectivement où ils se trouvaient, sans être évacués. On sait à peine en Europe que cet hiver 1919-1920 fut, en outre, celui de la plus terrible épidémie de typhus exanthématique, due à cette évacuation désordonnée de l'armée de Koltchak, qu'ait vue la Sibérie. N'indiquons que le chiffre des morts qui ont été donnés pour les deux villes les plus fortement atteintes : 70.000 pour Novo-Nikolayévsk et 120.000 pour Tomsk. Même si ces chiffres devaient se révéler généreux, il est de fait qu'en

cet hiver-là le typhus exanthématique a sévi en rafale [1].

Pendant que ces drames se passaient dans les plaines de la Sibérie, M. Kroupenskiy, ambassadeur de Russie, c'est-à-dire de Koltchak, à Tokio, lequel, de l'avis des chuchotements de toutes les légations et ambassades, ne représentait plus rien du tout, continuait à fonctionner comme doyen du corps diplomatique. C'était personnellement un homme parfaitement courtois, que nous voyons encore parader, à des cérémonies officielles, dans son costume congestionné de chamarrures d'argent. Un jour que, dans une réunion, nous échangions quelques mots et que je mentionnais « l'amiral Koltchak », M. Kroupenskiy me reprit, relevant le menton de plusieurs centimètres : « Son Excellence l'Amiral Koltchak ! » Trois semaines plus tard, vers le 15 janvier 1920, à Irkoustk, « Son Excellence » était collée au mur !

Quant au zèle des serviteurs de la Russie tsariste à l'ambassade, on en peut juger par la forte parole de Chtchékine, conseiller d'ambassade, auquel fut offert le portefeuille de ministre des Affaires étrangères lors du remaniement ministériel qui accompagna la retraite du gouvernement d'Omsk à Irkoutsk. Comme un chef de légation (pas de celle de Suisse), qui nous a répété le propos, lui demandait s'il acceptait, Chtchékine répondit : « J'aimerais mieux être gardien des water-closets d'Hibiya-Park [2] ; c'est plus sûr. » C'était en effet plus sûr.

Deux missions allemandes avaient passé successivement, vers la fin de l'année 1919, par le Japon. C'était d'abord la mission officieuse Keller-Fischer, puis la mission Gerber-Roessler qui était la première à avoir

1. Voir notre rapport, *le Typhus exanthématique en Sibérie de* 1919 *à* 1921, dans la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, numéro de septembre 1921.

2. Parc de Tokio, en face de l'ambassade de Russie.

été autorisée par les Alliés à s'embarquer. Toutes deux se rendaient à Vladivostok pour s'occuper des prisonniers de guerre. Il y aura lieu de reparler de l'une et de l'autre plus tard.

En novembre avait commencé, sur le désir du Japon, le rapatriement en Europe des prisonniers retenus au Japon. Ces opérations étaient conduites par la Légation de Suisse, qui avait la garde au Japon des intérêts allemands, et en l'espèce par M. John L. Gignoux, chargé d'affaires depuis le départ de M. de Salis. La Mission en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge se tint à l'écart de l'organisation pratique de ces embarquements. C'est qu'après nous avoir offert de le seconder, M. Gignoux s'était subitement persuadé qu'il était préférable de se faire représenter par les gens les moins reluisants possible. Il déploya par contre le plus grand empressement à nous faire obtenir du ministère des Affaires étrangères les recommandations nécessaires pour visiter à loisir, à Hokkaïdo, l'île septentrionale du Japon, ce reste d'antique race blanche que sont les Aïnou.

Une visite aux Aïnou, c'est, pour un ethnologue, un morceau de choix. Preuve en soit, s'il est nécessaire, ce que nous écrivait, au cours d'une correspondance scientifique, Sir Harry Johnston, ancien gouverneur de l'Ouganda, qui « espère qu'étant tout près des Ainus du Japon, nous étendrons nos observations dans cette direction et en donnerons le résultat sous peu de temps ». C'était en effet le but que nous nous étions fixé pour quelques jours de relâche que nous nous sentions le besoin et le droit de prendre avant, notre tâche au Japon étant quasi achevée, de repartir pour Vladivostok. Outre une récolte scientifique [1], cela nous valut de la part du

1. Les excursions ethnologiques que nous avons pu faire, au cours de notre mission de Croix-Rouge, aux États-Unis chez les Havazoupaï, au Japon chez les Aïnou (en plus de nos observations sur les Japonais eux-mêmes), en Transbaïkalie chez les Bouriates, aux portes d'Omsk chez les Kirghizes, feront l'objet de publications spéciales, annoncées en tête de cet ouvrage.

recteur de l'Université et de la Section de la Croix-Rouge de Sapporo, chef-lieu de l'île, un dîner à notre intention, et de la part du professeur Koller-Hinder de Zürich, qui n'avait pas vu débarquer de Suisse dans l'île depuis treize ans, l'accueil le plus cordial.

De retour à Tokio vers le milieu de décembre, une grosse question nous y retenait encore quelque temps : nos conversations, en particulier avec la Légation de Tchécoslovaquie, au sujet des premiers bateaux qui pourraient être mis à notre disposition pour le rapatriement de Sibérie des prisonniers de guerre. Puis, avec de nouveaux collaborateurs, dont M. Eugène Kaplita, Polonais, qui, pour avoir déjà été secrétaire de la Délégation danoise, connaissait les circonstances relatives aux prisonniers de guerre, et qui pendant plusieurs mois devait rendre fidèlement service à notre mission, nous repartions, au milieu de janvier 1920, pour Vladivostok.

Nous devions revoir le Japon deux fois encore, mais en courant. Heureusement que le séjour de trois mois et demi que nous venions d'y faire nous avait permis d'en palper la structure et d'en flairer l'âme. Nous ne fûmes pas qu'en Hokkaïdo. Avec M. Gignoux, nous partions un samedi à la ville sainte de Nikko, aux temples multicolores et multiciselés, et au lac Chuzenji, perdu sur la montagne; nous en revenions le lendemain par la célèbre allée des *cryptomeria*, plantée il y a quelques siècles par les Tokugawa et que l'automobile met deux heures à parcourir puisqu'elle est longue de 38 kilomètres. Nous fûmes aussi à Kamakura, qui, avec son gros Bouddha de bronze et ses temples où se laissent étudier soit l'ancien style chintoïste, soit le style bouddhique, est à une heure de chemin de fer de Yokohama.

Quant à Yokohama, c'est le centre le moins japonais du pays, car c'est là que se trouve l'ancien *settlement*, aujourd'hui le quartier européen ; c'est à Yokohama qu'est le gros de la colonie suisse. Yokohama, où, il y

a cinquante ans, le commodore Perry était reçu avec des flèches, est relié à Tokio, à une heure de là, par une quadruple voie, et les voies ferrées couvrent tout le pays, et les trains roulent ! Tokio, la capitale, est une immense agglomération de villas, de deux millions d'habitants, où les rues n'ont pas de noms ; la maison que vous cherchez se désigne par le grand quartier, le moyen quartier et le petit quartier où elle se trouve ; si l'automédon ne la connaît pas, il devra s'arrêter plusieurs fois pour enquêter. Et la vie est très chère, parce que, vu les distances, l'automobile est de rigueur. Les palais impériaux, au centre de la ville, occupant la superficie d'un grand quartier, sont entourés d'un rempart zizgaguant d'effet majestueux : haut mur penché de grosses pierres polygonales ajustées sans ciment, baigné d'un large fossé, surplombé d'arbres aux formes convulsionnées comme tous ceux du Japon, surmonté à distance de demeures en pagode. L'empereur, le Mikado, est un Bouddha vivant, auquel, dans la conversation, personne ne touche. De ce palier suprême, descendent, en échelons savamment gradués, les marches de la construction féodale qui enserre le pays. Les conseillers intimes de l'empereur sont tout-puissants et c'est pourquoi la lutte politique — pas la lutte sociale — a peu d'intérêt jusqu'ici au Japon. On sent trop que les trois partis Kokoumine, Ken-Sei-Kai et Sen-You-Kai, droite, centre et gauche (laquelle dernière, comme idées, correspondrait à notre droite en Suisse) ne sont que des marionnettes.

Tokio, capitale, est donc la ville des représentations diplomatiques. Nous avons eu particulier une dette de reconnaissance, pour leur aimable hospitalité, envers M. Edmond Bapst, ambassadeur de France, M. et Mme d'Hermalle de Warzée, chargé d'affaires de Belgique, et bien entendu envers la Légation de Suisse. M. de Salis soutint la Mission dans ses diverses démarches ; à toute heure du jour prêt à nous recevoir — sauf à celle de l'importante partie de tennis avec le ministre du

Chili — il fut, lui et les siens, bienveillant, complaisant, utile. Il devait malheureusement partir, en fin octobre, définitivement pour la Suisse. Dans sa petite villa entourée d'arbres prit alors place, en qualité de chargé d'affaires, M. John L. Gignoux.

Légèrement plein de soupe pour son âge, M. Gignoux continua la tradition de M. de Salis dans le soutien que donnait la Légation à notre mission. Ses allures posées n'étaient au reste pas sans avantage dans ses démarches. On savait qu'il ne professait pas personnellement une grande affection pour le pays où il se trouvait, n'étant pas le seul dans cet état d'esprit sur lequel nous allons revenir, mais il s'assura, au cours des quelques mois qu'il eut à diriger l'activité de la Légation, une vraie popularité parmi la colonie suisse. En terminant ces quelques remarques sur notre Légation, disons objectivement et en l'en remerciant, qu'elle fit tout ce qui dépendait d'elle et tout ce que pouvait attendre la Mission en Sibérie, pour faciliter la tâche de cette dernière et lui être agréable.

En outre de la politesse, le principal caractère extérieur des Japonais est la propreté. A côté d'eux, nous autres Européens, sommes des gens malpropres. Non seulement dans les maisons privées, mais chez Mitsu-Koshi, le grand bazar où se succèdent journellement des milliers de personnes, tout entrant, Japonais ou Européen, doit revêtir des pantoufles ; à la porte, un personnel spécial est préposé à cette cérémonie. Et comme la cuisine japonaise, faite de légumes et de poissons divers — aux goûts impossibles — est proprette ! Ajoutez à cela l'idéal kimono, le carrelé menu des boiseries, les vitres en papier, les fleurs rieuses mais sans parfum, les arbres tous tordus et les monts tous pointus, et vous comprendrez l'attirance qu'exerce à distance cette contrée sur l'esprit des dames d'Europe en quête d'un pays mignon. Quant à nous, après trois mois de Sibérie où nous avions eu affaire à une administration

véreuse, à un peuple rustre, à des localités qui déroutent nos notions de confort, c'est avec un soupir de soulagement que nous avions vu les petits hommes jaunes nous asperger de désinfectant odoriférant quand nous avions pris pied sur leur bateau.

Maintenant, sensation bizarre ! C'est avec un sentiment de soulagement encore plus grand que nous quittions leur pays. Était-ce de l'inconstance?

Nous avons mentionné plus haut comme quoi, parmi les Européens qui semblent tout avoir à leur disposition pour se plaire dans ce pays charmant, il en est plus d'un — à vrai dire peut-être tous — dont la seule aspiration est de le quitter.

Le Japonais est un être extrêmement renfermé, encore plus que l'Anglais. On a l'impression que, fût-ce à sa femme, il ne dit pas le fond de sa pensée. A-t-il même la richesse de pensée de l'Européen? Dans le domaine technique, le Japonais imite, il s'efforce d'imiter, c'est un travailleur acharné. Mais il a le réflexe lent. Les officiers français de la mission d'aviation n'étaient pas émerveillés de leurs élèves qui ne réussissaient pas à saisir à la dixième de seconde l'instant où il fallait déclencher tel mécanisme. Ce qui sauve le Japonais dans la lutte technique, c'est sa persévérance. Prenez maintenant la littérature. Nous constatâmes que les impressions de nos interlocuteurs, connaisseurs du japonais, concordaient avec celles que nous avait laissées autrefois l'étude de la langue abyssine, et ce que nous allons dire paraît pouvoir s'appliquer à toutes les langues des peuples demi-civilisés qui, entre les Européens et les tribus incultes du Sud, s'étendent de la Méditerranée à l'Extrême-Orient. Vous vous frayez un chemin, en peinant, à travers la broussaille dense que réprésentent les difficultés de la langue. Certainement, vous allez être récompensé de votre labeur et tomber sur une riante contrée ! Enfin, la broussaille est franchie... vous avez débouché sur le désert !

Pour la forme et pour le fond, le contact avec le Japonais reste donc superficiel. Et ne croyez pas que nous parlions de gens n'ayant vécu avec eux que quelques mois. Vous en voyez qui ont habité trente ou quarante ans dans le pays, qui en parlent et en écrivent admirablement la langue, qui y font leurs affaires, qui y ont épousé femme japonaise et ont famille... et qui ne désirent que retourner dans leur pays d'Europe. Vous auriez pu penser que la femme japonaise les avait fait entrer dans le giron indigène? Nullement ; c'est la femme japonaise qui s'est ségrégée de son milieu, et l'homme sent qu'il n'est pas et ne peut être ici chez lui. Sauf les émigrés russes des dernières années, la colonie étrangère ne compte pas de prolétaires. On vient ici avec une place déjà assurée, on fait ses affaires, on les fait bien, et l'on s'en va avec le capital amassé. Car on ne se sent pas chez soi ! Le Japon est une contrée où l'on passe, pas un pays où l'on demeure.

CHAPITRE III

Vladivostok passe de mains en mains

A l'école, on nous apprit que le port de Vladivostok, pris par les glaces en hiver, est impraticable en cette saison. C'est vrai et c'est faux. Le petit *Hozan-Maru*, qui fait le service entre cette ville et Tsuruga, voit, aux approches du port russe, ses flancs s'accoster de glaçons, rares d'abord. Il ralentit sa marche. Aux glaçons libres succède peu à peu une nappe encore mouvante, épousant la forme de la vague et dont le navire pousse de droite et de gauche les tronçons. La nappe devient solide vers l'entrée du port même et le bateau doit suivre le chenal qu'a tracé le brise-glace. Quelques coques de navires enrobés de vagues de glace, qui, de tout l'hiver, ne se dégageront pas de leur étau, offrent, au passage, des visions de navires pris dans la banquise du pôle. Au quai, l'accostage est lent ; il faut laisser jaillir des gerbes d'eau bouillante et pousser à la gaffe les gros blocs hostiles. Mais on se rend compte qu'avec des moyens techniques perfectionnés, correspondant à un mouvement plus animé du port, celui-ci serait en somme utilisable hiver comme été.

Entre autres nouvelles personnalités, nous visitâmes, à notre arrivée, le successeur du général Otani (fig. 4) comme chef des troupes japonaises et alliées, général Oï (fig. 4), auquel nous recommandait une lettre du

Fig. 17 (page 69). — Le général Gaïda (au centre), ancien Commandant en chef des armées de Koltchak, prisonnier après sa révolte contre ce dernier, a été remis à l'état-major tchèque.

Fig. 18. — Le port de Vladivostok. Le cuirassé blanc est américain.

Fig. 19 (page 68). — Général Rozanov (à droite), Gouverneur de la Province Maritime, vainqueur du général Gaïda, puis vaincu par les Rouges.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 20 (page 72). — Prise de Vladivostok par les Rouges, le 31 janvier 1920. Devant le bâtiment de l'état-major.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 21 (page 72). — Prise de Vladivostok par les Rouges, le 31 janvier 1920. Colonne d'artillerie de l'armée rouge.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 22. — Quelques marins russes, qui s'étaient tout d'abord enfuis au Japon avec les officiers, demandèrent et obtinrent de rentrer à Vladivostok. Une fanfare rouge les reconduit en ville.

baron Ishiguro, puis le chef de la Mission militaire française, général Lavergne. La Délégation danoise, quoiqu'elle nous considérât de plus en plus comme des concurrents et non comme des collègues, eut l'amabilité de nous offrir le gîte pendant les trois jours qu'il nous fallut pour trouver un appartement digne de la mission que nous allions monter sur un plus grand pied qu'auparavant. Une villa entourée d'un petit jardin, au haut de la « rue de Chine », fit l'affaire.

Ce ne fut pas sans un incident *sui generis* que nous prîmes possession de notre nouveau local. Un officier russe, porteur d'un beau nom, qui, quelques jours plus tard, à l'entrée en ville des Bolchéviques, devait se sauver avec sa famille à l'état-major japonais, et qui, déjà les jours précédents, s'y réfugiait en personne chaque nuit, nous avait sous-loué, sans en avoir le droit, la villa où il n'habitait qu'en vertu d'un ordre militaire. Nous étions menacés de devoir payer deux fois la location. Plainte fut portée à l'état-major japonais qui obligea à rendre gorge cet officier — représentatif de la caste militaire russe qui, en ces derniers jours de janvier, vivait les heures ultimes de son pouvoir.

Nous avions en effet débarqué à un moment où l'atmosphère était lourde d'événements en préparation. La contre-révolution russe qui avait, en flambée, repris toute l'Asie russe aux Bolchéviques, était près de s'éteindre. L'histoire de cette contre-révolution a toujours été donnée de façon si tronquée, qu'il est difficile d'en démêler le fil conducteur. Marquons donc ici quelles furent ses principales étapes, en amalgamant les données diverses que nous avons reçues sur place d'acteurs ou de témoins des événements.

12 mars 1917. — Révolution démocratique de Kerenskiy, à Petrograd.

7 novembre 1917. — Révolution bolchévique à Moscou ; elle s'étend avec une rapidité qui prouve combien

l'opinion publique était préparée à la formule sovyétique. En moins de deux mois, la forme d'État sovyétique était adoptée sur toute l'étendue de l'Asie russe.

Décembre 1917. — L'ataman Doutov à Orenbourg et l'ataman Sémyonov dans la Transbaïkalie forment les premiers groupes de partisans contre les Bolchéviques.

5 avril 1918. — Les Japonais opèrent une descente à Vladivostok — que depuis ils ne quitteront plus.

C'est, sauf erreur, vers cette même date, qu'avec quelques hommes, Sémyonov, secondé par le baron Ungern-Sternberg, prit Daouria, première station importante de la Transbaïkalie sur la ligne de Mandjourie (voir pages 26 et 45), première localité qu'il occupa en permanence.

16 avril 1918. — Création, théorique pour ainsi dire, à Pékin, d'un « Gouvernement de l'Extrême-Orient », avec le général Horvat à sa tête et l'amiral Koltchak comme ministre de la Guerre.

Au printemps 1918, les Tchèques étant en train d'être évacués par la Sibérie vers Vladivostok, des différences surgirent entre eux et le gouvernement bolchévique de Moscou. Les Tchèques affirment avoir intercepté un radio destiné au sovyet d'Irkoutsk, qui, outre d'autres raisons, prouvait que les Bolchéviques étaient d'accord avec les Allemands pour opérer le désarmement complet (déjà exécuté partiellement) des Tchèques, prélude à leur concentration dans des camps et à leur livraison à l'Autriche. Les Bolchéviques soutiennent que le complot était déjà ourdi entre l'Entente et les Tchèques pour abattre ou paralyser le gouvernement sovyétique par la prise du Transsibérien. La nuit du *25 au 26 mai* commença le soulèvement tchèque sur toute la ligne du Transsibérien. L'ordre en fut donné par le général Gaïda, de Novo-Nikolayévsk, après réunion dans le salon d'une dame du monde qui n'a pas été sans jouer un rôle actif dans les coulisses de la vie politique sibérienne. Le soulèvement s'opéra surtout à

l'Ouest (jusqu'à Pensa en Russie d'Europe), tandis qu'à l'Est, où les communications étaient coupées, il ne se fit que peu à peu, fragmentairement. C'est ainsi qu'à Vladivostok, l'ultimatum tchèque aux autorités bolchéviques, déjà paralysées par les Japonais qui d'autre part armèrent les Tchèques, ne fut remis que le 28 juin, et que le Transsibérien ne fut aux mains de ces derniers, dans sa totalité, par l'occupation du tronçon transbaïkalien, qu'à la fin d'août.

Sur la base du soulèvement tchèque, fut fondé au commencement de juin 1918, à Omsk, le « Gouvernement provisoire sibérien », avec Vologodskiy à sa tête, et Grichine-Almazov comme ministre de la Guerre.

Après que certains ministres de cette Autorité eussent déjà été écartés comme étant trop à gauche, le « Gouvernement panrusse d'Oufa » ou le « Directoire », composé de cinq membres, fut constitué dans cette ville au commencement d'octobre 1918. Avksentyev, socialiste-révolutionnaire, ancien ministre de l'Intérieur de Kerenskiy, en était président. Vologodskiy en était également membre et restait simultanément président du Conseil des ministres de Sibérie[1]. En effet, tandis que le Gouvernement provisoire sibérien ne représentait que la Russie d'Asie, celui d'Oufa représentait les Russies, antibolchéviques, d'Europe et d'Asie. Le Gouvernement sibérien subsista donc, mais subordonné à celui d'Oufa et sans avoir de ministère des Affaires étrangères. Le chef de l'armée du Directoire fut d'abord le général Boldurev, ancien professeur à l'Académie de guerre de Petrograd, puis le général tchèque Gaïda. Au bout de peu de temps cependant, pour des raisons techniques, c'est-à-dire les ressources de tout genre manquant à Oufa, le Directoire quitta cette ville pour Omsk.

1. Le régime de restauration en Sibérie se tint dans la tradition du régime tsariste. Nous tenons d'une haute personnalité alliée que, lorsque Vologodskiy quitta Vladivostok pour Omsk, salué comme le « sauveur de la Sibérie », il traînait avec lui, dans son train, deux vagons de cartes à jouer.

18 novembre 1918. — Avksentyev et d'autres membres du Directoire sont arrêtés par des éléments qui les jugent beaucoup trop bolchévisants (le Directoire préparait une réforme agraire sérieuse). Un nouveau gouvernement est formé qui décide de faire appel à un dictateur et s'adresse à l'amiral Koltchak. Le gouvernement formé en avril à Pékin, n'ayant plus de raison d'exister depuis la formation de celui de Sibérie, Koltchak avait entre temps quitté l'Extrême-Orient et se trouvait à Ceylon lorsque lui fut adressé le nouvel appel, qu'il accepta.

Le mouvement antibolchévique enregistrait alors de grands succès. Avant la fin de l'année 1918, toute la ligne de l'Oural était prise, avec Perm et Oufa en avant de cette ligne. Mais, comme il s'amusait à faire restituer par les paysans les terres qu'ils avaient prises, à leur distribuer le fouet, à poursuivre les participants à la mort de la famille du tsar — 11 personnes sur 10 millions de morts russes — la courbe descendante de la destinée de Koltchak fut aussi rapide que l'ascendante. Au printemps 1919, il devait évacuer la ligne de l'Oural.

Les grands revers sur le front avaient à peu près coïncidé avec le remplacement du général Gaïda par le général Diederichs (fig. 8). Gaïda, qui n'avait que 28 ans, était très populaire parce qu'il avait obtenu de brillants succès avec très peu de pertes. Le parti socialiste-révolutionnaire, avec lequel sympathisait Gaïda de même qu'en général tous les Tchèques, mettant la défaite du gouvernement de Koltchak sur le fait de sa politique nettement monarchiste, résolut, après l'évacuation d'Omsk, vers la fin d'octobre, de le renverser.

Gaïda, arrivé à Vladivostok, vers le milieu de novembre 1919, s'empara de la gare avec quelques partisans, qui rapidement s'accroissaient. Cependant le mouvement fut très vite réprimé, et de façon très sanglante, par le gouverneur de Vladivostok, général Rozanov (fig. 19), successeur du général Horvat ; le 18 novembre,

tout était terminé. La tâche avait été facilitée à Rozanov par les Japonais qui, sous prétexte de localiser le conflit, avaient entouré le lieu de la lutte d'un cordon. Mais, tandis que Gaïda, à l'intérieur, ne pouvait plus recevoir de nouveaux partisans, les mouvements de Rozanov enveloppant Gaïda étaient tout à fait libres. Sur l'intervention de l'état-major tchèque, Gaïda, blessé et prisonnier (fig. 17), fut simplement banni du territoire russe avec promesse de sa part de ne plus se mêler des affaires russes.

L'avortement du soulèvement de Vladivostok ne ralentit pas l'activité du parti socialiste-révolutionnaire. La révolte éclata, les derniers jours de décembre 1919, à Irkoutsk, c'est-à-dire dans le dos de Koltchak, alors à Nijné-Oudinsk. Le général Janin, chef des troupes alliées en Sibérie, et une notable partie des Tchèques risquaient d'être coupés par les partisans rouges, qui déjà se montraient jusque non loin de la frontière de Mandjourie. Le général Janin et les Tchèques obtinrent le libre passage à condition de laisser arrêter Koltchak et de ne pas détériorer la voie ferrée en se retirant. Koltchak, arrêté, s'exclama avec une stupeur douloureuse : « Les Alliés m'ont trahi ! » Il fut fusillé à Irkoutsk vers le milieu de janvier 1920[1]. L'armée tchèque se retira dès lors sans combat. Selon un accord ultérieur conclu, pour éviter les moindres frictions, entre les armées bolchévique et tchèque, deux représentants bolchéviques se trouvaient dans l'arrière-garde tchèque, et deux officiers tchèques dans l'avant-garde bolchévique, pendant la retraite, qui s'opéra sans à-coups.

1. Cette livraison de Koltchak ruina la France dans l'estime de ses derniers partisans russes. Parmi les violents articles de journaux contre Janin, le plus remarqué fut la lettre ouverte du général Suroboyarskiy, représentant de l'ataman Sémyonov auprès de Koltchak. Depuis lors, les Noirs vouent à la France une haine encore plus féroce que les Rouges, qui, eux, se rient des 35 milliards ! Pendant les deux années que nous avons passées dans les diverses Russies, nous n'avons pas entendu un seul Russe parler favorablement de la France. Il n'y a pas à se faire d'illusion à ce sujet.

Le commandement polonais fut moins habile que le commandement tchèque. Ce dernier était du reste charmé de jouer un tour au premier en abandonnant les régiments polonais à leur sort. Ceux-ci, qui avaient surtout combattu dans les districts du Sud de la Sibérie centrale, minés par la propagande rouge, livrèrent en partie eux-mêmes leurs officiers et tombèrent pour les trois quarts aux mains des Bolchéviques [1].

En Extrême-Orient, les trois tendances conservatrice, démocratique et communiste étaient représentées : la première par le régime de Koltchak, le Japon, la France et l'Angleterre, la seconde par les Socialistes-révolutionnaires (S.-R.), les Tchèques et les États-Unis, la troisième par les Bolchéviques. Les Tchèques, sympathisant avec les S.-R., favorisèrent, en se retirant, partout leur établissement ; les S.-R. étaient d'ailleurs soutenus par les partisans rouges de toutes nuances là où il s'agissait de renverser le pouvoir koltchakiste. De fait, le pouvoir bolchévique officiel faillit s'arrêter à l'Ouest d'Irkoutsk.

Moscou, déjà dans l'idée de ne pas entrer en conflit avec le Japon, avait discuté et résolu par l'affirmative la question de savoir si Irkoutsk devait être laissé aux mains des Socialistes-révolutionnaires. La station de Zima, sur l'Oka, devait être le dernier poste de la Russie sovyétique. Mais le parti communiste d'Irkoutsk, au courant de la possibilité de cette concession, fit localement une agitation intense et persuada le parti socialiste-révolutionnaire d'avoir à lui abandonner le pouvoir. Ce dernier le lui céda le 21 janvier, quelques heures avant que n'arrivât le télégramme de Trotskiy avisant le parti communiste d'avoir à laisser le pouvoir aux S.-R. C'était trop tard, et, à quelque temps de là, les

1. Les troupes alliées en Sibérie avaient été de : Tchécoslovaques 3 divisions, Polonais 1 division, Roumains 1 légion, Yougoslaves 1 régiment, Anglais 1 régiment, Français 1 bataillon. Les troupes japonaises, vers l'Ouest, n'avaient pas dépassé Irkoutsk.

troupes bolchéviques régulières firent leur entrée solennelle à Irkoutsk (fig. 32).

L'ataman Sémyonov à Tchita, chef des cosaques de Transbaïkalie, recueillit la succession et les débris de l'armée de Koltchak. De cette armée de quelques centaines de mille hommes, c'est 20.000 hommes au plus, dont moitié d'exténués, qui, sous la conduite du général Kappel, atteignirent Tchita.

Sémyonov à Tchita, Rozanov à Vladivostok, et Kalmukov, ataman des cosaques de l'Oussouri, à Khabarovsk, étaient les derniers remparts de l'ancien régime quand, le 21 janvier 1920, nous débarquions de nouveau à Vladivostok. Par ce qui précède, on comprendra que l'atmosphère y fût lourdement chargée.

Les partisans avaient surgi de toutes parts dans la Province Maritime, menaçant rapidement Vladivostok. Le 25 janvier, dans la ville même, un bataillon de chasseurs, cantonné non loin de chez nous, à l'École de commerce, se soulevait. Rozanov réussit encore, le lendemain 26, à lui faire rendre les armes, en amenant, sous l'œil japonais, les derniers noyaux de troupes qui lui fussent restées fidèles. Il n'osa cependant pas se livrer à une répression sanglante ; il sentait ses jours comptés. Dès le lendemain 27, Nikolsk-Oussouriysk était occupé par le groupe de partisans de Styépanyénko, et les communications avec les camps de prisonniers de guerre de Nikolsk, de précaires, étaient tout à fait coupées. Une autre armée de partisans de quelques mille hommes, grossie journellement par les transfuges, s'approchait de Vladivostok, conduite par Cheftchenko. Nous écrivions le 28 au Comité à Genève : « Dans trois jours, les Bolchéviques seront ici. » Le consulat américain invitait tous les citoyens de l'Union à passer la nuit à la Croix-Rouge américaine, gardée par les troupes de ce pays. Quant à nous, nous nous sentions bien dans notre petite maison et ne nourrissions nul projet de nous

ensauver. Le 29, l'École militaire de Rouskiy-Ostrov, l'île qui ferme la rade, se soulève. Rozanov ne peut plus réagir.

Au matin du *31 janvier*, un pur matin d'hiver ensoleillé et très doux, nous descendons en ville. Les rues contiennent du monde, mais pas de cochers. Nous demandons au nôtre, pris en dehors du centre, pourquoi ses confrères ne sont pas visibles. « Les Bolchéviques, répond-il, sont au Maltsevskiy Bazar », c'est-à-dire à l'entrée de la ville. Ce matin-là devait être enseveli le consul de Suède, M. Kruell, mort du typhus exanthématique et nous avions rendez-vous à la Délégation danoise avec M. K. Moeller-Holst et M. Ejnar Mortensen, de la Croix-Rouge suédoise, pour nous rendre ensemble à la cérémonie. Nous descendions les gradins de bois, qui, de la Délégation, conduisent à la rue principale, quand voilà que débouche l'armée rouge : autos, cavaliers, infanterie, artillerie, autos de la Croix-Rouge, le tout à belle allure. Des officiers de l'ancien régime, qui ne se sont pas « réduits » à temps, sont prestement arrêtés. M. Moeller-Holst en a l'âme troublée. Il déclare qu'il ne fait pas un pas de plus, et remonte l'escalier. Chacun court où ses affinités le poussent. M. Mortensen, après avoir prononcé avec étonnement : « Est-ce que les Japonais vont permettre cela? », s'en va, sans curiosité pour l'événement du jour. Pour ce qui en était de nous, nous éprouvions un tel intérêt à voir s'opérer ce renversement des valeurs, que nous ne pouvions nous empêcher d'en saisir quelques épisodes sur la plaque (fig. 20 et 21). Les soldats rouges se laissèrent prendre en souriant et nous gratifièrent d'un exemplaire de leur première proclamation à la population. Quant au mort qui nous avait fait nous déranger, sauf erreur, il s'ensevelit tout seul.

Que faisaient pendant ce temps les troupes de Rozanov? Elles n'existaient plus. En gros ou en détail, toutes

les formations s'étaient débandées. Quand les colonnes rouges entrèrent dans la ville, elles ne trouvèrent plus aucune unité compacte devant elles. A peine y eut-il à tirer quelques coups de feu devant la villa de Rozanov où restaient quelques cosaques.

Cependant, si vous vous étiez promenés avec nous par les rues de Vladivostok dans les jours où sombrait l'ancien régime, vous les auriez vues remplies d'officiers aux uniformes et aux sabres chatoyants. Nous disons d'officiers, et non de soldats. Des soldats ! pour servir des buts qui ne sont pas les leurs, il n'y en avait plus. Cependant, la cause de la dernière citadelle koltchakienne n'était pas immédiatement perdue pour cela. Si la pléiade d'officiers de Vladivostok avait eu l'âme de ceux de cette autre retraite de Russie d'il y a un siècle, si les généraux s'étaient faits chefs de compagnie et si les lieutenants avaient mis le fusil à l'épaule, la ville eût pu être défendue et la défense eût probablement trouvé auprès des Japonais un appui efficace. Mais plutôt que de tenir fusil en main, l'ancien officier russe préférait s'attabler aux sons de musiques tsiganes, la pochette de soie glissée dans la manchette. Nous avons dit comment certains d'entre eux, plusieurs jours déjà avant l'entrée des Rouges, se réfugiaient la nuit à l'état-major japonais. Nous en savons d'autres, qui, insouciants jusqu'au dernier moment au point de célébrer de légitimes et pompeuses noces quand l'ennemi était aux portes, se précipitèrent chez eux à l'entrée en ville des Bolchéviques pour arracher hâtivement leurs épaulettes de leurs uniformes. C'est qu'ils connaissaient la punition qui, au fort de la lutte entre les partis, fut appliquée à ceux qui persistaient à s'affubler de leurs insignes tsaristes : le clouage de l'épaulette dans l'épaule, avec de bons et solides clous.

Dans ce refus de ne pas esquisser de défense, dans cette attitude faite d'insouciance et de résignation, on sentait de la part des officiers comme un aveu du manque d'équité de la cause qu'ils représentaient. Recueillis

en bloc, eux et leurs familles, par les Japonais, leur cohorte fut, à quelques jours de là, transportée en Chine et au Japon.

Le dimanche 1er février, toute la population de Vladivostok était en fête. Par le soleil bénisseur qui persistait, chacun se promenait, le ruban rouge à la boutonnière. Le drapeau rouge flottait sur tous les édifices publics.

Le nouveau gouvernement était le « Gouvernement provisoire de la Province Maritime, Pouvoir du Zemstvo[1] », amalgame des gauches, dont le chef était le citoyen Myédvyédyév, socialiste-révolutionnaire, et le chef de l'armée le lieutenant-colonel Krakovyétskiy. Le 3 février, premier d'entre les missions à Vladivostok, nous allions saluer le nouveau Gouvernement en la personne du dit Myédvyédyév.

*
* *

Le 28 décembre 1919 à Tchita, Sémyonov avait rendu un arrêté libérant les prisonniers[2]. Cet arrêté fut salué avec grande joie par ces derniers et plus grande encore par ceux qui, en Europe, s'intéressaient à eux. Mais Sémyonov avait son idée de derrière la tête. En les libérant, il s'efforça de recruter des troupes parmi eux, vu la défection des siennes propres et la menace bolchévique. L'une et l'autre mesure n'eurent cependant pas de conséquence pratique : les Alliés ne reconnurent pas la validité de l'ordre de libération des prisonniers ; l'essai d'enrôlement n'eut d'autre part pas de succès. Cependant l'écho de cette dernière tentative devait nous

1. Un zemstvo est une diète provinciale.

2. Voir *Rapatriement des prisonniers de guerre centraux en Russie et en Sibérie et des prisonniers de guerre russes en Allemagne*, dans le numéro de mai 1920 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, pp. 526-556, où Renée-Marguerite Cramer a publié ces pricazes de Sémyonov et de Krakovyétsky, ainsi que les données que l'on avait alors sur les prisonniers de guerre en Sibérie.

poursuivre personnellement encore longtemps. En effet, Franz Frantsévitch Fischer, de la mission Keller-Fischer, était alors à Tchita et passe pour s'être employé — nous l'apprîmes plus tard — aussi bien à la libération des prisonniers qu'à leur enrôlement ; ces mouvements de tactique contradictoire étaient tout à fait dans son jeu. Comme il devait entrer plus tard à notre service, nous eûmes à ressentir, à réitérées fois de la part des Bolchéviques, la suspicion d'avoir été également mêlé à ces manœuvres.

Le nouveau Gouvernement de la Province Maritime, issu de la révolution du 31 janvier, ne pouvait pas rester en arrière de celui de Sémyonov. Il rendit le 21 février un pricaze de libération des prisonniers de guerre, pricaze N° 13, signé Krakovyétsky [1].

A chacun selon ses œuvres ! Ce pricaze fut en bonne partie l'œuvre de F. F. Fischer.

Quand, le 3 février, nous étions allés, avec notre premier secrétaire, M. E. Kaplita, saluer le chef du nouveau gouvernement, nous y avions croisé Fischer, un dossier sous le bras, et, peu de temps après, paraissait sa nomination à la direction de la Section des prisonniers de guerre près l'état-major. Envoyé, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, par l'Allemagne, mais jouant de sa nationalité quasi russe [2], il s'était lui-même, vraisemblablement, proposé pour diriger cette section.

Le paragraphe 8 de ce décret était ainsi conçu :

> Le départ (hors de la Province Maritime) des prisonniers de guerre malades et invalides est autorisé à leurs frais à condition qu'ils présentent un certificat médical, vérifié par les médecins de la Croix-Rouge internationale ou de la Croix-Rouge allemande.

Quoique Fischer nous eût montré le décret en préparation et nous eût consulté sur certains points, l'idée de

1. *Ibid.*
2. Fischer était probablement Esthonien et parlait aussi cette langue.

monopoliser le contrôle des invalides au profit des deux Croix-Rouges mentionnées au paragraphe 8 ne fut pas suggérée par nous, et le colonel Krakovyétsky, qui, en notre présence, fit demander à Fischer la rédaction du décret, l'approuva à quelques modifications près. Mais il est de fait que, dans la concurrence qui malheureusement s'était établie entre la Délégation danoise et la Mission du Comité international, c'est avec la publication du pricaze du 21 février que cette dernière commença à prendre l'avance.

Il était même assez amusant de voir M. Moeller-Holst, qui auparavant disait dédaigneusement de la mission Keller-Fischer : « Je ne vais pas rendre visite à une pareille Croix-Rouge ! », venir, avec des sourires de placier en vins, quémander auprès de Fischer — dûment au courant de l'opinion de Moeller-Holst !

Quant aux rapports de cette première mission allemande, inofficielle, Keller-Fischer, avec la seconde mission allemande, officielle, Gerber-Roessler, c'est le lieu d'en dire deux mots.

A l'arrivée de Gerber, Keller, de retour d'Irkoutsk, où il se trouvait à l'époque où le gouvernement de Koltchak allait y être renversé tandis que Fischer était à Tchita, Keller, disons-nous, furieux de voir arriver une autre mission avec des pouvoirs supérieurs aux siens et sans qu'il en eût été avisé, refusa de servir avec Gerber et retourna illico à Berlin. Ce ne fut pas sans quelques incidents, car, sur la demande de la Mission militaire anglaise, qui devait avoir des doutes à son sujet, il fut descendu du bateau sur lequel il se trouvait déjà; Fischer employa ses talents à le faire relâcher au bout de peu de jours. Cependant, ce dernier nommé, plus souple, n'avait pas brisé avec Gerber. Il pouvait même, en sa nouvelle qualité de chef de la Section des prisonniers de guerre, lui être très utile. Ce n'est que plus tard qu'ils devaient se brouiller.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre, le pricaze

du 21 février était apparemment satisfaisant pour les Alliés, puisqu'il prétendait renvoyer chez eux d'abord les seuls malades et invalides et non d'emblée tous les prisonniers, mais, quelque étrange que cela puisse paraître, puisque cela était contraire aux règles internationales, l'embarquement des invalides ne devait pas en être immédiatement facilité. Cependant, grand fut le nombre des prisonniers qui vinrent se munir de notre certificat d'invalidité, les uns d'abord pour passer en Chine ou en Russie sovyétique (par Khabarovsk et l'Amour aux mains des Rouges). C'est à cette époque aussi que le camp de 500 prisonniers de Blagovyéchtchensk, sous la garde japonaise, se sauva en entier, sauf dix hommes, chez les Bolchéviques. Les autorités militaires japonaises ne comprenaient pas comment, bien soigné comme il l'était chez eux, un prisonnier pouvait se sauver. Elles en furent mécontentes et, d'après ce que nous dit le colonel Kashimura, cet événement de Blagovyéchtchensk ne fut pas tout à fait étranger au désir formel du Japon d'autoriser sans délai le rapatriement par mer des prisonniers (voir page 78). En attendant, les autorités japonaises firent ramener à Pyérvaya Ryétchka près Vladivostok le camp entier de Krasnaya Ryétchka près Khabarovsk. Déjà quelques fuites s'y étaient produites, sévèrement réprimées, à la japonaise. En effet, quelques fuyards ayant été repris, il leur fut ordonné de montrer ostensiblement par quel endroit ils avaient passé. Les dits prisonniers se dirigèrent alors vers un point de la palissade du camp et se mirent à se glisser sous elle, pour démontrer, selon l'ordre, leur fuite. Comme ils se glissaient sous la palissade, ils y furent fusillés sur place !

Pour les Allemands, les travaux d'évacuation avaient déjà commencé. Le principe directeur des Alliés était que les dernières troupes alliées devaient avoir été embarquées avant que ne pût commencer l'évacuation

des prisonniers centraux. Les Allemands avaient cependant obtenu — question réglée à Paris — de pouvoir commencer l'embarquement des leurs à Vladivostok avant l'entier rapatriement des Alliés ; pour les Autrichiens et les Hongrois, la question n'était pas aussi avancée. C'est que les événements en Extrême-Orient dépendaient dans leur succession des négociations en Europe et là, les Autrichiens et les Hongrois étaient constamment handicapés par les Allemands qui, dans toutes les questions à négocier, gardaient une avance de plusieurs semaines ou de plusieurs mois. Cela, là-bas, les prisonniers ne le comprenaient pas toujours. Les Alliés pouvaient au reste faire facilement cette concession aux Allemands sans changer les termes généraux de la question de l'évacuation : en effet les prisonniers allemands ne représentaient que les 10 % de la totalité des prisonniers ; les ex-austro-hongrois en formaient les 90 %.

Mais le 5 mars 1920, nous recevions la nouvelle la plus importante qui nous eût été communiquée depuis notre départ d'Europe. Le colonel Kashimura et son adjudant venaient successivement à la Mission du Comité international de la Croix-Rouge et à la Délégation danoise, de la part de l'État-major japonais, annoncer que les prisonniers autrichiens et hongrois pouvaient être rapatriés.

Cette communication officielle du 5 mars éclaire un point d'histoire : à savoir qu'en Extrême-Orient, c'est au Gouvernement japonais que le gros des prisonniers doit d'avoir vu son évacuation hâtée de près de six mois par rapport à l'achèvement du départ des Tchécoslovaques (fin août), et d'avoir pu ainsi, gros avantage, commencer à reprendre le chemin du pays natal au printemps et pas en automne. Les Alliés, à Paris, eurent la main forcée.

En effet, ce n'est que le 20 mars 1920 que la Conférence des ambassadeurs décida d'autoriser l'embarquement immédiat des prisonniers autrichiens et hongrois,

soit quinze jours après que l'autorisation en eût été donnée par l'État-major japonais[1]. C'est dire que la Conférence des ambassadeurs ne fit en somme qu'enregistrer la décision du Japon et certains incidents, traduisant la mauvaise volonté d'Autorités européennes, corroborèrent la chose.

L'annonce de la prochaine mise en branle du rapatriement porta à son point culminant la rivalité entre la

1. Le Comité international de la Croix-Rouge fut avisé le 23 mars de la décision prise le 20 mars par la Conférence des ambassadeurs : voir le numéro de mai 1920 de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*. Nous eûmes de plus confirmation officielle de l'initiative japonaise par la lettre suivante, qui diffère seulement en ce qu'elle donne la date du 15 au lieu de celle — réelle d'après nos renseignements — du 20 mars.

THE GAIMUSHO
TOKIO
—

(Traduction)

Le 31 mars 1920.

Monsieur le Docteur,

En réponse à votre lettre du 22 courant adressée au Ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous informer qu'en ce qui concerne la question du rapatriement des prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois en Sibérie, le Conseil Suprême a décidé à la date du 27 septembre de faire transporter les troupes des pays alliés avant le rapatriement des prisonniers de guerre ennemis ; et l'affaire a été expédiée depuis dans ce sens-là.

Toutefois, dans la Conférence des Ambassadeurs du 21 du mois dernier, il a été décidé que, pour le transport par chemin de fer sibérien, les prisonniers de guerre allemands pourraient, quoique la priorité soit reconnue aux troupes des pays alliés, être rapatriés sans attendre la fin du transport des troupes alliées, si l'Allemagne voulait bien se charger des frais, et cette décision était exclusivement applicable aux prisonniers de guerre allemands.

D'après la décision prise, sur la proposition de M. Matsui, Ambassadeur du Japon à Paris, par la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1920, les dispositions concernant les prisonniers de guerre allemands viennent d'être étendues aux prisonniers de guerre austro-hongrois.

En conséquence, le Gouvernement Impérial ne voit plus d'objection à ce que les prisonniers soient embarqués sur les navires de Nippon Yusen Kaisha, comme vous venez de le proposer.

Veuillez agréer, Monsieur le Docteur, les assurances de ma considération la plus distinguée.

M. HANIHARA,
Vice-Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Dr G. Montandon,
Chef de la Mission en Sibérie
du Comité international de la Croix-Rouge.
VLADIVOSTOK.

Délégation danoise et la Mission du Comité international. Il s'agissait de savoir qui allait être chargé de cette fonction pour l'Autriche et la Hongrie. La question se régla en notre faveur au cours d'un rapide séjour que nous fîmes au Japon du 10 au 27 mars, où l'annonce télégraphique de nos nouveaux pouvoirs (voir page 91) nous fit prendre contact avec le ministère des Affaires étrangères en la personne du comte Misakoshi. Dès lors la contestation avec la Délégation danoise était liquidée ; le monopole du rapatriement des Autrichiens et des Hongrois nous était confié.

L'évacuation régulière des Autrichiens et des Hongrois, que nous avions à déclencher, comprenait deux groupes de mesures à prendre : les rapatriements par transports entiers et les rapatriements individuels. Ce dernier groupe, le moins intéressant et le moins utile, devait donner lieu à une somme de démarches considérables par rapport au résultat qui pouvait être atteint. L'intérêt de ces rapatriements individuels ne résidait pas dans le fait d'aider quelques prisonniers à s'embarquer avec un confort relatif, mais bien à leur faire gagner l'Europe étant donné les obstacles qui étaient mis à ces départs. Il ne faut de plus pas négliger l'élément moral, car, chaque fois qu'un départ individuel se produisait, cela faisait espérer aux camarades un sort prochain pareil.

Quant aux rapatriements par transports entiers, nous n'avions attendu, ni d'avoir obtenu nos pleins pouvoirs, ni même d'avoir reçu l'annonce de l'autorisation d'évacuation, pour nous enquérir de bateaux qui pussent être mis à la disposition des prisonniers.

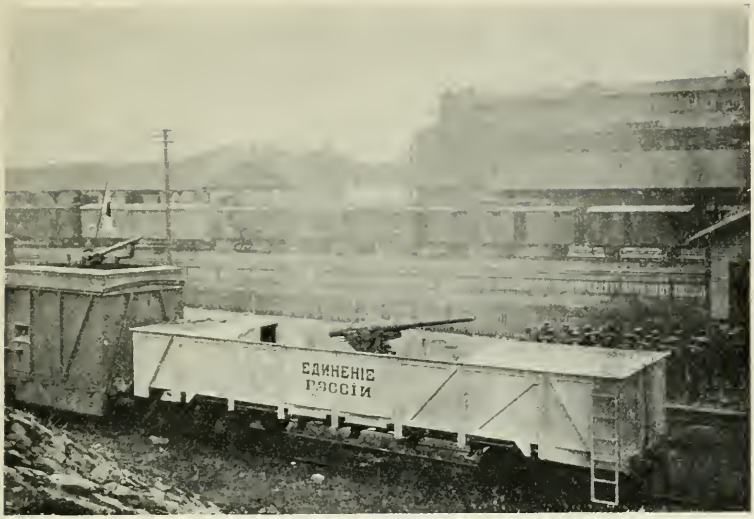
Nous négociâmes tout d'abord avec les Messageries Maritimes, mais sans aboutir du fait de difficultés soulevées en Europe. L'agent des Messageries Maritimes pour Vladivostok était M. Léonide Bryner, qui était aussi depuis peu consul de Suisse. Il était fils de M. Jules

(*Cliché Montandon*)

Fig. 23 (page 82). — Coup de main japonais, à Vladivostok, dans la nuit du 4 au 5 avril 1920. Des soldats japonais tiennent la foule à distance du bâtiment du Gouvernement russe, qui a été bombardé pendant la nuit.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 24 (page 82). — Coup de main japonais du 4 au 5 avril 1920. Les soldats japonais emportent des cadavres.



Cliché Montandon)

Fig. 25 (page 82). — Sur l'inscription « Union de la Russie » d'un vagon cuirassé du gouvernement rouge, les Japonais ont collé leur pavillon.

(Cliché Montondon)

Fig. 26 (page 82). — La population russe fait des funérailles solennelles aux victimes du coup de main japonais.

Joseph Bryner, Argovien d'origine, qui était venu tout jeune en Extrême-Orient et y avait acquis une grande fortune ainsi que le plus gros commerce de Vladivostok. Ce dernier était resté jeune de caractère, très naturel d'allures, et nous lui conservons un souvenir reconnaissant pour l'aimable accueil que nous trouvâmes chez lui. Il avait été momentanément consul de Norvège et était encore consul des Pays-Bas quand il mourut en mars 1920 ; nous avons eu l'impression qu'il avait été très sensible à la tournure des événements politiques et que d'avoir vu passer sous ses fenêtres l'armée rouge n'avait pas été sans hâter sa fin. Nous n'avions pas été tout à fait étranger à la nomination de son fils Léonide comme consul de Suisse. Dès octobre 1919, frappé de certains faits intéressant la Suisse et en particulier du manque de Représentation suisse en Sibérie, fait dont d'autres Suisses avaient plus à se plaindre que nous-même, nous avions adressé un rapport au Conseil Fédéral et proposé M. Léonide Bryner comme consul. Ce dernier fut, en effet, nommé en janvier et comme Vladivostok était un pays « en l'air », son office fut rattaché à la légation de Tokio.

Puis l'offre que nous avait faite dès janvier la légation de Tchécoslovaquie au Japon prit corps, mais nous ressentons encore froid dans le dos à penser qu'en suite de circonstances indépendantes de la Commission économique tchèque, avec laquelle nous étions en tractation, les bateaux tchèques faillirent aussi nous passer entre les doigts. Cela eût été désastreux, car, à cette époque, mis à part les français qui étaient très bon marché, les bateaux tchèques (c'est-à-dire japonais, mais loués par les Tchèques) offraient, sur tous leurs concurrents, l'immense avantage d'être déjà aménagés pour le transport de troupes, ayant fait une fois dans cette condition le voyage d'Europe. L'aménagement d'un cargo-boat, en transport pour passagers, coûtait en moyenne 100.000 yen (280.000 francs suisses). Voici

comment les interférences de la politique faillirent troubler la fête.

La nuit du 4 au 5 avril 1920, nous étions réveillés par des tirs d'artillerie et le matin du 5, soit, jour pour jour, deux ans après la première descente des Japonais à Vladivostok, nous constations que nous étions bien en Nipponie, car, sur les édifices publics, le drapeau rouge était remplacé par le Soleil Levant.

Depuis le 31 janvier, vivaient côte à côte, de fait, deux pouvoirs à Vladivostok : le Gouvernement russe du Zemstvo et le Pouvoir militaire japonais. Le Gouvernement russe était composé d'une coalition des éléments de gauche : socialistes-révolutionnaires, menchéviques et bolchéviques. Cependant la teinte rouge s'accentuait et des pourparlers entre partis avaient, un peu comme auparavant à Irkoutsk, décidé ce gouvernement local à faire place à un groupe d'hommes plus nettement à gauche. Le changement devait se faire le 6 avril. C'est alors que les autorités japonaises résolurent d'intervenir et elles le firent, malgré leurs affirmations destinées à l'opinion de l'étranger, sans provocation de la part des Russes, et avec la plus grande brutalité. Nous qui avons vu les deux prises de la ville, celle du 31 janvier et celle du 5 avril, nous pouvons affirmer que cette dernière fut la plus brutale et la plus sanglante — nos photographies même en témoignent (fig. 23 à 26).

Quant à l'opinion russe, ce qu'elle était, nous est fourni par les résultats des élections qui eurent lieu à cette époque à Vladivostok. Le 28 mars, sur sept listes en présence, la seule liste bolchévique faisait les 85 % des voix. On prétendit alors que l'élection avait été influencée et que, en particulier, l'armée avait dû voter en bloc pour la septième liste. Après le coup d'État japonais, eurent lieu de nouvelles élections. L'armée du Zemstvo avait été totalement licenciée en suite des exigences japonaises. Or, dans ces nouvelles élections, la seule liste

bolchévique, sur sept, remporta encore les 80 % des voix.

L'étranger n'était d'ailleurs pas d'accord avec ces événements, en particulier pas les États-Unis. Peu de jours après le coup de main japonais, arrivait à Vladivostok, sur son cuirassé *South-Dakota*, l'amiral Gleaves, chef de l'escadre américaine du Pacifique. Nous eûmes l'occasion de lui être présenté chez le consul des États-Unis, Jonh-K. Caldwell, dans la maison duquel eut lieu, en son honneur, une réception où se trouvèrent tous les chefs de mission alliés et neutres alors à Vladivostok. Le général Oï, Commandant en chef des troupes alliées, y avait délégué son chef d'état-major, le général Inagaki, qui, plus tard, devait représenter le Japon à Genève à la Société des nations.

Les drapeaux japonais n'étaient pas restés longtemps sur les édifices publics et une proclamation japonaise déclarait qu'ils n'avaient été hissés que pour que ces bâtiments fussent respectés pendant les troubles. Le Gouvernement du Zemstvo rentra en fonctions, le citoyen Myédvyédyév restant à sa tête, et le général Boldurev, ancien chef de l'armée du Directoire d'Oufa, devint commandant des forces armées. Nous ne nous étions pas douté que nous aurions affaire avec lui en cette qualité, quand, le 17 janvier, nous nous étions trouvés ensemble sur le *Hozan-Maru* pour la traversée de la mer du Japon. Le général Boldurev était au reste un général sans soldats, car les Japonais avaient exigé le maintien du licenciement de l'armée. A part quelques miliciens en ville, il ne pouvait se trouver de troupes russes ni en ville, ni le long des voies ferrées sur une zone de 30 kilomètres de chaque côté de la voie.

Dans tous ces événements, les Japonais marquaient de l'animosité non seulement contre les Russes socialistes-révolutionnaires et contre les Américains, mais aussi contre les Tchèques, leurs amis à tous deux. C'est à l'état-major tchèque que le 5 avril s'était réfugié le lieutenant-colonel Krakovyétskiy, lequel représentait un

avancé dans le gouvernemnt du 31 janvier; bien lui en prit, car tombé aux mains des Japonais, il eût probablement subi le sort de chefs bolchéviques qui disparurent sans laisser de traces. Le 14 avril, Krakovyétskiy, emporté par une automobile tchèque au port, s'embarquait pour l'Amérique sur le bateau américain *Mount-Vernon*, qui transportait des troupes tchèques. Ce qui restait de l'armée tchèque à Vladivostok était la seule force de quelque envergure, et dont les Japonais, ombrageux, se méfiaient. Il courut même dans le public le bruit du désarmement projeté des Tchèques par les Japonais et il fallut une proclamation signée par les chefs d'état-major des deux armées pour tranquilliser les esprits. Il n'en n'est pas moins vrai que la tension tchéco-japonaise était très forte ; nous faillîmes le sentir à notre dam.

En effet, comme nous en étions, dans nos pourparlers avec la Commission économique tchèque, au moment où nous nous entendîmes pour le prix de 330 yen par tête sur le *Shunko-Maru*, et éventuellement sur le *Yonan-Maru*, la commission nous avisa, d'autre part, être dans l'impossibilité de transmettre la chose à ses représentants à Kobé, l'état-major japonais ne laissant passer aucun télégramme tchèque. Or, il était, comme on dit, « moins cinq », car les deux bateaux étant sans emploi dans ce port, les compagnies japonaises auxquelles ils appartenaient allaient démolir leurs aménagements intérieurs, si les Tchèques, qui avaient un droit de préférence, ne continuaient pas la location. Nous proposâmes alors au capitaine Ondrusek, de la Commission économique, de porter nous-même à l'état-major japonais le télégramme nécessaire, de lui Ondrusek, aux représentants tchèques à Kobé. Comme l'évacuation des prisonniers de guerre et la location des bateaux dans les meilleures conditions possibles étaient dans l'intérêt des Japonais, il y avait des chances que la chose fût acceptée. Elle le fut en effet ; le colonel Kashimura, après en avoir référé, nous demanda

seulement de traduire le télégramme en allemand et sans abréviation, vu qu'il devait être transmis sous cette forme complète en japonais. Le *Shunko-Maru* nous fut ainsi assuré, mais la démolition de l'aménagement du *Yonan-Maru* avait déjà commencé, rendant le bateau inutilisable pour nous.

Nous embarquâmes sur le *Shunko-Maru* 1.132 anciens prisonniers de guerre, et cette simple phrase est loin de représenter toute la complexité des questions nationales et financières qui se rattachèrent à l'organisation de ce transport. Établissons seulement le tableau du prix que payèrent par tête les différentes autorités ou missions qui s'occupaient d'évacuation.

Légation de Suisse, pour les prisonniers au Japon :		
Sur les cinq premiers bateaux.....	1 200 yen	par tête
Sur le sixième, *Nankaï-Maru*.....	1 500	—
Mission Gerber, pour les prisonniers allemands :		
Sur le *Scotland-Maru*, un peu moins de	900 yen	—
Sur le *Capetown-Maru*, un peu plus de	800	—
Shipping Board-américain, pour les troupes tchèques.....	450 à 500 y.	—
Mission Montandon du Comité international de la C. R., pour les prisonniers autrichiens et hongrois.....	330 yen	—

La Croix-Rouge américaine, qui était en train de liquider, fournit les médicaments pour le *Shunko-Maru* et nous citons ce don pour le geste, digne de louange et d'imitation, à fin d'éducation des avale-royaume, avec lequel il fut donné. Nous avions adressé au major Lively les médecins des prisonniers. Lively leur déclara : « Faites la liste des médicaments qu'il vous faut. Mais je vous avertis, si votre liste est jugée exagérée, nous agirons comme nous l'avons fait récemment avec une autre demande : sans entrer dans aucun détail, nous la mettrons au panier et ne vous donnerons pas une once

de médicaments. » Disons que la liste dressée fut acceptée.

Le départ du *Shunko-Maru* eut lieu avec une quinzaine de jours de retard et les prisonniers, impatients et mûris par la dure expérience, se demandaient si, une fois de plus, ce n'était pas encore le départ, et s'ils n'allaient pas être débarqués en bloc.

Le *Shunko-Maru*, nous l'avons dit, était avant tout un gros cargo-boat, dont les localités supérieures avaient été aménagées pour recevoir des troupes. Mais dans la cale, s'entassait la marchandise tchèque et il n'était pas sans intérêt d'aller tôt le matin assister au chargement.

Des débardeurs, en file continue, portaient chacun sur l'épaule un lingot de cuivre fondu. C'était tout le cuivre que l'armée tchécoslovaque avait raflé en Sibérie lors de sa retraite — sur ordre bien entendu, car il ne serait pas venu à quelques soldats l'idée de faire une pareille récolte; puis, la fonte des objets raflés avait dû se faire en grand. Les journaux russes de Vladivostok et même le Gouvernement protestèrent contre ce départ de bien russe, mais cette Autorité, faible, ne pouvait être écoutée. C'est ainsi que de jour en jour la quille du *Shunko* s'enfonçait sous l'eau et nous nous disions que les ex-prisonniers seraient au moins bien calés en cas de mer houleuse.

Le cuivre fut dûment recouvert de balles de coton. Aussi à propos de ce chargement, il y eut contestation, mais cette fois avec les Japonais, ce qui était plus grave. Les Tchèques, ayant vidé une partie des hangars russes de coton, l'autre pillard, le Japonais, sous forme d'une maison de commerce, déclara y avoir droit, de sorte que le consulat général du Japon interdit momentanément le départ du *Shunko-Maru*. Ce fut pour nous l'occasion de faire intervenir le colonel Kashimura auprès du consul général pour que les prisonniers ne souffrissent pas du conflit et que le départ du bateau pût

s'effectuer le plus rapidement possible. Un arrangement fut obtenu par la promesse que fit le Gouvernement de Vladivostok de céder à la maison japonaise une quantité égale de coton à celle qu'elle réclamait des Tchèques.

Enfin, le 14 mai, à 8 heures du soir, comme la nuit tombait, le *Shunko-Maru* quittait ces rives d'Extrême-Orient, rives d'enchantement pour ceux qui les voient dans leurs rêves, mais qui, pour nos voyageurs, s'étaient révélées, depuis six ans, une dure terre d'exil.

Peu après, nous signâmes un contrat pour un nouveau bateau, le *Nijniy-Novgorod*, de la Flotte Volontaire russe, qui rentrait d'Europe à Vladivostok et aurait dû servir au transport des malades et du personnel sanitaire. Parti entre temps pour l'intérieur, nous apprîmes plus tard que le contrat relatif au *Nijniy-Novgorod* avait été rompu, sans perte aucune d'ailleurs pour la Mission, parce que ce vapeur, revendiqué par l'agent au Japon de la direction (réactionnaire) de Constantinople de la Flotte Volontaire (en guerre avec la direction de Vladivostok), avait été retenu au Japon. Un autre bateau de rapatriement fut plus tard partiellement organisé comme vaisseau-hôpital.

*
* *

Mais la question des bateaux ne devait bientôt plus nous concerner, et cette affirmation nécessite quelques considérations sur le rôle nouveau que nous allions avoir à remplir.

Quand, en septembre 1919, nous étions rentrés d'Omsk à Vladivostok, nous avions fait savoir au Comité international que, selon le plan primitif, nous considérions, sauf avis contraire, la Mission comme terminée. A la prière des gouvernements intéressés, le Comité nous demanda de rester en Extrême-Orient.

Nous pensâmes alors que la durée de notre tâche était prolongée jusqu'à l'arrivée des missions nationales autri-

chienne et hongroise, déjà en projet. Lorsqu'en mars 1920, l'autorisation de rapatriement fut donnée, ces missions n'étaient pas encore sur place et il a été raconté plus haut comme ce fut à la nôtre, en attendant, que fut confié de la part du Gouvernement autrichien le rapatriement. Les pleins pouvoirs y relatifs étaient valables jusqu'au 1er mai.

Les missions nationales, retenues en Amérique, ne purent toutefois pas déboucher pour cette date. Nos pouvoirs furent alors prolongés pour une date indéterminée et le Gouvernement hongrois se joignit au Gouvernement autrichien pour nous donner les mêmes pleins pouvoirs. Nous étions toujours cependant dans la persuasion que la présence des dites missions nationales signifierait la fin de notre activité à Vladivostok et que nous aurions à leur remettre notre succession.

Il y avait donc lieu d'agiter la question de notre départ. Fallait-il attendre tranquillement les missions et, à leur arrivée, rentrer par la route traditionnelle, facile et confortable de Singapore-Suez ?

Il nous apparut d'emblée qu'en rentrant par la Sibérie et la Russie, nous suivrions une voie le long de laquelle nous pourrions continuer à faire œuvre utile, à savoir : collecter des renseignements au sujet des prisonniers, leur porter aide en leur amenant des secours matériels et amorcer le rapatriement d'une partie d'entre eux vers Vladivostok, continuant ainsi vis-à-vis des autres missions notre rôle d'avant-garde. Personnellement, il ne nous déplaisait pas en outre, sachant que l'on ne pouvait se fier à tout ce qui s'écrivait à son sujet et que seul un contact vécu pourrait nous en donner la vision réelle, de faire connaissance avec ce nouveau continent social qu'est le monde bolchévique.

Cette décision de rentrer par la voie sibérienne, nous la prîmes de nous-même, et, ainsi que ce que nous avions déjà réalisé, indépendamment de l'œuvre de rapatriement en Europe dont, peu après, la Société des nations

chargea le Dr Nansen de concert avec le C. I. C. R. déjà à l'œuvre, à partir de la frontière russe occidentale. Nous ne nous flattons peut-être pas au reste, en admettant que nos rapports sur la situation en Sibérie ne furent pas sans influence sur l'action de ce dernier auprès des gouvernements et de la Société des nations pour les engager à entreprendre en grand, « par tous les bouts », l'œuvre du rapatriement.

Il apparut bientôt que cette évacuation de prisonniers de l'intérieur vers Vladivostok n'était pas seulement « éventuellement désirable », mais « immédiatement nécessaire ». Directement, par le Comité, et par d'autres voies, nous apprenions qu'une grande collecte, organisée en Amérique par différentes sociétés de bienfaisance pour aider au rapatriement des prisonniers de la Sibérie orientale, promettait des résultats tels qu'il serait possible de rapatrier beaucoup plus de prisonniers qu'il n'y en avait dans la Province Maritime et le rayon de Tchita, c'est-à-dire en dehors des pays bolchéviques; dans ces deux territoires, il en restait 9.000 après l'embarquement sur les *Scotland*, *Capetown* et *Shunko-Maru*, qui en avaient emporté 3.000, et le départ des petits groupes comportant un millier d'hommes. Ces données sur la collecte américaine ne furent que confirmées plus tard lorsque nous nous rencontrâmes au Japon avec le colonel von der Hellen, puis à Vladivostok, avant notre départ pour l'intérieur, avec M. Fritsch, tous deux chefs de la mission de la Croix-Rouge autrichienne. M. Fritsch, frais débarqué d'Amérique, nous déclara : « Jusqu'ici nous pouvons compter comme assurées pour le rapatriement, par la collecte américaine, 18.000 places. » Et il ajoutait : « Tout ce que vous pourrez diriger de prisonniers vers Vladivostok, fût-ce 30.000 hommes ou plus, pourra être rapatrié par mer. »

Nous savions donc qu'il répondait aux nécessités de l'heure, non seulement d'amorcer, mais de réaliser l'évacuation vers Vladivostok. On ne peut cependant partir,

la serviette sous le bras, pour organiser une évacuation de plusieurs mille hommes, dans un pays où les moyens techniques et les approvisionnements sont à peine suffisants ! Il nous fallait un train complet, muni de vivres pour quelques dizaines de mille hommes, de médicaments, et de tout ce que nécessitait l'entretien d'un personnel de près de cinquante personnes pendant plusieurs mois. Les démarches en vue d'une telle expédition et son organisation ne se font pas en vingt-quatre heures. C'est dès les derniers jours d'avril que nous nous attelâmes à cette nouvelle tâche, c'est-à-dire parallèlement aux démarches occasionnées par l'évacuation par mer, mais, dans un but de clarté, nous réservons au chapitre suivant tout ce qui a trait au départ de notre expédition terrestre. Disons seulement ici que, déjà le 30 avril, nous envoyions le Dr (en droit) Rodolphe Hoselitz, un Hongrois, et l'ingénieur Julius Gutmann, un Autrichien, dans la direction Tchita — Vyérkhnyé-Oudinsk — Irkoutsk, pour y commencer les démarches en vue de l'évacuation et préparer les voies à notre arrivée. Nous nous étions pour cela — en ce moment, nous étions en bons termes avec elle — entendu avec la Croix-Rouge allemande pour le départ commun d'un représentant de chaque nationalité. M. Gerber avait désigné le Dr (en philosophie) Ludwig Eberth comme Allemand, et le capitaine Sami Mehmed comme Turc. Quant à nos deux délégués, nous avions demandé aux comités des camps de nous faire des propositions, que nous nous réservions d'admettre. M. Gutmann fut recommandé par ses camarades autrichiens et nous l'acceptâmes. Mais nous préférâmes notre nouveau secrétaire le Dr Hozelitz à l'officier collet monté que nous proposaient les Hongrois; nous n'eûmes qu'à nous féliciter de notre décision et nous aurons à parler de l'excellent collaborateur que nous trouvâmes en la personne du Dr Hoselitz, précisément l'homme qu'il fallait pour prendre contact avec le gouvernement démocratico-communiste de

Vyérkhnyé-Oudinsk. Le chemin de fer ne fonctionnant pas entre Vladivostok et Kharbine, par suite de coups de main de partisans à la frontière russo-chinoise, l'état-major japonais facilita le voyage de ces quatre délégués par Ghensan, Séoul, Moukden, Kharbine.

A la date où le *Shunko-Maru* leva l'ancre (14 mai), les pourparlers en vue de notre train étaient suffisamment avancés pour qu'il parût désirable de ne pas surseoir trop longtemps à son départ. Nous décidâmes alors de nous rendre rapidement au Japon où nous avions un triple but :

a) Solliciter du Gouvernement Impérial un appui dans la question des transports maritimes et mettre par là, si possible, nos successeurs dans l'agréable position d'avoir à disposition, en outre de ce qui pourrait venir plus tard, du tonnage japonais immédiat.

b) Obtenir de la légation de Suisse les documents qui pouvaient être utiles à notre départ de Vladivostok à l'intérieur.

c) Nous rencontrer avec le colonel von der Hellen, qui devait avoir quitté l'Amérique et qui peut-être resterait quelque temps au Japon avant de partir pour Vladivostok, afin de mettre avec lui toutes choses au clair vis-à-vis du gros des deux missions nationales autrichienne et hongroise, dont l'arrivée s'annonçait toujours plus tardive.

Nous fûmes au Japon du 19 au 28 mai. Nous y trouvâmes une nouvelle augmentation de nos pouvoirs. En effet, un câble nous avisait que malgré l'arrivée des missions de la Croix-Rouge autrichienne et de la Croix-Rouge hongroise, la nôtre continuait à subsister et que, sur la résolution de la Ligue des Croix-Rouges, nous avions en outre, par rapport aux missions nationales, un droit de décision dans toutes les questions concernant le rapatriement.

Cette notification était trop tardive pour pouvoir

modifier notre plan de départ pour l'intérieur. Nous ajoutons que, même si elle n'eût pas été trop tardive, nous aurions entrepris de partir à l'arrivée des dites missions, malgré la prééminence qu'elle nous donnait. Cette prééminence eût été quelque peu nominale — c'eût été, *si parva licet componere magnis*, le maréchalat de Joffre — car il était tout naturel que les prisonniers des deux nationalités autrichienne et hongroise préféreraient s'adresser à leurs missions, qui étaient à même de leur parler de leur chez eux autrement que ne peut le faire une mission étrangère et neutre.

Le 21 mai, nous avions une entrevue avec le comte Misakoshi, aux Affaires étrangères. Le 25 mai débarquait à Yokohama le colonel von der Hellen. Nous nous entendîmes avec lui pour lui remettre notre représentation quand nous aurions à quitter Vladivostok, le temps nous manquant pour attendre M. Fritsch de la même mission. Le gouvernement dont ils relevaient avait adopté la solution bien autrichienne de les nommer tous deux chefs, avec des pouvoirs identiques. La remise que nous allions faire à Vladivostok de nos pouvoirs au colonel von der Hellen devait donner à ce dernier le pas sur Fritsch de par le droit de décision que nous avions, et cela allait être une des causes de l'inimitié que ce dernier devait nous vouer. En vue de notre prochain départ de Vladivostok pour les pays bolchéviques, M. Gignoux nous remit la pièce suivante, résumant nos pleins pouvoirs :

LÉGATION DE SUISSE
TOKYO

—

DÉCLARATION

Le soussigné, Chargé d'Affaires a. i. de la Confédération Suisse au Japon, déclare par les présentes que le citoyen suisse Docteur en médecine George MONTANDON, est le représentant officiel et le Délégué en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.

M. Montandon est officiellement investi par le Gouvernement

de l'Autriche et le Gouvernement de la Hongrie de la mission de négocier le rapatriement des prisonniers de guerre actuellement internés en Sibérie Orientale. Il est muni de pleins pouvoirs à cet effet, et possède, en particulier, la compétence de dresser des documents d'origine en faveur des ressortissants autrichiens et hongrois.

Au nom du Gouvernement de la Confédération Suisse, le Soussigné prie et requiert toutes les Autorités, tant civiles que militaires, non seulement de laisser passer librement M. le Dr Montandon avec ses bagages, mais aussi de lui donner, ou faire donner au besoin, aide et secours.

Donné à Tokio, le vingt-cinquième jour du mois de mai mil neuf cent vingt (25. V. 1920).

Le Chargé d'Affaires de la Confédération Suisse,
Signé : Gignoux.

(Sceau de la Légation de Suisse au Japon.)

Toutes choses étant liquidées derrière nous, nous n'avions plus qu'à regarder en avant. Nous avions, en effet, devant nous, l'époque de la mission qui devait être la plus féconde en résultats, la plus riche en luttes intercroixrougiennes, la plus palpitante en observations du monde nouveau bolchévique.

CHAPITRE IV

La République Extrême-Orientale

Le jeu de la guerre et de la politique avait été assez complexe pendant les derniers mois. Dans l'hiver 1919-1920, l'armée rouge (armée régulière et partisans), en avançant d'Irkoutsk vers l'Est et en surgissant un peu partout, s'était assuré la ligne du Transsibérien le long du Baïkal, puis avait occupé Vyérkhnyé-Oudinsk et ce qu'on appelle le Pribaïkal, c'est-à-dire la Transbaïkalie occidentale. Moscou ne désirant pas un conflit avec le Japon, ne fit cependant pas passer la Selenga officiellement à ses troupes. Un noyau de soldats russes et les partisans locaux formèrent « l'Armée populaire » de la première République Extrême-Orientale, comprenant le seul Pribaïkal, dès mars 1920. Les partisans, en Transbaïkalie et sur l'Amour, guerroyèrent pendant plusieurs mois contre Sémyonov soutenu par des troupes japonaises. Celles-ci subirent à plusieurs reprises de sanglants échecs de la part du principal chef de partisans, le Circassien Kalarandachvili, dont le nom était simplifié dans la bouche populaire en celui de Karandachvil[1].

1. Dans le numéro de juillet 1922 de l'*Internationale Communiste*, B. Z. Choumiatsky a publié, avec son portrait, un article nécrologique sur Kalarandachvili qui a été tué le 6 mars 1922 par des partisans blancs dans la province de Yakoutsk.

Puis la ligne du front se stabilisa le long de la chaîne de Yablonnoy, à une trentaine de kilomètres à l'Ouest de Tchita. Tchita et la Transbaïkalie orientale avec l'importante petite station de Karumskaya, point de bifurcation des lignes de l'Amour et de la Mandjourie, restèrent aux mains de Sémyonov et des Japonais. Toute la ligne de l'Amour, par contre, de Nertchinsk et Stretensk à l'Ouest jusqu'à Nikolayévsk sur l'Amour, non loin du Pacifique, était pleinement aux mains des Rouges. Les deux territoires bolchéviques, Pribaïkal et Amour (le premier ayant manifesté dès l'origine l'intention d'adopter une forme de gouvernement plus ou moins démocratique, tandis que le second, tout à fait sovyétique, désirait le rattachement complet avec la Russie sovyétique), n'avaient donc pas de communication par chemin de fer et devaient, pour maintenir leur liaison, contourner par le Nord le territoire occupé par Sémyonov. Ce dernier occupant le nœud des voies ferrées, avait, tout entouré qu'il fût par les Bolchéviques, son dos appuyé à la Mandjourie, où il pouvait se retirer si les circonstances devaient l'exiger.

Un autre îlot de l'ancien régime s'était maintenu très momentanément à Khabarovsk. En même temps que les partisans rouges surgissaient sur l'Amour, d'autres entouraient et occupaient Vladivostok, comme nous l'avons vu (31 janvier 1920). L'ataman Kalmukov (fig. 27), à Khabarovsk, quoique, comme Sémyonov, en contact avec la Mandjourie, ne disposait pas d'une base large pour s'y appuyer et d'une voie ferrée pour s'y relier ; il n'avait en outre pas de troupes japonaises à sa disposition. Aussi, pris à revers par les partisans du Sud, qui, Vladivostok occupé, remontèrent vers Khabarovsk, il se trouva coincé entre eux et ceux de l'Amour. Il réussit, cependant, au dernier moment, à se glisser en Mandjourie. Il fut interné à Kirin, mais y fut tué peu après par les Chinois, pour manœuvres occultes.

Kalmukov, encore mieux que Sémyonov, était une brute de la plus splendide envergure et seul le baron Ungern-Sternberg, lieutenant de Sémyonov, pouvait, sous ce rapport, entrer en concurrence avec lui. Exemple : une quinzaine de prisonniers austro-hongrois formaient un orchestre à Khabarovsk. Dénoncés un jour comme espions par un autre prisonnier, un Tchèque, à Kalmukov, celui-ci envoya illico ses cosaques qui les massacrèrent dans le jardin même où ils jouaient. Nous possédons, en 13 × 18, la photographie de cette troupe d'orchestre avant son massacre.

C'est également Kalmukov qui fit pendre sans jugement le délégué de la Croix-Rouge suédoise à Khabarovsk, Hedbloom, et ses collaborateurs, également soupçonnés d'espionnage. Il est vrai que Hedbloom paraît avoir été trop complaisant pour certaines requêtes des prisonniers, en particulier lors de la remise de documents.

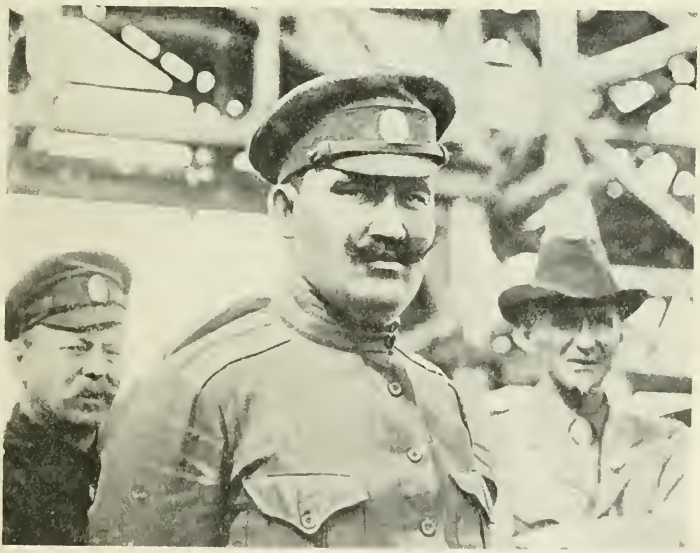
Un grand scandale, également provoqué par Kalmukov, s'était produit au moment où nous étions en septembre 1919 à Vladivostok, c'est-à-dire au moment où cette ville était encore occupée par Rozanov : l'arrestation, en plein boulevard, d'un colonel, ennemi personnel de Kalmukov, son ligotement sur une automobile et sa fusillade aux portes de la ville. Les missions alliées avaient alors exigé l'éloignement des troupes de Kalmukov, qui campaient non loin de là, à la seconde rivière (« Vtoraya Ryétchka »).

La prise de Vladivostok par les Rouges, la chute de Kalmukov, puis la reprise de Vladivostok par les Japonais, n'avaient pas modifié la position de Sémyonov, dans le rayon de Tchita, et il était un des facteurs avec lesquels nous avions à compter pour le passage du train que nous allions organiser.

Quelles étaient en effet les autorités dont il y avait lieu d'obtenir le consentement pour l'organisation et le

(*Cliché Riley H. Allen*)

Fig. 27 (page 95). — L'ataman des cosaques de l'Oussouri, Kalmukov.



(*Cliché Riley H. Allen*)

Fig. 28 (page 120).
L'ataman des cosaques de Transbaïkalie, Grigoriy Sémyonov.

passage d'un train de Vladivostok à Vyérkhnyé-Oudinsk et au delà?

Le Gouvernement russe de la Province Maritime, qui avait de nouveau le pouvoir nominal.

L'Autorité japonaise qui détenait le pouvoir militaire.

Les Alliés, en l'espèce, le « Comité ferroviaire interallié », qui avait auparavant le contrôle sur les chemins de fer et qui n'était pas d'accord avec la main-mise sur eux qu'avaient opérée les Japonais.

L'Autorité chinoise pour la Mandjourie.

Le Gouvernement de Sémyonov.

Les Autorités bolchéviques. — Pour entrer dans la Sibérie proprement dite, il fallait d'abord passer par la République Extrême-Orientale. Cette dernière n'avait pas de représentant pour elle-même à Vladivostok, où celui de la République Sovyétique Russe administrait tous les intérêts russes au delà du front russo-japonais ; à ce moment, les chemins de fer de la République Extrême-Orientale ressortissaient d'ailleurs encore complètement de l'administration sovyétique russe.

Nous fîmes donc le 3 mai visite au chef du Gouvernement du Zemstvo, citoyen Myédvyédyév, et au représentant de la République Sovyétique Russe, camarade Vilenskiy, leur demandant leur appui général pour notre expédition. A chacun, nous remîmes une lettre exposant nos buts — apporter des secours aux prisonniers de guerre de la Sibérie centrale, en rapatrier une partie vers Vladivostok, prendre avec nous, en quittant Vladivostok, des réfugiés russes qui se trouvaient dans cette ville et désiraient rentrer en Sibérie ou en Russie ; nous demandions au citoyen Myédvyédyév de nous donner une réponse écrite comportant le consentement du Gouvernement du Zemstvo à notre entreprise et nous recommandant à toutes les administrations russes dans ce but. Il fut accédé à notre demande par la lettre suivante :

(*L'original est en russe.*)

GOUVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA
PROVINCE MARITIME
POUVOIR DU ZEMSTVO
VLADIVOSTOK

6 mai 1920.

CERTIFICAT

Il est certifié par la présente qu'il n'y a pas d'empêchement de la part du Gouvernement de la Province Maritime de l'Extrême-Orient, Pouvoir du Zemstvo, à l'accomplissement, par le Dr George MONTANDON, Chef de la Mission suisse de la Croix-Rouge internationale, muni des pleins pouvoirs des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie pour le rapatriement des anciens prisonniers de guerre autrichiens et hongrois hors des confins des provinces Maritime, Transbaïkalienne et d'Irkoutsk, des tâches qui lui incombent et du rapatriement précité.

Tous les pouvoirs russes, militaires et civils, que cela peut concerner, sont invités à accorder au prénommé Dr MONTANDON tout le concours possible.

Président du Gouvernement Provisoire de la Province Maritime de l'Extrême-Orient, Pouvoir du Zemstvo,
Signé : A. MYÉDVYÉDYÉV.

Secrétaire du Gouvernement Provisoire,
Signé : .....

Fort de cette approbation générale, nous entreprîmes des négociations avec l'administration russe des chemins de fer et le département de la Santé publique (« Bureau provisoire du Conseil de la Santé publique »). Celui-ci avait remplacé la Croix-Rouge russe et c'est de lui que dépendaient les trains militaires.

Mais en même temps, nous avions à approcher l'état-major japonais et le Comité ferroviaire interallié. Comme nous l'avons dit, les Japonais occupaient militairement les chemins de fer et pouvaient ainsi, de leur propre autorité, accorder un train. Dans le Comité interallié figuraient aussi les Japonais, en tant qu'Alliés, ainsi que les Russes, mais dans son ensemble, le Comité faisait opposition à la politique japonaise.

Très peu de temps avant nous, M. Gerber, chef de la

Mission de la Croix-Rouge allemande, avait aussi entrepris des démarches pour l'obtention d'un train qu'il désirait lancer chez les Bolchéviques avant le nôtre. Devant le Comité ferroviaire interallié, le projet de la mission allemande fut appuyé par le représentant japonais, le nôtre par les représentants russe du Zemstvo et américain.

Nous savions que la mission Gerber jouissait auprès des autorités japonaises de plus de faveur que la nôtre, les Japonais étant encore sous l'impression de la supériorité passée de l'Allemagne et Gerber cultivant leur amitié. Aussi Gerber obtint-il momentanément l'avance du fait que le train qui lui avait été accordé théoriquement par le Comité ferroviaire, il le reçut techniquement des Japonais le 10 mai, c'est-à-dire la veille du jour (11) où ils durent, cédant à la pression interalliée, rendre les voies ferrées à l'administration russe.

Nous avons appris que le Dr Girsa (prononcez Ghirsa, c'est-à-dire *g* dur), ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque, soutint notre projet au sein des Alliés, et cela certainement pour la raison que lui aussi allait envoyer une mission tchèque de Croix-Rouge à l'intérieur ; les Japonais, la soupçonnant d'accointances possibles avec les Bolchéviques, n'allaient pas la voir partir de bon œil et il importait au Dr Girsa que le départ fût accordé indifféremment à toutes les missions de Croix-Rouge.

Cependant, nous avions déjà sondé le terrain auprès des Russes et non sans succès. Le téléphonogramme suivant, du 8 mai, fut envoyé par l'état-major russe au chef des Communications militaires russe :

(*L'original est en russe.*)

TÉLÉPHONOGRAMME

Sur l'ordre du Chef de l'État-major, je vous prie de donner l'ordre de mettre à la disposition du Chargé de pouvoirs des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie pour le rapatriement

des prisonniers de guerre et membre de la Mission en Sibérie de la Croix-Rouge internationale, Dr George MONTANDON, une partie d'un des trains sanitaires se trouvant à Pyérvaya-Ryétchka, au sujet de laquelle le Dr MONTANDON a eu un entretien avec votre second. Le général du jour a en mains le consentement du Président du Gouvernement Provisoire et du Commandement Japonais pour l'envoi d'un train spécial du Dr MONTANDON à Irkoutsk et retour.

Signé : DELAMARSKIY.

Puis nous adressions une demande à M. Vuvotsev, président du Comité ferroviaire interallié, et la nécessité de ces démarches parallèles montre combien, dans l'entre-croisement des compétences et des prétentions de chacun, il fallait trouver sa voie en dehors de tout schéma. Notre correspondance avec le Comité ferroviaire interallié concluait par les deux pièces suivantes :

(*L'original est en français.*)

CHINESE EASTERN RAILWAY — SIBERIAN RAILWAY

OFFICE OF THE
INTERALLIED RAILWAY COMMITTEE

Vladivostok, le 22 mai 1920.
N° 384.

M. le Dr George MONTANDON,

Chef de la Mission du Comité international de la Croix-Rouge en Sibérie.

Monsieur,

Faisant suite à ma lettre du 15 courant, sub. N° 363, au sujet de l'expédition d'un train sanitaire de la Mission du Comité international de la Croix-Rouge en Sibérie Centrale dans des buts humanitaires, j'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir la réponse du général S. Oï, Commandant en chef des troupes alliées en Extrême-Orient, dont copie veuillez bien trouver sous ce pli, établissant une communauté de vues favorable, par rapport à la dite expédition, entre le haut Commandement et le Comité Interallié des chemins de fer.

Comme vous voudrez bien en conclure, cette approbation est exprimée sous la réserve des obstacles imprévus qui pourraient éventuellement surgir du fait de la reprise des hostilités par les bolchéviques.

Le Bureau technique Interallié en est simultanément informé en vue des instructions nécessaires quant à la formation et le mouvement du train. C'est avec ce bureau et avec son Inspecteur Divisionnaire à Vladivostok, le Commandant Clarke, que vous aurez à régler les détails.

Agréez l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Signé : A. VUVOTSEV,
Président du C. I. A. des ch. d. f.

(*L'original est en anglais.*)

QUARTIER GÉNÉRAL
DES FORCES ALLIÉES
N° 90

20 mai 1920.

A M. A. VUVOTSEV,
Président du Comité Interallié des chemins de fer.

Monsieur,

Au sujet de l'envoi de deux trains sanitaires de Vladivostok en Sibérie Centrale et Occidentale, j'ai l'honneur de vous répondre ce qui suit :

a) Je n'ai pas d'objections contre votre proposition au sujet des dits trains.

b) Le passage des dits trains à travers la ligne de démarcation entre les troupes russes et japonaises serait possible, si les troupes russes n'engagent pas les hostilités contre les troupes japonaises.

c) A l'Ouest de Tchita, la voie ferrée a été endommagée en quelques endroits par les troupes russes et est maintenant réparée aussi loin que les troupes japonaises ont avancé, mais à l'Ouest de ce point, la possibilité de passage des trains est inconnue.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, respectueusement votre

Signé : SHIGAMOTO OI,
Général Commandant en Chef des troupes alliées en Extrême-Orient.

Le second train que mentionne le général Oï est le train tchèque.

Pendant ce temps, les négociations avec le service russe de santé avaient avancé au point que, après examen de plusieurs trains sanitaires, nous nous étions arrêtés d'un commun accord sur le train sanitaire N° 114,

non pas le moins bien, mais le mieux monté de ceux de la Province Maritime. Nous recevions confirmation de cette cession par lettre du Dr Pomus, administrateur des affaires de la « Direction principale provisoire de la Société russe de la Croix-Rouge ».

Le personnel russe, selon son désir d'ailleurs, devait rester dans le train, tandis que, de notre côté, nous aurions notre personnel de mission. Le chef du personnel russe était le Dr Kchénovlogher. En cas de contestation, nous avions le droit de décision. Les mouvements du train étaient réglés par nous seul.

Le train lui-même était composé de 40 vagons, avec vagon-restaurant, cuisines, boulangerie, lessiverie, bains, station électrique, glacière, écurie, etc., c'est-à-dire tout ce qu'il fallait pour vivre.

Vladivostok possédait, pour l'étendue de ses voies ferrées, celles de la Province Maritime, un matériel trop nombreux. Les Bolchéviques disaient en avoir trop peu et prétendaient au droit d'être maîtres de tout l'avoir des lignes russes. Une des causes pour lesquelles les trains n'obtenaient pas l'autorisation de quitter Vladivostok, c'était que l'on craignait que les vagons qui passeraient le front ne fussent retenus. Les Japonais hésitaient à laisser glisser du matériel entre leurs doigts et nous eûmes d'emblée l'impression que si le Gouvernement du Zemstvo nous confiait un train, c'était précisément parce qu'il n'était pas effrayé, lui, en le laissant passer, de faire une gracieuseté aux autorités sovyétiques. Aussi, pouvait-on se demander jusqu'à quel point serait observée la recommandation à ces autorités pour notre retour à Vladivostok, mentionnée dans le document que le camarade Vilenskiy nous délivra avant notre départ. De plus, Vilenskiy fut rappelé peu après notre départ, et nous nous souvenons qu'un membre des autorités bolchéviques se prévalut plus tard de ce fait pour contester leur validité aux attestations de ce représentant. C'est un reproche qu'on peut faire à

l'administration bolchévique en général de donner plus de valeur à la signature de la personne au pouvoir qu'à la fonction qu'elle remplit, alors que les attestations délivrées par une fonction devraient avoir leur valeur quel que soit le changement du titulaire. Ci-dessous le document au sujet duquel nous n'avons fait qu'une remarque générale.

(*L'original est en russe.*)

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE SOVYÉTIQUE RUSSE
PLÉNIPOTENTIAIRE
POUR L'EXTRÊME-ORIENT
N° 185

10 juin 1920.

CERTIFICAT

Je certifie par la présente que le porteur de ce document, Chef de la Mission suisse de la Croix-Rouge internationale à Vladivostok, Dr Montandon, se dirige avec son train sanitaire à Irkoutsk et plus loin vers l'Ouest pour secourir les prisonniers de guerre autrichiens et hongrois au moyen de médicaments, de linge de corps et d'autres effets.

En même temps le Dr Montandon emmène dans son train un groupe de fugitifs, de malades et d'invalides désirant retourner dans leur lieu d'habitation habituel et qui se trouvent sous sa garde et protection.

Sur le chemin du retour doivent être évacués vers Vladivostok des prisonniers de guerre autrichiens et hongrois pour être rapatriés par la voie de mer.

Nous demandons à toutes les organisations Sovyétiques d'accorder au Dr Montandon et aux personnes de sa mission l'aide nécessaire, tant lors de son entrée en Russie Sovyétique que pendant le temps de son séjour sur son territoire et de son retour à Vladivostok.

Le Plénipotentiaire pour l'Extrême-Orient,
Signé : Vilenskiy.

Le Secrétaire,
Signé : A. Vladimirskiy.

(Sur le sceau : Plénipotentiaire du Gouvernement Sovyétique.)

Par une confidence du Dr Kchénovlogher, faite quelques mois plus tard, nous apprîmes, si cette confidence

est vraie, que le Dr Pomus de Vladivostok lui aurait confié, au départ, des instructions secrètes, quoique ce ne fut pas le Dr Kchénovlogher qui eût la haute main dans la disposition du matériel roulant de notre train. Ces instructions auraient comporté la livraison à tel et tel endroit en Sibérie du matériel sanitaire de la Croix-Rouge russe, ce qui était son affaire, et du matériel roulant, ce qui ne le concernait pas. En fait, nous ne cédâmes une petite partie de notre matériel roulant que lorsque les vagons en question n'étaient plus nécessaires et jamais des voitures ne nous furent saisies contre notre gré, comme ce fut le cas pour d'autres missions, la mission von der Hellen exceptée, laquelle fut au bénéfice de notre protection. Les vagons qui furent nécessaires retournèrent plus tard avec le gros de notre mission à Vladivostok, tandis que personnellement nous voyageâmes en vagon spécial jusqu'à Moscou.

Néanmoins, il était douteux que nous pussions prendre avec nous tous les vagons de 3e classe de notre échelon de 40 vagons, et surtout passer avec eux le territoire de Sémyonov, s'ils étaient vides. Or, ils nous étaient nécessaires pour le renvoi des prisonniers invalides et malades de l'intérieur à Vladivostok : 1° parce que nous savions que pour la grosse masse des prisonniers il n'y aurait que des vagons ordinaires dits « tyéplouchka », vagons à bestiaux aménagés et pouvant être munis en hiver d'un fourneau ; 2° parce que, pour les échelons habituels, il devait y avoir toujours transbordement des hommes sur la ligne du front.

C'est pour avoir une double raison de prendre avec nous ces vagons que nous décidâmes d'y embarquer les réfugiés à Vladivostok, qui désiraient rentrer en Russie. Il est vrai, cela paraissait rendre le départ difficile auprès des Japonais et compliquer le voyage lui-même. Mais cette complication même devait avoir sa grande utilité, comme on le verra plus loin. En somme, les buts généraux et restreints de notre expédition apparaissaient si

complexes, l'intérêt de chacun y trouvant par une face ou une autre son profit, que personne ne nous opposa de veto formel.

La liste des voyageurs (300), du personnel russe (50) et du personnel de notre Mission (50), fut établie selon plusieurs rubriques et en trois exemplaires. Chacun de ceux-ci, muni du sceau de la Mission, fut présenté successivement à l'approbation et à la griffe du département de l'Intérieur du Gouvernement du Zemstvo, du représentant de la République chinoise et du représentant diplomatique du Japon, M. Matsudaïra. Alors que ce dernier épluchait depuis dix jours la liste, beaucoup plus courte, des participants à l'expédition tchèque, il nous rendit la nôtre, munie de son approbation, dans les 24 heures. C'est ensuite seulement, que nous nous rendîmes chez le camarade Vilenskiy, mais avec une seule liste, car c'eût été trop compromettant auprès de Sémyonov de paraître avoir le consentement officiel de l'autorité bolchévique pour le passage de nos voyageurs. En effet, si les Bolchéviques pouvaient craindre de voir entrer avec notre train des espions, Sémyonov ne tenait pas à laisser passer son territoire à des communistes patentés. Il faut se dire qu'il n'existait aucune règle indiquant quelles formalités devaient être remplies pour le départ d'un pareil train — puisqu'il n'avait pas encore eu son pareil !

Nous avions le matériel roulant et les passagers — y compris notre personnel. Il nous manquait encore les marchandises pour les prisonniers. Mais voyons d'abord quel était notre personnel.

M. Eugène Kaplita, Polonais, premier secrétaire, M. Eugène Pribil, Autrichien, comptable, et une dactylographe russe (ces deux derniers engagés depuis notre nouvel établissement à Vladivostok) ne devaient pas partir avec nous. Comme nouveaux membres de la Mission, nous engageâmes par contre, dans les derniers temps de notre séjour dans cette ville, en outre du Dr Hoselitz,

et de l'ingénieur Gutmann que nous avions à retrouver soit à Tchita, soit plus loin : M. Franz Fischer, plus spécialement chargé des questions de transport; M. Edgar Petter, un Suisse, sa femme, dactylographe, et sa mère, qui devait aider au ménage de la mission, et qui, tous trois désiraient se rendre avec nous en Suisse; M. Rodolphe Seidan, architecte, ancien prisonnier autrichien, qui fut par la suite un des membres les plus utiles de l'expédition; M. Mikhaïl Nikolayévitch Zaloghine comme secrétaire russe, qui fut aussi toujours très dévoué. Mlle Artobolevskaya, secrétaire, qui était avec la mission depuis que celle-ci s'était reformée à Vladivostok, devant rejoindre sa famille en Italie et désirant voir en passant son père à Pétrograd, restait avec nous. Nous devions cependant la renvoyer à l'arrière, une fois arrivés à Tchita, vu les désagréments qu'on pouvait pressentir pour elle à vouloir continuer, car son père avait eu une situation en vue à Pétrograd, sous le tsar. De façon générale, il fut étonnant, par la suite, de constater combien mal on était renseigné à Vladivostok sur les avantages ou les désavantages qu'il pouvait y avoir à se rendre en Russie bolchévique. Que personnellement nous ne nous en rendissions alors pas exactement compte — rien d'étonnant, mais que les Russes, eux, fussent encore moins au courant que nous, c'est ce que nous n'expliquons pas. Avec M. Petter, qui ne rendait pas les services que comportait la situation, et la famille de ce dernier, Mlle Artobolevskaya rentra donc à Vladivostok de Tchita. Elle fut remplacée par Mlle Marie Zvyaghina, qui voyageait avec une amie dans notre train pour rentrer chez elle à Perm. Le colonel von der Hellen nous avait demandé de prendre avec nous, pour le représenter, M. Engelbert Emler, officier autrichien. Mais bientôt, nous eûmes tant à faire que M. Emler passa tout à fait à notre service ; il fut plus spécialement préposé au service des marchandises et s'acquitta toujours très consciencieusement de sa tâche; son seul

défaut, c'était de ne pour ainsi dire pas savoir, malgré un séjour de plusieurs années en Sibérie, la langue russe. Nous prîmes enfin avec nous, comme secrétaire volontaire, un Neuchâtelois, M. Modeste Clerc, géologue, qui étudia en partie à Neuchâtel, mais séjourna surtout en Russie, où il a sa famille à Yékaterinbourg, dans l'Oural. Il désirait la rejoindre et comme c'était un homme charmant, nous ne regrettâmes pas de l'avoir avec nous.

Nous engageâmes aussi une escouade de spécialistes pour notre train et de gardes pour les marchandises, les premiers pris parmi les Russes voyageant dans le train, les seconds parmi les prisonniers de guerre. Pour cette dernière tâche, c'était surtout des Galiciens qui s'étaient présentés, sachant qu'ils n'avaient pas de chances d'être rapatriés par mer par quelque Puissance, particulièrement pas par celle qui les réclamait comme sujets — la Pologne. Il faut se dire qu'à part le mécanicien et le chauffeur de la locomotive, aucun employé d'une administration ferroviaire ou gouvernementale quelconque ne voyageait avec nous. Le train nous était *complètement* confié.

Comme marchandises, nous prîmes, pour les prisonniers ou pour dons aux autorités, des médicaments et du matériel de pansement d'une valeur de quelques mille yen, mais qui n'avaient pas coûté autant que ce qu'ils représentaient, car, en particulier grâce au major Charles Macdonald, l'aimable homme que nous avions déjà connu à Omsk, ceux des médicaments qui nous furent livrés par la Croix-Rouge américaine le furent à des prix modérés et même une livraison de caisses de bandages le fut gratuitement. De plus, nous emportâmes quelque mille pièces de linge de corps, trois cents paires de bons souliers, du cuir pour quelques milliers de semelles de chaussures et du thé. La majeure partie de nos produits, farine, graisse et sucre, pour 10.000 à 20.000 hommes pendant plusieurs jours, devait être achetée à Kharbine, où les prix étaient beaucoup plus

favorables. A Vladivostok fut encore acquise une partie de ce dont le personnel de la mission avait besoin pour son propre entretien pendant environ trois mois.

Mais il était une marchandise qu'en outre du cuir pour semelles et des quelques paires dont nous disposions, il était désirable d'emmener, étant donné l'énorme utilité qu'on lui savait avoir pour les prisonniers : des souliers. Malheureusement, c'était la marchandise du coût le plus élevé, et nos finances ne permettaient pas d'en faire l'acquisition pour plusieurs milliers d'hommes. Il y avait par bonheur une solution idéale qui se présentait, et l'incident qui va être relaté prouve combien alertement continuait l'entre-sabotage des missions.

La Délégation danoise avait chez elle une certaine quantité de marchandises destinées aux prisonniers et qu'il lui était impossible de leur faire parvenir. Il semble que la Croix-Rouge autrichienne en Europe s'en soit un peu douté, puisqu'elle nous faisait télégraphier de nous enquérir au sujet de la distribution de ces marchandises. La dite délégation avait en particulier une dizaine de milliers de souliers pour les prisonniers autrichiens et hongrois. Nous lui proposâmes donc d'en prendre une partie avec nous. Après quelques pourparlers, M. K. Moeller-Holst fut d'accord de nous en céder environ 5.000 à 6.000 paires, avec lesquelles furent chargés deux et demi de nos vagons. Puis, tout à coup, se ravisant, il nous déclara ne pouvoir se risquer à envoyer cette marchandise et demanda qu'elle lui fût restituée. Comme elle nous avait été confiée et non donnée, nous la laissâmes redécharger.

Que s'était-il en fait passé? Il s'était passé que le prisonnier hongrois Eugen Fein, qui avait été employé au consulat danois à Irkoutsk, où nous l'avions rencontré sous Koltchak, venait de rentrer d'Irkoutsk au moment, comme nous l'avons appris plus tard, où il allait être arrêté par les autorités bolchéviques. A Vla-

divostok, M. Moeller-Holst ne voulut pas nous dire que c'était sur l'avis de Fein qu'il avait changé le sien. Mais cela était clair, nous fut avoué plus tard par Fein lui-même, et est indiqué par Moeller-Holst dans le rapport dont il sera question un peu plus tard. Nous savions que Fein avait beaucoup d'influence sur Moeller-Holst, malheureusement pour les Hongrois dont les intérêts souffraient dès qu'on les savait défendus par le sire Fein. Ceci est une remarque qui ne se rapporte pas seulement à l'incident des chaussures, car, à part Moeller-Holst, nous ne savons personne, parmi nos amis ou nos ennemis, qui eût de bons rapports avec le dit individu.

Nous ne rendîmes cependant pas la marchandise réclamée par la Délégation danoise avant de nous être fait adresser cette demande de retrait par écrit, afin d'être en état de la montrer à ceux que cela pouvait intéresser, et nous avisâmes le Comité de Genève et par là les gouvernements intéressés de ce refus, non pas qu'il pût y être changé quelque chose, puisque nous étions sur le départ, mais parce que nous tenions à ce que ce refus fût connu d'emblée. Nous avons eu par la suite le plaisir de constater, par lettre du 16 juillet 1920 du ministère des Affaires étrangères de Danemark, que « le Ministère, d'accord avec le Gouvernement Autrichien qui en avait exprimé le désir, priait alors le consul général actuellement à Vladivostok de prendre les mesures nécessaires pour que les objets désirés fussent remis à M. Montandon, *même si le résultat de son expédition n'était qu'à demi assuré* ».

La Délégation danoise avait adressé au sujet de cette question un télégramme au Ministère à Copenpague le 7 juillet, suivi d'un rapport. Nous n'avons eu connaissance des affirmations insanes y contenues qu'en été 1921. Notre Rapport au Comité international y a répondu en détail, et victorieusement, ainsi que l'a constaté le numéro du 15 décembre 1921 de la *Revue*

Internationale de la Croix-Rouge. Entre autres, la Délégation danoise prétendait :

1) Que chez les Bolchéviques il n'est pas possible de faire des distributions parce que les Bolchéviques confisquent et distribuent comme bon leur semble.

2) Qu'elle craignait que la Mission n'abusât du drapeau danois.

3) Que celle-ci avait été arrêtée peu après le départ de Vladivostok.

4) Qu'il régnait de la méfiance envers la Mission de la part des prisonniers.

Nous répondîmes :

ad 1) Il est parfaitement évident que si les délégués de la Délégation danoise, ceux que nous connaissions, étaient partis avec notre matériel pour les pays bolchéviques, ils auraient eu de fortes chances de se voir prestement dépouillés — et la justice populaire leur eût appris à vivre. Mais de ce qu'ils eussent été incapables de négocier avec les Bolchéviques, il ne s'en suit pas que nous ayons manqué de cette confiance en nous. En réalité, à Vyerkhnyé-Oudinsk, comme à Tchita, comme à Irkoutsk, comme à Omsk, nous avons fait nos distributions comme nous l'entendions, bien entendu après pourparlers préliminaires. Jamais une chemise ou un paquet de thé ne nous a été confisqué, et plus tard, même quand nous avons été arrêté par les organes de sûreté à Moscou, pas une livre de pain ni une boîte de lait condensé ne nous a été enlevée. En sortant de Russie, nous avons pris avec nous plusieurs boîtes de conserves, sans qu'il nous ait été fait de remarque. Voilà ce dont témoignent les signatures que nous avons reçues des prisonniers de guerre et nos souvenirs.

Nous ajoutons ceci, non pas au passif des Danois mais du lieutenant Fein : le simple soupçon que nous pouvions réussir là où cela n'était pas possible à la Délégation danoise, a suffi pour lui faire désirer que nous ne réussissions pas.

ad 2) Les Danois se méprennent fortement sur l'estime en laquelle ils nous croyaient tenir leur drapeau national. Lors de nos premiers pourpalers au sujet des marchandises danoises à prendre, c'est M. Moeller-Holst lui-même qui nous déclara donner des marchandises à la condition que le drapeau danois figurât à côté du drapeau de la Mission du C. I. C. R. Nous discutâmes entre nous de la chose à la Mission et fûmes d'accord que cela, en aucun cas, ne pouvait se faire : 1° parce que, après avoir eu toute la peine de l'organisation du train, il ne nous convenait pas que le drapeau danois eût le même droit que le nôtre pour la seule adjonction d'un lot de marchandises ; 2° parce que, même un simple départ avec le drapeau danois pouvait nous nuire ultérieurement auprès des Bolchéviques. Il ne fut par la suite plus question du drapeau danois, et M. Moeller-Holst nous demanda simplement de prendre avec nous un Danois qui, pour diverses raisons, désirait se rendre en Sibérie. Nous accédâmes à son désir.

ad 3) La Mission ne fut jamais arrêtée. La nouvelle fut en effet publiée dans les journaux de Vladivostok, dont des exemplaires nous parvinrent. Nous soupçonnons non pas les Danois, mais une certaine Croix-Rouge européenne d'avoir fait annoncer cette nouvelle. En réalité, il n'y eut pas le moindre incident qui eût pu lui donner naissance.

ad 4) Les Danois ne se figurent pourtant pas qu'ils avaient la confiance des prisonniers ! Ils n'auraient qu'à prendre connaissance du rapport du 13 septembre 1919 d'un officier autrichien, déposé à Vienne, pour ne citer qu'une opinion que nous estimons d'ailleurs exagérée. En fait, les prisonniers se méfiaient de chacun, et chaque mission entendait des plaintes au sujet des autres organisations. Les méfiances, par exemple, exprimées par certains membres de comités de prisonniers, même à l'égard de personnes aussi bonnes et probes que le colonel von der Hellen nous sont restées en

mémoire. Ce qui est vrai, c'est que nous attachions certainement moins d'intérêt à ces plaintes que ne le faisaient la majorité des délégués des autres missions et que, expérience faite de l'état d'esprit des prisonniers, nous tînmes compte de ces derniers le moins possible ; dans toutes questions personnelles, nous les adressions, autant et dès que faire se put, aux missions nationales et il est certain qu'à nous sentir distants, les prisonniers ne nous augmentaient pas leur amitié.

La veille du départ, nous recevions notre carte de visite pour les Bolchéviques : le chargement d'un vagon de médicaments destinés à Irkoutsk, que le camarade Vilenskiy avait reçus du Gouvernement du Zemstvo et qu'il nous demandait de conduire à destination. Bien entendu, cette destination ne pouvait être déclarée avant que fût atteinte la ligne du front. Nous laissions entre les mains du colonel von der Hellen la représentation de la Mission en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge, et il continuait à occuper nos locaux. Nous étions maintenant prêts à partir. Dell'Adami, chef de la Mission de la Croix-Rouge hongroise, et Fritsch de la mission autrichienne, arrivèrent à Vladivostok le jour même de notre départ, le 18 juin au matin ; nous les vîmes encore tous les deux. Eux et d'autres, entre autres l'aimable consul de Suisse, M. Léonide Bryner, vinrent à la gare de Pyérvaya Ryétchka nous saluer dans notre train, car le lancement de ce dernier était un petit événement à Vladivostok, que les journaux avaient annoncé. Nous savions que diverses organisations considéraient avec le plus vif intérêt ses mouvements, entre autres la Croix-Rouge américaine; celle-ci se demandait si nous devions avoir plus de succès que son train à elle qui — nous parlerons des tentatives de toutes les autres organisations plus loin — deux mois auparavant, n'avait pas pu dépasser la station de Mandjouria.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 29 (page 115). — Sur le territoire de l'ataman Sémyonov. Le pont d'Olovyennaya sur l'Onon, détruit par les Bolchéviques.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 30. — Paysage typique de la Transbaïkalie. La rivière Ingoda, vue vers l'aval.

Dans la nuit du 18 au 19 juin, à une heure du matin, le Train sanitaire N° 114 s'ébranlait.

*
* *

Sans incident notre train parvint à Kharbine. Nous y rejoignîmes celui de la Croix-Rouge tchèque, lequel ne devait quitter qu'après nous Kharbine, où les autorités japonaises le retinrent quelques jours.

Le général chinois commandant la ville fit poster une garde d'honneur aux abords de notre vagon et les journaux de Kharbine signalèrent l'arrivée du train 114 et de la Mission par des articles, dont l'un, celui du *Svyét* (*La Lumière*) du 25 juin 1920, fut reproduit dans la *Revue Internationale de la Croix-Rouge* de septembre 1920.

Le train s'arrêta une semaine à Kharbine. C'est là que furent achetés deux vagons et demi de farine blanche, de la graisse et du sucre, c'est-à-dire le gros de nos approvisionnements, de quoi nourrir 10.000 à 20.000 hommes pendant plusieurs jours. Nous avions la faculté de changer plus tard notre farine blanche contre une quantité approximativement double de farine de moindre qualité, car nous savions que la farine blanche était très rare au delà du front.

A Kharbine, en gens prévoyants, nous télégraphiâmes à Tchita, à l'ataman Sémyonov, lui demandant l'autorisation de passer par son territoire. Par l'intermédiaire de son représentant dans cette ville, cette autorisation nous parvint et nous n'eûmes qu'à nous féliciter de l'avoir obtenue à l'avance.

Puis le train, reprenant sa route, et passant les monts Chin-Gan, mû par trois locomotives, deux devant et une derrière, arrivait à la station frontière de Mandjouria. Cette station signifie en général un long arrêt et nous citons le fait que, plus tard, le colonel von der Hellen qui ne disposait pourtant que de quatre vagons,

y fut arrêté trois jours. Les difficultés que tentèrent de nous opposer les fonctionnaires russes — l'administration ferroviaire de Mandjourie, sous la direction du général Horvat, était le dernier organe subsistant de l'ancien régime — furent surmontées le jour même de notre arrivée et nous repartions le soir (l'administration prétendait que nous n'avions pas le droit d'emmener des chevaux avec nous puisqu'ils n'étaient pas spécialement mentionnés dans le matériel — ou le personnel ! — du train ; nous finîmes par nous entendre en adressant pour la forme une demande à ce sujet, antidatée de Pogranitchnaya, station frontière à l'autre extrémité de la Mandjourie, où nous avions passé deux semaines auparavant).

A Mandjouria, il y eut à acquitter aux fonctionnaires sino-anglais environ 300 yen de frais de douane. Cette dépense fut *la seule* que nous eûmes à payer sur le chemin de fer de l'Est-Chinois pour le passage à travers la Mandjourie de notre train, avec ses passagers et ses marchandises. A mettre le fait en parallèle avec les frais de plusieurs mille yen qu'eurent à solder pour ce passage d'autres missions !

A Mandjouria, nous fîmes une démarche qui fut des plus importantes, puisque c'est peut-être à son succès que fut dû celui de notre passage à travers le territoire de Sémyonov. Au delà de la station de Mandjouria commence ce territoire ; les deux premières stations (de quelque importance) de Daouria et de Borzya étaient sous le commandement du baron Ungern-Sternberg, principal lieutenant de Sémyonov mais agissant très indépendamment dans le détail de l'action. Il importait que nous n'eussions affaire ni à Ungern-Sternberg, ni à ses subordonnés. Nous annonçâmes donc notre visite au général Suzuki, commandant la Ve division japonaise et la région du front opposée à la République Extrême-Orientale. Il nous reçut avec apparat, comme savent le faire les Japonais, entouré de son état-major.

S'y trouvaient en particulier le général Shibo, chef des Communications militaires, et le colonel ancien chef de la mission militaire japonaise près Koltchak à Omsk. Nous exposâmes au général Suzuki que nous n'entendions pas du tout éluder les conversations que Sémyonov pouvait vouloir entretenir avec nous, mais que c'était avec lui-même ou avec les autorités à Tchita même que nous voulions avoir affaire, et non pas avec les chefs subalternes le long de la route. Nous demandions en conséquence au général Suzuki de nous accorder une escorte avec un officier japonais, qui nous accompagnât jusqu'à la ligne du front et qui, sauf à Tchita, interdît aux autorités de Sémyonov de se mêler des affaires de notre train. Le général Suzuki voulut bien accéder à notre demande. Nous reçûmes donc et logeâmes dans un vagon spécial, un officier japonais, un sous-officier et une dizaine d'hommes.

A Daouria monta dans notre vagon un officier d'Ungern-Sternberg — bizarre ! il était d'origine écossaise. Nous le reçûmes fort bien et lui offrions déjà une liqueur, lorsque l'officier japonais lui fit signifier d'avoir immédiatement à descendre. Deux minutes plus tard, le train s'ébranlait. Il en fut de même à Borzya, au mécontentement des jeunes officiers russes postés à la station.

A Oloviennaya, le train passa la rivière Onon sur un pont de fortune, le grand pont ayant été détruit pour la seconde fois par les partisans rouges (fig. 29).

A Pyéstchanka, avant-poste, pour ainsi dire, de Tchita, il s'arrêta quelques jours pour raisons techniques, mais de là nous communiquions avec Tchita, soit par le train local, soit, à l'occasion, par automobile. C'est dire que c'est de Pyéstchanka que nous prîmes notre premier contact avec les autorités russes de Sémyonov. Pyéstchanka ainsi qu'Antipitcha, à mi-chemin de Pyéstchanka à Tchita, étaient autrefois des camps de prisonniers de guerre, mais, à notre arrivée, les baraque-

ments des camps étaient vides complétement, les derniers prisonniers de Tchita se trouvant au petit camp de Tchita même.

C'est dans cette ville que nous apprîmes l'histoire mouvementée du train de la Croix-Rouge allemande, parti, en suite de nos divers retards, trois semaines avant le nôtre de Vladivostok, et confié par Gerber au Dr Roessler.

Gerber, comme nous, avait eu l'intention de lancer son train en Sibérie bolchévique, comptant lui-même l'y rejoindre postérieurement. Il se disait sans doute que ce train ne serait pas admis s'il ne rendait pas quelque service à ceux sur le territoire desquels il prétendait entrer.

Ce que nous-mêmes pouvions apporter aux Bolchéviques, c'était, on l'a vu — sans parler des fournitures de la Croix-Rouge russe qui ne nous concernaient pas — un vagon de médicaments, notre matériel roulant, et des communistes ! Mais si nous pouvions supposer qu'il se trouvât de ces derniers parmi nos 300 réfugiés, officiellement nous étions censés ne rien savoir. De même, rien n'était convenu pour une livraison de matériel roulant et c'était à nous de veiller à ce qu'il en fût disposé selon nos propres intentions. La seule chose que l'on eût donc pu nous reprocher, si elle eût été connue, était le vagon de médicaments. Mais, eût-on découvert la chose, il eût été difficile de nous en faire de sanglants reproches, à nous qui — *nota bene* — représentions une Croix-Rouge, la Croix-Rouge neutre par excellence, prête à fournir à chaque besogneux des secours en médicaments.

Il en était autrement de Gerber. Quoique junker et s'étant ouvertement réjoui du coup de main de von Kapp — nous étions alors avec lui au Japon — il avait inscrit sous des noms d'emprunt quelques communistes comme membres de la mission Roessler et avait, dans son train, de 10 à 16 vagons de farine directement des-

tinés aux autorités bolchéviques. Pour un train de moindre envergure que le nôtre, et en admettant que nous avions de la farine pour 20.000 hommes, lui, Gerber, en avait pour 120.000. Or, c'était un fait connu que la proportion des prisonniers était juste en rapport inverse, c'est-à-dire qu'il n'y avait que 20.000 prisonniers allemands de guerre en Sibérie, tandis que les Autrichiens et Hongrois étaient plus de 100.000.

Le train de Roessler se trouvant à la station de Borzya, un officier d'Ungern-Sternberg reconnut la femme d'un communiste. Aussitôt arrêtée et soumise, paraît-il, à une quasi-torture, elle raconta tout ce qu'elle savait, en particulier dénonça l'endroit où se trouvaient les papiers relatifs à la farine. Ce fut la fin du train de la Croix-Rouge allemande. Il fut amené sous escorte à Tchita, les hommes suspects arrêtés et la farine, dont on se méfiait déjà pour sa seule quantité, séquestrée, puis confisquée. Gerber, de Vladivostok, malgré ses excellents rapports avec les autorités japonaises, n'y put rien changer. La seule chose qu'il obtint, c'est que les personnes arrêtées, qui étaient parties avec son train sous la protection de la Croix-Rouge allemande, fussent relâchées. Nous vîmes Roessler à Tchita, logeant avec les autres membres de sa mission dans un vagon de 4e classe. Ne pouvant plus rien entreprendre lui-même et sur le point de retourner à Vladivostok, il nous avança 10.000 yen dont nous allions sans doute avoir fort besoin. Mais le Dr Roessler fit un autre sacrifice. Rentré à Vladivostok, il prit sur lui la responsabilité de tout ce qui s'était passé, alors que tout avait été organisé par Gerber lui-même, et ce afin de ne pas nuire à l'activité ultérieure de la mission allemande.

C'est le lieu ici de parler des essais de diverses missions pour franchir la Mandjourie, depuis la chute de Koltchak.

Il a été déjà dit qu'un train de la Croix-Rouge amé-

ricaine, conduit par le major Lane, était arrivé en mars jusqu'à Mandjouria, mais avait dû rebrousser chemin, les autorités militaires japonaises déclarant que la situation militaire ne permettait pas le passage.

La Croix-Rouge canadienne avait poussé jusqu'à Tchita et était revenue à Vladivostok.

Nous rencontrâmes à Tchita le lieutenant roumain Alèvra. Il nous avait demandé à Vladivostok d'atteler son vagon à notre train. Comme nous ne pouvions plus changer la composition de ce dernier, nous avions refusé. Attachée à des trains quelconques, la mission roumaine avait continué jusqu'à la ligne du front, qu'une locomotive lui avait fait passer. Son vagon fut arrêté à Gongota, première station des Rouges, et il lui fut interdit de le quitter. Que sa demande de pénétrer plus avant ait été transmise à Moscou, comme cela lui aurait été communiqué, ou non, le dit lieutenant fut avisé au bout de 48 heures que cette autorisation de pénétrer ne lui était pas accordée. Il en était furieux, prétendait que les commissaires bolchéviques avaient l'air de commis voyageurs, et que la nuit les soldats rouges rôdaient autour de son vagon comme des loups, essayant de forcer les portes !!! Maintenant il s'en retournait à Vladivostok, nous recommandant les prisonniers roumains.

Une mission américaine des Y. M. C. A. arriva peu après nous à Tchita. Nous en connaissions le délégué principal (le nom nous échappe) avec lequel nous avions eu affaire à Vladivostok, mais ne devions maintenant le rencontrer qu'à Gongota. Si ce qu'on a dit est vrai, la Délégation danoise aurait confié à cette mission des Y. M. C. A. une partie des chaussures qu'elle avait trouvé trop hasardé de nous remettre.

A Tchita, nous eûmes affaire à différentes reprises aux Japonais, aussi bien à l'état-major qu'à la Mission militaire qui était en réalité une mission diplomatique,

et dont le chef à Tchita était le colonel Nakaoka, parlant fort bien le français ; cette mission se trouvait sous la haute direction du général Takayanaghi, lequel était tantôt à Vladivostok, tantôt, comme maintenant, en pourparlers sur le front.

Parmi les autorités de Sémyonov, nous eûmes en particulier affaire au général Lokhvitskiy, l'ancien commandant des troupes russes en France. Dès notre arrivée à Tchita, la Croix-Rouge de Sémyonov, épave de l'ancienne Société russe de la Croix-Rouge, déclara qu'elle considérait le Train sanitaire 114 comme sa propriété. Elle dressa un long protocole, spécifiant tout ce que, sous le prétexte éventuel des réquisitions à craindre chez les Bolchéviques, elle réclamait que nous laissassions à Tchita.

Le général Lokhvitskiy avait approuvé de sa griffe le protocole et nous eûmes à lutter pour faire reconnaître nos droits. Dans une entrevue que nous eûmes avec lui, il s'étonna vivement du fait que nous pussions avoir la prétention d'entamer des négociations avec les Bolchéviques, ajoutant comme argument suprême : « Ils ont tué le Tsar ! » Nous lui demandâmes en réponse si, puisque nous avions à ramener si possible d'au delà du front des prisonniers, il exigeait, lui Lokhvitskiy, que nous commençassions par cracher à la figure de ceux avec lesquels nous avions à négocier : ce à quoi il ne répondit rien. Il fut d'ailleurs moins intransigeant dès qu'il vit le télégramme de Sémyonov, reçu à Kharbine, autorisant notre passage. Le ministre de la Guerre, général Khéchtchatitskiy, un Circassien, apposa sur le protocole (dont nous avons conservé l'original) une note comme quoi l'ataman Sémyonov était d'accord avec ce dernier document en ce qui concernait la cession par nous de la partie énumérée du matériel ferroviaire, mais que toutes les autres fournitures devaient être laissées à notre disposition. Même cette dernière décision fut encore changée à notre avantage et il fut convenu

que nous nous entendrions directement à l'amiable avec la Croix-Rouge de Sémyonov.

Nous fîmes donc une cession minime de matériel : deux vagons. La plus grave cession que nous faisions n'était pas de valeur matérielle, mais de valeur morale, car elle créait un précédent dont pourraient se prévaloir — et qu'elles ne manquèrent en effet pas de nous rappeler — les autorités avec lesquelles nous devions avoir subséquemment affaire.

Un autre point par contre, qui était, pour notre prestige, de la plus haute importance et sur lequel nous fîmes triompher nos vues pleinement, fut qu'on ne toucha à aucun de ceux que les organes policiers de Sémyonov désiraient arrêter comme suspects.

Toutes les Croix-Rouges qui ont eu affaire avec les autorités de Sémyonov se diront que nous nous en tirâmes à bon compte, car la Croix-Rouge américaine a vu ses trains fortement rançonnés et la Croix-Rouge suédoise les siens complètement confisqués.

Au cours de notre séjour, l'ataman Sémyonov (fig. 28) nous avait fait mander chez lui. Il nous offrit un bon vin blanc, denrée introuvable même à Vladivostok. Il fut visiblement frappé de façon favorable par nos épaulettes. Parfaitement, nos épaulettes ! Lorsque nous avions pénétré sur le territoire de l'ataman, Fischer était venu nous trouver avec son sourire malin en nous présentant dans un papier de soie « un cadeau ». C'étaient des torsades d'or surmontées d'une croix rouge, torsades comme le général de l'armée suisse n'en a pas. Fischer les avait fait fabriquer à Berlin. Il faut savoir que l'épaulette est le symbole de l'ancien régime aussi bien pour ses partisans que pour ses adversaires — nous avons dit plus haut qu'au plus fort de la lutte, les officiers pris avec leurs épaulettes se les voyaient clouées dans l'épaule. Elles nous valurent en rue d'être salué par tous les officiers de Sémyonov, ce qui était sans importance, mais nous sommes de plus certain qu'elles

ne furent pas sans influence sur l'opinion et l'estime de l'ataman. Quant aux communistes, ils se rendirent trop compte que nous ne les avions revêtues qu'en vue de la cause pour nous en vouloir, et, au pont de Gongota, elles rejoignirent, avec la casquette *ad hoc*, quelque fond de malle.

En ce qui concerne les affaires, Sémyonov, partant du point de vue que parmi les prisonniers qui seraient rapatriés se trouveraient certainement des agents bolchéviques, nous demanda d'insister auprès des autorités japonaises pour que les convois de prisonniers fussent, dès le front, reçus et strictement gardés par les troupes japonaises, puis dirigés directement sur Vladivostok, sans permettre de contact entre les convois et la population de son territoire.

Quand on se promenait à Tchita, un fait était frappant : c'était de constater l'absence presque totale, non pas d'officiers, fort nombreux, mais de soldats russes. Le tableau était le même que celui de Vladivostok en janvier de la même année. Certes l'armée de Sémyonov n'était pas dépourvue de soldats, mais les disponibles étaient sur le front. Des transfuges passaient d'ailleurs chaque jour aux Rouges et c'était le Japonais qui formait l'ossature infrangible de l'atamanat de Sémyonov. A Tchita même, quand on y voyait passer de la troupe, c'était de la troupe jaune en khaki. Rien ne pouvait mieux faire sentir la faiblesse du régime de Sémyonov au point de vue russe. Si fait, il y avait un autre signe : la valeur de son rouble. Aucun rouble, dans aucun gouvernement local russe, n'est tombé si bas : jusqu'à 70.000 pour 1, c'est-à-dire plus bas que le rouble soviétique (jusqu'à notre départ de Russie). Le rouble de Sémyonov valait moins que sa valeur comme papier et nous fîmes un soir, à cinq, un dîner qui nous coûta 200.000 roubles — pas grand'chose, puisque cela représentait 7 francs suisses.

Au dernier moment nous faillîmes avoir devant nous un tout gros obstacle. Le général Myédiy, chef des Communications militaires, déclara que nous avions à payer pour le passage de nos 300 réfugiés à travers le territoire de Sémyonov la somme de 15.000 yen. Nous lui contre-déclarâmes que, comme nous n'étions pas en état de le faire, nous étions prêts à donner le lâcher sur son territoire à nos réfugiés. Le général Myédiy n'insista plus. Mais plus intéressant que sa démarche elle-même, fut le fait d'apprendre — plus tard — qu'elle aurait été provoquée par Hans Jonas, ancien employé de la Croix-Rouge suédoise à Tchita, que Gerber avait nommé son représentant dans cette ville. Comme Jonas connaissait la situation locale, que nous estimions par principe que l'évacuation dans un territoire devait être concentrée dans une seule main, nous lui avions aussi remis notre représentation pour le territoire de Sémyonov. Le Dr Hoselitz était déjà à Vyerkhnyé-Oudinsk, capitale alors de la République Extrême-Orientale. L'ingénieur Gutmann nous avait attendu à Tchita, collaborant avec Jonas à l'évacuation des prisonniers qui s'y trouvaient. Plutôt que de créer définitivement un bureau concurrent de celui de Jonas, nous remînes à ce dernier nos pouvoirs localement et chargeâmes Gutmann d'une mission à Vladivostok et de mettre le colonel von der Hellen au courant de la situation, cela dès que nous aurions réussi à franchir le front. Or Jonas était, comme nous le constatâmes plus tard, la créature exclusive de Gerber. C'était son affaire, mais il aurait dû ne pas accepter notre représentation ou, s'il l'acceptait, ne pas nous combattre en sous-main. Cependant, malgré son dépit de voir notre train distancer l'allemand, le nôtre allait poursuivre sa route.

***

Parti le 10 juillet de Tchita, le train franchissait la chaîne de Yablonnoy et arrivait dans la plaine de

Sokhondo. A la station de ce nom se trouvait le dernier avant-poste japonais et dans la triste plaine, où se cueille le même edelweiss que sur les Alpes, se succédaient les tranchées-abris pour tirailleurs. A Sokhondo se trouvaient déjà les quelques vagons et les délégués de la Y. M. C. A., qui désiraient comme nous passer le front.

Le lendemain, nous montâmes sur une locomotive avec Fischer, le Dr Kchénovlogher, le lieutenant japonais et un communiste, que nous avions des raisons de croire en bons termes avec ceux de l'autre côté de la barricade et qui, une de nos machines à écrire à la main, faisait figure de secrétaire : le Dr Ginston. Sur la locomotive montèrent également les délégués de la Y. M. C. A. En vingt minutes, elle franchit la plaine qui sépare Sokhondo de Gongota. Au petit pont de Gongota, qui précède immédiatement la station, se trouvent les premières sentinelles rouges.

A la station de Gongota se voient de beaux et grands vagons : ce sont d'une part ceux de la mission diplomatique japonaise avec le général Takayanaghi, d'autre part ceux de Chatov (fig. 41), représentant diplomatique de la République Extrême-Orientale. C'est à ce dernier que nous avions affaire. Très rond de tournure et d'allure, parlant parfaitement l'anglais, car jusqu'à la révolution russe il était exilé en Amérique, Chatov n'est pas le premier venu. Il était en 1918 commandant de Pétrograd, alors que la ville était menacée. C'est un anarchiste-syndicaliste, disciple de Kropotkine, et non pas un communiste, mais en fait, si ce n'est en théorie (car c'est une erreur qui ne se pratique que parmi les bourgeois de l'Europe occidentale de confondre les divers groupes de l'extrême-gauche), il travaille avec les communistes. Quelques jours plus tard, Chatov devait en outre se révéler à nous comme un merveilleux orateur, le meilleur que nous entendrons sur terre russe.

Nous fûmes introduits en bloc dans un compartiment

d'attente, puis Chatov reçut d'abord la délégation américaine. Ce qui se discuta entre eux ne fut pas connu mais ce qui se constata, c'est que les vagons américains — et les souliers danois, s'ils s'y trouvaient — n'entrèrent pas à Gongota et, quelques jours plus tard, refluèrent sur Tchita pour redescendre à Vladivostok. Les Y. M. C. A., comme ils nous en avaient fait part dans cette dernière ville, avaient compté établir des postes pour les prisonniers de guerre jusqu'à l'Oural. Tout leur projet tomba.

Le souvenir de notre entrevue avec Chatov nous restera. Nous lui exposâmes nos buts, puis, le lieutenant japonais s'étant assoupi, notre pseudo-secrétaire, qui avait déjà glissé à Chatov deux mots, put lui exposer tout à son aise que la vie des communistes qui se trouvaient dans le train n'était pas sûre, tant que celui-ci n'aurait pas quitté le territoire de Sémyonov. Nous avisâmes Chatov aussi du chargement de médicaments que le camarade Vilenskiy nous avait demandé de prendre avec nous.

Chatov se lève, va au lieutenant japonais, lui frappe sur l'épaule pour le réveiller, et lui dit que le train peut passer. Notre locomotive nous reconduit à Sokhondo. Les participants à l'entrevue de Gongota se font photographier sur la locomotive, nous prenons congé du lieutenant japonais, qui, tout au long du trajet s'était montré serviable et de bonne humeur, et une demi-heure plus tard, le train sanitaire 114 entrait à son tour à Gongota.

A Gongota, arrêt d'un jour. Chatov étant à Mogzon, la première grande station, nous nous y rendîmes avec le Dr Ginston. De cette entrevue à Mogzon découla un malentendu qu'il fallut quelque temps pour redresser. Chatov nous ayant demandé si nous avions quelque objection à ce que fût attaché un représentant de l'Autorité au train, ce représentant devant être le Dr Ginston, nous lui déclarâmes être d'accord.

Nous retournâmes à Gongota, puis le train s'achemina vers Mogzon. A mi-chemin se trouvait l'état-major de la brigade d'avant-garde ; là nous remarquions pour la première fois le drapeau de la République Extrême-Orientale qui n'est pas parfaitement rouge : l'angle supérieur, près de la hampe, est bleu marin et porte les lettres D. V. R. (*Dalné-Vostotchnaya-Respoublika*, c'est-à-dire Extrême-Orientale-République). A Mogzon, grande station, se trouvait l'état-major et le gros de la division d'avant-garde, la 2e division de tirailleurs d'Irkoutsk. Le chef en était Serge Pavlov (fig. 31), rencontré à Gongota lors de notre première entrevue avec Chatov, et que nous verrons de nouveau plus tard. Quand notre train entra lentement en gare de Mogzon, les troupes rouges, disposées en longue haie, rendaient les honneurs.

Nous fûmes plus de deux jours à Mogzon. S'y trouvait également en passage le ministre p. i. des Affaires étrangères Tchervonnuy, un homme que nous devions revoir bien souvent, mais qui, cette première fois, refusa de nous recevoir, faisant savoir que ce serait pour Vyérkhnyé-Oudinsk.

Deux délégués cependant étaient envoyés pour nous saluer et certainement nous voir de plus près. L'un d'eux était Salomon Gillerson, alors chef de cabinet du ministère des Affaires étrangères. C'est un petit homme, toujours calme et correct, que nous vîmes à maintes reprises depuis, et avec lequel nous avons entretenu jusqu'à la fin les meilleurs rapports. Coïncidence étrange ! sur la frontière extrême-orientale, il nous souhaitait la bienvenue en terre russe, après avoir, huit ans auparavant, introduit, à la frontière extrême-occidentale, à Riga, dans les milieux révolutionnaires, un autre Suisse. Il nous demanda donc : « Connaissez-vous le camarade Platten? » Platten se souviendra de Gillerson, si nous disons que ce dernier s'appelait alors Lord. Gillerson n'était au reste pas un bolchévique, mais un menché-

vique. Nous avons cependant senti chez lui, au cours des longs mois où nous l'avons connu, le désir de se rattacher au parti communiste et il doit l'avoir fait depuis que l'association israélite le « Bund », dont il était membre, a décidé, au congrès de Minsk de février ou mars 1921, d'entrer en bloc dans le parti communiste.

A Mogzon, se trouvait un groupe de propagande bolchévique, artistique et politique selon l'usage, pour les soldats. Diverses conférences et spectacles furent organisés pour nos réfugiés. C'est là que nous entendîmes parler Chatov et, en outre de sa splendide élocution, nous fûmes frappé de sa violence. Ah ! ceux qui trouvent que *L'Humanité* et *L'Avant-Garde* ont trop de vigueur ! Mais je devais m'habituer au nouveau ton. Nous ne reprocherons à Chatov qu'une chose : c'est d'avoir, dans une phrase de son discours, promis le bonheur à ses auditeurs. Tous les prolétaires actuels fussent-ils dotés de tous les conforts matériels, que cela ne le serait pas encore !

Plus que toute manifestation, ce qui nous frappa à Mogzon, premier gros bourg de la Russie rouge, ce fut l'aspect de la foule russe. La vision que nous en avons eue ne nous a pas abandonné, parce que, depuis, elle s'est répétée mille et mille fois, à travers toute la Russie sovyétique de l'extrême-orient à l'extrême-occident : foule calme, foule simple, foule *égale* ! Égale, parce que faite d'égaux ! Non pas que tous les membres en soient parfaitement égaux de fait, puisque l'égalité parfaite ne se peut obtenir, mais parce que le nivellement obtenu fait que, par libre consentement ou par contrainte, les uns *se sentent* les égaux des autres. Le costume bourgeois : néant ! L'allure digne et repue du bourgeois : renéant ! L'orgueil bourgeois, la morgue bourgeoise — voici, voici l'essentiel — l'orgueil bourgeois, la morgue bourgeoise : néant de néant ! Les jeux sont faits, rien ne va plus !

En comparaison de notre moisissure, la démocratie

américaine nous avait déjà montré quelque chose de remarquable, mais voici qui est beaucoup plus fort ! Ici, si l'un a plus que l'autre, il ne s'en vante pas, il ne le porte pas sur ses habits et sur son sourire ; il semble en avoir honte comme d'un vice, ou d'en avoir peur comme d'un mal qu'il fait et, dans un cas comme dans l'autre, il le cache. Quand vous constatez que l'un a certains conforts, on vous fait entendre que c'est momentanément, du fait de ses fonctions, et que ce n'est plus par suite d'héritage voleur d'autrui ! Voilà ce que, dès le premier contact, on sent à plein nez quand on se promène dans la foule russe d'aujourd'hui. Pour exprimer d'un mot le nivellement qui s'est produit, disons que chacun se sent « copain » de son prochain, et, pour employer une expression d'allure plus scientifique, disons que la foule russe représente et respire une égalité qui se peut appeler dynamique. Rien ne l'exprime mieux que cette apostrophe de « Tovarichtch » (Camarade), laquelle s'accompagne au reste toujours du vousoiement, apostrophe qui vous surprend dès le passage de la frontière, apostrophe que le commandant d'armée adresse au soldat et le soldat au commandant d'armée, le commissaire à l'ouvrier et l'ouvrier au commissaire.

Nous avons subi cette sensation — l'avons-nous bien traduite ? — comme on ressent un choc électrique, en nous mêlant à la foule qui se massait à la gare de Mogzon, et nous nous demandions : l'État prolétarien et l'état social égalitaire sont-ils enfin réalisables?

De Mogzon à Vyerkhnyé-Oudinsk, les choses se gâtèrent avec Ginston, qui estimait que sa qualité de représentant de l'Autorité lui donnait le droit de prendre la direction du train ; il nomma un autre commandant du train, Markov, un communiste de Perm, alors que l'ancien commandant avait fonctionné jusque-là à notre satisfaction. Nous n'avions personnellement rien contre Markov, mais il devait travailler si bassement

contre nous, à Vyerkhnyé-Oudinsk, qu'au ministère des Affaires étrangères même on nous conseilla de ne plus avoir affaire à lui. Markov nous précéda en Sibérie centrale et nous ne sommes pas éloigné de croire que les désagréments ou difficultés que nous y avons eu par la suite à surmonter, ont été dus, en partie et à l'origine, à ce qu'il a pu raconter.

Le train arrivait à Vyerkhnyé-Oudinsk le 18 juillet 1920, soit un mois après son départ de Vladivostok. S'y trouvaient déjà le Dr Hoselitz, le Dr Eberth qui, à Tchita, s'était adjoint M. Siegfried Laukamm, un Allemand également, et le capitaine Sami Mehmed. Le Dr Hoselitz, dont les capacités dépassaient notablement celles de tous les autres réunis, avait la direction morale — mais avec beaucoup de tact — de cette réunion de délégués vivant tous dans le même vagon. Cependant ces délégués avaient eu des difficultés à se faire reconnaître eux-mêmes et le reproche que nous leur faisions de ne pas nous avoir fait recevoir en musique n'était pas fondé. Les moyens matériels leur manquaient pour proposer et organiser quelque chose en grand. Aussi le Dr Hoselitz et le Dr Eberth avaient-ils télégraphié à Vladivostok dès le 15 juin : « Câblez si Montandon est parti pour l'Ouest sa présence ici désirable pour négocier avec Russie sovyétique. »

Les difficultés que nous eûmes les premiers temps avec les Autorités ne se réglèrent pas en un jour. Ginston et Markov, qui en voulaient surtout à Fischer, égarèrent au premier abord suffisamment les esprits pour que nous fussions sur le point d'avoir de sérieux désagréments. Notre position s'aggrava même fortement du fait d'une « Déclaration » que nous remîmes au ministère des Affaires étrangères concernant notre mission. La forme de la déclaration, en russe bien entendu, avait été composée par Fischer et nous avait été proposée. Rédigée en style très « impérialiste », elle ne répondait nullement à nos sentiments et pas à la forme qui nous

Fig. 31 (page 125). — Serge Pavlov (second à partir de la gauche), Commandant de la division d'avant-garde des troupes de la République Extrême-Orientale, examine à distance, avec son état-major, les avant-postes japonais.

Fig. 32 (page 71). — Entrée des troupes régulières bolchéviques à Irkoutsk en février 1920.
L'inscription sur l'arc de triomphe signifie : « Tout le pouvoir aux Sovyets ! » A l'arrière-plan, l'Angara gelée.

paraissait adéquate, ne fût-ce qu'au simple point de vue de l'habileté diplomatique. Cependant Fischer prétendait dur comme du fer que c'était la seule forme qui en imposât aux Bolchéviques, et s'appuyait sur l'expérience qu'il avait d'eux, alors qu'ils étaient encore une énigme pour nous. Comme Fischer avait fait preuve de réelle habileté dans diverses circonstances de notre passage à travers la Mandjourie et ce territoire qu'on appelait le « bouchon » de Sémyonov, nous finîmes par céder et signer la dite adresse. L'erreur de Fischer, même en nous plaçant à son point de vue qui était purement utilitaire, était que si, du temps de Mirbach, on pouvait parler de haut avec les Bolchéviques qui étaient en pleine faiblesse d'organisation, il n'en était plus de même après l'écrasement de Koltchak. Nous en eûmes vite la sensation ; notre déclaration ayant été, par les Autorités, communiquée à la presse, celle-ci attaqua vivement la Mission et alla jusqu'à nous reprocher nos cols blancs ! (Ce dernier point reposait sur une erreur d'optique ; pour pénétrer en Russie bolchévique, nous n'avions pas pris avec nous un seul col blanc, mais uniquement des cols chamois !)

Peu eussent importé les attaques de la presse, mais nous étions menacés dans notre amour-propre et dans nos possibilités de travailler ; on voulait en particulier, en même temps qu'enlever la Croix-Rouge russe de notre train, ce qui nous était indifférent, nous enlever, en vertu de la règle de travail civil obligatoire pour chacun, tout notre personnel russe pour le verser dans diverses administrations d'État. Or, à part Fischer, personne ne parlant tout à fait correctement le russe, c'eût été nous paralyser d'avance.

Nous eûmes alors une conférence sérieuse avec Fischer et le Dr Hoselitz. Nous décidâmes que vu la situation, vu les animosités qui s'étaient ouvertement exprimées de bouches officielles contre Fischer tandis que ces dernières s'étaient prononcées très favorablement

à notre égard « personnellement » (deux fois, en notre triple présence, le ministre de la Santé publique Pétrov avait mentionné la considération en laquelle il nous tenait « personnellement » et le ministre des Affaires étrangères Tchervonnuy avait fait savoir que Fischer ne serait pas reçu par lui — il devait nous en donner certains motifs un an plus tard), vu enfin l'erreur de la dernière « Déclaration », il y avait lieu : de nous laisser à nous seul le soin des négociations avec les Autorités pour redresser la situation et conduire les pourparlers ultérieurs, de désigner le Dr Hoselitz pour nous remplacer dans ces négociations si nous étions absent, de laisser Fischer exclusivement aux questions de transport, l'administration des communications militaires et celle des chemins de fer étant les seules avec lesquelles il dût entrer en contact. Disons pour mémoire que Fischer avait d'abord proposé de le prendre de haut et de faire savoir au ministère des Affaires étrangères qu'à en juger par les indiscrétions commises, nous constations que notre mémorandum s'était trompé d'adresse et que nous demandions qu'il nous fût retourné ! Mais nous aurions en même temps pu faire nos paquets pour sortir de la République !

Il faut remarquer que si Fischer savait défendre par de bons arguments son opinion, il savait se plier aux décisions prises et jusque vers la fin de la Mission, où son renvoi fut nécessaire, il ne donna pas lieu, sauf dans d'inévitables questions de détail, à mécontentement.

Nous allâmes là-dessus trouver successivement Pétrov et Tchervonnuy. Nous les mîmes au courant de la répartition interne de nos compétences. Nous fîmes allusion à la fameuse « Déclaration », disant qu'elle ne devait être prise que comme un morceau oratoire, ainsi qu'un avocat désigné pour défendre une cause se sert de tous les arguments à la disposition de sa pensée même s'ils ne répondent pas à sa conviction. Le ministre Pétrov nous déclara qu'il était prêt à concevoir la chose de cette

façon. Il fut convenu avec lui que la Croix-Rouge russe serait tout à fait séparée de notre train, les vagons demeurant à notre disposition, deux seuls exceptés. Comme nous restions momentanément à Vyerkhnyé-Oudinsk, les médicaments dont nous avait chargé Vilenskiy furent déchargés par le ministère de la Santé publique, après une protestation écrite, pour la forme, de notre part, pour le cas où nous aurions ultérieurement des réclamations de la part des autorités d'Irkoutsk. Tout ce qui appartenait à la Croix-Rouge russe fut naturellement déchargé. Le gros des réfugiés fut emménagé sur d'autres voitures en un train spécial qui, sous le drapeau de la Mission du C. I. C. R. et la conduite du Dr Hoselitz, devait se rendre jusqu'à Irkoutsk. Comme cependant cette clause rimait à peu de chose, elle tomba par la suite et le train se rendit comme un train ordinaire à Irkoutsk et plus loin. Les réfugiés arrivèrent à leur lieu de destination et nous en rencontrâmes plus tard à Omsk et à Moscou. Le Dr Kchénovlogher fut désigné comme médecin principal d'un nouveau train sanitaire de la République Extrême-Orientale, qui lui fit cependant regretter l'ancien. Ginston et Markov n'avaient plus rien à faire avec notre train où logeait dorénavant la seule Mission du C. I. C. R. Le ministre Tchervonnuy, auquel nous présentâmes notre liste de collaborateurs et employés russes (en style bolchévique, on n'emploie que le terme de collaborateurs), y apposa une remarque par laquelle ils n'étaient soumis à aucune mobilisation.

Cette « lutte pour l'existence » avait demandé deux semaines, mais la situation était clarifiée. Nous pouvions maintenant parler des prisonniers de guerre.

*
* *

Les ex-prisonniers de guerre de la République Extrême-Orientale étaient en plus grand nombre que nous ne le supposions : 500 dans le camp de Byéryozovka, qui, ne

voulant pas s'engager à des travaux, crainte d'être considérés comme mobilisés, y restaient volontairement; 500 répartis dans diverses organisations de travail en différentes localités et 500 dans l'armée rouge. De plus, lorsque la nouvelle se répandit de proche en proche qu'une mission était là pour l'évacuation des prisonniers de guerre, de petits groupes de ces derniers arrivèrent de villages éloignés; ce flux perlé dura plusieurs mois et en tout, c'est environ 2.500 prisonniers que comptait la République, dont environ 2.000 furent évacués, quelques particuliers et la majorité de ceux enrôlés dans l'armée rouge ayant préféré rester. Nous devons tout de suite ajouter, quoique par là nous anticipions dans le récit, qu'après bien des négociations un décret fut rendu autorisant les soldats ex-prisonniers qui désiraient être rapatriés à quitter le service, que ceux qui le désiraient furent parfaitement libres de le faire ainsi que nous avons pu nous en convaincre par mainte conversation, et que par là les autorités de la République Extrême-Orientale se sont montrées plus larges que bien des gouvernements de l'Europe occidentale avec ceux qui s'engagent sous leurs drapeaux [1].

Pour les autorités de la République Extrême-Orientale, l'évacuation comprenait deux sortes de mesures : l'envagonnement des prisonniers domiciliés dans la République et le transit des échelons, venant de la Sibérie sovyétique, qui auraient à se diriger sur Vladivostok. Il faut se dire que le Pribaïkal ou Transbaïkalie occidentale, c'est-à-dire le territoire qu'occupait alors la République Extrême-Orientale, ne se suffit pas à lui-même pour le blé. Même en temps ordinaire, la région de Blagovyéchtchensk, qui est le grenier des provinces russes à l'Est du Baïkal, ne nourrit pas complètement ces provinces, lesquelles doivent importer de la Sibérie

1. Le pricaze licenciant, dans l'espace de deux semaines, les prisonniers enrôlés dans l'armée, est du 8 octobre 1920.

occidentale et surtout de la Mandjourie. Or, le Pribaïkal était alors pratiquement coupé de Blagovyéchtchensk et de la Mandjourie. C'est dire que même l'Armée Populaire de la République Extrême-Orientale en était à la portion congrue. Si les autorités devaient bien ravitailler, jusqu'au jour où elles nous les remettraient, les prisonniers qui avaient servi chez eux, les convois de transit venant de la Sibérie centrale représentaient pour elles une charge qu'elles étaient satisfaites de voir prendre par notre organisation. Cependant, même pour les prisonniers de la République Extrême-Orientale, la question matérielle jouait le moindre rôle auprès du Gouvernement. Celui-ci tenait avant tout à ne prendre aucune mesure qui pût contrarier la République Sovyétique Russe, la seule amie de sa sœur cadette. Il fallait en outre, en plus du consentement des autorités sovyétiques, avoir l'assurance que les autorités japonaises laisseraient passer les échelons qui seraient envoyés à la frontière.

En effet, si on se figure en Europe que le rapatriement des prisonniers de guerre hors de la Russie sovyétique est dû aux démarches de la Société des nations par l'entremise du Dr Nansen, celui qui était alors en Russie se dit que la vérité est autre et que le rapatriement des prisonniers de guerre est avant tout une action due à la politique interne du parti communiste russe. Les prisonniers avaient salué avec une joie immense leur libération par l armée rouge. Nous n'avons pas parlé de la course affolée à laquelle s'étaient livrés, des casernes à la ville, les quelques milliers de prisonniers lorsqu'ils apprirent l'entrée des Rouges à Krasnoyarsk ! Partout les troupes bolchéviques avaient été saluées en libératrices et nombre de prisonniers s'étaient engagés dans leurs rangs (45.000 en Sibérie). Mais la vie est dure dans ce pays, triste pour ceux qui sont habitués à des espaces plus restreints, et presque tous les prisonniers désiraient revoir leur chez soi. Les autorités russes, d'autre part,

tenaient à garder le plus possible de prisonniers et nous savons des offres très avantageuses — pour les conditions russes — faites à divers techniciens, au cas où ils demeureraient en Sibérie. Parmi ceux des prisonniers qui étaient des communistes déterminés, un bon nombre restèrent, surtout des Hongrois, après la chute du régime soviétique en Hongrie. Mais la majorité manifestait de plus en plus le désir de partir. C'est alors, qu'après des discussions, souvent très âpres, qui durèrent quelques mois, le parti communiste russe et l'Internationale Communiste décidèrent qu'il y avait lieu de procéder officiellement au rapatriement, mais d'en faire en même temps affaire de propagande. En effet, les prisonniers savent bien que s'ils ont été rapatriés, c'est avant tout parce que le gouvernement sur le territoire duquel ils étaient domiciliés y a consenti et a fait procéder techniquement à ce rapatriement par ses propres organes.

Non seulement les convois de prisonniers furent très bien ravitaillés en Russie, étant donné les conditions de ce pays, mais, aux grandes étapes, des conférences étaient organisées sur l'action du rapatriement et sur le mouvement social en général. De ces conférences eurent également lieu à Vyerkhnyé-Oudinsk, contre lesquelles nous nous gardâmes de protester, y assistant au contraire à l'occasion, quand les orateurs ne s'exprimaient pas en hongrois. Nous parlerons plus loin de la contre-propagande imbécile, à laquelle crurent devoir se livrer les autres Croix-Rouges, en particulier la Croix-Rouge hongroise, de l'autre côté du front, et de ses résultats.

Mais le parti communiste et le Gouvernement russe ne tenaient pas à ce que les prisonniers fussent jetés sans précaution à la frontière. S'il y avait entassement et tout malconfort subséquent de l'un ou de l'autre côté de la frontière, il eût été facile de les en accuser. C'est pourquoi les intentions du Gouvernement soviétique se rencontrèrent à l'Ouest avec le désir des diverses

organisations, en particulier de la Croix-Rouge allemande, qui demandaient de leur côté la sortie des prisonniers de Russie. A l'Orient, la situation était plus difficile, d'abord parce que dans la République Extrême-Orientale l'autorité de Moscou ne pouvait pas se faire sentir de façon aussi absolue, ensuite parce qu'au delà se trouvaient Sémyonov et les Japonais avec lesquels on n'était pas encore en paix formelle et dont on ignorait les opinions dans cette question des prisonniers. C'est quand nous étions à Mogzon qu'un soir nous entendîmes des clameurs s'élevant de la gare : les troupes acclamaient Chatov rentrant de Gongota où il venait de signer l'armistice avec les Japonais, ceux-ci se portant garants pour Sémyonov (15 juillet ou environs immédiats de cette date). C'est dire comme la cessation des hostilités était de fraîche date sur ce front et sur cette ligne de chemin de fer, la seule pour opérer l'évacuation vers l'Est.

Après que le Dr Hoselitz se fût mis télégraphiquement en rapport avec le comité de rapatriement de Moscou, présidé par Hilger, chef de la Commission allemande dans cette ville, nous télégraphiâmes à la mission militaire japonaise à Tchita, lui demandant de communiquer au Gouvernement de la R. E. O. le consentement qu'elle nous avait promis.

Au sujet des autorités sovyétiques, nous convînmes avec le ministre Tchervonnuy que le mieux serait de nous rendre nous-même à Omsk et, s'il le fallait, à Moscou. Moscou ayant en effet délégué ses pouvoirs à Omsk en ce qui concernait l'organisation de l'évacuation sibérienne, nous avions chance de pouvoir tout régler à Omsk. Tchervonnuy nous déclara en même temps qu'il ne nous autorisait que personnellement à franchir la frontière de la Selenga avec le personnel strictement nécessaire comme secrétaire et comme aide. Nous remîmes nos pouvoirs au Dr Hoselitz et nous prîmes avec nous notre secrétaire, Mlle Zvyaghina, et un Autrichien (de

Salzburg) comme ordonnance, Johann Meier. Le passeport qui nous fut remis était libellé comme suit :

(*L'original est en russe.*)

RÉPUBLIQUE
EXTRÊME-ORIENTALE
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
N° 615

4 août 1920.

CERTIFICAT

Le porteur de la présente, Représentant de la Société de la Croix-Rouge de Genève, Dr George MONTANDON et les personnes l'accompagnant Marie Zvyaghina et Ivan Meier, se rendent pour affaires de service dans les villes d'Omsk et de Moscou avec l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères de la République Extrême-Orientale, donnée sur la base du consentement obtenu. Il est demandé à tous les pouvoirs militaires et civils d'accorder aux citoyens mentionnés toute aide nécessaire dans leur voyage et de leur fournir des places dans le vagon de service, et aussi de leur accorder aide sur leur chemin de retour de Moscou à Vyérkhnyé-Oudinsk, ce que je certifie par ma signature et l'apposition du sceau.

Ministre des Affaires étrangères p. i. : A. TCHERVONNUY.

Secrétaire : VAISS.

(Sur le sceau : Ministère des Affaires étrangères.)

Il est superflu de dire qu'une fois franchie la ligne du front russo-japonais, notre passeport diplomatique suisse ne nous était d'aucune utilité — au contraire — car on ne peut pas demander à des gouvernements que la Suisse ne reconnaît pas de reconnaître ses délégués. Dans des circonstances semblables, un délégué n'obtient que ce qu'on lui cède sur la base de la confiance qu'il inspire personnellement. A ce point de vue, nous nous flattons d'avoir éveillé celle de Tchervonnuy parce que nous n'avions ni intérêt, ni préjugé commercial, national, politique ou social. En ce qui concerne notre principal état-civil, si l'on peut ainsi s'exprimer au sujet de notre qualité de délégué du C. I. C. R., nous constatâmes que l'action de ce dernier était peu connue avant notre

arrivée et la belle « déclaration » de la Légation de Suisse de Tokio (p. 92) ne fut pas d'un grand poids. Ce qui, par contre, détermina le soutien de principe que nous trouvâmes chez Tchervonnuy, ce furent les *règlements* du C. I. C. R., le fait que l'action du C. I. C. R. est dépourvue de toute préoccupation nationale, qu'elle exclut toute activité commerciale; enfin son nom même était pour plaire au communiste rigide qu'est Tchervonnuy (fig. 51). Communiste rigide, disons-nous, ferme dans son opinion des choses et des gens, mais sur lequel on pouvait de ce fait compter lorsqu'il l'avait promis. C'est que Tchervonnuy n'est pas un bolchévique né de la révolution. Quoique jeune encore, c'est un vieux révolutionnaire, qui a vécu pendant des années exilé hors de Russie ou de vie illégale en Russie, qui sous Koltchak parcourait déguisé les villes et les ateliers pour soulever la population, recherché partout par la police koltchakienne, lui et sa femme. Alors que son mari a une large toison de révolutionnaire, cette dernière a un air très bourgeois. Elle est d'extraction bourgeoise, sœur d'un médecin de Vyérkhnyé-Oudinsk que nous avons connu, mais elle a été tout à fait convertie par son mari au communisme. Pour son caractère, pour l'appui qu'il donna à notre œuvre et à notre personne, nous conservons à Tchervonnuy un souvenir fidèle. Au moment où, un an plus tard, nous quittions la Russie, Tchervonnuy, à Irkoutsk, comme Délégué de l'Internationale Communiste pour les peuples de l'Extrême-Orient, Smirnov à Omsk comme Président du Comité Révolutionnaire de Sibérie, et Krasnochtchokov à Tchita, comme chef du Gouvernement de la République Extrême-Orientale réunie, étaient les trois têtes les plus influentes de l'Asie russe.

Nous partions le 5 août pour Omsk, en compagnie d'un délégué communiste de la région (alors séparée) de l'Amour (République de Blagovyéchtchensk), Dellvig, et de sa femme. A Irkoustk, où nous eûmes à faire halte

un jour, nous fûmes arrêtés au moment où nous allions nous remettre en route, et nous passâmes une nuit peu confortable, couchés sur nos bagages, à la « Tché-Ka » (l'organe de sûreté du gouvernement sovyétique), Mlle Zvyaghina, Meier, Dellvig, sa femme et nous-même. Mais au matin suivant, après l'apparition d'un personnage sybillin dont la chevelure révolutionnaire retombait sur les épaules, nous étions relâchés et continuions incontinent sur Omsk, sans autre incident.

***

Dans le train, nous avions rédigé, en russe, bien entendu, car, aujourd'hui en Russie, le français ne suffit plus comme autrefois, une assez longue adresse pour les autorités d'Omsk, relatant le but de la Mission, ainsi que ses désirs immédiats, et datée du 12 août, jour de notre arrivée à Omsk.

Nous eûmes affaire à Safonov, directeur du Bureau d'Évacuation pour la Sibérie et surtout à Smirnov, président du Comité Révolutionnaire de Sibérie. La question de l'évacuation partielle des prisonniers de guerre vers Vladivostok était, en effet, suffisamment importante pour que ce fût à lui de décider ce qui devait se faire dans ce domaine. L'allure parfaitement posée et sérieuse, Smirnov, ancien forçat politique, a toute la confiance du gouvernement de Moscou. La substance de la réponse de Smirnov à notre adresse et à nos arguments oraux, fut celle-ci : « Vous déclarez que vous entretiendrez les échelons de prisonniers que nous enverrions vers Vladivostok et cela jusqu'à la frontière du territoire occupé par les Japonais, mais êtes-vous prêt à entretenir les prisonniers sans faire de différence suivant leurs nationalités? C'est la condition *sine qua non* de l'expédition d'échelons vers l'Est, car nous ne pouvons pas former d'échelons spéciaux austro-hongrois. »

Nous n'avons pas demandé vingt-quatre heures pour réfléchir, car à qui pouvions-nous en référer? Il s'agis-

sait : ou bien de prendre cette responsabilité en comptant bien que nous serions approuvé par le C. I. C. R. et les gouvernements qui bénéficieraient de cette mesure, ou bien de manquer de confiance et d'abdiquer au moment où il nous était donné de pouvoir remplir la tâche pour laquelle avait été organisée notre entreprise. Nous acceptâmes. En nous demandant de nous occuper de tous les prisonniers qui seraient envoyés vers l'Est, les autorités d'Omsk pensaient avant tout, parmi les non austro-hongrois, aux Allemands, auxquels le traité russo-allemand assurait une certaine préférence. Or, nous pouvions d'autant plus allègrement nous charger des Allemands que, selon l'article 9 du traité de Berlin du 19 avril, relatif au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre, entre la Russie et l'Allemagne, le C. I. C. R. se chargeait de conduire les échelons à travers les territoires avec le gouvernement desquels les parties contractantes n'avaient pas d'accord direct. Nous avions pris connaissance de cet accord dans l'organe officiel, du 9 juillet 1920, du Gouvernement sovyétique, les *Izvyéstiya*.

Quant aux « autrichiens » et aux « hongrois » du document ci-dessous mentionné, ces termes signifient les prisonniers ressortissants de l'ancienne monarchie du Danube dans toute son ancienne étendue. En outre d'un télégramme qu'il envoya à Tchervonnuy, Smirnov nous remit pour ce dernier la lettre suivante :

(*L'original est en russe.*)

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
SOVYÉTIQUE RUSSE
CHANCELLERIE DU COMITÉ
RÉVOLUTIONNAIRE DE SIBÉRIE
SECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
N° 3653 17 août 1920.

Au Ministre des Affaires étrangères de la République Extrême-Orientale, citoyen TCHERVONNUY.

Dans la question de l'évacuation hors de Sibérie des prisonniers de guerre autrichiens et hongrois de la guerre impérialiste,

un accord est intervenu entre le Comité Révolutionnaire de Sibérie et le Représentant du Comité International de la Croix-Rouge de Genève, Dr MONTANDON.

Les autorisations et les indications du Commissariat du Peuple des Affaires intérieures, du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères et du Bureau central d'Évacuation ont été demandées.

Dès réception d'indications confirmatives, nous procéderons à l'évacuation.

Président du Comité Révolutionnaire de Sibérie,
SMIRNOV.

Remplaçant du Chef de la Chancellerie,
PÉRIMOV.

Secrétaire,
.....

Alors que l'évacuation vers Moscou était déjà en train et qu'une dizaine de mille hommes, au maximum, avaient déjà quitté ou passé Omsk se rendant vers l'Ouest, on voit par le document qui précède que rien n'était encore décidé pour l'évacuation par l'Est.

Il y avait bien eu un plan d'évacuation vers l'Est à partir déjà du mois d'août, mais comme il n'y avait ni organisation étrangère (à la Russie) de ce côté-là, comme les dispositions du Japon dans cette question n'étaient pas connues, comme de ce fait Moscou n'avait pas autorisé l'évacuation vers l'Est, ce plan tout théorique n'avait pas reçu le moindre commencement d'exécution. Un nouveau plan d'évacuation fut alors élaboré pour le mois de septembre, qui prévoyait l'envoi de 13.800 prisonniers vers l'Est, dans ce seul mois de septembre. Nous avions demandé dans notre adresse un minimum de 10.000 prisonniers, mais nous avions été ensuite d'accord dans nos conversations à ce que ce nombre fût éventuellement porté à 30.000. Le nouveau plan que Safonov avait préparé pour le mois de septembre, cependant qu'il envoyait son second Itkine à Irkoutsk pour emmancher sa réalisation pratique, n'était à vues humaines pas réalisable dès le 1er de ce mois,

comme il aurait dû l'être selon sa rédaction. C'est pourquoi il fut convenu que nous commencerions par l'évacuation des prisonniers qui se trouvaient dans la République Extrême-Orientale elle-même, par l'envoi tout d'abord des invalides, dans les vagons que nous avions amenés avec nous dans ce but de Vladivostok.

Nous avions obtenu à Omsk ce que nous voulions. Il ne nous était donc pas indispensable de nous rendre à Moscou. L'exécution de notre tâche nécessitait notre prompte présence à Vyérkhnyé-Oudinsk et le Dr Hoselitz nous pressait, par télégrammes, de, si possible, rentrer sans poursuivre plus loin. Malgré tout l'intérêt que nous aurions eu à pousser une pointe jusqu'à la capitale et malgré tout l'avantage, pour la solidité morale de notre mission, qu'il y eût eu à prendre maintenant contact avec les autorités centrales, nous décidâmes donc de retourner rapidement à Vyérkhnyé-Oudinsk. Nous chargeâmes alors Mlle Zvyaghina de gagner Moscou, lui remettant des lettres pour MM. Frick, délégué-général du C. I. C. R. (qui non seulement ne s'y trouvait plus, mais n'obtenait pas l'autorisation de la part des Sovyets d'y rentrer — fait qu'alors nous ignorions), Hilger, chef de la Commission allemande, Meierhofer, chef de la Commission autrichienne, la copie d'une demande de rapatriement des Suisses de Sibérie pour le Conseil Fédéral, et la chargeant de s'enquérir de divers renseignements en particulier auprès de Nansen qu'on disait être à Moscou. Nous comptions nous-même nous rendre dans cette ville dès notre part d'évacuation achevée, soit, si l'autorisation demandée par Omsk parvenait rapidement de Moscou et si des difficultés techniques ne nous arrêtaient pas, dès la fin d'octobre.

Nous quittions Omsk avec le sentiment d'avoir accompli œuvre utile. A Irkoutsk, nous nous arrêtions pour voir Itkine, le représentant de Safonov. Nous discutâmes

de certains détails et Itkine nous offrit un local pour notre travail quand nous aurions à revenir à Irkoutsk. Dans cette ville, nous allâmes voir aussi un personnage dont nous avions entendu parler déjà à Vladivostok, Stiller-Renner, le chef des Internationalistes, c'est-à-dire des anciens prisonniers centraux qui s'étaient déclarés communistes, mais formaient, en tant que non russes de langue, des groupes spéciaux : allemand, hongrois, etc. Stiller-Renner, Allemand de nationalité, avait habité Bâle jusqu'à la guerre. Il passait en Sibérie pour être un des principaux opposants au rapatriement des prisonniers de guerre. Il logeait dans l'ancienne demeure de la Croix-Rouge suédoise, où nous avions été l'hôte du baron de Cedergren au temps de Koltchak. Stiller-Renner habitait là avec sa femme, une Russe, et son enfant, et nous reçut fort aimablement. Sa réputation d'ennemi du rapatriement nous parut quelque peu usurpée, du moins au moment où nous le rencontrâmes. L'adversaire absolu du rapatriement était un autre internationaliste, qui de ce fait paraissait déjà éclipser l'influence de Stiller-Renner : Hacek (prononcez Hatchek), un Tchèque, campant dans la même maison et avec lequel nous discutâmes aussi. C'était un vrai type de « camisard » communiste, dans sa chemise rouge coupée à la russe. Parlant d'un ton traînard, le regard au loin, avec une méfiance prudente du bourgeois, il répondait à une question sur son pays d'origine : « Oui, je crois que j'ai là-bas encore une vieille paire de pantalons ; je pourrais aller voir un jour si elle est rongée des mites. » Sur un accent de quasi-menace pour Stiller-Renner, il déclarait que le rôle de ceux qui se déclaraient communistes était de rester dans l'armée rouge et non de retourner dans leur pays pour une prétendue propagande. Raisonnement logique en soi, mais dont l'application rigide eût fait, en Europe centrale, plus de tort que de bien à l'idée communiste.

Nous nous munîmes encore à Irkoutsk de certains

papiers auprès du camarade Gapone, qui occupait le poste — depuis supprimé, car il était inutile en pays soviétique proprement dit — de représentant du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères pour l'Extrême-Orient. Le 26 août, tard dans la soirée, nous étions de retour à Vyerkhnyé-Oudinsk.

***

Pendant notre absence à Omsk, le Dr Hoselitz avait fait de la bonne besogne. Le représentant du ministère des Communications du gouvernement russe de Vladivostok, Kouchnaryov, était arrivé pour quelques jours à Vyérkhnyé-Oudinsk ; il obtint de lui son consentement écrit à la réception et au transit de 30.000 prisonniers de guerre sur les chemins de fer de l'Oussouri (c'est-à-dire de la Province Maritime) et à l'envoi dans ce but d'un nombre supplémentaire de vagons ordinaires jusqu'à la station de Sokhondo, c'est-à-dire jusqu'à la ligne du front.

Mais ce qui manquait toujours, c'était le consentement écrit japonais aux mains du Gouvernement de la République Extrême-Orientale. Pendant notre absence étaient parvenues à notre adresse des nouvelles de l'État-major japonais à Vladivostok et de la Mission japonaise qui, avec le colonel Isomé à sa tête, était arrivée sur ces entrefaites à Vyérkhnyé-Oudinsk. Ces nouvelles, ainsi que les échanges de vues oraux que nous eûmes avec ce dernier à notre retour d'Omsk, tout en attestant le consentement des autorités japonaises, mettaient le doigt sur le fait qu'il y avait à parfaire nos accords obtenus avec les autorités soviétiques et celles de la République Extrême-Orientale, en nous entendant, pour les derniers détails techniques, avec les autorités de Sémyonov pour le passage de la Transbaïkalie orientale et avec celles de Chine pour le passage de la Mandjourie. Le colonel Isomé nous conseillait de nous rendre si

possible en personne dans ce but à Tchita et éventuellement à Kharbine.

On pouvait tout de suite deviner dans cette proposition une manœuvre de Gerber. En effet, ce dernier était arrivé à Tchita remettre la Croix-Rouge allemande en bonne posture. Il était toujours au mieux avec les autorités japonaises. De Sokhondo, il avait adressé au ministère des Affaires étrangères de la République Extrême-Orientale une demande d'entrer et la mission japonaise l'appuyait. Mais le ministre Tchervonnuy ne tenait nullement à le voir venir, donnant à entendre que la mission Montandon du Comité international de la Croix-Rouge lui suffisait. Nous fîmes très poliment comprendre au colonel Isomé que nous ne repasserions pas le front pour le moment, mais que nous enverrions un représentant à l'occasion pour prendre contact avec Gerber et tous autres délégués. Même si nous n'avions pas désiré ne pas voir Gerber mettre ses grands pieds là où nous avions suffi pour obtenir ce qu'il y avait à obtenir, il était, très objectivement, d'une clarté de soleil que c'était à Gerber à mettre au point l'évacuation des échelons de l'autre côté du front, tandis que nous ferions le nécessaire de ce côté-ci. A quoi eût rimé cette roquade des chefs de mission ? Nous savions l'un et l'autre toutes les difficultés qu'il y avait à passer le front, en tout état de cause. Or lui, Gerber, était bien vu des autorités japonaises et de celles de Sémyonov, qui ne lui avaient pas gardé rancune des fautes du bouc émissaire Roessler ; nous, de notre côté, avions la confiance des autorités de la République Extrême-Orientale. De plus Gerber avait une situation financière beaucoup plus forte que la nôtre. Il était donc logique que dans la répartition des tâches, la mission de la Croix-Rouge allemande se chargeât provisoirement de la partie éventuellement la plus onéreuse, c'est-à-dire du passage de la Mandjourie, passage qui n'offrait même que cette seule difficulté, nous disons éventuelle, financière.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 33. — Ancien arc de triomphe à Vyerkhnyé-Oudinsk surmonté du drapeau rouge et portant l'inscription : « Souviens-toi ! Sémyonov n'est pas encore battu. »

(*Cliché Montandon*)

Fig. 34 (page 151).
Margoline, Commandant des détachements étrangers de l'armée de la République Extrême-Orientale.

Nous eûmes l'impression très nette que dans la visite que nous fîmes le 30 août au colonel Isomé, ce dernier se rendit compte du poids de nos raisons et il n'insista plus. Le même jour, nous lui remettions par écrit le résumé des vues que nous lui avions exprimées dans la matinée. Nous lui apportions en même temps une pièce importante que nous lui demandions de bien vouloir signer pour que nous pussions la remettre au ministre Tchervonnuy, à savoir la pièce à laquelle tenait ce dernier de la part des autorités japonaises et qu'il n'avait pas encore reçue. Nous régideâmes nous-même, avec le Dr Hoselitz, cette lettre que nous priâmes le colonel Isomé de signer vu l'importance qu'elle avait pour la mise en branle de l'évacuation :

(*L'original est en russe.*)

MISSION MILITAIRE JAPONAISE

Vyérkhnyé-Oudinsk, 30 août 1920.

Au Ministre des Affaires étrangères de la République Extrême-Orientale, citoyen A. S. TCHERVONNUY,

Vyérkhnyé-Oudinsk.

Ayant pris connaissance du plan d'évacuation des prisonniers de guerre, établi par les Autorités Russes et qui m'a été présenté par le Dr MONTANDON, je vous fais savoir que le Commandement Japonais, non seulement n'a pas d'objection contre ce plan, mais qu'il est prêt à concourir à son exécution dans la mesure du possible.

J'espère recevoir dans quelques jours, soit directement, soit par l'entremise du Dr MONTANDON, des nouvelles au sujet de la quantité des vagons et des possibilités techniques du chemin de fer de Transbaïkalie dans la question du passage des échelons. Après réception de ces nouvelles, je serai prêt à communiquer à la Mission Japonaise à Tchita ce qui est entrepris ici.

Chef de la Mission Militaire Japonaise,
Colonel de l'État-major général,
Signé : ISOMÉ.

Avec cette lettre signée, nous nous rendîmes au ministère des Affaires étrangères la remettre à qui de droit.

Nous n'avions naturellement pas attendu jusque-là pour voir, après notre retour, le citoyen Tchervonnuy. Il nous avait très bien reçu et avait obtenu directement de bonnes nouvelles d'Omsk au sujet de l'évacuation par notre entremise. Il fut décidé que, selon le plan, l'évacuation commencerait par les invalides et les moins bien portants et que l'échelon ainsi formé partirait dans les vagons de voyageurs de 3e classe de notre train, tant du fait de leur confortabilité relativement à des « tyéplouchka » que parce que c'était la seule façon d'obtenir immédiatement le matériel roulant nécessaire. Une commission russe fut nommée pour la désignation des invalides parmi les prisonniers et, quoique étranger, nous en fûmes nommé membre. Nous ne fîmes d'ailleurs acte de présence qu'une ou deux fois (la commission siégeait tous les jours au camp de Byéryozovka), préférant que les médecins russes jugeassent seuls des cas. Mais, dans ces visites à Byéryozovka, nous nous souvenons de la déférence avec laquelle nous saluaient les prisonniers. Depuis le temps qu'on parlait d'un départ, ils ne pouvaient presque pas croire qu'il allait se réaliser et ils sentaient bien que si ce devait être vrai, nous y étions pour « quelque chose ». Nous fûmes du reste très distant avec eux, à l'occasion bourru. A la longue, cette attitude amoindrit certainement leur sympathie. Les imbéciles... pour les appeler par leur nom ! Mettant des sentiments là où il ne devait y avoir place que pour la seule raison, ils ne se rendaient pas compte que le meilleur fondement de notre force était les bons rapports que nous avions avec les autorités russes. Certes ces rapports étaient de notre part pleinement sincères ; raison de plus pour ne pas leur donner l'air de ne pas l'être et cela eût pu donner lieu à quelque malentendu que de voir de l'intimité ou même trop d'intérêt, dans les détails, pour ces prisonniers du camp qu'on savait les moins favorables aux autorités russes.

A cette époque, le sieur Fein, ce monsieur auquel les

prisonniers devaient que nous n'avions pas de souliers à leur remettre, envoyé comme sous-délégué par Dell'-Adami, chef de la mission nationale de la Croix-Rouge hongroise à Vladivostok, sollicita de Gongota, à réitérées reprises, son entrée sur le territoire de la R. E. O. Toutes les lettres que l'individu envoya au ministère des Affaires étrangères passèrent au panier sans recevoir de réponse.

Ces demandes diverses d'entrer en République Extrême-Orientale faisaient cependant paraître désirable d'arriver à une codification de la tâche que nous avions sollicitée, obtenue et assumée, d'organiser la formation des échelons de la République Extrême-Orientale et le passage de ceux de la République sovyétique. Nous nous mîmes d'accord sur le texte qui suit, et l'accord fut signé le dimanche 5 septembre au matin, le jour même où Tchervonnuy remit ses pouvoirs à Krasnochtchokov, le ministre en titre des Affaires étrangères, qui rentrait de Moscou. La clause 3 fait allusion à une prétention politique. En effet, comme il a été dit plus haut, la République Extrême-Orientale ne comprenait alors que le Pribaïkal, mais elle prétendait déjà aux côtes du Pacifique et c'est pourquoi cette clause étend théoriquement notre action jusqu'à Vladivostok inclusivement.

(L'original est en russe.)

ACCORD

Dans le but de hâter le travail d'évacuation des invalides et de ceux qui rentrent de captivité aussi bien de l'Ouest vers l'Est que de l'Est vers l'Ouest, le Conseil d'Évacuation du Directoire de la République Extrême-Orientale conclut un accord avec l'organisation du Comité International de la Croix-Rouge, dirigée par le Dr Montandon, en vue d'une collaboration dans ce domaine avec la dite organisation, sur les bases suivantes reconnues de part et d'autre :

1) L'évacuation s'exécute selon le plan dressé par le Conseil d'Évacuation du Gouvernement de la République Extrême-

Orientale. L'organe surveillant et contrôlant l'exécution du dit plan et le présent accord, est la Section d'Évacuation du Ministère de la Santé Publique de la République Extrême-Orientale.

2) L'organisation de la Croix-Rouge Internationale est l'organe d'exécution des tâches du Conseil d'Évacuation en ce qui concerne l'évacuation ; le chef de la dite organisation est invité aux délibérations du Conseil pour toutes les questions techniques de l'évacuation.

3) L'action de l'organisation de la Croix-Rouge Internationale s'étend sur le territoire de la République Extrême-Orientale à partir de ses frontières occidentales jusqu'à la ville de Vladivostok inclusivement.

4) Les organisations des Croix-Rouges (inter) nationales des différents pays ne peuvent participer aux travaux de l'évacuation que par l'entremise de la Croix-Rouge Internationale dirigée par le Dr Montandon, en qualité de sous-divisions de cette organisation ; à cet effet, le Conseil d'Évacuation n'entretient de rapports qu'avec le Dr Montandon en sa qualité de représentant de Mission du Comité International de la Croix-Rouge.

Le Président du Conseil d'Évacuation du Directoire,
Signé : IVANOV.

Les Membres,
Signé : TOUMAKOVA, BOGDANOV, LEVENSON.

Docteur Montandon, chef de la Mission en Sibérie du Comité International de la Croix-Rouge,
Signé : Dr G. MONTANDON.

5/IX/1920.

(Sur le sceau :
Pouvoir populaire révolutionnaire
de la République Extrême-Orientale.)

Nous fûmes satisfait de cet accord dans la mesure où les autres en furent furieux. Par « les autres », nous entendons les délégués de Croix-Rouges qui se trouvaient de l'autre côté du front. Les deux délégués allemands qui étaient à Vyérkhnyé-Oudinsk se rendaient parfaitement compte qu'il n'y avait pas d'autre solution possible dans l'intérêt des prisonniers et dans l'intérêt des Croix-

Rouges elles-mêmes. En effet, nous avons la certitude que nous avons rendu le plus fier des services au symbole de la Croix-Rouge en évitant sur place, par le fait de notre monopole, les scandales et les luttes qui ont cohabité avec les Croix-Rouges là où aucune d'elles n'avait, de droit, la prééminence. Or, si les Croix-Rouges nationales, perdant de vue l'ensemble du problème, préféraient, chacune pour soi, s'occuper de leurs seuls nationaux, elles n'aiment surtout pas, dès que la guerre ne les oblige pas à y avoir recours, à s'adresser aux bons offices d'une organisation qui, en sa qualité d'internationale quant à ses buts, pourrait risquer, à leur sens, de se substituer un jour, de façon plus ou moins prépondérante, aux organisations nationales. Nous savons qu'à un moment où il n'y avait pas encore le moindre frottement entre Dell'Adami et nous, Dell'Adami déclara à un collègue : « Nous voulons maintenant soigner nos intérêts nous-mêmes. Nous ne voulons plus rien avoir à faire avec le Comité international de la Croix-Rouge. »

Mais outre le fait, dont nous avons l'outrecuidance d'être persuadé, que dans la République Extrême-Orientale nous étions, parmi les missions en Extrême-Orient, les seuls possibles, nous disons qu'il n'y avait qu'à accepter la situation telle qu'elle était donnée. Si quelque organisation eût eu une position faite dans la République Extrême-Orientale, nous prétendons que nous l'aurions respectée. Nous avions toujours estimé que dans un secteur donné, une seule organisation devait avoir la direction de l'évacuation : à Vladivostok la Croix-Rouge américaine, sur le territoire de Sémyonov la Croix-Rouge allemande, dans la République Extrême-Orientale la Croix-Rouge internationale. Pour autant que les Croix-Rouges ont obéi à ce principe, l'évacuation s'est faite facilement et dignement, pour autant qu'elles y ont failli, avec à-coups et sans augmentation de prestige pour personne.

*
* *

L'« Accord » entre l'Autorité et la Mission avait été signé le matin du 5 septembre et c'est dans l'après-midi du même jour que devait partir notre premier convoi, convoi d'invalides. Très tôt, le matin de ce jour, Fischer s'était rendu à Byéryozovka avec la partie de notre train destinée à former cet échelon. De Vladivostok, nous avions amené avec nous, outre la cuisine attenante au vagon-restaurant qui servait à nourrir la Mission, un grand vagon-cuisine, qui commença à fonctionner ce jour-là. Il fit dès lors, accompagnant les échelons, la navette entre Byéryozovka (ou Vyérkhnyé-Oudinsk, à sept kilomètres plus à l'Est) et Gongota, sur la ligne du front russo-japonais, à deux ou trois jours en chemin de fer. Notre vagon-boulangerie fonctionna aussi depuis en permanence, à haute tension. Un poste fixe de ravitaillement fut créé, non loin de la ligne du front, et comme il y fallait une personnalité habile, qui sût surtout avoir de bons rapports avec les autorités locales, nous désignâmes pour ce poste d'abord le Dr Hoselitz, puis M. Seidan. Un autre poste fixe de ravitaillement fut plus tard créé à Byéryozovka, par la reprise d'une cuisine dans le camp, quand celui-ci eût été officiellement dissous. La Mission avait avec elle en suffisance farine, graisse, thé, sucre et sel. Ultérieurement une partie de la farine blanche fut échangée, à la campagne, contre de la farine dite noire, 1 sac de blanche contre 2 de noire, ce qui en augmenta notablement la quantité. La seule chose dont nous eussions à nous pourvoir, et ce avec l'autorisation écrite des autorités, c'était la viande et les légumes. M. Hans Fritze fut plus spécialement préposé à cet office, ainsi qu'à celui d'amener les vivres à nos postes de ravitaillement, en faisant atteler à un train ordinaire un de nos vagons. M. Fritze était un ex-prisonnier autrichien, qui avait servi dans les mitrailleurs hongrois et avait été couvert de décorations,

un hercule et un charmant homme, toujours plein de bonne humeur. L'ordinaire, par prisonnier, fut fixé comme suit (le « zolotnik » vaut 4 grammes 1/4) :

Pain	1 livre 1/2	
Pommes de terre	1/2 livre	
Viande	1/4 livre	
Graisse	3 1/2 zolotnik	
Thé	2 1/2 —	(1 zolotnik à partir de mi-oct.)
Sucre	9 —	(6 — —
Sel	Selon besoin	
Choux	—	
Carottes	—	
Oignons	—	

Revenons à notre 1er échelon. Il arriva dans la journée en gare de Vyérkhnyé-Oudinsk, chaque vagon muni, comme autrefois le train sanitaire 114, d'une large étiquette portant la Croix-Rouge et, en français ainsi qu'en russe : « Comité international de la Croix-Rouge ». Ce n'était pas que pour les prisonniers un événement. Tchervonnuy vint lui-même à la gare avec son chef de cabinet Gillerson, de même que le chef des Communications militaires, Hack, un ex-prisonnier allemand, et Margoline (fig. 34), le chef de la garnison et des détachements étrangers. De leur côté vinrent également le colonel Isomé et son adjudant le capitaine Kurasighé.

Cependant, pour des raisons techniques ferroviaires, l'échelon ne partit pas le jour même, mais le lendemain matin, 6 septembre, pendant que Tchervonnuy, que nous ne voyions pas s'en aller sans quelque appréhension, partait en direction opposée, vers Omsk. Une importante formalité devait encore s'accomplir : la revision des passagers et de leurs bagages. Personne, en Russie bolchévique, n'a le droit d'avoir plus d'un certain nombre d'effets, d'une certaine quantité d'argent, les jeux de cartes à jouer sont interdits, etc. Cette revision fut faite au premier arrêt après Vyérkhnyé-Oudinsk à l'endroit dit « Le Sémaphore », par un détachement

hongrois, sous la conduite du chef de l'escadron hongrois, Bokor, dont nous aurons à reparler plus tard. A ce point de vue, nous avions pris nos précautions et fait codifier ce que les prisonniers de guerre, partant avec nos échelons, avaient le droit de prendre avec eux. Le document était signé Tchervonnuy et élimina les contestations. Un fort incident signala toutefois la visite du train au Sémaphore, jusqu'où nous l'avions accompagné. Deux hommes furent reconnus par les Hongrois comme non désirables d'être rapatriés. Ils furent saisis et reconduits en ville sous la garde de cavaliers sabre au clair, malgré nos protestations auprès de Bokor. Nous nous rendîmes alors personnellement en ville, auprès du ministre des Affaires étrangères en titre et chef du Gouvernement Krasnochtchokov, avec lequel nous fîmes ainsi connaissance à propos de ce sujet inattendu. Comme nous avions présenté notre liste de passagers au Conseil d'évacuation, à l'état-major, au bureau des « Internationalistes » (communistes étrangers), sans qu'il fût fait alors d'observations (au moment de la composition du convoi, il avait été tenu compte du fait qu'aucun officier hongrois ne pouvait être embarqué non plus que certains prisonniers pour le moment), et comme notre liste avait été munie du sceau du ministère des Affaires étrangères, nous exposâmes à Krasnochtchokov qu'il n'était pas admissible de faire descendre de notre train qui que ce fût, déjà « inscrit » sur la liste des partants. Cela ne se pouvait ni pour notre prestige, ni pour celui du ministère lui-même, ni pour le fait que le train avait à traverser ultérieurement le territoire de Sémyonov. Krasnochtchokov se rendit à nos raisons et donna l'ordre de libération immédiate des deux retenus. Les Internationalistes ayant mis des lenteurs à cette relaxation, le train était déjà parti ; mais un autre petit train rapide passant plus tard, les retardataires purent y monter et nous reçûmes la nouvelle qu'ils rejoignirent l'échelon à Pétrovskiy-Zavod (entre Vyerkhnyé-Oudinsk et Khi-

lok). Nous sûmes aussi ultérieurement que les deux hommes que nous avions fait relâcher étaient des crapules : l'un, lieutenant allemand, qui avait servi dans le service policier russe n'eut rien de plus pressé à Tchita que de raconter tout ce qu'il savait aux agents de Sémyonov, l'autre, un Juif galicien, était le moins intéressant des spéculateurs. Nous avons regretté que notre intervention, qui avait été une affaire de principe, se fût exercée en faveur de pareils individus.

Notre premier échelon emmenait environ 660 prisonniers de guerre, dont 160 s'annoncèrent comme Autrichiens et 375 comme Hongrois, de ces États actuels. Le Dr Hoselitz accompagnait l'échelon pour le remettre sur la ligne du front à Jonas, notre représentant à Tchita en même temps que représentant de la Croix-Rouge allemande, lequel était dûment avisé, par télégrammes, de ce qui se passait chez nous. Avec l'échelon partit aussi un volumineux courrier pour Genève ; il ne devait pas arriver assez tôt pour empêcher la jalousie qui s'amassait à Vladivostok de s'employer contre nous. Nous ne faisions par contre parvenir aucune nouvelle aux organisations dans cette ville, car, en outre du fait qu'au grand jamais nous n'aurions eu le temps de leur envoyer quelque chose de détaillé, nous nous disions que la plus belle des nouvelles que nous pouvions leur destiner était les échelons qui descendaient à la côte. Quand, deux mois plus tard, nous nous rendîmes à Tchita et y trouvâmes Fein, celui-ci, au cours d'une réunion des Croix-Rouges, nous déclara pompeusement : « Le 7e échelon arriva à Vladivostok que vous n'aviez pas encore envoyé de rapport au capitaine Dell'Adami ! » Nous lui demandâmes alors s'il eût préféré que nous eussions envoyé sept communications au lieu de sept échelons. Peut-être cela aurait-il suffi à ces messieurs qui étaient des écrivassiers de premier calibre.

Ce qui est malheureux pour nos adversaires, c'est qu'il y a, à l'actif de notre mission, certains faits qu'ils

ne peuvent point nous enlever, dont, pour commencer : l'autorisation définitive d'évacuation vers l'Est donnée ensuite de notre prise de contact avec les autorités soviétiques à Omsk, le trait d'union que nous fîmes pour cette évacuation entre les autorités russes et japonaises, le départ du premier échelon avec notre propre matériel, alors qu'aucun autre matériel n'était momentanément à disposition.

Si nous tenions à avoir la haute main dans le rapatriement, nous n'avions pas le désir de donner notre nom à d'autres organisations, comme eût pu le faire croire l'article 4 de l'« Accord » avec le gouvernement ; on le verra encore plus loin. Le Dr Eberth, se rendant bien compte que le mieux était d'accepter la situation de fait, la reconnut formellement par une pièce écrite qu'il signa avec le capitaine Sami Mehmed.

Avec d'autres missions, il y eut à guerroyer ! Tout d'abord avec les Tchèques ! Et l'histoire de leur mission hybride doit nous retenir quelques instants.

Il a été dit que deux à trois jours avant le nôtre, le train de la Mission de la Croix-Rouge tchécoslovaque avait quitté Vladivostok. Nous l'avions rattrapé et devancé à Kharbine, sans chercher à prendre contact avec lui. C'est qu'il avait un vice redhibitoire qui devait peser sur toute sa destinée. Il était formé de deux parties, d'une mission de Croix-Rouge et d'une mission commerciale. Plus tard, pour les besoins de la cause, M. Klaus, chef de la mission de la Croix-Rouge, prétendit que ces deux organisations étaient tout à fait séparées. Il n'y eut de séparation superficielle que sur notre demande formelle. En fait, il s'agissait pour cette mission d'aller écouler en Sibérie des « rossignols » qu'avait laissés derrière elle l'armée tchécoslovaque embarquée pour l'Europe, étoffes, médicaments, etc. L'effectif du train était très fort, une trentaine de vagons, et la valeur marchande du matériel y contenu de quelques centaines

de mille yen. Mais, fait remarquable, alors que le train était censé avoir comme principale tâche de rapatrier des prisonniers tchécoslovaques, il n'avait *pas un poud de farine ou d'autre nourriture*, dont pussent faire profit des convois d'hommes. Nous ne savons pas si les médicaments du train tchèque appartenaient directement à la mission de la Croix-Rouge. Ce n'était certes pas le cas pour tout ce qui était étoffe, comme les manteaux, les couvertures, etc. Chaque fois que la Croix-Rouge tchécoslovaque devait faire des répartitions de matériel, elle avait à le demander à la mission commerciale, et outre ses distributions aux ex-prisonniers tchécoslovaques nouveaux citoyens, nous avons eu l'impression que la Croix-Rouge aurait toujours désiré en faire bénéficier autant que possible les prisonniers d'autres nationalités, pour autant qu'elle comptait que ces distributions seraient plus tard indemnisées. Le second de la mission de la Croix-Rouge tchèque, Hahn, avait demandé que l'organisation ne fût pas affublée d'une mission commerciale, mais cette constellation aurait été imposée par M. Girsa, ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Vladivostok, lui-même. Le but de l'expédition était de se rendre en Sibérie en tant que Croix-Rouge, d'aider, admettons, en passant, quelques prisonniers, et de rentrer après avoir échangé sa marchandise contre des fourrures. Quand on sait que le commerce était alors interdit en Russie sovyétique, on peut se dire que cela ne devait pas aller sans peine ; et les circonstances de ce train étaient aggravées du fait que le gouvernement de Moscou avait eu des difficultés avec un train tchèque de même acabit en Europe.

Comme nous étions à Vyérkhnyé-Oudinsk, après notre retour d'Omsk, nous apprîmes que le train tchèque se trouvait devant le petit pont de Gongota. Il y était arrivé de façon assez curieuse. On pouvait s'étonner que Sémyonov l'eût laissé passer sans autre. Or, il paraît que, sentant qu'on allait le retenir, la direction du train

aurait payé 500 yen au mécanicien de la locomotive ; celui-ci, pour ce prix, aurait consenti à faire passer la ligne frontière, renonçant naturellement à se représenter chez Sémyonov. Cependant, ayant bien passé la dite ligne, le train ne reçut pas l'autorisation de pénétrer plus avant chez les Rouges et se vit arrêté devant le ponceau de Gongota. Il passa *un mois* dans cette situation, littéralement bloqué. Le Dr Pétrov, ministre de la Santé publique, ayant eu sur ces entrefaites à se rendre à Gongota pour de nouveaux pourparlers avec les Japonais, Klaus lui demanda, plus instamment qu'il ne pouvait le faire par écrit, l'autorisation d'entrer. Pétrov en référa à Krasnoschtchokov et il est très vraisemblable que si la Croix-Rouge tchèque avait été seule, elle n'eût pas obtenu cette autorisation ; ce qui intéressait le gouvernement, c'était la mission commerciale. Le ministre Pétrov avisa d'ailleurs les Tchèques de notre « Accord » et engagea Klaus à nous télégraphier — ce que fit aussi ce dernier. Mais il resta persuadé qu'il avait joué un rôle quelconque dans nos préoccupations, et nous reprocha toujours, publiquement ou dans son for intérieur, le stage passé devant le pont de Gongota. Il n'était, de plus, pas du tout enchanté de notre Accord avec le gouvernement. Toutefois, après maintes réticences, il signa aussi un document reconnaissant notre direction en ce qui concernait l'évacuation des prisonniers de guerre.

Les Tchèques nous demandaient, d'autre part, d'entreprendre des démarches pour l'entrée commune, en Sibérie sovyétique proprement dite, des diverses missions alors dans la R. E. O. Mais nous nous rendions compte que si nous étions en bonne posture pour tenter d'obtenir ce passage tant que nous étions seuls à le solliciter, nos chances seraient totalement annulées au cas où nous demanderions d'entrer en commun. A ce point de vue, comme on pouvait le prévoir, la seule présence de diverses Croix-Rouges dans la République Extrême-

Orientale, les préventions différentes, suivant ce qu'elles représentaient, qu'elles inspiraient aux autorités russes, les jalousies sourdes qu'on sentait régner entre elles et qui diminuaient l'autorité de toutes, furent nuisibles à l'aide qui eût pu être apportée aux prisonniers en plus grande mesure. Aussi ne fîmes-nous aucune démarche officielle pour une entrée commune des diverses Croix-Rouges. Plus tard, chaque Croix-Rouge devait entreprendre des démarches de cet ordre pour soi-même.

Toute la façon dont les Tchèques se couvraient de notre *nom*, là ou cela leur était utile, en tâchant d'éluder les obligations prises là où faire se pouvait, n'était déjà pas pour nous plaire. De plus, en outre du fait que la Croix-Rouge tchèque avait elle-même des allures commerciales, refusant de livrer des marchandises destinées aux prisonniers autrement que contre argent comptant, ainsi que nous le lui avons reproché par écrit, la simple cohabitation avec elle de sa mission commerciale, était compromettante pour elle et pour toutes les Croix-Rouges. Or, nous recevions la lettre suivante :

(*L'original est en russe.*)

R. E. O.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
N° 235 14 octobre 1920.

Au chef de la Croix-Rouge Internationale, Dr Montandon.

En suite de rapports répétés signalant que la Croix-Rouge Tchèque vend et échange sur le marché local les marchandises qu'elle a apportées avec elle, nous vous prions de faire savoir de façon catégorique à la dite Croix-Rouge que la vente et l'échange, sans permission de la Division Économique du Ministère des Affaires Étrangères, sont interdites, même en cas d'échange contre des produits.

La Division Économique du Ministère des Affaires Étrangères fait savoir par la présente qu'elle appliquera les mesures les plus sévères si de semblables cas se répètent, que les marchandises de la Mission Tchèque seront réquisitionnées et les délinquants punis.

Le Chef de Cabinet,
Signé : Mételskiy.
Le Directeur de la Division Économique,
Signé : Miller.

A la séance des Croix-Rouges qui suivit, et où nous étions particulièrement nombreux, nous fîmes part de la lettre ci-dessus, des statuts concernant l'activité des délégués du C. I. C. R. et de notre décision de ne plus collaborer en aucune façon avec la Mission de la Croix-Rouge tchécoslovaque. Les séances se tenaient toujours dans notre vagon-restaurant. Klaus ne put que se lever et s'en aller.

Nous n'eûmes depuis lors aucun rapport avec la mission tchèque. En ce qui concerne l'évacuation des prisonniers de guerre, ses dirigeants ne purent pas toucher à notre situation, malgré les pourboires en matériel qu'ils distribuèrent de droite et de gauche avec une largesse qui ne fit que faire rire d'eux [1]. Mais ce n'est pas seulement sous le rapport des cadeaux que nous nous en sommes tirés à infiniment moins de frais (relativement à l'œuvre fournie et absolument) que les missions tchèque à Vyérkhnyé-Oudinsk et allemande à Tchita, c'est surtout en ce qui concerne l'emploi des voies ferrées. Par le rapport que M. Seidan a livré au C. I. C. R., est connue la fin lamentable de la mission tchèque, ses représentants ayant dû regagner Vladivostok dans des vagons à bestiaux et la majeure partie de ses marchandises ayant été retenues. Voici comment les choses s'expliquent. Un règlement de la République Extrême-Orientale dit que certaines missions « peuvent » être tenues de payer l'emploi des rails. Quand la mission tchèque voulut quitter le territoire de la République Extrême-Orientale, celle-ci n'avait vraisemblablement pas de raison de lui faire cadeau de son séjour sur ses voies ferrées, et comme cette mission n'avait pas d'autre argent liquide que le produit de ses ventes, la marchandise fut retenue pour une valeur de quelques dizaines

1. *La République Extrême-Orientale* du 29 octobre 1922 publia un entrefilet faisant honte à ceux qui acceptaient des dons de la part des « chevaliers tchèques de 1918 ».

de mille yen. La mission tchèque avait au reste promis à l'avance de céder une partie de ses marchandises ; il faut croire qu'elle ne sut pas au moment voulu s'entendre à ce sujet. Il en fut tout autrement pour notre mission, étant donnés les bons rapports que nous entretînmes avec les autorités. Ceci pour dire que les frais ferroviaires que nous eûmes et, partant, tous les frais de la Mission, par rapport à ceux d'entreprises semblables, furent tout à fait minimes.

Il a été dit que le colonel von der Hellen s'était aussi dirigé vers Vyérkhnyé-Oudinsk. Il était arrivé le 4 octobre, c'est-à-dire la veille du départ de notre 8e échelon. La suite de l'activité déployée en vue de l'évacuation sera traitée plus loin. Il faut en finir d'abord avec les questions de personnes, c'est-à-dire de missions.

Dès que nous apprîmes que le colonel von der Hellen était en route pour la République Extrême-Orientale, il fut dans notre esprit le bienvenu, car nous savions par expérience qu'il travaillait loyalement. Nous allions donc tout faire pour que l'entrée lui fût facilitée. Von der Hellen croisa à la station de Mandjouria notre 1er échelon de prisonniers ; il télégraphia alors, télégramme qui devait être communiqué au C. I. C. R. : « Premier convoi prisonniers de pays sovyétiques arrivé Mandjouria expédié par Montandon [1]. »

Nous obtînmes pour M. von der Hellen l'entrée sur le territoire de la R. E. O. et en avisâmes Jonas à Tchita. Quand von der Hellen arriva à Sokhondo, le Dr Hoselitz s'y rendit avec une locomotive et le ramena immédiatement avec ses 4 vagons. Von der Hellen n'eut pas à attendre plus d'une heure à la frontière. Il fut seulement exigé que les affiches sur les vagons portant « Croix-

1. Certains télégrammes de von der Hellen furent arrêtés par Fritsch, son collègue à Vladivostok et certains des nôtres par Jonas, notre propre représentant à Tchita ! Illustration de l'entre-solidarité des missions !

Rouge Autrichienne » fussent enlevées. Sans que nous pussions le moins du monde blâmer le Dr Hoselitz qui était encore sous l'impression des rigides prescriptions de Tchervonnuy, nous expliquâmes plus tard à von der Hellen que les exigences du Gouvernement n'étaient pas nôtres. Il le comprit fort bien et nous avions déjà demandé nous-même que l'Autorité ne fût plus aussi stricte sous le rapport de la dénomination des Croix-Rouges travaillant dans la République. En accord avec cette conformité de vues, M. Laukamm, qui s'était rendu à Tchita, put entrer un vagon de marchandises à Vyérkhnyé-Oudinsk sous l'étiquette de « Croix-Rouge Allemande ».

M. von der Hellen, qui était accompagné de M. Schoch comme secrétaire et du Dr Pollitzer, médecin des plus apprécié parmi les prisonniers et aussi dans le grand public à Vladivostok, amenait un fort appoint pour le ravitaillement des échelons : 3 vagons pleins de vivres. Durant notre commun séjour à Vyérkhnyé-Oudinsk, nos vues ne furent pas toujours les mêmes, mais jamais notre entente morale ne fut atteinte et nous ne jugeâmes pas à propos de demander à von der Hellen de reconnaître par écrit notre « Accord » avec le gouvernement. C'est que, de tous les délégués qui avaient à s'occuper des prisonniers, Moeller-Holst, Gerber, Fritsch, Dell'-Adami, Klaus et nous-même, von der Hellen était le seul qui prît vraiment « à cœur » les souffrances des prisonniers, sans y mêler de questions d'ambition ou d'amour-propre — à moins que ce ne fût être ambitieux que de tenir avant tout à l'affection de ces derniers. Quand Klaus ou tout autre déclarait que « son cœur saignait en pensant à leurs privations », cela faisait plus que sourire. Seul Gustave von der Hellen eût eu le droit de parler ainsi. La faiblesse de son expédition, outre le fait qu'elle était trop peu nombreuse, était de ne pas avoir de techniciens, pour ainsi dire, et connaisseurs du milieu russe comme le Dr Hoselitz, Fischer et

Fig. 35 (page 169). — Colonne de partisans rouges marchant contre Sémyonov.

Fig. 36 (page 169). — Entrée à Tchita le 1er novembre 1920 du Gouvernement de Vyerkhnyé-Oudinsk. Krasnochtchokov prononce un discours du haut d'un vagon de marchandises.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 37 (page 171).
Henri Fridrikhovitch Eiche, Commandant en chef de l'armée de la République Extrême-Orientale.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 38 (page 171).
Pierre Yakovlevitch Pélionkine, Chef de l'état-major de l'armée de la République Extrême-Orientale.

Seidan ; il comprenait d'autre part que les Autorités ne tinssent à avoir affaire qu'à un seul homme en ce qui concernait l'action des Croix-Rouges et lorsque nous fûmes sur notre départ (2 décembre 1920), il eut ce propos qui nous fut répété : « Je regretterai que l'unité d'action doive désormais manquer. » Il ne faudrait pas croire, de ce qu'elle reconnût notre direction dans la question de l'évacuation, que la mission autrichienne n'eût rien à faire. Bien au contraire ; en outre de toutes les questions personnelles des Autrichiens, toujours nombreuses, que nous lui laissâmes pleinement, nous fûmes très contents de nous voir secondés dans les distributions aux échelons et au camp de Byéryozovka.

Un incident nous prouva que la puissance prolétarienne n'était ici pas un vain mot. Après ses nombreuses et inutiles démarches auprès de Tchervonnuy, restées toutes sans réponse, l'individu nommé Fein, qui tâchait de pénétrer au nom de la Mission de la Croix-Rouge hongroise, était retourné à Vladivostok. Krasnochtchokov étant maintenant au Gouvernement, il essaya de nouveau sa chance et, pour être sûr de son fait, il fit intervenir la Croix-Rouge américaine. Krasnochtchokov avait passé de nombreuses années comme exilé aux États-Unis et parle parfaitement l'anglais ; sa politique consiste en outre à s'appuyer sur les États-Unis contre le Japon. C'était donc bien calculé de la part de Fein ou de Dell'Adami son chef. En effet, le Gouvernement de la R. E. O. rédigea un télégramme en réponse à celui de la Croix-Rouge américaine, dans lequel l'entrée était autorisée à condition que Fein s'engageât à travailler en contact avec nous. Cependant, avant que le télégramme ne fût envoyé, le parti communiste fut mis au courant de la décision prise. C'est alors que la section des « Internationalistes » du parti communiste, qui connaissait Fein, envoya (le 22 septembre) le billet suivant au ministère des Affaires étrangères :

(*L'original est en russe.*)

BUREAU
DES COMMUNISTES ÉTRANGERS
DE L'OUEST A VYÉRKNYÉ-OUDINSK
COMMISSAIRE DU PARTI

Au membre du Bureau pour l'Orient du Parti Russe Communiste, Camarade Krasnochtchokov.

Nous avons appris que le Ministère des Affaires Étrangères a autorisé l'arrivée dans la ville de Vyérkhnyé-Oudinsk au représentant de la Croix-Rouge Hongroise citoyen Fein qui se trouve à Tchita. Connaissant d'une part son activité antérieure contre nous et ses divers crimes en rapport avec cette activité et la possibilité d'incidents dans le cas de son arrivée ici, dans le but d'autre part d'éviter cela, nous protestons au nom de la section hongroise du Parti Russe Communiste contre la décision de l'arrivée du sus-nommé citoyen Fein et nous vous demandons de donner l'ordre de changer votre décision.

(*Signature.*)

Comme la dépêche n'avait pas encore été envoyée, son brouillon fut simplement déchiré. La section des Internationalistes avec laquelle nous étions fréquemment en rapport au sujet de l'évacuation, nous donna copie de sa lettre au ministère. Nous avions d'autant moins à essayer d'intervenir que nous ignorions toujours officiellement qui était Fein, puisqu'il n'avait pas daigné s'annoncer.

Nous ajouterons que nous avons été parfaitement heureux que cet immense brouillon ne vînt pas sévir dans le Pribaïkal, et que ceux qui ont contribué à son écartement lui ont rendu le plus signalé service. Plusieurs confidences nous ont, en effet, appris que si Fein était arrivé, il eût été saisi et son « affaire » eût été faite avant que le gouvernement de la R. E. O. eût pu intervenir.

Gerber aussi, qui de Sokhondo était retourné à Tchita, tenta de nouveau la chance. Il faisait agir à grand rayon les influences qu'il avait à sa disposition et Moscou com-

muniqua qu'il pouvait passer. Mais la R. E O., qui avait d'autres soucis sur les bras, ne bougea pas et Gerber repartit pour Vladivostok avant que la ligne de Mandjourie eût de nouveau été mise hors d'emploi pour quelques semaines.

Pendant que les autres missions s'émoustillaient, l'évacuation suivait son cours. Il est impossible d'entrer ici dans le détail des innombrables démarches qu'exigèrent le licenciement des prisonniers occupés dans les services d'État, l'organisation, le départ et le passage des convois à travers le territoire de la R. E. O. En témoigne le millier de documents se rapportant uniquement à cette besogne, soit : notre correspondance écrite ou télégraphiée avec les autorités sovyétiques, en particulier avec le Bureau d'évacuation d'Irkoutsk, dernière grande station du réseau sovyétique proprement dit, avec les autorités civiles, militaires et en particulier ferroviaires de la R. E. O., avec diverses autorités locales, avec notre poste de Mogzon-Gongota, avec Tchita et Vladivostok. Nous avions le droit d'employer le télégraphe des gares, nous avions celui de formuler les lettres de voiture pour le départ des trains. Depuis son mauvais premier accueil, la presse nous était devenue favorable, et publiait des articles relatant les départs des échelons.

Dans le plan d'évacuation que nous avait remis le Bureau d'évacuation d'Omsk, figurait, après le train d'invalides formé de nos propres vagons, un échelon de 1.000 hommes provenant de la R. E. O., cela pour donner le temps aux convois de la Sibérie sovyétique de se former. Cependant les autorités de la R. E. O. ne pouvaient consentir à vider ainsi d'un trait les bureaux et les ateliers. Déjà le premier échelon avait pris une partie des demi-invalides en emploi. Il fut donc convenu avec les autorités que le licenciement et le rapatriement se ferait par six petits lots — lesquels par la suite furent réduits à quatre. Il n'était pas question dans ce cas de

former avec eux des trains complets, mais on décida de les atteler à l'un ou l'autre des convois qui viendraient de la Sibérie sovyétique. Pour le second échelon de Byéryozovka, il n'y avait que 180 hommes ; nous attendîmes donc le premier échelon sovyétique, recruté à Irkoutsk et qui fut de près de 500 hommes; ces deux échelons furent accouplés à partir de Vyérkhnyé-Oudinsk. Il s'écoula un certain temps entre notre premier train et ces deux accouplés, puisque ceux-ci ne quittèrent Vyérkhnyé-Oudinsk que le 17 septembre.

Entre temps, par décret du 13 septembre, le Conseil d'évacuation qui avait signé notre « Accord » du 5 septembre était remplacé par un Délégué du Gouvernement, et l'Accord était confirmé. Nous eûmes dès lors souvent affaire à ce délégué gouvernemental du nom de Kirillouk. Par son entremise, nous admîmes dans les échelons, mais dans des vagons spéciaux, les Russes invalides ou malades qui obtenaient la permission de se rendre en Mandjourie.

Nous dirigeâmes aussi avec un de nos trains une quinzaine de vagons de Chinois sur la Mandjourie ; au nombre de 450, ils étaient les derniers de ceux qui, ayant servi en Russie sovyétique, n'avaient pas encore été rapatriés. Le consul de Chine à Vyérkhnyé-Oudinsk nous en adressa ses remerciements par écrit (20 octobre).

A cette époque, nous obtînmes un autre succès. Sur notre garantie que les vagons ne feraient qu'aller à Tchita et en revenir (sur notre initiative, Jonas en obtint des autorités de Sémyonov la sous-garantie), les autorités de la R. E. O. laissèrent passer le front et continuer jusqu'à Tchita même, deux échelons de prisonniers, sans que le nombre correspondant de vagons fût remis en échange à la ligne de démarcation. C'était la première fois que cela se faisait. Les vagons revinrent comme ils étaient partis.

Les chiffres de l'évacuation jusqu'au milieu d'octobre furent les suivants :

NUMÉROS DES ÉCHELONS	DÉPART DE VYERKHNYÉ-OUDINSK	PASSAGE DU FRONT	PROVENANCE DES ÉCHELONS	NATIONALITÉ DES PRISONNIERS									
				AUTRICHIENS	ALLEMANDS	TCHÉCOSLOVAQUES	HONGROIS	ROUMAINS	POLONAIS	YOUGOSLAVES	TURCS	ITALIENS	TOTAL
1	6 sept.	9 sept.	Byéryozovka I	160			375						657
2 et 3	17 —	20 —	Byeryozovka II.....	80			72						180
			& Irkoutsk I .	135			180						494
4	24 —	29 —	Irkoutsk II...	220 ?			500 ?						976
5	25 —	30 —	Byéryozovka III	190 ?			400 ?						690
6	26 —	6 oct.	Tomsk	44	90	259	536	23	—	119	—	2	1023
7	26 —	8 —	Krasnoyarsk I.	202	601	107	224	22	45	21	—	—	1022
8	5 oct.	10 —	Atchinsk, Krasnoyarsk II & Kansk...	276	488	201	161	26	13	21	—	—	1186
9	8 —	12 —	Irkoutsk III ..	122	130	163	277	129	7	26	2	—	856
10	11 —	17 —	Byéryozovka IV.....	90	49	101	122	27	11	13	7	—	420
11	13 —		Krasnoyarsk III....	432	304	266	125	39	22	22	—	—	1201
12	15 —	19 —	Irkoutsk IV..	136	61	287	337	116	96	81	1	—	1115
				2078 Autrichiens actuels			3310 Hongrois actuels						10020 TOTAL

C'est au milieu de cette période de travail intense que les missions de Vladivostok, jalouses de nos succès et se rendant compte que nous ne pourrions nous douter de leur campagne et y répondre avant plusieurs mois, lancèrent en Europe nous ne savons trop quelles accusations pour saper notre position. C'est ainsi que le 19 octobre 1920 déjà, le ministre de la Défense Nationale hongrois télégraphiait au C. I. C. R. :

Capitaine Dell'Adami télégraphie que l'activité de Montandon dérange le travail de notre mission et est contre nos intérêts en particulier stop vous prie de rappeler Docteur Montandon si son activité n'est pas harmonie avec la nôtre surtout que malgré sa présence en Sibérie centrale les officiers sont exclus du rapatriement.

Le tableau qui précède répond suffisamment à l'accu-

sation générale qui vient d'être formulée. Voyons maintenant ce qui en est de la question des officiers hongrois. Chacun sait que ces derniers étaient retenus, sur l'ordre formel de Moscou, jusqu'à ce que fût réglée la question des commissaires hongrois emprisonnés par Horthy. En ce qui concerne la R. E. O., celle-ci n'avait aucune raison de contrarier le désir de Moscou en agissant différemment, et il nous fut expressément déclaré que les officiers hongrois ne pouvaient pas quitter le territoire. Le Gouvernement hongrois se figure-t-il vraiment qu'un délégué qui eût protesté et crié fort à ce sujet eût obtenu mieux que nous? Sans avoir à dire ici si nous jugions la mesure prise par les gouvernements bolchéviques une mesure de légitime défense, nous constatons — et Dell'Adami ne peut pas nier la chose — que plusieurs officiers hongrois sont descendus avec nos échelons à Vladivostok. Ce ne fut, d'ailleurs, jamais en cachette des autorités, mais toujours d'accord avec elles et en particulier avec la section hongroise du parti communiste, lesquelles organisations jugèrent qu'on pouvait faire exception à la règle générale pour quelques officiers, chaque cas étant jugé individuellement. C'est ainsi que nous recrutâmes aussi parmi les officiers hongrois un de nos derniers collaborateurs, Bossanyi, qui effectua plus tard, en décembre, comme second de Gutmann, l'évacuation d'un fort groupe de prisonniers de Blagovyéchtchensk vers Vladivostok (là où les envoyés de Dell'Adami et de Fritsch, partis de Vladivostok, ne réussirent pas à obtenir *une seule* évacuation : en font foi les rapports de MM. Hoselitz et Seidan). Nous nous permettons de croire que ces quelques succès sont à mettre en partie sur les bonnes relations que nous entretenions avec les diverses autorités et organisations et nous sommes tout à fait sûr que, par contre, la présence de Fein ou de tout autre oiseau de cet envol eût non seulement nui à l'évacuation de ces quelques officiers, mais à celle de tous les Hongrois. C'est clair, mais

peut-être les Asiates de Budapest ne le comprendront-ils pas !

Nous avons dit plus haut que d'autres avaient dû faire des sacrifices en cadeaux, soit à des organisations, soit à la population pauvre, etc., soit des cadeaux en sous-main, en quantité beaucoup plus considérable que nous ne l'avons jugé nécessaire pour nous. Ce que nous avons fait semblerait néanmoins de trop pour les circonstances européennes, mais nous allons donner un exemple, comme quoi il n'y a pas lieu d'être rigide sous ce rapport et comme quoi une libéralité pouvait être directement utile à l'évacuation.

Au mois d'octobre, venant d'Europe, arrivèrent de Vladivostok deux trains chargés d'anciens prisonniers russes qui regagnaient la Sibérie (de Vladivostok, le général Takayanaghi nous avait avisé de cette expédition). A l'arrivée d'un de ces échelons sur la ligne du front, l'organe russe d'évacuation nous dit ne pas avoir de vivres immédiatement sous la main, et que cet échelon devrait attendre au delà du front pendant environ deux jours. Cela ne nous allait pas parce que par là étaient immobilisés des vagons sur lesquels nous comptions pour nos prisonniers centraux dès le passage du front. Dans une séance des Croix-Rouges, nous fûmes tous d'accord qu'il y avait à offrir de nourrir l'échelon russe, pour que ne fussent pas retardés les nôtres. Nous ajoutons personnellement que nous étions heureux de pouvoir rendre par là service aux autorités russes pour toutes les facilités que nous leur devions dans notre besogne.

*
* *

Nous n'avons pas attendu la fin du rapatriement pour désirer rentrer en Europe. Le principal pour nous était d'avoir mis l'action en branle. Il est vrai que quand les

échelons se succédèrent coup sur coup, nous espérâmes que tout serait prêt pour fin octobre, c'est-à-dire que les 20.000 à 30.000 hommes, destinés à l'évacuation vers l'Est, auraient passé la ligne du front. Nous tenions en particulier à achever l'évacuation de la R. E. O. puisqu'elle avait été complètement organisée par nous. Cependant, ayant appris que la Société des nations devait se réunir pour la première fois à Genève le 1er novembre 1920, nous décidâmes de demander de retourner à Genève à cette occasion dans l'idée que le C. I. C. R. ne serait pas mécontent de nous entendre avant cette date. Nous savions qu'en désignant le Dr Hoselitz comme successeur, nous laissions quelqu'un de parfaitement capable de poursuivre l'œuvre dans le même sens que nous l'entendions. Après avoir parlé oralement à Krasnochtchokov de nos intentions, c'est le 22 septembre que nous lui adressâmes une demande écrite à ce sujet. La demande à Tchitchérine de passage par Moscou fut rédigée par le chef du bureau pour les affaires étrangères (elle nous fut montrée), approuvée et signée par Krasnochtchokov. Si nous nous y étions pris si tôt, c'est que nous savions que ces démarches exigent toujours un certain temps et, en attendant, nous n'avions qu'à poursuivre tranquillement l'évacuation. Une réponse ne venait en effet pas, si bien qu'une demande de réponse fut envoyée plusieurs jours après par le ministère. La réponse arriva alors... négative. Le ministère en fut le premier étonné.

Nous enterrions donc notre espoir de rentrer pour le 1er novembre, mais nous nous disions, soit qu'une nouvelle occasion de demande se présenterait, soit que nous pourrions tout d'abord nous rendre à Omsk en nous occupant des prisonniers, pour de là rentrer par la seule voie naturelle : Moscou. Ce que nous avions comme sous-vêtements, nous nous étions gardé, sauf exceptions, de le distribuer aux prisonniers qui étaient dirigés vers la côte, le réservant à ceux que nous irions visiter en

Sibérie occidentale, que ce fût en y passant ou que nous dussions y séjourner.

Pendant ce temps, le travail de rapatriement continuait si intense et les tiraillements avec les autres missions venaient remplir si agréablement les interstices du temps disponible, que personne ne songeait à un départ imminent. Cependant, dès le milieu d'octobre, coururent des bruits comme quoi l'évacuation allait être suspendue [1].

Par l'armistice de mi-juillet, les hostilités entre Japonais-Sémyonovistes et les troupes de la R. E. O. soutenues par les partisans, avaient cessé. Peu après, les Japonais évacuaient Tchita, soit la Transbaïkalie orientale, dont l'occupation leur coûtait des frais énormes (un million de yen, soit près de trois millions de francs suisses par jour, disait-on). La République Extrême-Orientale s'engageait de son côté à ne pas attaquer Sémyonov. Mais peu après le départ des Japonais, sans que les troupes de la R. E. O. bougeassent, les partisans surgirent de toutes parts, sur les frontières et sur le territoire même de l'atamanat de Sémyonov. L'impression qu'avait l'étranger se promenant à Tchita, que le régime de Sémyonov ne reposait que sur l'ossature japonaise, était maintenant partagée par Sémyonov lui-même. Il ne tenta pas même de résister dans la cuvette de Tchita, mais échappa assez habilement à l'encerclement que lui préparaient les différentes colonnes de partisans (fig. 35), se retirant, le long de la voie ferrée, vers la Mandjourie. Ce n'est qu'une fois la ville dûment maîtrisée par les partisans et sur l'appel de ceux-ci, que les troupes et le Gouvernement de la première République Extrême-Orientale de Vyérkhnyé-Oudinsk occupèrent Tchita, le 1er novembre 1920. La figure 36 montre Krasnochtchokov haranguant le peuple du haut d'un vagon

1. C'est à la fin d'octobre que, recommandé par les Autorités, nous fîmes une tournée d'exploration ethnologique dans des villages bouriates et au monastère bouddhique d'Oninsk (N-E de Vyerkhnyé-Oudinsk).

de marchandises, à son entrée à Tchita, et la première proclamation du nouveau Pouvoir était ainsi conçue :

ACTE DU DIRECTOIRE PROVISOIRE
DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE EXTRÊME-ORIENTALE

1er *novembre* 1920, *Tchita.*

PRISE DU POUVOIR

Il est déclaré à tous les Gouvernements provinciaux, aux organisations gouvernementales civiles et militaires, aux détachements de partisans et à tous les citoyens de l'Extrême-Orient :

1) Par la volonté du peuple entier, exprimée à la conférence à Tchita des représentants des provinces réunies de l'Extrême-Orient par la déclaration du 29 octobre, tout le territoire du Baïkal à l'Océan Pacifique est déclaré République Extrême-Orientale indépendante.

2) Selon la déclaration du 29 octobre et la décision unanime de la conférence le 30 octobre, tout le pouvoir civil et militaire est remis au Directoire provisoire du Gouvernement de la République Extrême-Orientale, jusqu'à la formation de la composition définitive du Directoire du Gouvernement.

3) A partir du 1er novembre 1920, le Directoire provisoire du Gouvernement se charge de tout le pouvoir gouvernemental, en raison de quoi les Gouvernements existants sur le territoire de la République Extrême-Orientale perdent leurs fonctions gouvernementales et se changent en organes de direction provinciale.

4) Toutes les forces armées régulières passent sous les ordres du Commandement suprême du Gouvernement de la République Extrême-Orientale.

5) Il est offert à toutes les forces armées de partisans, ainsi qu'aux restes des armées de Koltchak, de Sémyonov et de Kappel, où qu'elles se trouvent sur le territoire de la République Extrême-Orientale, de se mettre immédiatement et sans contestations à la disposition du Commandement suprême ou de rendre les armes.

Directoire provisoire de la République Extrême-Orientale :

Le Président : A. KRASNOCHTCHOKOV.

Les Membres : IVANOV, MATVYÉYÉV, BRÉOUSOV, NIKIFOROV, ANISIMOV, KOUZNÉTSOV.

Le Chancelier : FÉDORETS.

Nomination du Commandant suprême :

Comme Commandant suprême de toutes les forces armées de la République Extrême-Orientale, est nommé le citoyen EICHE.

Eiche était déjà commandant des forces de la première R. E. O. Si sa nomination était annoncée quasi solennellement, c'est qu'il y avait eu quelque tirage pour sa confirmation au commandement militaire des armées réunies. La Province Maritime en particulier s'opposait à sa nomination, qui finit cependant par l'emporter. Eiche était un Letton d'origine, membre du parti communiste, très affable d'allure, comme nous pûmes le constater les quelques fois où nous eûmes à nous rencontrer avec lui (fig. 37).

Son Chef d'état-major, Pélionkine (fig. 38), fut aussi confirmé dans ses fonctions. Pélionkine était un « sans-parti ». Ancien officier du tsar, il s'était rallié au nouveau régime et un jour nous disait : « Avant tout, je suis Russe ! » Nombreux furent les ex-officiers de l'ancien régime qui en agirent de même, en particulier après l'appel que leur lança le plus fameux des anciens généraux tsaristes, Broussilov, appel que nous avons constaté à peu près ignoré en Occident et que nous reproduisons ci-dessous :

Officiers !

Le temps et l'expérience devraient dévoiler à la majorité d'entre vous le rôle criminel et honteux que vos chefs vous font jouer quand la Russie des travailleurs verse son sang dans sa lutte contre la noblesse polonaise, que soutiennent les pillards de toutes contrées.

Vous, officiers russes, vous jouez le rôle d'un détachement de secours au service des seigneurs polonais.

Qui vous dirige? Un baron russo-allemand des Cent-Noirs qui a essayé de collusionner avec l'empereur Guillaume contre l'Entente, qui a mené des intrigues contre Dénikine, l'accusant de démocratisme, qui maintenant pose sa candidature au rôle de maître, de monarque de la Russie.

Reconnaissant cependant sa faiblesse, le baron Wrangel est prêt à donner à déchirer à ses protecteurs et maîtres trois quarts de la Russie, afin de pouvoir asservir lui-même le quatrième quart. Les journaux anglais ont dévoilé l'accord de Wrangel avec le Gouvernement français ; selon le *Daily Telegraph* du 19 août, il a donné à un syndicat français le monopole de l'exportation des ports du Sud. Le *Daily Herald* du 30 août com-

munique que Wrangel a donné à la bourgeoisie française l'exploitation de tous les chemins de fer de la Russie européenne, les revenus des douanes, le blé selon les normes d'exportation d'avant-guerre, la houille, trois quarts de la production du naphte, etc.

Wrangel vit et agit de par la grâce des capitalistes anglo-français, qui, pour obtenir le servage économique du peuple russe, sont prêts à se servir et des troupes tchécoslovaques, et des divisions nègres, et de l'armée de Wrangel.

Quelles qu'aient été vos premières intentions, vous n'êtes maintenant pas autre chose qu'une troupe mercenaire au service du capital de bourse et un détachement de secours de la sanguinaire et rapace noblesse polonaise, qui hait le peuple russe des travailleurs.

Les essais de Wrangel de pénétrer au Caucase ont été repoussés, ses descentes ont été annihilées ; quelques semaines plus tôt ou quelques semaines plus tard son armée sera battue. Vous-mêmes ne pouvez plus douter de la chose, mais ce résultat sera atteint au prix de nouveaux fleuves de sang et d'un plus grand épuisement de notre pays.

Les leçons du passé ne suffisent-elles pas?

N'est-il pas trop clair maintenant pour tous que la prolongation de la lutte en Crimée, sans but en elle-même, n'est capable que de fortifier les seigneurs polonais et de les aider à maintenir en servitude la Galicie orientale?

La Russie des ouvriers et des paysans a besoin de travail, de renaissance économique et culturelle. Cela ne peut être atteint que par la cessation d'une guerre civile sans sens et sans utilité.

Au nom du travail fraternel de tous et de tout ce qui est honorable dans le peuple russe, préoccupés de la renaissance de la Russie travailleuse, nous vous convions !

Renoncez au rôle honteux de servir les seigneurs polonais et les usuriers français, déposez les armes, dirigées sans honneur contre le peuple conscient. Ceux qui passent honorablement et volontairement du côté du pouvoir Sovyétique n'encourront pas de châtiment. Nous garantissons une pleine amnistie à tous ceux qui passent du côté du pouvoir Sovyétique.

Officiers ! Le pouvoir des Ouvriers et des Paysans vous offre une dernière fois une poignée de main réconciliatrice.

Le Commandant suprême de toutes les forces armées de la République :

S. KAMYÉNEV.

Le Président du Conseil spécial près le Commandant suprême de toutes les forces armées :

A. BROUSSILOV.

Cette proclamation eut sa répercussion jusqu'en Extrême-Orient.

La prise de Tchita et la réunion effective des provinces de l'Extrême-Orient, que devait consacrer plus tard l'élection et la convocation du parlement de la R. E. O., couronnait les efforts d'Alexandre Mikhaïlovitch Krasnochtchokov (fig. 39). Véritable homme d'État, au sourire sarcastique, il était exilé sous le tsar et vivait aux États-Unis (nous avons dit plus haut qu'il parlait parfaitement l'anglais). Dans la première période bolchévique de la Sibérie, c'est-à-dire en 1918, on le trouve commissaire à Khabarovsk sur l'Amour, et nous possédons dans notre collection de billets de banque russes un exemplaire de ceux de Khabarovsk contresignés Krasnochtchokov. Il est communiste et bien l'homme qu'il faut pour savoir conduire la barque entre l'écueil de la non-réussite et celui du succès de la réunion des provinces de l'Extrême-Orient, mais compliqué de guerre avec le Japon. Cependant, du fait même de cette élasticité, du fait que l'on doit se demander si l'on peut à toute épreuve compter sur lui, il ne jouit peut-être pas au sein du parti communiste de la même solide confiance qu'inspire le rigide Tchervonnuy.

Krasnochtchokov resta simultanément président du Gouvernement et ministre des Affaires étrangères. Comme vice-ministre des Affaires étrangères fonctionna pendant un temps Innocent Séraſimovitch Kojevnikov (fig. 40), ancien commandant de la XIIIe armée, armée du Donets, contre Dénikine. Toujours en costume de matelot, et de nature enthousiaste, Kojevnikov fut plus tard envoyé comme représentant du Gouvernement de la R. E. O. à Vladivostok, puis en mission spéciale en Chine.

Ces événements politiques, c'est-à-dire la reprise des hostilités entre partisans et Sémyonov, eussent pu sembler déterminants, à vue superficielle, pour inter-

rompre l'envoi vers Vladivostok des convois de prisonniers. Craignant les conséquences sur l'arrière, c'est-à-dire sur la Sibérie centrale, d'une interruption du mouvement d'évacuation, nous adressions le 15 octobre, le jour même où nous expédiâmes notre dernier convoi de Vyérkhnyé-Oudinsk, un télégramme au Bureau d'évacuation d'Irkoutsk, lui communiquant que dans la R. E. O. tout allait pour le mieux et que nous attendions de nouveaux échelons. S'il y avait lieu d'interrompre le mouvement, nous eussions préféré recevoir auparavant encore 2 à 3 convois, qu'il nous eût été possible soit de nourrir, soit de pousser jusqu'à Tchita, car la ligne du front, déjà avant la reprise des hostilités, se trouvait relativement près de Tchita, et une détérioration de la voie ferrée entre cette ancienne ligne du front et Tchita n'était déjà plus à craindre. Or, dans cette ville se trouvait la Croix-Rouge allemande et ses approvisionnements. On pouvait par contre craindre une interruption de la voie au delà de Tchita, vers la frontière de Mandjourie ; cette interruption se produisit en réalité et nous devions retrouver nos trois derniers convois à Tchita. Mais la preuve que cette circonstance n'était nullement un obstacle à la réception d'au moins un nombre restreint de nouveaux échelons, est le fait que le ministère des Affaires étrangères, qui était complètement au courant de ce qui se passait à et aux alentours de Tchita, était tout à fait d'accord que l'évacuation continuât. Appuyant notre demande, le ministère télégraphia en effet au Bureau central d'évacuation pour la Sibérie à Omsk, disant que le rapatriement fonctionnait parfaitement dans la R. E. O. et qu'il serait regrettable de ne pas utiliser l'appareil en pleine action qui était sous la main. D'Irkoutsk des échelons furent encore annoncés, comme étant en préparation, sans cependant qu'il fût donné de date de leur arrivée. Ils ne devaient pas déboucher, mais chacun était tenu en haleine par l'attente de leur venue.

Les événements politiques marchaient rapidement. Sémyonov, ayant abandonné Tchita, se retirait à l'Est, le long de la ligne de chemin de fer, vers Borzya, tandis que de Borzya son lieutenant Ungern-Sternberg opérait une diversion — dont nous reparlerons plus loin — vers le Sud-Ouest, c'est-à-dire vers la frontière mongolo-russe. Sémyonov tenta de résister sur les positions favorables de Borzya, mais sa résistance fut vite brisée. En se retirant définitivement en Mandjourie, il fit détruire près de 1.500 vagons et locomotives, ce qui ne devait pas favoriser le ravitaillement des familles russes de ses officiers qu'il n'avait pas eu le temps d'évacuer. En même temps que ses troupes étaient internées en Mandjourie, les Japonais, en attendant de voir ce que deviendraient les événements, détruisaient une dizaine de kilomètres de voie ferrée entre la station de Mandjouria et un arrêt non loin de Matvyéyévskaya, qui (à mi-chemin de Mandjouria et de Daouria) est la première station de la Transbaïkalie. Après que les hostilités se furent apaisées, l'interruption de la voie ne devait pas empêcher les prisonniers des échelons de passer à pied cette distance dépourvue de rails, pour retrouver d'autres vagons à Mandjouria. Nous avons dit que Tchita étant vide de Gouvernement, celui de Vyérkhnyé-Oudinsk y pénétra sans coup férir, prenant possession de son siège le 1er novembre; peu après s'opérait la réunion effective de toutes les provinces de la nouvelle (actuelle) République Extrême-Orientale avec Tchita comme capitale. Seuls Vladivostok et Sakhaline continuaient à être occupés par les Japonais.

Nous décidâmes de nous rendre avec le gros de la Mission à Tchita, au nouveau siège du Gouvernement. Nous tenions d'autant plus à nous y rendre que nous avions à voir avec lui comment allait continuer le travail d'évacuation, la question de notre prochain départ étant redevenue de nécessaire actualité. En effet, nous avions reçu,

vers le commencement de novembre, une dépêche de Hilger, chef de la Commission allemande à Moscou, comme quoi le C. I. C. R. nous demandait de rentrer, dépêche confirmée peu après par un télégramme signé Gustave Ador reçu par Vladivostok. Après notre arrivée à Tchita — MM. Hoselitz et Seidan restant à Vyérkhnyé-Oudinsk — nous adressâmes une nouvelle demande à Krasnochtchokov, le priant de solliciter pour nous le passage par Moscou. Nous avions toutes les raisons pour choisir cette voie :

1) La voie de Mandjourie ne fonctionnait pas et si des prisonniers, pour ainsi dire sans bagage, pouvaient faire à pied la distance de Matvyéyévskaya à Mandjouria, on ne pouvait nous demander de tout abandonner et de rentrer dans des conditions matérielles misérables.

2) La voie de l'Amour était très mal en point et les Japonais avaient fait sauter le grand pont sur ce fleuve à Khabarovsk.

3) La voie de Sibérie nous permettait de recueillir des données sur les prisonniers, en particulier sur la cause de l'arrêt de leur évacuation vers l'Est, de faire peut-être reprendre cette évacuation, enfin d'apporter du matériel à ceux qui avaient à passer encore en Sibérie l'hiver qui approchait.

4) La voie de Russie était plus rapide et moins coûteuse que celle comportant le retour à Vladivostok et le voyage par mer.

Nous n'ajoutons pas à ces raisons celle que nous avions de retrouver à Moscou Mlle Zvyaghina qui était notre fiancée quand, en fin août, elle avait quitté Omsk, car il nous eût été facile de la faire revenir en Transbaïkalie, ainsi qu'elle en eut plusieurs fois l'occasion.

Krasnochtchokov télégraphia donc à Moscou en recommandant très chaudement notre demande, et nous prîmes patience.

Il a été dit plus haut que nous avions retrouvé à Tchita nos trois derniers échelons. Nous leur fîmes

(*Cliché Montandon*)

Fig. 39 (page 173).
Alexandre Mikhaïlovitch Krasnochtchokov,
Président du Gouvernement et Ministre des Affaires Étrangères
de la République Extrême-Orientale.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 40 (page 173).
Innocent Séraïmovitch Kojevnikov,
Vice-ministre des Affaires Étrangères de la République
Extrême-Orientale.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 41 (page 123). — Vladimir Serghyéyévitch Chatov, Ministre des Communications de la République Extrême-Orientale.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 42 (page 179).
Dr Pétrov, Ministre de la Santé Publique de la République Extrême-Orientale.

des distributions, de linge de corps et de cuir pour semelles en particulier. Les prisonniers avaient, en attendant d'être dirigés plus loin, monté un atelier de ressemelage qui ne chômait pas.

Quant aux missions que nous trouvions à Tchita, la lutte avait aussi à s'engager avec elles. Jonas, depuis qu'il était en droit de supposer que nous ne tarderions pas à quitter le pays, pensait se soustraire à notre influence. Il faisait mentalement état du télégramme de M. Ador, qui nous était parvenu par l'intermédiaire des missions de Vladivostok, et Fein, encore plus zélé, courait toutes les administrations pour le montrer (les Croix-Rouges qui se trouvaient à Tchita, lors de la prise de la ville y étaient restées, tolérées). Par devers nous, Jonas restait d'ailleurs poli, mais demandait que l'envoi des échelons lui fût laissé. Nous eussions été d'accord si nous l'eussions senti dévoué à nos intérêts, mais il était bon de montrer à tous ces vermisseaux qu'ils avaient à compter avec nous tant que nous serions là. Nous demandâmes donc à Krasnochtchokov que fût renouvelé avec le nouveau gouvernement l'Accord que nous avions signé avec l'ancien. Il donna les indications pour qu'ainsi fût fait, et cela à un moment où il savait que notre départ était très proche. Mieux que tout autre témoignage, cela prouve les bons termes dans lesquels nous étions avec le gouvernement. L'article 4, traitant de nos rapports avec les autres Croix-Rouges, fut, sur notre demande, rédigé en termes moins rigoureux pour elles.

(*L'original est en russe.*)

ACCORD

Tchita, 23 novembre 1920.

Dans le but de continuer le travail d'évacuation des invalides et de ceux qui rentrent de captivité de l'Ouest vers l'Est, ainsi que, dans la mesure des nécessités, et sur présentation de demandes spéciales, de l'Est vers l'Ouest, le Gouvernement de la République Extrême-Orientale, en la personne du Ministre de la Santé Publique, conclut un accord avec les organisations du Comité International de la Croix-Rouge, en la personne du

Chef de la Mission en Sibérie de la Croix-Rouge Internationale, Dr George Montandon, en vue d'une collaboration dans ce domaine avec la dite organisation, sur les bases suivantes reconnues de part et d'autre :

1) L'évacuation s'exécute selon le plan dressé par le Ministre de la Santé Publique de la République Extrême-Orientale conjointement avec le représentant du Comité International de la Croix-Rouge. L'organe surveillant et contrôlant l'exécution du dit plan et le présent Accord, est la Section d'Évacuation du Ministère de la Santé Publique de la République Extrême-Orientale, dont fait partie aussi un représentant du Ministère des Affaires Étrangères de la République.

2) L'organisation du Comité International de la Croix-Rouge est l'organe d'exécution des tâches de la Section d'Évacuation en ce qui concerne l'évacuation ; le chef de la dite organisation est invité aux délibérations du Conseil pour toutes les questions techniques de l'évacuation. L'accomplissement des tâches incombant au Comité International de la Croix-Rouge se fait selon le règlement de ce Comité et les règles complémentaires imprimées dans la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, N° 11, du 15 novembre 1919.

3) L'action de l'organisation du Comité International de la Croix-Rouge s'étend sur le territoire de la République Extrême-Orientale jusqu'à la ville de Vladivostok inclusivement.

4) Les organisations des Croix-Rouges nationales des différents pays ne peuvent participer aux travaux de l'évacuation que si elles consentent à travailler en plein contact avec l'organisation du Comité International de la Croix-Rouge et sous sa conduite, organisation dirigée par le Dr Montandon ou son chargé de pouvoir ; à cet effet ces organisations nationales de Croix-Rouge, pour toutes les questions d'évacuation, se mettent en rapport seulement avec le Dr Montandon ou son chargé de pouvoir, en sa qualité de représentant de Mission du Comité International de la Croix-Rouge.

Le Membre du Gouvernement,
Ministre de la Santé Publique,
Signé : PÉTROV.

Le Chef de la Mission en Sibérie
du Comité International de la Croix-Rouge,
Signé : Dr G. MONTANDON.

(Sceau du Ministère de la Santé Publique.)

(Sceau de la Mission du Comité International de la Croix-Rouge.)

Le Dr Pétrov (fig. 42) occupait dans la deuxième, les mêmes fonctions que dans la première République Extrême-Orientale. Autrefois médecin à Moscou, communiste, c'est de son service que dépendait ce qui se rapportait aux ex-prisonniers de guerre. De ce fait nous eûmes fréquemment affaire à lui. Nous l'avons toujours trouvé très prévenant, parfois peut-être un peu ondoyant en ce qui concerne le maintien des décisions arrêtées.

En lui remettant copie de cette pièce, nous avisions Jonas qu'il n'était plus représentant local de notre mission. Il vint alors, tout petit cette fois, désireux d'accéder à nos conditions. Nous le réintégrâmes dans ses fonctions, pour la bonne raison que le jour de notre départ, fait qu'il ignorait, était imminent, et que c'était inutile de créer à Tchita un poste nouveau, à côté de la Croix-Rouge allemande, lorsque notre mission achevait son activité. Seidan avait à rester à Vyérkhnyé-Oudinsk encore quelque temps pour former un dernier échelon — au cas où il n'en viendrait plus d'autre de la Sibérie sovyétique — avec tous ceux qui, par petits groupes, continuaient à affluer à Byéryozovka. Le Dr Hoselitz, qui avait à nous remplacer, devait bien venir à Tchita, mais seulement pour redescendre, lorsque la voie serait de nouveau libre, à Vladivostok, avec Fischer et le gros de la mission. A ce dernier, nous remettions une représentation locale pour Vladivostok, représentation d'une durée limitée et sous le contrôle général du Dr Hoselitz. Nous chargions Gutmann de rentrer avec Bossanyi à Vladivostok par Blagovyéchtchensk, pour effectuer le rapatriement des prisonniers de cette ville ; à cet effet, nous munissions Gutmann des recommandations nécessaires du gouvernement, car, dans cette région de l'Amour, on était particulièrement rouge. Selon le protocole qui fut signé, au départ de notre délégation de Blagovyéchtchensk, tous les prisonniers qui désirèrent être rapatriés, une cinquantaine, purent regagner Vladivostok avec notre délégation. Comme nous

y avons déjà fait allusion (page 166), le délégué qu'envoya Fritsch de Vladivostok ne put pas rapatrier un seul homme ; quant au délégué de Dell'Adami, il dut prestement repasser l'Amour pour aviser à sa sécurité personnelle.

Nous savons de façon sûre que certaine Croix-Rouge à Tchita avait promis à un des hauts fonctionnaires ferroviaires *quelques mille yen* si l'envoi des échelons retenus jusque-là à Tchita se faisait par elle (elle en avait même déjà versé une partie). Cependant, après que nous eûmes empêché, en faisant intervenir auprès de Jonas le major Uéda, de la mission militaire japonaise, de commettre l'immense bêtise d'envoyer les échelons par la voie de l'Amour, le long de laquelle, sans parler d'autres questions, on peut se demander comment le ravitaillement se serait fait, notre nouvel Accord avec le gouvernement mettait les compétences de chacun au point et le 1er décembre, veille de notre départ pour l'Ouest, nous signions la lettre de voiture pour le départ du premier des trois échelons de Tchita. Les prisonniers ne se doutaient pas des amours-propres en lutte ! Ajoutons que, dès que nous eûmes tourné le dos, ce lâche gamin de Jonas ne devait pas tenir sa parole signée, ce qui lui valut plus tard de se voir privé de notre représentation et — chose plus sensible pour lui — des honoraires auxquels il croyait encore pouvoir prétendre.

*
* *

Le lendemain, 2 décembre 1920, nous allions mettre le cap sur Omsk, Moscou, Genève. Quelques jours auparavant était arrivé à Tchita, avec son train spécial, le Commissaire des chemins de fer de la Sibérie, Kovulkine. Une fanfare avait été mobilisée pour son arrivée et Krasnochtchokov en personne l'avait reçu à la gare. Lors de la formation de la République Extrême-

Orientale, le Japon avait exigé la séparation des réseaux et des administrations ferroviaires de la R. E. O. et de la Russie sovyétique. Maintenant que la R. E. O. avait pris nouvelle forme, Kovulkine venait négocier et signer une autre convention avec le nouveau gouvernement. Au cours de son séjour à Tchita, Krasnochtchokov lui parla de nous et Kovulkine fut d'accord d'atteler à son train ceux de nos vagons que nous désirions prendre avec nous. Quand nous prîmes congé de Krasnochtchokov, celui-ci nous dit ne pas avoir reçu de réponse de Moscou, mais interpréter cela, vu la quantité de grosses questions qui assaillaient ce gouvernement, dans un sens acceptatif. « S'il y avait désir formel de ne pas vous laisser passer, dit-il, on eût répondu non. » Kovulkine se chargeait de nous amener à Omsk et, de là, de nous faire continuer sur Moscou.

Nous emmenâmes avec nous le vagon-restaurant puisqu'il avait une cuisine, nous arrangeant pour loger avec nos deux compagnons, Johann Meier, qui déjà nous avait accompagné à Omsk, et Vladimir Jénikhov, un Russe, dans les deux compartiments du restaurant. Le cuisinier, Max Baumkirchner, un Autrichien, préféra gîter dans sa cuisine. Nous prîmes de plus deux vagons de marchandises, l'un de médicaments et surtout de ouate qui avait été prédestinée à être offerte en holocauste (1), l'autre de linge de corps, de notre stock de cuir pour semelles et de nos près de 300 paires de souliers. Kovulkine avait laissé entendre que nous pourrions livrer directement aux prisonniers ces dons qui leur étaient destinés, mais que la livraison des médica-

1. Dans les derniers temps, les diverses missions s'étaient adressées, chacune séparément, soit à Omsk, soit à Moscou, sollicitant le passage. La demande tchèque était déjà définitivement rejetée. Entre le colonel von der Hellen et nous, il avait été convenu que le premier des deux qui obtiendrait le droit d'entrer avec son train en Russie sovyétique prendrait avec lui le vagon de médicaments et ouate, avec dessein de le sacrifier éventuellement à la population russe contre toute convention avantageuse pour les prisonniers.

ments devait se faire par l'intermédiaire de l'administration centrale sanitaire.

Pendant ces pourparlers avec Krasnochtchokov et Kovulkine, et tout à fait indépendamment d'eux, nous était parvenu, en réponse à notre demande de nous rendre jusqu'à Omsk, un télégramme de Tchervonnuy, alors remplaçant de Smirnov, président du Comité Révolutionnaire de Sibérie, par lequel il nous autorisait à nous rendre pour le moment dans cette ville, mais cela, comme la première fois, seul, c'est-à-dire avec le nombre de compagnons strictement nécessaire. Nous étions donc en règle au point de vue des autorisations.

C'est dans la nuit du 2 au 3 décembre 1920 que nous quittions Tchita. Le Dr Hoselitz, qui était encore à Vyérkhnyé-Oudinsk, avait été télégraphiquement avisé d'avoir à venir nous remplacer à Tchita, tandis que MM. Seidan et Fritze resteraient encore à Vyérkhnyé-Oudinsk. Nous croisâmes le Dr Hoselitz, en route avec un de nos vagons, à la station de Mogzon. Avec nos pouvoirs, nous lui remîmes nos dernières recommandations.

A Vyérkhnyé-Oudinsk nous recevions les papiers nécessaires à l'entrée en Sibérie sovyétique. Nous avions quitté si précipitamment Tchita — le soir, Kovulkine nous avait fait savoir que nous partions dans la nuit — que nous n'avions pas eu le temps de faire rédiger nos laisser-passer. Mais Youdine, le représentant du ministère des Affaires étrangères à Vyérkhnyé-Oudinsk, avisé, avait tout préparé.

A Vyérkhnyé-Oudinsk, sans parler des secrétaires de la Mission, le colonel von der Hellen, le Dr Eberth, et même Klaus venaient nous trouver dans notre vagon. Ces trois derniers demandaient que nous intervinssions à Omsk pour leur entrée en Sibérie sovyétique. Nous ne pouvions promettre et nous ne promîmes notre concours qu'à M. von der Hellen, et nous le fîmes malgré

le peu de succès que nous supposions devoir suivre une telle démarche et les désagréments qui étaient le plus certain de ce que nous pourrions en retirer. A Vyérkhnyé-Oudinsk, M. Seidan restait dorénavant chef de notre poste, jusqu'au moment où il serait possible de liquider définitivement; comme nous nous plaisons à le reconnaître, il devait accomplir sa tâche au mieux des intérêts de la Mission.

A Irkoustk, où nous arrivions le 5 décembre, Kovulkine avait à s'arrêter deux jours. Deux jours de véritable hiver sibérien : le matin du 6, il faisait — 45°. Inexorablement, depuis les chaleurs maximales de juillet, la température avait baissé peu à peu, de semaine en semaine, sans brusque secousse, et en novembre, les conduites de chauffage d'un de nos vagons sautaient. C'est pour avoir vécu un hiver en Sibérie que nous avons compris quelle faiblesse signifie pour ce grand pays sa température d'hiver. Déjà l'homme russe, par lui-même plus grand et plus massif que le Japonais, doit de ce fait consommer une quantité très supérieure de calories. Songez à toutes celles supplémentaires que nécessite la température telle que nous la notions à Irkoustk, à tout le combustible qu'il y a lieu de rassembler pour chauffer la maison dont les joints doivent fermer hermétiquement, à la nécessité des habits épais qu'il y a lieu d'acquérir, et vous comprendrez que le 30 % au bas mot de l'effort humain est destiné à neutraliser le froid, dont une telle rigueur est anormale pour la nature humaine. Dans les trains, le personnel doit être doublé, uniquement pour les questions de chauffage; nous avons constaté dans notre train comment il y a lieu, si l'on veut éviter l'éclatement, par le gel, des tuyaux, de verser du combustible toutes les quinze, si ce n'est toutes les dix minutes. C'est dire que pour chaque vagon, il faut un minimum de deux collaborateurs. Dès les premiers jours de printemps, l'homme

songe déjà au renouvellement des moyens de chauffage pour l'hiver suivant !

La dureté des temps et de l'hiver faisait adopter des mesures qui là-bas paraissaient naturelles, mais auxquelles notre opinion n'est pas encore faite. C'est ainsi que justement à l'époque de notre passage à Irkoutsk s'opérait une réquisition et une répartition des vêtements et du linge de corps. Était réquisitionné, pour être distribué aux plus pauvres, tout ce qui dépassait la norme permise suivante :

Linge de corps		Habits		Divers	
Chemises.....	3	Complets	2	Couverture....	1
Caleçons.....	3	Paires de bottes ou bottines..	2	Oreiller.....	1
Paires de chaussettes.....	4	Paires de bottes fourrées.....	1		
Linge de toilette.	4	Pelisse.....	1		
Draps	3	Paletot.....	1		
Fourres d'oreiller.	3	Bonnet fourré..	1		
		Chapeau	1		

Ce n'était vraiment pas de trop pour les circonstances locales.

Nous profitâmes de notre arrêt de deux jours à Irkoutsk pour faire au « Point d'évacuation » une distribution restreinte de matériel, destiné aux prisonniers le plus dans le besoin, et pour prendre contact avec le camarade Solovyov, chef du Bureau d'évacuation d'Irkoustk.

Comme notre arrêt n'était que très court, nous ne pouvions contrôler la remise de ce matériel et c'est aussi pour cette raison que ce que nous remîmes à Irkoutsk fut peu de chose [1]. Mais, fait étrange à première vue,

1. 1 ballot (48 kilogs) de ouate.
Du cuir pour semelles, pour 300 paires.
50 paires de gros souliers.
50 sweaters.
400 linges de toilette.

les prisonniers préposés au Point d'évacuation hésitèrent longuement à accepter ce qui leur était offert et ne s'y décidèrent qu'au bout de vingt-quatre heures. Nous apprîmes plus tard que les prisonniers qui étaient alors rassemblés, en vue de l'évacuation, à la gare, reçurent des effets, mais des pièces anciennes, les nouvelles étant mises dans un stock de réserve. De tout cela, nous aurons à donner une explication plus loin.

L'entrevue que nous eûmes avec Solovyov, quoiqu'elle n'eût alors jeté qu'une lueur partielle sur les raisons de l'arrêt de l'évacuation vers l'Est, est l'occasion de s'arrêter sur les causes et les effets de cette mesure.

Dès la seconde moitié d'octobre, c'est-à-dire peu après que nous eussions expédié de Vyérkhnyé-Oudinsk le dernier échelon (15 octobre), les bruits relatant que l'évacuation allait être arrêtée se précisaient par le fait qu'il s'en donnait une raison : les manifestations nationalistes des Croix-Rouges de l'autre côté du front et en particulier ce qui fut appelé la « militarisation » du camp de Nikolsk-Oussouriysk. Il y a trop de témoignages de ces manifestations pour que les dénégations ultérieures de Dell'Adami et de l'inénarrable Fein puissent les compenser. Les distributions de rubans aux couleurs nationales hongroises par Fein, qui nous ont été certifiées par plusieurs personnes, sont mentionnées dans le *Roham* d'Irkoutsk du 20 octobre 1920, et le fait suivant nous a été raconté par quelqu'un qui n'était certes pas notre ami sincère, Jonas ; à l'arrivée, ou à la reformation, d'un échelon à Tchita, Fein s'adressant à ses compatriotes s'écria : « Comment des Hongrois peuvent-ils se faire rapatrier par une autre Croix-Rouge? Je somme les Hongrois de descendre, je leur fournirai des vagons spéciaux. » Quelques-uns obtempérèrent, d'autres pas, mais les premiers durent attendre

près de dix jours jusqu'à ce que Fein pût obtenir pour eux quelques vagons dits « tyéplouchka ».

Quant à la « militarisation » du camp de Nikolsk, il est peut-être facile de la contester, suivant le sens qu'on donne à ce terme, mais il est difficile de nier que certaines mesures, propres à inciter la méfiance et le mécontentement dans le pays d'où provenaient les prisonniers, aient été prises dans ce camp. Nous avons entendu la chose non seulement dans les cercles internationalistes, mais de bouches ministérielles. Enfin, le témoignage principal à ce sujet fut celui du colonel von der Hellen. Dans une séance des Croix-Rouges, à Vyérkhnyé-Oudinsk, il nous raconta que l'ancien comité des prisonniers, composé d'officiers et de soldats, avait été remplacé par un comité exclusivement composé d'officiers, que ceux-ci avaient eu à mettre plus en vedette leurs insignes et que des exercices (pas avec des fusils, il est vrai, puisque les prisonniers n'en avaient pas) avaient été organisés dans le camp. Nous ne nous souvenons plus très exactement des divers détails fournis par le colonel von der Hellen, mais ce qui est parfaitement en notre mémoire, et ce qui est capital, c'est que M. von der Hellen ajouta *qu'il avait protesté auprès de Dell'Adami au sujet des mesures prises et qu'il avait déclaré qu'en tout cas elles ne pouvaient s'appliquer qu'aux Hongrois et pas aux Autrichiens du camp.* Puisqu'il y a eu protestation, il faut donc bien qu'il y ait eu « quelque chose ». Dans une lettre du 1er novembre à Dell'Adami, à ce sujet, nous lui recommandions, « à proximité du front, de songer à ceux qui ne l'ont pas encore passé». Le journal communiste hongrois de Moscou, le *Vörös Ujsag* du 10 octobre, relatant la séance de ce parti du 28 septembre, mentionne les décisions prises ensuite de la discussion au sujet de la militarisation du camp de Nikolsk :

1) faire des démarches pour que l'évacuation vers l'Est soit arrêtée ;

2) faire rentrer de la R. E. O. dans la R. S. F. S. R.[1] les Hongrois mobilisés ;

3) rendre la Croix-Rouge internationale attentive au fait que les prisonniers de guerre sont employés dans un but nationalisto-impérialiste.

Ce dernier point définit parfaitement le danger, pour l'évacuation, des manifestations hongroises. Il a été dit plus haut que l'évacuation était pour le parti communiste une affaire de propagande. Il ne lui convenait donc pas du tout qu'une contre-propagande s'établît à proximité immédiate du front. Cette contre-propagande ou les départs préférentiels sur les bateaux qu'elle pouvait faire craindre, n'étaient pas à redouter sur le trajet frontière occidentale de Russie — Hongrie, et c'est pourquoi toute l'évacuation par l'Est devait en pâtir. Mais les hystériques délégués hongrois jugeaient naturellement mieux de la situation que ceux qui se trouvaient en deçà du front !

***

Tout d'abord, cependant, la discussion dans les cercles intéressés au sujet de ce qui se passait à Nikolsk ne devait que retarder et non pas arrêter totalement l'évacuation. Preuve en soit que le 2 novembre le Bureau d'évacuation d'Irkoutsk nous avisait de la formation de deux échelons devant quitter cette ville les 19 et 29 novembre. Si ces convois, déjà constitués, ne furent pas dirigés à la frontière orientale, distante de quelques heures, si les hommes qui les formaient, dans l'impossibilité d'être évacués alors vers l'Ouest furent jetés dans les forêts par 40 à 50 degrés de froid pour y couper du bois, si un nombre X de ces prisonniers n'en sont pas revenus, c'est au Dr Fritjof Nansen que l'Histoire le doit[2].

1. « République Socialiste Fédérative Sovyétique Russe. »

2. Les pages 187 à 195 sont reproduites textuellement de notre Rapport final au Comité international de la Croix-Rouge. Depuis, le Dr Nansen s'est voué, à la suite de l'organisation de secours des Quakers,

Le Dr Nansen, qui a autrefois, sous le tsar, traversé la Sibérie et publié ses impressions sur ce sujet (il ne parle d'ailleurs pas le russe), eut un très grand mérite, lorsque, chargé par la Société des nations de coordonner l'achèvement du rapatriement des prisonniers de guerre hors de Russie, financé *ad hoc* et agréé par les deux parties, il s'entremit entre la Société des nations et le gouvernement de Moscou et fut ainsi en mesure d'établir la liaison entre l'organisation de l'évacuation à l'intérieur de la Russie et celles (le C. I. C. R. et la Croix-Rouge allemande) à l'extérieur de la Russie. Où son mérite a été moins grand, c'est lorsque, profitant du fait qu'il était en relation directe avec Moscou, il a nui à l'œuvre de rapatriement qui se faisait sur la frontière orientale.

Déjà le 8 octobre, il télégraphiait de Christiania au C. I. C. R. :

(*L'original est en anglais.*)

. . . . . .

Comme j'ai compris environ 14.000 prisonniers seraient à Vladivostok en plus Montandon paraît avoir arrangé le transport de 32.000 ce qui fait un total de 46.000 stop Montandon a-t-il des fonds spéciaux et pourquoi transporte-t-on à l'Est des prisonniers de stations aussi occidentales qu'Atchinsk quand le transport vers l'Ouest par la Baltique beaucoup meilleur marché et ayant à disposition des fonds suffisants stop quand Eydouk (1) m'a dit à Kovno que Montandon demandait

de l'organisation américaine Hoover et de l'organisation ouvrière centralisée à Berlin, à la belle et immense tâche de secourir les provinces asséchées et affamées de Russie. Nous lui avons souhaité dans cette tâche, du plus profond du cœur, le plus grand succès, et nous avons aussi apporté notre petite contribution à cette tâche, dans la mesure de nos faibles forces. Mais si nous voulions demeurer fidèle à notre méthode de reproduction quasi-photographique de ce que nous avons vécu en Russie, ces pages ne se pouvaient éliminer. Nous restons donc persuadé que le Dr Nansen — un homme ! — a intentionnellement cherché à amoindrir le tableau de rapatriement et le rôle d'une organisation indépendante, qui, malgré la distance respectueuse qu'elle maintenait avec lui, faisait figure par son activité.

1. Chef du Bureau central d'évacuation à Moscou.

30.000 prisonniers je n'ai pas compris d'où venait l'argent pour ce transport et je n'ai pas pris la responsabilité pour un si grand nombre mais réduisis ce nombre à 20.000 stop.....

NANSEN.

Il n'est pas question de comparer les prix des deux routes, celle comportant le détour par Vladivostok étant naturellement de beaucoup la plus chère. Il s'agit de savoir si les familles des prisonniers et ces derniers surtout, dont les souffrances étaient prolongées et la vie mise en danger par les vicissitudes d'un nouvel hiver, valaient la différence de prix qui effrayait le Dr Nansen. N'avait-elle pas plus que jamais toute sa valeur la recommandation que le C. I. C. R. nous câblait en juin : « Action rapatriement ne doit à aucun prix être interrompue »? Car, pour les prisonniers, il n'y avait pas le simple choix entre deux routes. Il était clair que si, le long du long boyau sibérien, on ne voulait diriger les prisonniers que dans un sens, cela signifiait — et signifia pour beaucoup — l'attente du rapatriement pendant plusieurs mois supplémentaires, quand ce ne fut pas le renoncement à ce rêve entrevu. Non seulement en temps ordinaire, l'envoi vers l'Ouest des échelons de la Sibérie orientale eût retardé considérablement le rapatriement des prisonniers qui se trouvaient dans le cul-de-sac artificiel créé par l'arrêt de l'évacuation vers l'Est, mais les conditions ferroviaires à ce moment devaient faire apparaître désirable l'évacuation vers Vladivostok du plus grand nombre possible d'hommes. En effet, voici ce que disait alors le journal officieux du Gouvernement d'Omsk, *La Sibérie Sovyétique*, à propos du rapatriement des ex-prisonniers :

(*L'original est en russe.*)

Au Bureau Sibérien d'Evacuation.

La réévacuation des prisonniers de guerre.

La réévacuation des anciens prisonniers de guerre de la guerre impérialiste, ne se produit actuellement pour ainsi dire pas en Sibérie. Les causes en sont le manque de vagons disponibles

pour l'évacuation à Tchélyabinsk et à Tyoumen, l'envoi renforcé de marchandises à Moscou, etc. On ne peut se servir de vagons que pour autant que le Commissariat de l'Approvisionnement en a de libres et, dans ce cas, pas plus de 10 en 24 heures. L'évacuation des prisonniers de guerre vers l'Est est aussi momentanément arrêtée. Actuellement les prisonniers de guerre étrangers en Sibérie sont au nombre de 20.000. Cependant le Bureau Sibérien d'Évacuation espère achever dans le courant de décembre, si les conditions sont favorables, la réévacuation des prisonniers de guerre étrangers.

Remarquons d'abord que ce chiffre de 20.000 prisonniers restant à évacuer vers la fin de novembre correspondait aux renseignements que l'on pouvait obtenir de divers côtés sur le nombre de ceux désirant être rapatriés et se trouvant à proximité des grands centres. Il y avait loin de là aux « 500.000 hommes encore en Sibérie » que le « famous explorator » faisait annoncer comme devant être encore évacués par lui, dans les journaux d'Occident et d'Orient ! Remarquons ensuite que le chiffre de 10 vagons en 24 heures est un chiffre pieux, qui ne fut pas atteint pour les prisonniers transportés vers l'Ouest par les bonnes raisons qu'il n'y en eut pas autant de libres tous les jours et que le Bureau d'évacuation ne se chargeait pas seulement de celle des anciens prisonniers, mais des déplacements de la population russe. Remarquons enfin que l'article cité ne donne pas les raisons de l'arrêt de l'évacuation vers l'Est, et pour cause ! Vers l'Est, il n'y avait pas d'empêchement technique. Deux échelons, déjà tout formés, se trouvaient en gare d'Irkoutsk, en route vers l'Est, *c'est-à-dire à quelques heures de la frontière*. En effet, la frontière, aussi bien politiquement et matériellement pour les prisonniers, que techniquement pour les chemins de fer, ce n'était pas le Pacifique, mais la Selenga, affluent du Baïkal. Là, les prisonniers sortaient de la Sibérie sovyétique proprement dite, et étaient entretenus par la Mission du C. I. C. R. ; là, les vagons qui franchissaient la Selenga ne la passaient qu'en échange d'autres vagons

que cédait la République Extrême-Orientale, tout comme cela se faisait sur le front de Sémyonov. Aussi le Dr Nansen avait-il proféré une ardente erreur lorsque, dans la dépêche ci-dessus, il parlait de stations « aussi occidentales qu'Atchinsk ». Atchinsk est non seulement plus loin de la frontière occidentale de Russie, mais plus loin de l'Oural que de la frontière orientale, c'est-à-dire celle de Selenga, la seule qui importait. A ne pas vouloir laisser les organisations sur place faire ruisseler l'évacuation vers l'Ouest et vers l'Est, selon les possibilités techniques du lieu et du moment, tout comme l'averse est naturellement partagée par le faîte de la montagne, on fit se produire la plus grave des fautes techniques — et humaines — que nous avons vu se produire au cours de notre œuvre d'évacuation.

Si le Dr Nansen s'en était tenu à l'erreur géographique ci-dessus mentionnée, le mal n'eût pas été très grave puisqu'il nous eût été possible d'évacuer 20.000 hommes vers l'Est, chiffre que depuis longtemps, dans les prévisions dont nous faisions part au C. I. C. R., nous ne pensions pas dépasser en fait, le chiffre des prisonniers en Sibérie, comme nous venons de le faire remarquer, étant très inférieur à ce que faisait publier le Dr Nansen. Mais, d'accord en cela avec le proverbialement brouillon Gouvernement hongrois, tandis que le Gouvernement allemand était d'un autre avis [1], Nansen télégraphiait à Tchitchérine, commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères à Moscou :

Concernant transport prisonniers guerre stop dois vous prier ne plus envoyer prisonniers de Sibérie vers l'Est et Vladivostok parce que transports de prisonniers arrêtés à frontière mandchoue et prix demandés pour transport à travers Mandchourie excessifs pour payer lesquels nous avons pas fonds disponibles.

1. Le 21 octobre le délégué du C. I. C. R. à Berlin télégraphiait au C. I. C. R. : « Gouvernement allemand pas d'accord arrêter transports par Vladivostok. »

Le Dr Nansen demandait maintenant l'arrêt complet de l'évacuation vers Est. La question en elle-même est jugée par ce qui a été dit précédemment, mais l'excuse qu'il en donne est si colossale qu'il vaut la peine qu'on s'y arrête quelques secondes.

Un ou deux échelons furent arrêtés à la frontière mandjoue, pas plus longtemps et même beaucoup moins longtemps que d'autres ne le furent en vingt autres endroits. Ce n'est que le 3 octobre, c'est-à-dire probablement à l'occasion du 4e échelon que notre représentant à Tchita, Jonas, nous fit savoir qu'il y avait des difficultés financières au passage de la Mandjourie. Mais qui connaît l'Orient, sait que les difficultés, si elles naissent selon le mode fécond, disparaissent aussi, généralement, si l'on s'en donne la peine. Aussi la Croix-Rouge américaine écrivait-elle avec raison au C. I. C. R. :

> que le transport par les chemins de fer du Nord de la Chine ne devrait causer aucune difficulté et que les Gouvernements devraient obtenir que la Chine et le Japon se chargeassent gratuitement du trajet des prisonniers à travers la Mandjourie.

Indépendamment l'un de l'autre, sauf erreur, Gerber, pour la mission de la Croix-Rouge allemande, et le major Lively, pour la Croix-Rouge américaine, se rendirent de Vladivostok à Kharbine pour arranger définitivement cette question du passage de la Mandjourie. Elle le fut rapidement, probablement de façon prépondérante par l'influence du représentant de la Croix-Rouge américaine.

Mais même s'il avait fallu payer le passage complet à travers cette province, pour tous les prisonniers, alors que le trajet à travers les territoires sovyétiques de la R. E. O. et de Sémyonov était gratuit, cela pouvait-il entrer en ligne de compte quelconque avec l'avantage qu'il y avait, pour les prisonniers que nous faisions parvenir à Vladivostok, à regagner leur chez-eux *quelques mois plus tôt* ?

Le C. I. C. R. ne s'y trompa pas et nous le remercions ici d'avoir avisé le Dr Nansen et les gouvernements intéressés qu'en décidant de rappeler sa délégation de Sibérie, s'ils persistaient dans leur attitude, « il désirait en tous cas dégager entièrement sa responsabilité vis-à-vis des prisonniers et de leurs familles, si une modification aussi radicale est apportée au plan de rapatriement pour des raisons d'économie ».

Le résultat des manigances du Dr Nansen fut en effet le suivant. Arrivé le 5 décembre à Irkoutsk, notre vagon recevait la visite successive de nombreux prisonniers stationnés en gare. Les deux échelons que le Bureau d'évacuation d'Irkoutsk nous avait annoncés le 2 novembre s'étaient formés lentement. Le premier, constitué entre autres d'hommes de Nijné-Oudinsk, avait quitté cette localité le 14 novembre et était arrivé vers le 19 à Irkoutsk. Or, depuis deux semaines, il était ici, rejoint par le second échelon; les prisonniers de tous deux venaient nous demander avec anxiété ce qui allait advenir d'eux. Devant cette immobilité sans cause, ils sentaient que quelque chose d'anormal se passait. Telle était bien notre impression, mais Solovyov, directeur local du Bureau d'évacuation, était réticent ; il ne pouvait ou ne voulait s'expliquer trop nettement sur les causes de l'arrêt de l'évacuation. Nous promettions aux prisonniers que nous ferions notre possible pour régler leur situation à Omsk et c'est pour eux que nous remîmes le matériel ci-dessus mentionné.

Si les prisonniers recevaient du Bureau d'évacuation une nourriture relativement suffisante, ils faisaient peine à voir, courbés par le froid de chien et de loup qui figeait les yeux : — 45° avons-nous dit, à 8 heures du matin. Et nous n'étions que le 6 décembre! Or les circonstances — dont il sera question plus loin — voulurent que nous ne pûmes pas cette fois franchir Omsk. Un mois plus tard, dans les premiers jours de janvier, nous étions de nouveau à Irkoutsk. Quoique nous fussions

en état d'arrestation, nous nous informâmes de ce qu'il était advenu des deux échelons qui s'y trouvaient. Ils n'étaient plus là. Évacués sans doute vers la Selenga ? Non pas ! Devant l'ordre formel de Moscou de ne plus faire d'évacuation à l'Est, devant l'impossibilité de procéder techniquement à celle-ci vers l'Ouest, le commissariat local du Travail avait fait verser les prisonniers dans les forêts, par 50 degrés de froid, pour y couper du bois. Et quand nous parlons de ces deux échelons de prisonniers, nous ne mentionnons que ceux dont nous avons pu suivre le sort.

Nos démarches auprès des autorités russes, à l'intérieur, ont été commencées avant que le Dr Nansen reçût le patronage de l'évacuation en général, et elles sont restées indépendantes de son action — le contre-coup qu'elles en subirent, et dont il vient d'être fait mention, excepté. Il peut donc apparaître parfaitement logique que, contre le désir et l'intérêt du C. I. C. R., le Dr Nansen ait refusé, dans la question du règlement des comptes financiers de la Mission en Sibérie, de participer à ses dépenses, et personnellement nous ne nous en plaignons pas puisque de ce fait ressort encore l'indépendance de notre action par rapport à la sienne. Le public peut cependant faire ses réflexions : s'il se dit que vis-à-vis de la Société des nations et de l'opinion, le Dr Nansen parle comme si l'évacuation de la Sibérie orientale avait été sa chose; s'il sait, qu'en Suisse notamment, plusieurs contributions ne se sont faites que parce qu'on savait un compatriote chargé d'une partie de l'évacuation; s'il lit enfin le télégramme suivant de Nansen, où ce dernier s'appuie, n'est-il pas vrai ? sur la situation des prisonniers en Sibérie orientale pour recevoir la contribution du Gouvernement Français :

Considérant que tous Français maintenant rapatriés de Russie serait majeure importance recevoir communication que France avancera sa contribution pour rapatriement pri-

sonniers Europe centrale de Russie et Sibérie stop comme situation prisonniers Sibérie orientale et Vladivostok maintenant très précaire serait importance vitale en ce moment stop vingt mille prisonniers étant maintenant envoyés de Sibérie centrale à Vladivostok en plus de ceux déjà accumulés là stop avons frété 4 bateaux qui amèneront en Europe seulement faible partie de ce nombre stop avons pas moyens disponibles pour entretenir prisonniers Vladivostok stop en fournissant bateaux pour rapatriement prisonniers Vladivostok Europe France sauverait très grave situation.

Dans le *Rapport sur le rapatriement des prisonniers de guerre* que le Dr Nansen a présenté en septembre 1921 à la Société des nations, à Genève, il ne parle pas de l'évacuation qui s'est opérée de la Sibérie sovyétique vers Vladivostok. Reste à savoir si c'est conformément à ce que l'on sait de son caractère dans les milieux géographiques — la jalousie envers tous ceux qui travaillent dans le même domaine que lui — ou si c'est par regret d'avoir prolongé (celles des morts en moins) les souffrances de quelques milliers d'hommes.

*
* *

A deux reprises dans l'année, Irkoutsk offre un spectacle rare : au moment du gel et à celui du dégel de l'Angara. Au gel, le seul pont, de pontons, qui relie les deux rives, se démonte et les pontons sont ramenés à la berge; à la débâcle, il se remonte. Pendant 48 heures, dans l'un et l'autre cas, la circulation entre la gare, sur la rive gauche, et la ville, sur la rive droite, est totalement interrompue. Le gel se produit tardivement, et, à notre passage, malgré le froid terrible, n'avait pas encore eu lieu. Mais il paraît qu'une fois que la rivière commence à se prendre, sa prise totale est extrêmement rapide. Un autre fait qui nous a été affirmé par plusieurs habitants, et qui, si nous l'avons mal compris, doit pourtant signifier quelque chose dans leur esprit, car ils insistaient

sur la spécialité de ce fait pour cette rivière, consisterait en ce que, comme mes interlocuteurs s'exprimaient, dans l'Angara, la glace ne se formerait pas par la surface, mais par le fond de l'eau. Pour l'instant, l'eau fumait puissamment, donnant presque, à la ville sur l'autre rive, l'aspect d'une cité en feu.

Maintenant, à nouveau, nous sommes emportés vers l'Ouest, le long de la voie ferrée. Nous saluons au passage des sites connus, mais cette fois infiniment blancs. De temps en temps, nous voyons Kovulkine. Il occupe un des postes les plus importants de l'Asie russe de par ses fonctions de commissaire des Chemins de fer, car, s'il est un pays dont la voie ferrée soit la colonne vertébrale, c'est bien la Sibérie. Mince, blond, rasé, ancien menuisier et ancien forçat, Kovulkine a gardé des allures simples. Il nous a de plus, par son visage peu enclin au sourire, donné l'impression d'un homme pénétré du poids de la tâche qui repose sur ses épaules. Il a maintenant des connaissances techniques suffisantes pour être à la fois directeur et commissaire des chemins de fer, et cette remarque nous amène à dire deux mots de l'organisation des administrations sovyétiques.

Cette organisation est compliquée du fait que tous les postes importants sont dédoublés en celui de directeur, ou sous-directeur, etc., et en celui de commissaire, ou sous-commissaire, etc. Le directeur est un technicien, ordinairement ancien fonctionnaire tsariste, le commissaire est un communiste. Le commissaire contrôle et contresigne toutes les mesures prises. En cas de contestation, c'est lui qui a la décision. Ce mode de faire a un double avantage : il permet aux communistes de s'initier aux différentes questions administratives et il permet la surveillance stricte des fonctionnaires autrefois tsaristes. Il a un désavantage : d'augmenter le personnel. C'est surtout dans les échelons inférieurs que le personnel pèche par exubérance, sans qu'il y ait lieu

ici de faire la différence entre techniciens et commissaires, défaut qu'aggrave, comme Lénine le reconnaît lui-même, le caractère peu ordonné du tempérament russe. Il est vrai que ces défauts existaient déjà sous Koltchak, pour ne parler que de ce que nous avons vu. Au reste, le pouvoir central a maintenant senti l'inconvénient, pour le travail, d'une pareille armée de fonctionnaires et il a déjà fait, si nous sommes bien informé, des réductions considérables de personnel.

Dans les cas où le commissaire, comme Kovulkine, revêt en même temps la fonction de directeur technique, il se fait accompagner du sous-directeur de l'entreprise qui peut le conseiller dans les questions délicates. C'est ainsi que Kovulkine était accompagné de l'ingénieur Kaloughine, sous-directeur des chemins de fer sibériens et, par le plus grand des hasards — mais, au fait, nous avons vécu de ces coïncidences dans le monde entier ! — ce Kaloughine avait été le collègue en professorat, à l'école de cadets de Nijniy-Novgorod, d'un des deux seuls parents que nous ayons eus dans l'immense Russie. Depuis longtemps déjà Kovulkine et Kaloughine travaillaient de pair, et leurs deux familles habitaient et prenaient leurs repas ensemble, comme nous avons pu le constater à Omsk.

Le cas de Kaloughine est représentatif de celui des intellectuels et des spécialistes, plus nombreux qu'on ne le croit généralement (et qu'on ne suppose en moindre quantité que parce que leur nombre total est insuffisant pour les besoins du service) qui ont accepté le nouveau régime.

A ces spécialistes s'opposent ceux qui ne veulent rien savoir de ce nouveau régime et dont nous avons vu de très près un exemple typique. Vint en effet s'engager à la Mission — c'était dans la R. E. O. — un homme qui, connaissant les questions ferroviaires, pouvait nous être utile. Il était occupé comme simple ouvrier dans un établissement et offrait de venir après ses heures de

travail. Il nous rendit de bons services comme secrétaire, en remplacement de Zaloghine, parti pour Omsk, mais nous nous aperçûmes bientôt qu'il parlait le français et l'anglais et était un homme jouissant d'une instruction supérieure. Puis nous sûmes qu'il avait été sous le tsar un des principaux ingénieurs de la Sibérie. S'il se fût annoncé sous son vrai nom, il eût probablement tout d'abord été arrêté pour s'être caché, puis eût reçu un poste élevé ; mais il ne voulait pas entendre parler de cette solution et nous disait préférer vivre comme un simple manœuvre plutôt que de donner ses forces au nouveau gouvernement. Comme nous avons appris qu'il a passé la frontière, nous ne risquons pas de lui jouer un mauvais tour en racontant son cas. C'est de spécialistes à pareille mentalité qu'est fait en partie le million de réfugiés russes à l'étranger et cela explique, outre le fait que beaucoup d'entre eux ont sombré dans la tourmente, et que déjà sous le tsar les spécialistes n'étaient pas en surnombre, leur insuffisance actuelle dans la Russie sovyétique. Certains des réfugiés, secoués par les appels que les généraux Broussilov et Polivanov adressèrent aux officiers tsaristes seraient d'ailleurs satisfaits de rentrer en Russie, mais craignent le premier contact. Pour la plupart, néanmoins, comme l'affirment les vieux connaisseurs de la société russe, la patrie n'existe pas pour eux et ce qu'ils appellent de ce nom n'est que l'intérêt de leur classe.

Ce qui ne manque pas de couleur locale et frappe encore plus dans une organisation ambulante comme un train spécial, ce sont les quelques matelots, qui, armés d'un revolver, sont une garantie que tout se passe bien; mais de cela aussi, on prend l'habitude.

Un jour Kovulkine nous invita à dîner dans son vagon et il faillit se faire mal juger. Les longs préparatifs du repas nous avertirent déjà qu'il se passait quelque chose d'anormal. En effet, le dîner, qui eût été simple pour l'Occident, et que Kovulkine eût voulu nous faire

prendre pour quelque chose d'habituel — se livrant sans doute au vieux penchant russe d'hospitalité — pouvait passer en Sibérie pour un repas d'exception. C'était maladroit. Nous n'étions pas de la veille dans le pays et on a assez parlé à l'étranger des commissaires qui mangent gras pour qu'il ne soit pas imprudent de risquer de fortifier cette impression. Mais Kovulkine se calomniait. En effet, à Omsk, quelques jours plus tard, nous eûmes à aller un soir le trouver chez lui sans l'en avoir avisé. Personne dans le corridor. Nous arrivons à la pièce centrale. Nous heurtons. On nous fait entrer. Tout le monde est à table, les Kovulkine, les Kaloughine et quelques compagnons. On nous fait asseoir au milieu d'eux. Or, qu'y a-t-il sur la toile cirée? Du pain noir, un peu de beurre, et le samovar avec du thé clair. Pas de sucre, car nous vîmes parfaitement que c'était à notre intention que quelqu'un se leva et en versa quelque peu sur une assiette. Voilà comment dînait l'homme occupant un des tous premiers postes en Sibérie.

Kovulkine n'est pas le seul, parmi les grands commissaires, qui vive modestement. Nous savons qu'il en est de même de Smirnov et de bien d'autres. A un autre point de vue, il n'est non plus pas possible de comparer les hommes au pouvoir d'aujourd'hui et ceux d'hier ; y a-t-il quelqu'un qui soit entré dans la Russie bolchévique et qui ne puisse certifier que les commissaires sont simplement, très simplement mis? Les jouisseurs, parmi les chefs de la R. E. O. et ceux de la Sibérie, nous affirmons qu'ils sont l'exception. Nous avons eu affaire à une de ces exceptions, Goldenberg, commissaire de l'Alimentation des voies de communication. Nous l'avons vu bâfrer et en parlerons plus loin.

Une personne, que nous ne nommerons pas puisqu'elle est encore en Russie, reprochait aux commissaires d'avoir les plus beaux vagons. Nous lui deman-

dâmes : « Que voudriez-vous qu'on en fît? » — « Qu'ils fussent à la disposition de chacun. » Ça, c'est le communisme des enfants ou de ceux qui critiquent parce qu'ils ne veulent pas approuver ; il y a déjà assez de critiques fondées à adresser au système bolchévique, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y ajouter des griefs artificiels. Il ne faut pas oublier que les commissaires ne sont pas des particuliers, mais des représentants de l'État et qu'en quittant leur fonction, ils quittent le matériel qui est à leur disposition. Parfaitement ! Kovulkine avait de beaux vagons : il lui en fallait pour ses bureaux et son personnel. Nous avons vu, par exemple, un grand vagon cossu, formant une seule pièce, au milieu de laquelle était une longue table avec une dizaine de machines à écrire. N'est-il pas naturel que de telles voitures soient à la disposition de l'administration des chemins de fer, et combien y en a-t-il pour qu'on pût les mettre à celle du public?

Le critique en question était si violent contre les Bolchéviques que cela nous donna à réfléchir, et l'ayant revu, à plusieurs semaines d'intervalle, nous lui dîmes à brûle-pourpoint : « Vous êtes menchévique ! » Il ouvrit grands les yeux : « Comment le savez-vous? » — « Il n'y a qu'un socialiste non bolchévique capable de critiquer si âprement le parti au pouvoir. »

La femme du même critique nous disait : « Ah ! quelle belle vie nous avions auparavant. Le matin nous nous promenions. Nous déjeunions, puis jouions avec les enfants, et le soir recevions nos amis. » Elle se plaint aujourd'hui de ne plus avoir le droit d'avoir de cuisinière, de devoir couper le bois, chercher l'eau, laver le plancher et de ce que certaines femmes de commissaires aient plus de loisirs qu'elle. Quelle que fût la base qu'eussent certaines de leurs critiques, la façon de discuter de ce couple, au reste fort aimable et hospitalier, nous rappelait les adversaires de la proportionnelle en

Suisse, opposés à cette mesure parce qu'elle ne peut être toujours mathématiquement proportionnelle [1].

*
* *

Le train de Kovulkine ne mit que trois jours et demi à franchir la distance Irkoutsk-Omsk, où nous arrivions le 11 décembre. La température était la même qu'à Irkoutsk. Nous avons vu des Kirghizes les pommettes gelées. La morsure du froid seul, sans qu'il y eût le moindre souffle de vent, faisait intensément mal au visage. La température ne se maintenait cependant pas tous les jours aussi rude. Un matin, notre compagnon Johann Meier nous dit : « Il fait très chaud aujourd'hui. » Il faisait — 10°. C'est qu'il comparait la sensation du jour avec celle qu'il avait ressentie la veille, alors que le thermomètre marquait — 44°.

A Omsk (fig. 43 à 45), nous n'étions pas en terrain inconnu : c'était la troisième fois que nous y venions. Nous y retrouvâmes notre ancien secrétaire, Zaloghine, et aussi d'autres personnes de connaissance, des médecins en particulier. Omsk vêtu de blanc, avec le large Irtuch gelé sur lequel passe de temps à autre une file de traîneaux et au delà duquel s'étend, plus vaste et silencieuse que jamais, la steppe, nous a fourni des visions d'hiver total que nous n'oublierons pas. Dans la ville même, la circulation reste intense comme en été, le traîneau de charroi et le traîneau pour personnes remplaçant le char et le fiacre. De par le seul fait de cette circulation, on voit qu'Omsk maintient son rang de capitale bien approvisionnée, toutes proportions gardées.

On sait que le citoyen touche une ration alimentaire différente selon la catégorie à laquelle il appartient.

1. Il est intéressant de noter qu'au printemps 1922 nous avons reçu une lettre d'un de ces deux critiques, venu pour quelques temps en Europe occidentale, nullement enchanté du paradis qu'il croyait trouver et déclarant vouloir très prochainement retourner en Russie.

Cependant, pour une même catégorie, la ration peut varier suivant la province et l'époque. Indiquons, pour fixer les idées, ce que touchait, lorsque nous voyageâmes avec Kovulkine, à Irkoutsk un soldat, c'est-à-dire un soldat de l'arrière, non pas un soldat du front dont la ration serait plus forte, et à Omsk un ouvrier d'une entreprise dont les employés peuvent être aussi considérés comme mobilisés en service local.

		Ration du soldat par mois à Irkoutsk	Ration de l'ouvrier par mois à Omsk
Pain	livres russes	30	45
Viande	—	15	5
Pommes de terre	—	20	20
Semoule	—	7 1/2	3
Beurre	—	2	
Sucre	—	2 1/2	1
Thé	gr. métriques	64	103 ou 1/2 livre de café.
Tabac	livre	1	100 cigarettes.
Allumettes	boîtes	4	3
Pétrole	livres		2
Savon	—	3/4	1/2

Plus une petite solde.

Divers anciens prisonniers de guerre vinrent nous voir à Omsk, les uns nous apportant des données intéressantes, les autres, à n'en pas douter, dans le but de nous espionner. Un Autrichien, ingénieur aux mines de Yékibadtous, entre Pavlodar et Sémipalatinsk, nous donna de bonnes raisons de la crise du charbon. Les ouvriers livrent le 50 % de ce qu'ils pourraient fournir parce qu'ils ne reçoivent ni habits, ni souliers. Or, dans la mine, on use une paire de souliers en 2 mois. La ration pour les mineurs serait passable, soit par mois de 45 livres de farine (ce qui donne plus de 60 livres de pain) et de 15 livres de viande. La moitié des ouvriers travaille peu ou va se promener. Alors que l'équipe de 160-180 hommes qu'il a sous ses ordres pourrait livrer par jour 10.000 pouds (le poud est de 16 kilos),

elle n'en fournit que 4.000. D'autre part il n'y a aucune mesure de coercition ; il semble que le Gouvernement, sentant qu'il ne peut pas distribuer le matériel nécessaire, a conscience de ne pouvoir exiger davantage. En hiver, le travail dans la mine se fait au chaud, mais dans l'eau. Les baraques sont d'autre part bien chauffées, au charbon. Celui-ci s'entasse l'hiver pour être emmené l'été par eau, le long de l'Irtuch.

A Omsk, nos démarches comportaient deux buts : la poursuite de notre voyage d'une part, les questions relatives aux prisonniers d'autre part.

A propos des premières de ces démarches, la visite que nous eûmes à faire à Pavlounovskiy, représentant en chef de la Tché-Ka panrusse pour la Sibérie, fut celle qui nous resta le plus en mémoire. Nous ne pûmes nous défendre de l'impression que nous avions affaire à un homme éminemment faux, car il eut une attitude obséquieuse, doucereuse, telle qu'on n'en adopte pas d'homme à homme quand on traite d'affaires. Nous avons appris depuis qu'il avait fait fusiller des enfants de 14 ans et nous avons entendu un jeune homme raconter comme quoi, étant en état d'arrestation, Pavlounovskiy lui aurait dit un jour, sur un ton joyeux et plaisant — indice de ses plaisirs physiologiques — « Eh bien, oui ! je crois que dans trois ou quatre mois, on pourrait vous fusiller ! » Nous n'avons pas besoin d'invoquer notre expérience de médecin en psychasthénie pour poser chez cet ancien officier (sauf erreur) de la garde impériale russe le diagnostic de sadisme. Pavlounovskiy jouit de toute la confiance de ses supérieurs de la Tché-Ka à Moscou. Mais, quand on parle de la Tché-Ka — nous y reviendrons — il y a lieu de se demander en quel nombre sont ceux qui la servent pour satisfaire leurs instincts et en quel nombre ceux qui, intentionnellement, la servent trop bien pour nuire le plus sûrement au Régime sovyétique.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre, nous présentâmes au Comité Révolutionnaire de Sibérie deux documents : une demande pour l'entrée de von der Hellen en Sibérie, puis une déclaration répondant à toutes les objections données contre la continuation de l'évacuation vers l'Est et recommandant de reprendre celle-ci. Von der Hellen ne reçut pas l'autorisation demandée. Quant à notre déclaration, les 6 objections que nous réfutions étaient celles-ci :

1) le renouvellement des actions guerrières en Transbaïkalie,
2) la militarisation du camp de Nikolsk,
3) le manque d'approvisionnement dans la R. E. O.,
4) le manque de bateaux à Vladivostok,
5) le manque de vagons et de combustible en Sibérie,
6) le refus des Japonais de laisser passer plus de 10.000 prisonniers.

A propos de l'objection 5), nous faisions expressément remarquer que ce manque entrait beaucoup moins en ligne de compte pour les échelons dirigés vers l'Est, pas du tout pour ceux qui, déjà formés, étaient près de la frontière, et que cette objection devait être un stimulant pour l'évacuation par l'Est. Notre déclaration se terminait par ces mots :

(*L'original est en russe.*)

En conclusion, je me permets, ainsi que vous en a avisé télégraphiquement le Ministère des Affaires Étrangèrees à Vyerkhnyé-Oudinsk dès l'interruption de l'évacuation, de vous recommander, pour l'achèvement du rapatriement, l'envoi du plus grand nombre possible d'anciens prisonniers de guerre hors de Sibérie par la voie orientale et je garantis leur entretien satisfaisant dans le territoire de la République Extrême-Orientale.

Nous nous occupâmes aussi immédiatement de la remise de notre matériel. Connaissant personnellement, en suite de notre précédente visite à Omsk, le préposé à l'entretien des ex-prisonniers de guerre qui logeaient

encore dans le camp, Janssen, un ancien prisonnier lui-même, mi-suédois d'origine, ancien collaborateur de la Croix-Rouge suédoise et parfaitement dans l'intérêt de ses administrés, nous nous entendîmes avec lui pour la remise du matériel directement à eux-mêmes. Ceux-ci vinrent avec des charrois le chercher au train et tout fut distribué les jours suivants, ainsi que nous avons pu le constater personnellement.

C'est ainsi que tous les Autrichiens et Hongrois reçurent, même les officiers hongrois du camp spécial de concentration de ces derniers, quelque pièce de sous-vêtement ou de chaussure. Nous avons remis à la trésorerie du Comité international de la Croix-Rouge les quittances individuelles et nous avons le droit de faire remarquer qu'aucune autre Croix-Rouge n'a réussi à faire pareille distribution en Sibérie à l'entrée de l'hiver 1920-1921. Ces dons, remis *directement*, nous insistons sur le fait, aux prisonniers, comportaient :

Complets de sous-vêtements d'hiver	540
Complets de sous-vêtements d'été	600
Linges de toilette	1.200
Yards de toile ordinaire	2.000
Sweaters	350
Paires de chaussettes de laine	70
Paires de gros souliers	235
Cuir pour 1.800 paires de semelles.	
1 ballot (48 kilos) de ouate.	

Conscient de l'aubaine que cela représentait, M. Janssen nous adressait les lignes suivantes :

(*L'original est en russe.*)

Omsk, 15 décembre 1920.

Au Docteur Montandon,
Chef de la Mission de la Croix-Rouge Internationale,

Je soussigné, Gérant de la Division des fournitures et des vivres du Goubévak d'Omsk, estime de mon devoir, très honoré Docteur, de vous exprimer ma reconnaissance pour les effets d'habillement que vous avez remis pour être distribués parmi

les prisonniers de guerre étrangers. Je puis témoigner du fait que les prisonniers ont été dans le plus grand besoin, spécialement maintenant pendant l'hiver. Aussi, les effets d'habillement que vous avez remis sont-ils très précieux, car il s'est présenté des cas dans lesquels des prisonniers sont arrivés au camp pour ainsi dire nus. Les baraquements dans lesquels ils sont actuellement logés sont froids, et se chauffent très mal étant donné la crise des moyens de chauffage. Je m'efforce de répartir les effets d'habillement d'après vos indications et je vous présenterai les listes.

Respectueusement.

A. JANSSEN.

Nous nous occupâmes également de remettre nos médicaments et, après avoir pris conseil de divers côtés, il nous parut que le mieux pour en faire partiellement profiter les prisonniers de guerre et, en particulier, les échelons d'évacués, serait de les remettre non pas au département sibérien de la Santé publique, mais à la Division médicale de l'administration des chemins de fer. Dans la quittance que nous reçûmes de cette administration, il fut spécifié que ces médicaments seraient à la disposition des échelons de passage ou formés à Omsk, dans la mesure où ils en auraient besoin, et M. Janssen fut avisé de la chose.

Pour autant que nous aurions pu nous demander si nos distributions avaient été faites selon toutes les règles du régime en vigueur, nous aurions supposé que l'on eût pu nous reprocher la distribution directe aux prisonniers et en tout cas pas celle faite à une administration centrale. Il paraît que cela n'était pas le cas, car le 25 décembre, jour de Noël, un agent de laTché-Ka nous remettait un mandat écrit, par lequel nous avions à nous considérer, avec nos compagnons, comme arrêté à domicile. Il nous était interdit de quitter notre vagon, et pour que l'interdiction fût efficace, nous recevions trois sentinelles en armes. Un enquêteur vint nous questionner longuement sur notre cession de médicaments, mais sans ajouter un mot au sujet de toute

autre question. Notons qu'il nous fit l'idiot reproche de ne pas avoir pensé à assurer une répartition égale de ce que nous pensions distribuer. Nous disons que c'était idiot, non pas tant parce qu'à vouloir faire des distributions égales dans un pays de l'envergure de la Sibérie, on eût mieux fait de renoncer à donner quoi que ce fût, que parce que la distribution égale est par essence anticommuniste ; la distribution communiste idéale consiste à donner à qui n'a pas pour égaliser les positions et non pas à donner également pour maintenir les inégalités.

Que notre cession de médicaments eût été ou non la cause réelle de notre arrestation, elle en était en tout cas le prétexte officiel, et nous étions arrivé à ce résultat abasourdissant que pour avoir remis aux autorités russes de Sibérie, en un moment où ils faisaient *tant* défaut, des médicaments qui, par la succession des circonstances, devaient tout de même être en majeure partie employés pour la population russe (1), nous étions happé comme un malfaiteur. Dans son essai fantastique de centralisation totale que fit le gouvernement russe, centralisation exigeant non seulement l'interdiction de vendre et d'acheter, mais aussi celle de recevoir, plus personne n'osait agréer de présent. Non seulement plus aucune personne, mais plus aucune administration ! Chacune était apeurée de ne pas être celle en droit de recevoir. A Omsk, en ces jours-là, nous apprîmes que trois vagons de *dons* fournis par un groupe de villages pour la ville, étant arrivés en gare, aucun Bureau n'en voulait prendre réception, chacun redoutant une histoire désagréable en acceptant cette livraison. C'est alors que nous comprîmes pleinement, mieux qu'ils ne nous l'avaient fait entendre sur l'heure,

1. En attendant, quand trois mois plus tard, nous passâmes de nouveau à Omsk, les dits médicaments n'avaient pas encore trouvé d'emploi, les différentes administrations n'étant pas encore parvenues à résoudre le problème de savoir qui devait en avoir la disposition.

les tergiversations des préposés au Point d'évacuation d'Irkoutsk à entrer en possession de dons pour les prisonniers. Faut-il encore raconter qu'un ouvrier russe du chemin de fer, qui avait eu affaire dans notre vagon, et auquel nous offrîmes un paquet de biscuits pour ses enfants qu'il disait avoir faim, les refusa en pleurant, par la crainte d'être de ce fait appréhendé?

Nous n'avons cité que quelques exemples typiques. Dans la rude lutte de ce pays pour l'existence, l'homme, comme hébété, ne savait plus accepter, quand ce qu'il désirait lui était mis dans la main.

L'impression était désastreuse sur ceux qui, en outre de leurs privations, n'avaient pas la compréhension de l'effort qui était fait en vue d'une organisation nouvelle totale. Cette impression nous fut un jour traduite lapidairement par un Suisse, fromager établi près d'Omsk, venu nous trouver et auquel, après avoir écouté ses diverses doléances, nous demandions de conclure. Il nous dit alors, en s'étonnant à l'avance, de ses yeux grands ouverts, de ce que peut-être nous ne comprissions pas son désir : « Je voudrais sortir de cette maison de fous. » (Ich möchte aus diesem Narrenhaus.)

Depuis notre arrestation dans le vagon, notre horizon s'était fort rétréci et nous nous mîmes à nous intéresser à nos gardiens, en particulier aux deux soldats qui nous restèrent adjugés en permanence jusqu'à notre départ d'Omsk (fig. 46). Comme insigne militaire, ils portaient sur le devant de la coiffure l'étoile rouge à cinq branches. L'un d'eux, décoré du Mérite militaire sovyétique, retint notre attention par ses allures rigides et naïves à la fois. C'était un Hébreu de Brest-Litovsk, un communiste, dûment muni de son carnet de membre du parti qu'il nous démontra, petit carnet comparable à notre carnet militaire, notant les allées et venues, etc.

Il ne faudrait pas croire qu'il soit particulièrement

(*Cliché Montandon*)

Fig. 43 (page 201). — Omsk. Le plus grand bâtiment de la Sibérie. La demeure de l'administration des chemins de fer sibériens, construite par les prisonniers de guerre.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 44 (page 201). — Omsk. L'entrée du camp des anciens prisonniers de guerre, surmontée de l'étoile militaire soviétique et de deux drapeaux rouges.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 45 (page 201). — Monument de bois à Omsk érigé en l'honneur des Rouges tombés lors de la prise de la ville.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 46 (page 208). — Omsk. Nous sommes en état d'arrestation dans notre vagon. Deux de nos gardiens. L'un porte la casquette militaire réglementaire avec l'étoile rouge et la médaille du Mérite militaire sovyétique.

facile d'entrer dans le parti communiste russe. En ce qui concerne les adhésions, sa politique est très différente de celle qui se pratique chez nous, où, quand le vent est favorable, la réclame se fait intense et les entrées nombreuses dans le parti en vogue. Chez les communistes russes, c'est tout le contraire ; quand les affaires vont bien, on se méfie des candidats ; quand elles sont au pis, les portes s'ouvrent toutes grandes. Ainsi, quand Dénikine et Koltchak menacèrent Moscou ou bien, au plus fort de l'offensive polonaise, ceux qui sollicitaient être inscrits présentaient des chances de ne pas être mûs par de simples sentiments opportunistes.

Le parti impose à ses membres des règles très belles, mais très dures. Quand il y a danger, social ou militaire, il se réserve de les mobiliser directement. C'est ainsi que des dizaines de milliers parmi les meilleurs et les plus idéalistes du parti sont morts sur des fronts, extérieurs ou intérieurs, périlleux. Vous demandez parfois à un homme : « Êtes-vous communiste ? » et il vous répond : « Je suis sympathisant. » Ces sympathisants sont si nombreux et si admis par l'opinion qu'ils forment presque un groupement catalogué, mais il est hors de doute que la crainte des règles du vrai « parti » est un des éléments les empêchant d'aller au delà de leur sympathie. C'est d'autre part cette discipline de fer qui donne au parti communiste russe sa force. La discipline va de pair avec l'organisation, et, en cas de danger, un simple signal discret, au moyen des lampes électriques par exemple, avisera tous les membres d'avoir à se rassembler sur la place prévue, en armes. Ajoutons que les communistes sont actuellement les seuls, en dehors de l'armée, auxquels le port d'armes soit en général permis. Il est étonnant de constater que le caractère russe, si peu habile dans ce qui nécessite de l'organisation, ait pu créer une machinerie si solide et si souplement agencée.

Ce n'est pas notre gardien qui nous apprenait ces

choses, mais elles nous reviennent à la mémoire quand nous pensons à lui. Il n'était pas possible d'avoir avec cet homme des conversations compliquées et le décret de Trotskiy relativement à l'instruction obligatoire dans l'armée (p. 255) avait été inopérant pour lui, car même sa signature, il ne l'écrivait que lettre après lettre. Il acceptait intégralement la discipline communiste et nous disait comme il était parfois plus dur de vivre pour un membre du parti que pour d'autres citoyens, parce que le règlement leur interdisait d'accepter le moindre cadeau, non pas seulement bien entendu en tant que soldat, mais même en dehors du service, en tant que simple communiste. L'acceptation de cadeaux par eux était punie, tandis qu'elle ne l'était pas pour des non-membres du parti. Ceci complète ce qui vient d'être dit sur le sujet et c'est vraisemblablement du fait qu'il était communiste que l'ouvrier du chemin de fer dont nous parlions plus haut n'avait pas osé prendre ce qui lui était offert.

Quoique notre gardien eût conservé sa foi en l'avenir communiste et sa ferveur, on sentait dans son âme un léger flottement, comme inconscient. Depuis neuf ans, il était sous les drapeaux. La vie était dure. Il désirait rentrer chez lui à Brest. Il dit un jour : « J'attends encore quatre mois. Après... après, je me tire une balle dans la tête. » C'était notre cuisinier qui le réconfortait. Il lui disait — ce qui certes peut être vrai un jour, mais qui sonnait étrangement dans la bouche de celui qui parlait ainsi parce qu'il n'en croyait pas un mot : « Vois-tu, si tu as maintenant des privations, c'est parce qu'il faut que le communisme s'établisse. Mais quand il sera établi, ce sera mieux pour chacun. » Notre soldat se taisait, le regard dans le lointain !

Combien il y a encore à faire pour que ces hommes simples, malgré toute l'éducation sociale qu'ils ont reçue, ne s'en laissent pas imposer par ceux qu'ils croient supérieurs à eux-mêmes, nous avons pu en faire

l'expérience, et certes nous n'adoptions pas une attitude splendide et n'étions pas en possibilité de le faire. Au bout de deux jours déjà, notre gardien ne nous adressait plus l'appellation sacramentelle en pays sovyétique, à tous les échelons de la hiérarchie, de haut en bas et de bas en haut, de « Tovarichtch ! » c'est-à-dire « Camarade », n'usait pas même de celle de « Grajdanine ! » (Citoyen), qui est officielle sinon courante dans la R.E.O., mais nous appelait de l'ancienne expression abhorrée de « Gospodine ! » (Monsieur), « Gospodine Doktor ! »

Il fut chez nous, avec son collègue, pendant les journées de Noël et de Nouvel-An et il avoua à mes compagnons qu'il ne les avait jamais eues plus belles. C'est que nos soldats avaient fait dire à leur corps de garde de ne plus leur envoyer leur « rata » depuis que nous leur avions offert notre cuisine, préparée nota bene par un restaurateur autrichien, et c'est en pleurant que celui dont nous venons de parler plus longuement prit congé de nous, le 6 janvier, lorsque, avec son collègue, il fut remplacé par la nouvelle équipe de gardiens, trois hommes et un gradé, qui allait faire le voyage de retour avec nous. Sans autre explication, nous recevions, en effet, un avis écrit, signé Pavlounovskiy, nous avisant que nous allions être reconduit sous garde jusqu'à la Selenga.

C'était une coupe amère à boire et d'autant moins écartable que si nous nous étions toujours tiré d'affaire, lorsque nous avions pu parler avec qui nous étions en désaccord, la séquestration à laquelle nous étions assujetti nous enlevait toute possibilité de nous adresser à qui que ce fût.

Nous quittions Omsk le 7 janvier 1921. Notre vagon était laissé à notre disposition avec tout ce qu'il contenait. Nous ne fûmes soumis à aucune perquisition et, comme à Omsk, restâmes libres, dans les limites du vagon, d'agir à notre guise. En route, nous adressâmes au Gouvernement d'Omsk une longue protestation, en particulier du fait que nous n'avions pas été appellé

à nous expliquer au sujet des accusations éventuelles qui pesaient sur nous. Nous manifestions notre doute au sujet du fait que les médicaments pussent jouer un tel rôle dans l'affaire et nous racontâmes au long quelle avait été notre activité à Omsk. Nous fîmes parvenir par la suite des copies de cette protestation aux différentes autorités à Moscou, Omsk, Tchita, ainsi qu'au camarade Tchervonnuy, qui était alors chef du Comité exécutif de la province de Krasnoyarsk.

Il n'y a pas de Tché-Ka propre à la Sibérie. Dans ce pays, comme en Russie d'Europe, la Tché-Ka forme trois organisations principales : Tché-Ka panrusse (division d'icelle), Tché-Ka de province et Tché-Ka dite « de rayon » ; celle-ci est préposée aux voies de communication. C'est à la Tché-Ka de rayon que la panrusse nous avait remis. De secteur en secteur, nos gardiens changeaient, sauf le gradé qui resta jusqu'à la frontière. Cette remonte se fit aux stations suivantes : Omsk, Barabinsk, Novo-Nikolayévsk, Taïga, Krasnoyarsk, Nijné-Oudinsk, Zima, Irkoutsk, Mussovaya, Tataourovo, dernière station sovyétique, sur la rive gauche de la Selenga, les gardiens montés à cette station descendant à Mostovaya, premier arrêt de la R. E. O. immédiatement après le pont, sur la rive droite de la Selenga.

Un codétenu nous avait été adjoint. Il avait une curieuse histoire. Réfugié en Chine et âgé de moins de vingt ans, il s'était décidé à aller s'engager dans l'armée rouge pour combattre la Pologne. Malheureusement son nom était un nom connu, sa famille avait été à la cour. Par une, encore, de ces coïncidences, qui ne nous apparaissent plus comme bizarres depuis que nous savons que le monde est petit, un de ses oncles avait été collégien à Neuchâtel en même temps que nous. Il ne put aller plus loin qu'Omsk, où il fut retenu cinq mois en prison préventive. Non pas qu'il y fût oublié ! mais malgré des investigations diverses, il ne fut rien trouvé

qui fît de lui, comme on le supposait, un agent des Puissances. La Tché-Ka profita de notre réexpédition pour nous l'adjoindre. Voulait-on aussi voir comment nous nous comporterions avec lui? Il est certain qu'au point de vue du confort, il se félicita d'itinérer avec nous.

Les changements fréquents de nos surveillants faisaient que nous n'entrions guère en contact étroit avec eux. Nous avions adapté les compétences de chacun aux divisions naturelles de notre vagon qui comprenait trois compartiments : la cuisine et deux pièces successives séparées par une cloison vitrée. Le cuisinier couchait dans la cuisine, mes autres compagnons avec moi dans la pièce centrale, les gardiens et le codétenu dans la seconde pièce, où était la porte d'entrée. L'autre porte extérieure, celle de la cuisine, était censée être condamnée. En fait, et ce trait est caractéristique de la nonchalance russe, elle ne l'était pas. Le premier jour où nous eûmes des gardiens à Omsk, celui d'entre eux qui essaya d'ouvrir la dite porte ne le put pas immédiatement, du fait du gel, et notre cuisinier lui déclara qu'elle était condamnée. Depuis, *aucun* de nos surveillants successifs, jusqu'à la Selenga, n'y alla voir, tous se repassant le mot d'ordre du cuisinier. Nous nous gardâmes au reste de faire un emploi dangereux de cette possibilité de prendre de la liberté.

Deux équipes de surveillants, de composition très spéciale, nous sont restées en mémoire. La première était formée de Hongrois, que chacun sait preneurs de tout ce qui leur passe sous la main. Notre répartition par compartiments était une garantie pour nous sous ce rapport ; cependant, en se retirant, les Hongrois réussirent à s'approprier la seule chose qui était à leur portée : la clef du vagon. Une autre fois, dans un poste de rechange où personne n'était disponible, nos nouveaux gardiens furent deux hommes arrêtés eux-mêmes ; leur gardien à eux les laissa à ce poste de responsabilité, voyageant lui-même dans le vagon de service.

Ce qui ne fut pas plaisant du tout, ce qui fut même un des moments les plus réfrigérants de notre mission, fut l'incident suivant. A Irkoutsk, une équipe d'inspection des vagons déclara que notre chauffage n'était pas en ordre et que le vagon ne pouvait pas partir. C'était visiblement une blague. La dite équipe, voyant qu'elle avait affaire à un étranger, s'était imaginé que la chose n'irait pas sans un gros pourboire. Le malheur était que nos gardiens pouvaient croire que nous avions soudoyé l'équipe pour faire arrêter le vagon. Le chef des gardiens appelle ceux-ci dehors. Ils chargent leurs armes. L'un d'eux rentre l'arme chargée avec défense à quiconque de sortir. Les autres partent pour la gare. Mes hommes n'étaient pas fiers du tout, surtout pas notre Russe Jénikhov. Qu'allait-il se passer ? Nous savions que les enquêtes ne se font pas toujours de façon approfondie. Au bout de vingt minutes, que nous passâmes voué d'avance à ce que déciderait la Fatalité, les gardes revinrent. Ce fut l'équipe du chemin de fer qui fut arrêtée. Tout ce que nous apprîmes par la suite, lorsque, deux mois plus tard, nous repassâmes par Irkoustk, c'est que le chef de l'équipe était encore sous les verrous.

Le 16 janvier, nous étions de retour à Vyérkhnyé-Oudinsk. Nous y faisions découpler notre vagon — nous étions libre depuis le passage de la Selenga ; nous retrouvions Seidan et nous allions chercher à éclairer les dessous de ce qui nous frappait moralement d'autant plus que c'était notre premier échec. Nous avions besoin de quelques jours de repos, de détente.

Le jour même de notre arrivée à Vyérkhnyé-Oudinsk, en suite de ce que nous communiqua Seidan sur ce qui s'était passé pendant notre absence, nous révoquions Fischer par télégramme. Ce dernier avait quitté, avec le Dr Hoselitz et le gros de la Mission, Tchita le

25 décembre, pour Vladivostok, dans nos vagons emmenés en juin de cette dernière ville (1).

Les menées de Fischer et, indépendamment de lui, de Fein, sans être déterminantes, n'avaient pas été étrangères à notre retour d'Omsk. Les diverses raisons de ce retour, telles que nous pûmes les établir, au moment même à Omsk, à notre retour à Vyérkhnyé-Oudinsk puis à Tchita, et à notre nouveau passage à Omsk deux mois plus tard, avaient été les suivantes :

1) L'affaire Farkas-Bokor. Avant notre départ de Tchita, le 2 décembre, Fein nous avait demandé s'il pouvait accompagner, en remplacement d'un de nos représentants, un des trois échelons qui étaient arrêtés à Tchita et que nous allions faire descendre vers Vladivostok. Nous acceptâmes. Le 2 décembre nous partions pour Omsk, le 3 le 1er échelon partait pour Vladivostok et, sauf erreur, le 6 décembre c'était le tour du 2e échelon, celui qu'accompagnait Fein. Mais ce dernier avait eu son idée de derrière la tête. Il avait débauché peu de temps auparavant le chef de la section communiste hongroise de Vyérkhnyé-Oudinsk, en séjour à Tchita,

1. Nous ne pouvons nous empêcher de publier, comme preuve des bonnes relations et de la bonne humeur qui pouvaient régner entre certaines missions, malgré les désaccords, les lignes que reçut Seidan lors du départ des représentants de la Croix-Rouge allemande, qui, profitant de l'occasion, ainsi que le colonel von der Hellen, quittèrent avec la Mission du C. I. C. R. Tchita, à la fin de décembre, pour Vladivostok :

(*L'original est en allemand.*)

COMMISSION DE LA CROIX-ROUGE
ALLEMANDE EN SIBÉRIE

Tchita, 21 décembre 1920.

A ceux qui, pour le maintien de l'honneur et de la considération restent fermes et vaillants en arrière sur le boulevard occidental de la Croix-Rouge, à ceux-là, les représentants de l'entreprise concurrente qui se rendent dans la direction du Soleil Levant envoient de cordiaux saluts de Noël et un « Prochain, joyeux Au revoir. »

Commission de la Croix-Rouge Allemande de Vyerkhnyé-Oudinsk en route.

A Messieurs Seidan et Fritze,
Phares dans la mer en tempête
de la politique.
Vyerkhnyé-Oudinsk.

Dr Ludwig Eberth,
Siegfried Laukamm,
Anna Stepanowna.

Farkas, ainsi que Ludwig Bokor, qui, fils d'un des juges de la Cour suprême de Budapest et de la comtesse Léfzay, avait passé aux Rouges et était devenu momentanément chef de la garnison de Vyérkhnyé-Oudinsk (voir page 152), mais désirait retrouver en Hongrie son ancienne position. Fein tenait à ce que nous n'eussions pas de représentant dans l'échelon où il allait faire filer ces deux personnages à l'insu de leurs camarades. Fein et Fischer ne se sont certes pas entendus, car ils étaient en très mauvais rapports, mais lorsque les Internationalistes s'aperçurent du tour qui leur avait été joué, Fischer fit répandre le bruit que c'était à nous que l'affaire était due, et peut-être suggéra-t-il lui-même que la seule chose à faire était de nous faire rebrousser chemin. Fischer, mécontent de ce que nous ne lui avions donné une représentation que sous les ordres du Dr Hoselitz, de ce que — c'est raide à dire, mais il était extrêmement gourmand — nous avions pris avec nous le vagon-restaurant, jaloux surtout de ce que nous pouvions partir par l'Ouest, alors que cette route à laquelle il tenait tant lui était définitivement fermée, devait être ravi de tenter de nous faire échouer dans notre entreprise. Lui ne risquait plus de nous rencontrer, puisqu'il redescendait sur ces entrefaites à la côte. La section hongroise lança donc un télégramme à Omsk, demandant que nous fussions renvoyé dans la R. E. O. Cette demande, qui nous précéda à Omsk, n'eût cependant pas suffi à nous faire arrêter.

2) Nos distributions à Omsk firent des mécontents, surtout des jaloux ; ils murent tous les leviers contre nous, et Kovulkine fut accusé d'avoir amené un contre-révolutionnaire. Quand nous avons repassé par Omsk en avril, nous avons appris que de nous avoir pris avec lui fut une des causes pour lesquelles Kovulkine, à peu de temps de là, fut déplacé dans un poste inférieur (à Rostov sur le Don, puis à Saratov, comme directeur de la ligne Moscou-Ryazany-Ouralsk).

Le Bureau sibérien d'évacuation n'avait pas été satisfait que nos médicaments ne lui eussent pas été adressés; non pas tant Safonov, chef du bureau, que son adjoint Itkine, que nous aurions cru moins intéressé à la chose. « Montandon ne passera pas plus loin », avait été son propos à l'une de nos relations, et comme il était lié avec Pavlounovskiy, les décisions de ce dernier ne furent pas sans en être influencées.

Mais le principal de nos adversaires à Omsk fut Goldenberg. Nous l'avons cité. Reparlons-en donc. Comme, en octobre 1920, nous étions à Vyérkhnyé-Oudinsk, Goldenberg y arriva en mission. Fischer, aux aguets de ce qui venait d'Omsk, lia connaissance avec lui. Nous vîmes Goldenberg affalé dans les coussins du coupé de Fischer, en train d'engloutir des chocolats, puis, un soir, dévorer avec lui une oie dans le vagon-restaurant. Nous nous disions qu'il y avait quelque chose sous ces goinfreries. Et en effet, Fischer venait nous raconter qu'il avait offert 1.000 yen à Goldenberg s'il nous prenait à Omsk avec lui. Nous croyons savoir, par ce que nous avons appris plus tard à Omsk, que Fischer lui avait aussi fait entrevoir que notre vagon-restaurant, quand nous le quitterions, serait à sa disposition. Goldenberg n'aurait pas dit non. Mais nous n'étions pas du tout d'accord avec la proposition Fischer, d'abord parce que nous ne tenions pas du tout à entrer de cette façon à Omsk, ensuite parce que nous avions bon espoir en nos nouvelles négociations auprès du Gouvernement à ce sujet.

De façon générale, Fischer cherchait à obtenir ce qu'il désirait à coup d'argent. De cela il avait deux raisons ; tout d'abord, il se sentait dans son domaine quand il s'agissait de brasser la monnaie, ensuite, ennemi convaincu des Bolchéviques, il était tout content de pouvoir dire qu'ils étaient à vendre. Si on cherche les hommes à acheter, on peut les trouver, mais nous déclarons pour notre compte que tout ce que nous avons

obtenu des chefs, non seulement nous ne l'avons pas obtenu par achat, mais que jamais, ni de près ni de loin, il n'a été fait la moindre allusion à de semblables possibilités.

Fischer, lui, avait le nez pour trouver ceux qui, avec sa méthode, pouvaient être atteints, mais Goldenberg s'en alla, en ce qui nous concernait, comme il était venu.

Trois mois avaient passé. Goldenberg s'était livré sans doute à Omsk, à ses grandiloquents discours communistes dont nous avons entendu des échos, et il avait continué à distribuer des fondants au chocolat et des friandises aux dames qui pouvaient lui être utiles. Quand nous arrivâmes à Omsk, nous ne le cherchâmes pas nous n'avions aucune raison de le faire. Aussi fûmes-nous quelque peu étonné d'entendre une personne nous répéter un mot de lui prononcé de façon dépréciative : « Oh ! Montandon n'est pas même venu me voir ! » C'était significatif et de mauvais augure. Or, nous avons su plus tard que Goldenberg était de ceux qui attaquèrent le plus violemment Kovulkine pour nous avoir amené avec lui. Il l'accusait peut-être *in petto* d'avoir touché les 1.000 yen que lui eût été prêt à recevoir !

3) Nos diverses démarches en faveur de la reprise de l'évacuation vers l'Est froissèrent l'Autorité d'Omsk. Non seulement les ordres de Moscou étaient maintenant formels, mais l'évacuation vers Vladivostok avait toujours eu ses ennemis parmi les autorités et peut-être quelques-uns craignèrent-ils qu'arrivé à Moscou, nous ne fissions par nos rapports changer les décisions ! En tout cas, le commandant de la ville de Tchita, avisé par Omsk de notre retour, eut ces paroles qui nous furent répétées : « Votre ami Montandon revient pour avoir exigé l'expédition des prisonniers ! »

4) Comme nos gardiens nous le donnèrent à entendre, les cercles de la Tché-Ka n'étaient pas éloignés de nous tenir pour un espion.

Tout cela réuni, alors que Smirnov et Tchervonnuy n'étaient pas personnellement à Omsk, fit que nous dûmes refaire la longue route sibérienne en compagnie de trois bayonnettes.

***

Comme c'était vers Vladivostok que nous pensions maintenant devoir nous diriger, nous fîmes à Vyérkhnyé-Oudinsk des démarches pour que notre fiancée pût nous rejoindre et nous fûmes efficacement aidé en cela par le représentant du ministère des Affaires étrangères dans cette ville, Pétrov (pas le Dr Pétrov), un communiste qui subit sous le tsar six ans de travaux forcés, un homme aimable et modeste, pas du tout le commissaire hargneux, type-épouvantail des journaux bien pensants. Puis, dès que nous pûmes le faire dans de bonnes conditions, nous partîmes pour Tchita.

C'est ici que la Providence s'en mêla — si elle existe. Le vagon au côté duquel le nôtre fut accouplé était celui de Tchervonnuy, notre ami de la première heure dans les pays bolchéviques, celui auquel nous devions le premier Accord que nous avions conclu avec la R. E. O. Il se rendait à Tchita en mission politique. Il avait reçu notre protestation contre notre expulsion. Il savait parfaitement que toutes les accusations d'intrigues portées contre nous étaient fausses. Nous eûmes plusieurs fois, en route, l'occasion de nous voir et il nous demanda : « Quel est votre programme maximum? » Nous lui répondîmes que si c'eût été faisable, c'eût été de rentrer à Genève par Moscou, en prenant en chemin notre fiancée avec nous. « Et votre programme minimum? » — « D'attendre notre fiancée à Tchita ou Vladivostok et de rentrer par mer. » Tchervonnuy nous déclara alors qu'il pouvait presque sûrement se porter garant de notre passage par Moscou, mais à une condition, c'est que nous

ne voyagerions plus en qualité de délégué de la Croix-Rouge et que nous ne nous occuperions plus en cours de route des prisonniers. Il ne devait se trouver que deux jours à Tchita et nous demandait d'y attendre l'avis définitif qu'il nous télégraphierait. Pour le cas où nous pourrions passer, il se chargerait lui-même d'aviser notre fiancée d'avoir à nous attendre.

Nous eûmes confiance, et Tchervonnuy justifia notre confiance. N'avons-nous pas dit plus haut que ce qu'il promettait, il le tenait?

Quant à nous occuper encore des prisonniers, nous n'en avions vraiment plus envie. Après que, malgré notre départ, nous eussions tout fait pour que l'évacuation vers l'Est se continuât, et que nous eussions peut-être été, en majeure partie pour cela, arrêté dans notre route avec ce que cela signifiait pour nous, nous avions trouvé en rentrant à Vyérkhnyé-Oudinsk copie d'un télégramme des Croix-Rouges de Vladivostok, qui, enragées de savoir notre second Accord avec la R. E. O., s'époumonaient à protester contre notre activité. Le télégramme fut montré à Tchervonnuy, qui déclara tranquillement : « Laissez cette bande crier. C'est vous qui avez fait l'évacuation. De ce côté, elle est terminée. »

Certes les ordres de Moscou étaient formels et l'évacuation devait se continuer par l'Ouest. Mais les circonstances locales, comme les troubles sur l'Ichum qui devaient arrêter toute communication avec la Russie pendant un mois, auraient pu faire faire une ou deux exceptions au programme nouveau. Si celui-ci fut si strictement observé, que ceux qui auraient désiré tout de même voir déboucher quelque chose du Baïkal, comme ce pauvre Jonas qui se devait encore consumer pendant plusieurs mois à attendre en vain et à envoyer éperdûment des télégrammes, que ceux-là disons-nous, s'en prennent à eux-mêmes. Car il ne faut pas prendre les gens pour des imbéciles ! Si certains gouvernants ont jugé bon de nous confier l'évacuation, il pouvait parfai-

tement ne pas leur convenir que d'autres la continuassent.

Nous étions donc de nouveau à Tchita, par le froid particulièrement sec qui est spécial à cette ville. Il est en effet intéressant de constater qu'à Tchita il ne tombe pour ainsi dire pas de neige et qu'en hiver, par 40 degrés de froid, on continue à s'y mouvoir en voiturette et pas en traîneau. Ce n'était pas une spécialité de l'hiver que nous y passions. Il en est ainsi chaque année et nous en avions été avisé. Au reste, le terrain sableux mou dont sont faites les rues est si désagréable en été que l'on éprouve quelque satisfaction à mettre le pied sur un sol que le froid rend plus ferme.

Pendant ce dernier séjour à Tchita, la terrible peste, qui d'années en années rebondit en Mandjourie, y éclata à nouveau. Le Gouvernement de la R. E. O., en la personne du Dr Pétrov, ministre de la Santé publique, du Dr Levenson, vice-ministre, et de I. S. Kojevnikov, vice-ministre des Affaires étrangères, nous demanda si, vu les difficultés que les Japonais continuaient à opposer à l'expédition de trains, même sanitaires, il ne serait pas possible d'en faire partir un sous le drapeau de notre mission avec les médicaments nécessaires pour aider à paralyser le fléau, qui, de la Mandjourie, commençait à envahir les localités proches de la Transbaïkalie. Une dizaine de télégrammes de notre dossier, échangés avec le Comité ferroviaire interallié de Vladivostok ainsi qu'avec d'autres autorités dans cette ville et à Kharbine, le Dr Hoselitz soutenant nos démarches à Vladivostok, montrent que si le dit train put partir sans le drapeau de la Mission de C. I. C. R., notre cri d'alarme ne fut pas inutile pour son envoi.

Comme d'habitude, les questions politiques, sociales, économiques, s'entre-croisaient dans le carrefour de l'Extrême-Orient. Il n'était pas possible de les ignorer,

et qu'avions-nous de mieux à faire qu'à nous y intéresser en attendant la décision nous concernant? Nous avons mentionné plus haut le baron Ungern-Sternberg, à propos du passage de notre train 114 par Daouria et Borzya, principales stations de son ancien fief. Cet homme faisait maintenant sérieusement parler de lui.

Lorsqu'en automne 1920, éclatèrent les mouvements des partisans rouges contre Sémyonov, Ungern, prévoyant ce qui allait advenir, c'est-à-dire que Sémyonov aurait à abandonner le terrain, prit une décision hardie, digne de son tempérament de reître. A la tête de ses troupes personnelles, et accompagné d'officiers japonais — car son entreprise fut appuyée et financée par le Japon, au lieu de se retirer vers la Mandjourie, c'est-à-dire vers le Sud-Est, le long de la voie ferrée, en précédant Sémyonov, il piqua en direction opposée, droit sur Akcha, où convergent deux routes, l'une venant du Nord, de Tchita, l'autre de l'Est, de Borzya. D'Akcha, il continua vers l'Ouest, passant, le long de la frontière de Mongolie, par quelques villages de la R. E. O. Sa conduite, dans ceux des villages qu'il ne rasa pas au niveau du sol, fut digne de tout ce qu'on attendait de lui, et ici nous ne faisons que réunir certains faits parmi ceux que nous avons entendu raconter sur lui de vingt côtés, par des prisonniers et des Russes de tous partis.

Qui était Ungern? Un baron balte, disait-on. D'autres prétendaient qu'ancien officier allemand (sous le nom de Friedrich), il avait été chassé de l'armée allemande déjà avant la guerre pour trahison en faveur de la Russie et que c'est dans les rangs de l'armée russe qu'il avait passé les premières années de la guerre [1].

C'était un grand et bel homme, mais qui faisait que les gens se retiraient spontanément d'un café lorsqu'il entrait, car il y jouait facilement du revolver. Il lui

1. En Europe, nous avons appris de source autorisée qu'Ungern, d'origine balte, servit toujours dans l'armée russe.

arrivait de faire boire ses officiers et d'abattre ceux qui, ne pouvant supporter la même dose d'alcool que lui, tombaient ivres. Mais voici quelques faits précis qui nous ont été rapportés par des témoins.

Ungern entre avec ses officiers chez un commerçant chinois. Il lui demande de l'alcool à boire, déclarant qu'il payera en or. Le Chinois apporte l'alcool qu'il a chez lui et est payé comme convenu. L'alcool bu, Ungern en réclame à nouveau, enjoignant au Chinois, puisqu'il n'en a plus, d'aller en chercher dans le village. Le Chinois peut en trouver et est payé comme ci-devant. L'alcool est bu et Ungern en réclame encore. Cette fois le Chinois revient bredouille. Ungern l'abat et reprend l'or qu'il lui avait versé.

Dans un autre village, Ungern voit une jolie jeune juive. Ungern offre mille roubles en or à qui lui en apportera la tête. La tête fut apportée et payée.

Dans la campagne, entre deux villages, l'état-major d'Ungern rencontre un vieillard d'au moins quatre-vingts ans. Même l'entourage d'Ungern estime qu'il n'y a qu'à le laisser continuer, car, dans sa sénilité, il ne peut vraiment être de secours à aucun parti. Mais Ungern ordonne : « Fusillez-le pour la collection ! »

Le plus fort peut-être reste cependant le moyen hors concours qu'Ungern trouva pour enrayer net une épidémie de typhus exanthématique qui menaçait ses troupes. Il fit fusiller tous ceux qui tombaient malades. Il en était au reste ainsi pour d'autres maladies graves et le service sanitaire n'existait pas dans l'armée d'Ungern-Sternberg.

Tel était l'homme sur lequel allait s'appuyer la politique japonaise en Mongolie et dont elle faisait son instrument agissant. Les rédacteurs politiques qui vaticinent dans les journaux d'Occident ignorent souvent la base même des constellations politiques d'Extrême-Orient. Cette base, la voici en deux mots : si la Russie nouvelle se sent d'accord avec la Chine (sans qu'il soit

ici tenu compte des dissensions internes de cette dernière) et le peuple de Corée, pour faire opposition au Japon, celui-ci a un allié de sentiment dans la Mongolie qui désire rejeter la tutelle chinoise tout comme la Chine désire éliminer chez elle celle du Japon. Il y avait possibilité avec Ungern de transformer cette sympathie latente en collaboration active avec pointe dirigée tout d'abord contre la Russie.

Quittant la frontière russo-mongole, Ungern se jette rapidement au Sud-Ouest sur Ourga, capitale de la Mongolie, et s'en empare après une brève lutte contre la garnison chinoise. Ungern « se mit bien » avec divers princes mongols et, en particulier, avec le chef religieux du pays. Occupant Ourga, il menaçait non seulement militairement le flanc droit et même l'arrière de la R. E. O., mais il coupait la seule route commerciale fonctionnant encore entre la Chine et la R. E. O. C'était par cette route en particulier que les marchands chinois amenaient des marchandises à Vyérkhnyé-Oudinsk et que, le commerce n'étant pas soumis dans la R. E. O. à des règles aussi prohibitives que dans la République sovyétique russe, on ne manquait dans cette ville de rien, en y mettant le prix (tous les membres de la Mission s'y firent faire des costumes en bon drap, à des prix inférieurs aux prix suisses).

La R. E. O. dut prendre des mesures de défense et envoya à la fin de février 1921 Margoline — dont on a vu le portrait à la page 144 — à Troïtsko-Savsk et Kiakhta. Comment les événements tournèrent, nous le verrons plus loin.

Le 12 février, à Tchita, nous étions témoin d'un événement historique, l'ouverture de l'Assemblée Constituante de la R. E. O. Nous fûmes le seul délégué étranger, avec M. Klaus de la Croix-Rouge tchécoslovaque, à assister à cette première séance. Arrivée avec un léger retard, la nouvelle Mission militaire japonaise (l'an-

cienne était partie brusquement lorsque Sémyonov fut rejeté en Mandjourie et l'on crut, un instant, à une reprise des hostilités avec les Japonais) fut présente le lendemain à la seconde séance. Elle était dirigée par le major Miké, qui, au commencement de la guerre mondiale, avait suivi les opérations russes contre l'Allemagne. Peu de jours après arriva aussi le major Lively, l'ancien chef de la division de la Croix-Rouge américaine en Sibérie. Il nous disait que cette dernière avait liquidé jusqu'à la dernière épingle, qu'il n'avait plus rien à faire avec elle et était venu à titre privé. En fait, il avait une mission officieuse.

La réunion de l'Assemblée constituante était l'aboutissement d'une première période d'histoire de la République Extrême-Orientale. Cette période avait commencé dès mars 1920, lors de la démarcation spontanée du Pribaïkal (Transbaïkalie occidentale), par les autorités surgies avec les partisans locaux; cette démarcation fut fixée le 6 avril par la « Déclaration d'Indépendance » que ces premières autorités de la première République Extrême-Orientale envoyèrent à Moscou, Londres, Pékin, Tokio et Washington. En réponse à cette déclaration était parvenu un télégramme d'approbation du 14 mai de Tchitchérine et le 28 août était signé à Moscou, entre Karakhan, vice-commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de la « République Socialiste Fédérative Sovyétique Russe » et Krasnochtchokov, ministre des Affaires étrangères de la République Extrême-Orientale, le traité déterminant les frontières entre la République sovyétique russe et la R. E. O. Ce traité fut confirmé en décembre 1920, après l'occupation de Tchita le 1er novembre et la réunion effective des quatre territoires russes qui demandaient à se réunir en République Extrême-Orientale (voir la carte), Krasnochtchokov étant également le chef du nouveau gouvernement. Dans les limites revendiquées par ce nouvel État rentrent la ville de Vladivostok et l'île de

Sakhaline, encore occupées l'une et l'autre par les Japonais. On remarquera d'autre part que, contrairement à ce que pourrait encore aujourd'hui faire croire maint article de journal européen, le Kamtchatka restait à la Russie Sovyétique, et ne rentrait pas dans la République Extrême-Orientale. Au reste, que la population du Kamtchatka l'ignorât ou qu'elle eût le désir formel de se rattacher à la R. E. O., elle avait envoyé ses députés à Tchita; mais ceux-ci, s'ils furent traités avec tous les égards voulus, ne furent pas admis comme représentants d'une partie du pays.

Si la République Extrême-Orientale, État-tampon, était née d'un commun désir de la Russie sovyétique et du Japon, de la Russie qui ne voulait pas de guerre avec le Japon, et du Japon qui ne voulait pas à ses portes d'un État à forme communiste, sa formation sur le terrain s'était accompagnée d'une longue lutte diplomatique entre les deux grands pays, chacun d'eux comptant bien que le nouvel État serait son obligé. Dans cette lutte-là, le Japon devait être complètement battu. Qui ne l'eût su, eût été renseigné par les applaudissements frénétiques avec lesquels étaient accueillies, par *tous* les partis, les attaques contre l'ennemi envahisseur, aussi bien à la première séance solennelle du parlement de la R. E. O., le 12 février, qu'aux séances suivantes auxquelles assista la mission militaire japonaise.

Nous venons de parler d'un « parlement ». Or, la République Extrême-Orientale n'est-elle pas un pays bolchévique, c'est-à-dire sovyétique, par ses institutions et ses hommes au pouvoir? C'est ici le lieu de faire une distinction. On peut dire de la R. E. O. qu'elle est un pays bolchévique, comme on disait sous Caillaux que la France était radicale et sous Méline qu'elle était protectionniste. En effet, les hommes au pouvoir, dans la première R. E. O. avant le parlement, et dans la seconde R. E. O. selon la volonté du parlement, sont en majorité bolchéviques, c'est-à-dire communistes. Mais la forme des institutions est démocratique et non pas sovyétique.

Quelques pages plus bas nous verrons exactement en quoi consiste l'armature sovyétique. En ce qui concerne la R. E. O., le Japon avait posé diverses conditions lors de sa formation, à savoir : séparation administrative et militaire totale de la Russie sovyétique, forme parlementaire démocratique, propriété personnelle et liberté du commerce. Sitôt les diverses provinces de la R. E. O. réunies effectivement, après la prise de Tchita, des élections eurent lieu sur tout son territoire, Vladivostok y compris, quoique cette ville fût occupée militairement par les Japonais. Les élections eurent lieu au suffrage égal et universel (dès 20 ans, pour les deux sexes). Quant aux groupes parlementaires qui sortirent de ces élections, en voici le tableau en chiffres approximatifs (entre parenthèses est indiqué le nom du chef ou de l'homme le plus représentatif de chaque parti ; les partis sont mentionnés de la gauche à la droite) :

PARTIS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE
DE LA RÉPUBLIQUE EXTRÊME-ORIENTALE
ouverte à Tchita le 12 février 1921.

Partis :	Nombre des membres	
1. communiste (Grossmann).....	90	majorité 240
2. paysan de la majorité (Slinkine)...	150	
3. de l'Union sibérienne des Socialistes-révolutionnaires (Lisienko).....	15	opposition 120
4. des Social-démocrates [= Menchéviques] (Akhmatov).....	17	
5. des Socialistes-révolutionnaires [de droite] (Troup).....	2 7	
6. des socialistes-populaires (Schreiber).....	3	
7. des Sans-parti paysans et ouvriers [parti des spéculateurs] (Boulatchev).....	30	
8. démocratique des sans-parti [parti des intellectuels] (Zoubakine)....	8	
9. des Bouriates-Mongols (Danbinov).	20	
	360	

C'est dire que ce parlement n'avait pas un seul député de la droite proprement dite. Si les députés de Vladivostok de la gauche s'y étaient rendus (nous retrouvâmes le citoyen Myédvyédyév, chef du gouvernement de cette ville lors de l'organisation de notre train), ceux de la droite, au nombre de 6 — car Vladivostok était le seul endroit où il en avait été élu — avaient refusé de collaborer.

Il n'est pas sans intérêt de se rendre compte des forces exactes des partis, dans cette ville aux mains des Japonais. Ceux-ci n'y avaient pas empêché les élections en vue de l'Assemblée constituante, ni, après les avoir retenus pendant quelques jours, le départ des députés pour Tchita. Nous avons déjà signalé à la page 82 les élections de 1920, dans lesquelles les communistes avaient eu le 85, puis le 80 % des suffrages. Dans les élections de janvier 1921, en vue de l'assemblée de Tchita, élections dans lesquelles le parti communiste ne fut pas autorisé par les Japonais à se présenter sous son nom, les chiffres des suffrages furent les suivants :

Élections à Vladivostok pour l'Assemblée Constituante de la République Extrême-Orientale à Tchita (janvier 1921)

		Nombre de voix
1re	liste. Socialistes-révolutionnaires	1.295
2e	— Syndicats professionnels (Communistes)	12.588
3e	— Menchéviques	570
4e	— Chrétiens évangéliques	78
5e	— Nationalistes coréens	5
6e	— Bloc professionnel démocratique	1.547
7e	— Journal « Slovo » (parti de la droite)	5.050
8e	— Journal « Vyétcher » (également droitier?)	1.133
9e	— Socialistes-révolutionnaires de gauche, internationalistes	104
		22.370

C'est-à-dire que les communistes à eux seuls réunissaient encore 12.588 suffrages, contre 9.782 donnés à tous

les autres partis de droite et de gauche réunis. Tous les partis de la ville, à part ceux de la droite, étaient pour l'évacuation des Japonais.

Au parlement de Tchita, aussi bien à la séance d'ouverture que dans les séances suivantes, régna une grande dignité d'allure dans toutes les discussions. D'âpres controverses s'établissaient cependant. La plus vive fut peut-être celle qui, dans les coulisses, précéda l'ouverture de l'assemblée, au sujet d'une double question de forme. L'opposition demandait que la séance fût ouverte par le doyen et qu'un hymne national fût entonné. La majorité désirait que ce fût le chef du Gouvernement qui ouvrît l'Assemblée et que fût entonnée *l'Internationale*. Ce fut cette solution qui l'emporta. Krasnochtchokov ouvrit la séance, en complet veston neuf et noir, avec un col blanc — la première fois que nous lui en vîmes un, et nous écoutâmes tous debout *l'Internationale*, dont les accents poignants ne sont méconnus que par ceux qui ne l'ont pas entendue dans de grandes circonstances.

Chilov, ancien chef des partisans et du Gouvernement de l'Amour, jeune homme plein d'entrain, de sérieux et de coup d'œil parlementaire, fut nommé président de l'assemblée. Les premières séances — que nous suivions si régulièrement que les journaux en faisaient la remarque — furent surtout consacrées aux déclarations des partis, du chef et des autres membres du Gouvernement, ainsi qu'à la nomination des commissions chargées d'élaborer les lois. Deux discours furent plus particulièrement saillants. Ce fut tout d'abord celui de Krasnochtchokov sur la politique générale, dans lequel il insista sur l'indépendance de la R. E. O. vis-à-vis de chacun, mais sur la volonté de maintenir de bonnes relations avec la Russie-mère ; la cessation de l'intervention japonaise sur la côte était le facteur nécessaire et le plus urgent de cette indépendance. Ce fut ensuite celui du ministre des Communications, Cha-

tov ; il appuya ce discours, souvent violent, comme il savait les façonner, et qui occupa toute une séance, d'une superbe démonstration de graphiques et de tableaux, dévoilant tout ce que la guerre étrangère et civile avait détruit de travaux d'art sur le territoire de la R. E. O. et tout ce qu'il y avait à faire pour effectuer la « remonte » nécessaire.

Mais de l'atmosphère ambiante se dégageait l'impression de la non-nécessité impérative d'un tel parlement — d'une telle parlotte, comme nous disait un des membres du Gouvernement — qu'on sentait devoir avant tout son existence aux exigences japonaises.

Cette question des notions techniques et morales sur lesquelles est basée la représentation sovyétique, par opposition à la représentation démocratique, est si peu connue ou si volontairement tue — nous avons pu le constater à notre rentrée en Occident — qu'il y a lieu de l'expliquer en y mettant la clarté désirable.

Au point de vue technique, la représentation démocratique est une représentation directe, les électeurs nommant directement la plupart des parlements et, dans quelques pays, le pouvoir exécutif. La représentation sovyétique (« sovyet » signifie « conseil » dans toutes les acceptions du mot français et république sovyétique signifie république des conseils, c'est-à-dire république des assemblées de délégués) est une représentation indirecte, les nominations se faisant par échelons ou degrés, comme en France la nomination du Sénat, et dans bien des cantons suisses celle du pouvoir exécutif, se font non pas par le peuple, mais par des assemblées ou par le pouvoir législatif élus par le peuple. Ajoutons que dans le système sovyétique les degrés sont multiples, les sovyets de village, nommés par le peuple, et dans les villes les sovyets corporatifs,

élus par les membres des corporations, nommant des soviets de district, ceux-ci des soviets de province et ceux-ci le Congrès panrusse des soviets de députés paysans, ouvriers et soldats (le nombre des degrés est moins grand pour les villes que pour les campagnes). Le Congrès panrusse nomme deux organes qui, théoriquement, se trouvent au même niveau : le Comité exécutif panrusse central, qui est avant tout un organe de contrôle (président actuel : Kalinine), et le Conseil des commissaires du Peuple, qui est le pouvoir exécutif réel (président actuel : Lénine) (1). Voilà pour ce qui concerne la représentation soviétique, et on peut discuter à perte de vue pour savoir si un système d'élection directe vaut mieux qu'un système d'élection indirecte. Par elle-même, la représentation soviétique n'assure donc pas la dictature du prolétariat, comme on le croit fréquemment.

Beaucoup plus importante est la notion morale qui, par les modalités pratiques qu'elle a fait introduire, confère à la représentation soviétique, pour qui ne connaît pas les étapes du raisonnement, son caractère apparemment antidémocratique. Cette notion de base, c'est que la représentation doit être *établie selon la justice*. Parfaitement : selon la justice ! Tout en nous souvenant que la notion de justice est avant tout une affaire de sentiment et que cette notion peut donc, jusqu'à un certain point, différer d'un cerveau à l'autre, la théorie du vote soviétique, telle qu'elle est conçue en Russie actuelle, sera illustrée au mieux par une comparaison simple, qui soit à la portée même d'un enfant.

Une mère, qui a deux bambins, a cherché à leur intention une plaque de chocolat et un gâteau, qu'elle compte

1. Selon Morizet, dans *Chez Lénine et Trotski*, le président du Comité exécutif correspondrait au président de la République en France et serait plus élevé, théoriquement, que le président du Conseil des commissaires.

leur partager. Rentrant après une courte absence, elle constate que l'un des enfants a mangé le chocolat. Va-t-elle, sous prétexte de partage égal, partager le gâteau en deux et en donner la moitié à chacun des deux enfants ? Non. S'inspirant d'un principe de justice, elle donnera le gâteau entier à celui qui n'a pas eu de chocolat. En d'autres termes, une distribution égale n'est juste que si chacun des récipiendaires a déjà un avoir égal à celui des autres. Si, d'autre part, les biens à distribuer sont de nature différente, il y a lieu d'établir une valeur de compensation entre eux.

Or la bourgeoisie a pris le chocolat, c'est-à-dire l'argent. Elle n'a pas droit au gâteau, c'est-à-dire aux droits électoraux. On peut avancer contre cette thèse vingt objections sociologiques ; il est difficile de lui en opposer du seul point de vue de la justice distributive.

Mais, à côté de l'argument de justice, il y a des arguments sociaux. De même que l'on a fait appel, il y a un instant, pour éveiller l'attention, à une comparaison, de même on adressera un rappel à l'histoire et l'on remémorera les paroles que prononça un jour, dans un discours public, un homme qui n'était non seulement pas un communiste, mais un ennemi des socialistes, le Président Roosevelt : « Nous devrions avoir une loi qui interdise la formation d'aussi grosses fortunes que celles qui se réalisent chez nous. » Peu importe le chiffre qu'aurait fixé Roosevelt comme limite des fortunes, si on lui avait demandé de mathématiser sa pensée, car cette limite devrait naturellement être différente suivant les pays, et dans tel pays le millionnaire joue le rôle tenu ailleurs par le milliardiaire. Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'à partir d'une certaine limite de fortune, celle-ci s'augmente avec une facilité qu'il y a lieu de taxer d'antisociale, et que l'homme qui en dispose peut devenir dangereux, économiquement par le dépouillement que signifie pour d'autres son

enrichissement (1), socialement par tout le poids que lui donne sa fortune pour faire proposer des mesures nuisibles à la masse. Voilà pourquoi le vote sovyétique qui ne laisse pas voter le bourgeois, outre le principe de justice auquel il satisfait, est censé *écarter la nuisance sociale du trop riche.*

Selon cette théorie, le riche est un malfaiteur. Mais quand un homme devient-il trop riche? La question est certes individuelle ; cependant il est possible de fixer une limite moyenne, comme on fixe une limite d'âge à la minorité de l'homme. Dans ce domaine, une initiative et une loi qui, tout en étant moins pratiques sur le chemin du communisme que l'initiative qui aujourd'hui réclame en Suisse l'impôt unique de 8 à 60 % sur le capital, une initiative et une loi, disons-nous, qui la complèteraient et frapperaient même davantage l'opinion par les principes qu'elles représenteraient, seraient celles *enlevant le droit d'électorat et d'éligibilité à ceux dont la fortune dépasse une certaine limite.*

Tous les menchéviques vont s'écrier : mais puisque la richesse est supprimée en Russie, tous les citoyens sont actuellement sur le même pied et devraient avoir le même droit de vote ! Or, il est répondu comme suit à cet argument.

Tout d'abord, la dénomination de « riche » serait trop élastique et la loi sovyétique spécifie que les catégories suivantes de citoyens ne peuvent pas voter :

1) ceux qui ont recours au travail loué d'autrui pour l'obtention de leur gain ;

2) ceux qui vivent de ressources non basées sur le

1. Il y a 20 billes au jeu et 4 joueurs. Toute bille acquise par l'un ne l'est qu'au détriment d'un autre. La quantité de monnaie à disposition de l'humanité, dans un espace et un temps donnés, est pratiquement tout aussi invariable que le nombre de billes pour les joueurs. Impossible d'enrichir l'un sans appauvrir l'autre. La mauvaise chance pour le joueur de perdre toutes ses billes ne sera évitée que si la règle interdit d'en acquérir plus d'un certain nombre.

travail, telles que pourcents de capitaux, revenus d'entreprises, rentrées de fortunes, etc. ;

3) les marchands, les intermédiaires commerçants ;

4) les moines et ceux qui servent l'église et les cultes religieux ;

5) les serviteurs et les agents de l'ancienne police, du corps des gendarmes et des détachements de sûreté, ainsi que les membres de l'ancienne maison régnante en Russie

6) ceux reconnus médicalement en état de faiblesse d'esprit ou d'aliénation, ainsi que ceux qui se trouvent sous garde ;

7) les condamnés pour des crimes de cupidité ou pour vice, pendant le temps établi par la loi ou par le jugement du tribunal.

C'est dire, en résumé, et sans tenir compte des catégories établies par intérêt local, que sont privés du droit de vote : les employeurs, les rentiers, les commerçants et les ecclésiastiques.

Par la rédaction de la loi, on voit que l'inégalité de vote provient d'une nécessité de protection, protection jugée nécessaire tant que pour l'État il y aura encore quelque danger extérieur et intérieur. Mais, même en admettant que cet état de protection ne soit pas ou plus nécessaire, la non-possibilité de voter pour les anciens détenteurs de la richesse ou du pouvoir est donnée comme se justifiant pleinement. Il a été dit plus haut que le vote n'était pas octroyé aux riches et cela en vertu d'un principe de juste compensation. Or, combien d'années de non-vote faut-il admettre pour compenser le nombre d'années pendant lesquelles ils ont pu voter contre toute justice? On peut même aller plus loin. Nous avons vu que le riche pouvait être considéré comme un malfaiteur. Or, les malfaiteurs sont punis. Le retrait du droit de vote peut être considéré comme une punition. Et pourquoi la compensation et la punition ne s'étendraient-elles pas pendant la durée d'une génération au moins ?

En résumé, pour le communiste, le vote démocratique égalitaire est un mode d'injustice et de favorisation des nuisances sociales, le vote sovyétique, qu'exprime et par lequel s'exprime la dictature du prolétariat, est — *quod erat demonstrandum !* — un mode de justice et d'écartement des nuisances sociales !

Dans le programme communiste, il y a deux côtés à considérer : le côté politique et le côté économique. En ce qui concerne le programme économique, il a été dit plus haut que le Japon avait aussi exigé pour la R. E. O. la propriété personnelle et la liberté du commerce. Le Gouvernement se tira très habilement d'affaire en déclarant reconnaître ces deux principes, mais en se réservant d'y apporter les correctifs nécessités par la situation du pays et la mentalité du temps. C'est ainsi que les gros commerces, qui avaient auparavant le monopole des échanges, restaient interdits, tandis que les échoppes et les petits négoces étaient autorisés à un plus large degré que dans la première R. E. O. Mais, à quel point l'esprit nouveau économique avait pénétré le peuple, cela nous a été fourni un jour par un incident au parlement.

C'était le moment où déjà l'on parlait ferme de concessions à donner à des entreprises étrangères. Un orateur du parti paysan était à la tribune ; nous avons indiqué dans le tableau des partis, que communistes et paysans formaient un bloc : dans toutes les votations importantes, ils votaient ensemble. L'orateur parlait de la question économique ; se tournant tout à coup vers la loge où étaient les missions étrangères (mission militaire japonaise, mission chinoise, mission américaine Lively et nous-même), il déclara : « Que les étrangers viennent chez nous avec leurs capitaux, nous leur accorderons protection, mais nous ne permettrons pas au capital russe de se reformer ! »

Ceux qui ont suivi les écrits et les paroles de Lénine dès avant la Révolution, savent qu'il a toujours dit que

le communisme intégral ne se pourrait pas établir en Russie si l'Europe occidentale ne faisait pas aussi la révolution anticapitaliste. Cette révolution n'ayant pas eu lieu, la Russie, qui est allée trop loin dans le sens du communisme économique, revient en arrière, et dans cette recherche d'un juste équilibre entre la forme communiste idéale et la forme libéralo-capitaliste, la R. E. O. joue le rôle d'une sorte de laboratoire. Non pas que telle soit la volonté de la Russie ou de la R. E. O. elle-même, puisque sa forme politico-économique est le fruit d'une exigence étrangère, mais cela comme résultante de ces circonstances extérieures ! Dans le reste de la Sibérie, non seulement à Irkoutsk c'est-à-dire à la frontière, mais à Omsk c'est-à-dire au chef-lieu, les esprits ne manquaient pas, qui suivaient attentivement ce qui se passait à Tchita. Certains même se demandaient si la Sibérie, au cas où les expériences de la R. E. O. seraient favorables, n'adopterait pas aussi sa formule mixte. A notre sens, ces esprits allaient trop loin, mêlant au surplus les deux questions du problème qui doivent être dissociées. Au point de vue politique, il y a peu de chances que la Russie en arrive à la formule démocratique en usage dans la R. E. O.; on peut même parfaitement concevoir les règles de l'école libéralo-capitaliste s'alliant avec la formule politique de la représentation sovyétique et de la dictature électorale du prolétariat. L'augmentation actuelle des employeurs et des commerçants fera même paraître d'autant plus désirable le maintien du système actuel — c'est-à-dire la répartition prolongée du chocolat à l'un et du gâteau à l'autre (1). Quant au point de vue économique, la parole du député paysan fait voir avec quelles précautions la R. E. O. reviendra au régime capitaliste, précautions qui ne se peuvent traduire que

1. C'est bien ainsi que les choses se passent, d'après nos derniers renseignements. Le gouvernement prolétarien tient d'autant plus fermement le pouvoir qu'il a dû faire des concessions au principe capitaliste.

par la limitation de l'action et le *contrôle strict* des entreprises autorisées. Il en sera de même en Russie, laquelle, depuis les édits nouveaux (le premier en date, du 23 mars 1921, admit de nouveau le principe de la liberté du commerce), n'est plus tellement distincte du régime économique en vigueur dans la R. E. O. En tout cas, la République Extrême-Orientale n'est pas, pour la Russie, une terre quelconque perdue à l'extrémité de ses terres. Avec ses 2.000.000 d'habitants et sa surface presque triple de celle de la France, elle est une individualité propre dont sa sœur aînée suit avec attention et intérêt le développement.

*
* *

Ceux qui sont au courant du mouvement social en Russie savent ce que sont les « soubotnik » et les « voskresnik », c'est-à-dire les samedis et les dimanches de travail volontaire organisés par le parti communiste, pour aider au travail de « remonte ». Ajoutons que de volontaires, ces journées supplémentaires sont devenues obligatoires pour les communistes, sans que la cérémonie perde de son entrain et de son apparat, car les travailleurs partent toujours en cortège, en musique ou en chantant. Le dimanche 6 mars devait avoir lieu un « voskresnik » particulièrement solennel auquel avaient à prendre part tous les membres communistes du parlement. Tôt le matin, nous vîmes défiler les travailleurs, musique et drapeau en tête, pelle ou pioche sur l'épaule, se rendant à la gare pour des travaux de déblaiement (fig. 47).

Cette vision d'avenir, de travail fraternel et enthousiaste, était pour nous le dernier salut de la capitale de la République Extrême-Orientale, car ce même matin du 6 mars, après que nous eussions été avisé que nous pouvions passer par la Russie sovyétique, et que nous eussions obtenu auprès de Chatov le changement de

notre lourd vagon-restaurant contre un petit vagon de service dans lequel nous vécûmes jusqu'à Moscou avec nos aides Stépane Zadvornyak, Galicien, et Joseph Bertalan, Hongrois, nous quittions Tchita pour n'y plus revenir. Nous avions auparavant complètement retiré notre Représentation à Jonas, vu le double jeu qu'il avait toujours joué, et remettions toutes les affaires de la Mission, pour sa liquidation définitive en Transbaïkalie, à M. Seidan, secondé de M. Fritze. Nous ne partions pas sans un certain sentiment d'émotion, tant par le souvenir que nous laissait le terrain de notre principale activité, que par l'attente de ce qu'allait nous réserver notre nouveau voyage en République sovyétique. Selon notre promesse, nous ne pouvions plus nous occuper des prisonniers au cours de cette traversée, mais aussi bien lorsque nous quittions la République Extrême-Orientale que maintenant en écrivant ces pages, nous avons conscience que notre « politique » de chef de mission fut la seule appropriée au plus grand intérêt des anciens prisonniers de guerre, c'est-à-dire à leur plus rapide rapatriement.

CHAPITRE V

La Russie Sovyétique[1]

« *L'orgueil va devant l'écrasement.* »

C'était la troisième fois que nous pénétrions en Russie sovyétique, mais cette fois sans plus regarder en arrière. Le fait que notre Mission était pratiquement achevée, nous permettait de nous intéresser à tout ce qui ne la concernait pas, et, par mesure de clarté, la plupart des observations et des notations qui sont écloses au contact de la Russie sovyétique, lors de nos deux précédentes incursions et de notre actuelle traversée, sont maintenant groupées.

L'histoire du petit vagon de service qui, de Tchita, nous amena à Moscou vaut la peine d'être contée. Cette histoire avait d'ailleurs failli finir avant de commencer, car, si nous ne l'avions fait manœuvrer la nuit qui précéda notre départ, il eût été aplati, comme une sole desséchée sous le soleil d'Afrique, par une collision formidable qui jeta en bas du remblai un gros vagon à quatre essieux et secoua si fort la mission militaire japonaise, dont les vagons suivaient, que celle-ci fut persuadée qu'on avait attenté à ses jours.

1. Il n'est naturellement tenu compte que de la Russie sovyétique telle que nous l'avons vue, et non pas des transformations qui s'y sont depuis produites.

Nous avions bien la permission politique de passer, mais pas la permission technique de voyager dans notre vagon. C'est que, depuis la séparation des réseaux sovyétique et extrême-oriental, cette scission est si réelle que les trains de l'un et de l'autre côté ne vont que jusqu'à Mussovaya, sur la rive gauche de la Selenga (politiquement sur le territoire sovyétique) et il faut une autorisation spéciale des deux administrations pour qu'un vagon puisse franchir la ligne-frontière. Or, un vagon propre nous était nécessaire pour nos bagages, bagages de la Mission et effets personnels.

Le ministre des Communications de la R. E. O., en nous donnant un vagon de service contre notre voiture-restaurant, demanda pour le vagon la permission d'être dirigé sur Moscou, et cela aux trois administrations formant échelle hiérarchique d'Irkoutsk, d'Omsk et de Moscou. C'était une erreur de tactique. Il fallait peut-être bien s'adresser à Moscou pour l'autorisation de passer, mais cette autorisation ne devait être demandée que jusqu'à Irkoutsk et non d'emblée jusqu'à Moscou. Cette erreur fut peut-être notre salut. Confiant, nous avions en effet décidé de quitter Tchita sans attendre la réponse, qui devait être communiquée aux principales gares que nous toucherions. Le 8 mars, nous arrivions à Vyérkhnyé-Oudinsk où nous avions la joie d'apprendre qu'Irkoutsk avait accordé l'autorisation de passer. Nous poursuivions donc incontinent. Mais malheur ! A Mussovaya, nous trouvons l'autorisation d'Irkoutsk annulée du fait qu'Omsk a répondu négativement en attendant que Moscou fasse connaître sa décision. Nous demandons à parler, par conversation télégraphique, à l'administration ferroviaire d'Irkoutsk. Bonheur ! C'est un ancien fonctionnaire de la R. E. O. que nous connaissons, qui est à l'appareil. Nous lui expliquons que Tchita a demandé par erreur notre passage jusqu'à Moscou et que, pour le moment, nous désirons ne nous rendre qu'à Irkoutsk pour y régler précisément

(*Cliché Montandon*)

Fig. 47 (page 237). — Important *voskresnik*, ou dimanche de travail volontaire, à Tchita. Le cortège, composé entre autres des membres du parlement, se rend au travail, musique et drapeaux en tête.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 48 (page 255). — Vagon d'un train de propagande portant sur le toit l'inscription : « Le livre au peuple. »

(*Cliché Montandon*

Fig. 49 (page 255). — Vagon d'un train de propagande, portant, autour des armes de la République sovyétique, l'inscription : « La science et le travail l'emportent sur tout » et, le long du bord inférieur du vagon : « Tu vaincras la désorganisation par le travail. »

(*Cliché Montandon*)

Fig. 50 (page 255). — Ancien vagon-chapelle du Tsar Nicolas II employé comme vagon d'un train de propagande.

les questions relatives à notre voyage à Moscou, autorisé politiquement. Notre interlocuteur nous dit qu'il va consulter l'instance supérieure et revient tôt après. Sur la bande de papier s'impriment alors lentement les mots dont nous suivons le déroulement en retenant notre souffle : « Autorisation entrée vagon docteur Montandon accordée. » Accordée ! La grosse difficulté est surmontée. Nous en soupirons de soulagement et, en attendant le départ, allons nous promener sur le Baïkal gelé.

A Irkoutsk, arrêt, long arrêt de trois semaines, du fait de la révolte sur l'Ichum au pied de l'Oural, dont nous reparlerons. Il est préférable de ne rien demander pour le moment, car tout serait refusé. Mais dès que les trains peuvent de nouveau circuler — les deux voies Omsk-Oufa et Omsk-Perm avaient été coupées — l'administration ferroviaire d'Irkoutsk demande le passage du vagon à celle d'Omsk, en déclarant la réponse urgente. Le commissaire préposé à ce service à Omsk accorda alors le passage jusqu'à Omsk en attendant d'avoir une réponse de Moscou pour la suite du voyage (après les événements de l'Ichum, la première réponse de Moscou dont nous avions toujours ignoré la teneur, et au sujet de laquelle il valait mieux ne plus s'informer, ne pouvait plus entrer en ligne de compte).

Nous franchissions la distance Irkoutsk-Omsk en cinq jours, mais à Omsk désastre ! Moscou refuse le passage, déclarant que nous pouvons continuer comme simple voyageur. Cependant l'Autorité d'Omsk compense cette fois les procédés rugueux qu'elle avait eus avec nous en décembre. Elle avait le droit d'envoyer par mois un nombre restreint de vagons à Moscou pour son compte personnel, sans avoir à en demander l'autorisation. Elle défalqua donc de ce nombre 1 vagon et laissa à sa place partir le nôtre. Nous ne fîmes ainsi qu'une halte de trois jours à Omsk. Dès lors, plus de difficultés transcendantales, mais quelques complications pour que l'habitude de les surmonter ne se perdît pas. Nous partions d'Omsk

avec un rapide. A Tyoumen, la queue du train est découplée pour faire place à des vagons de soldats. Nous obtenons alors d'être attaché non pas à un train ordinaire, lent et riche d'ennuis de contrôle, mais à un convoi de viande frigorifiée, qui se dirige à vitesse moyenne dans les environs de Moscou. A Perm, où nous avions à cueillir notre fiancée qui, de Moscou, s'y était rendue chez ses parents, et où nous eûmes à faire dételer le vagon, nous eûmes la chance que le convoi eût un arrêt suffisamment prolongé pour que nous pussions repartir avec lui. Entre Vyatka et Vologda, nous dûmes cependaut rallier un train spécial, fait de vagons-réclame, etc., qui nous amena à Moscou à la gare dite de Yaroslavl.

*
* *

Cela pour la « technique » du voyage. Si cette technique fut bien ce qui nous donna le plus de soucis, nous avions cependant les yeux et les oreilles ailleurs. Revenons donc à Irkoutsk, où, comme nous l'avons dit, nous eûmes un arrêt forcé de trois semaines du fait de la révolte sur l'Ichum, dont les premiers échos étaient arrivés lorsque nous étions encore à Tchita. Rétrospectivement, nous ne sommes pas mécontent d'avoir fait ce stage, car, seul membre d'une mission étrangère non seulement à Irkoutsk, mais dans toute la Sibérie, cela nous était l'occasion de compléter les vues et les observations précédement recueillies.

Ce qui frappe tout d'abord dans une ville russe — s'il en est autrement maintenant, nous avons assisté au tableau communiste dans toute son intransigeance — c'est le fait qu'aucun café n'est ouvert. Tandis qu'à Vladivostok, le spectacle européen des bouges vomissant le soir les hommes ivres est habituel, de la frontière de Mandjourie à celle de Lettonie tous les « saouloirs » sont « bouclés ». Avec la fermeture des magasins, cela donne quelque chose de monotone aux localités, rendant une

rue semblable à l'autre, une ville pareille à une autre ville. Mais la satisfaction morale de constater de telles mesures possibles et exécutées peut l'emporter sur le regret de la monotonie du tableau. Ah ! on n'a pas badiné. A Irkoutsk, on a fusillé des gens qui avaient l'odeur de l'alcool.

Nous avons dit que les magasins étaient fermés. Sans parler de la République Extrême-Orientale, où les petites boutiques étaient autorisées, nous verrons à Moscou des ébauches de magasins : dans les vitrines, deux à trois robes ou chapeaux sont là pour annoncer que la dite échoppe est autorisée à exécuter des réparations ; mais il est naturel que le tenancier prenait en sous-main des commandes plus complètes.

Les restaurants, dans le sens où nous l'entendons, c'est-à-dire ouverts à chacun contre monnaie, n'existent pas non plus. Ceux existants sont des restaurants d'État, où est nourrie une partie de la population, contre présentation de coupons. Une autre partie de la population apprête chez elle ce qu'elle reçoit en nature de l'État. Enfin, une certaine partie de la population ne reçoît rien du tout, vivant de ce qu'elle peut échanger en cachette — si elle a quelque chose à échanger. Est-il en effet nécessaire de rappeler que la population se peut diviser en quatre catégories pour lesquelles la ration réglementaire va en ordre décroissant : les soldats, les ouvriers, les travailleurs intellectuels, enfin les bourgeois dont la ration est égale à zéro. Les confrères bourgeois d'Occident n'ont pas eu de protestations assez vives contre ce schéma, mais il y a deux raisons qui l'expliquent ; d'abord, il est clair que, dans la restriction générale de la nourriture, ce doive être en premier lieu les ennemis de l'État qui soient le moins nourris par lui ; la seconde raison, c'est que ces ennemis, les bourgeois, avaient en général encore suffisamment de réserves

matérielles leur permettant de se livrer, clandestinement ou non, à des échanges. Il est intéressant de noter que les cochers étaient rangés dans la catégorie des bourgeois, vu les tarifs élevés qu'ils prélevaient en pratique et qui leur permettaient de vivre.

Il vient d'être fait mention d'échanges « clandestins ou non ». C'est précisément lorsque nous traversions alors la Sibérie, le 23 mars 1921, que fut rendu par Moscou le décret autorisant de nouveau le paysan à échanger et à commercer, après payement à l'État d'un impôt en nature. Mais déjà auparavant, selon les nécessités du lieu et du temps, les autorités locales permettaient des marchés restreints, comme nous en avons observés à Irkoutsk et à Omsk. Il n'était naturellement pas question d'y faire du commerce en grand. Les objets de valeur en étaient aussi exclus ; si quelqu'un se fût hasardé à y offrir une fourrure, il se la serait vue promptement confisquer. Les agents de la Tché-Ka surveillaient en effet de très près les transactions, faisant parfois des rafles de personnes et de marchandises lorsque les négoces ne leur plaisaient pas. On voyait alors les spéculants ramasser leur bien fièvreusement et s'enfuir dans toutes les directions ; mais de ces paniques se produisaient aussi sans aucune raison, à l'ouïe d'une rumeur insolite, puis, l'erreur constatée et l'émotion calmée, les bricoleurs revenaient à leur bricolage. Car les affaires se faisaient sur un petit, tout petit pied; chaque marchand ne disposait pas de plus de 3 ou 4 mottes de lait caillé, ou de six pains, ou de deux douzaines de boutons , ou de quelques vieux livres ou de quelques paires d'antiques souliers; il se mettait dans l'impossibilité de perdre beaucoup à la fois. En outre des débris de ménage — car le neuf ne se rencontrait pas — et des produits qu'apportait le paysan, on remarquait certaines denrées qui devaient être fournies par des gens qui en avaient trop à leur disposition ; c'est ainsi que nous avons pu acheter du

sucre qui était, à n'en pas douter, celui qui était livré à l'armée.

Nous parlions de vieux souliers. Un des étonnements de la vue, aussi bien dans la Russie vladivostokienne que dans la Russie bolchévique, a été pour nous l'inénarrable gamme de chaussures de toutes modes dont se revêtent les pieds féminins. Tous les fonds de bahuts, datant des trois dernières générations, se sont donné rendez-vous sur la rue. Mais nous nous souvenons aussi d'avoir vu d'élégantes et hautes bottines neuves, à talon Louis XV, faire des façons pour passer par la boue qui sépare deux trottoirs ; cela à Irkoutsk et aussi surtout, bien entendu, à Moscou la grande ville, car on ne pourra jamais empêcher la femme de tendre à l'élégance, surtout pas la femme russe qui a des trésors de savoir-faire pour se rendre piquante. Il ne règne donc pas dans la foule russe la même uniformité pour le costume féminin que pour le masculin, et ceci grâce à l'ingéniosité de droits agiles ; nous avons rencontré en rue, à Irkoutsk, une robe de profil très à la mode occidentale, mais coupée, à n'en pas douter, dans le dos d'un canapé à grands ramages ; c'était suffisamment charmant et drôle pour qu'on se retournât.

Puisqu'il est question des femmes, restons à ce sujet. Il s'est répandu sur leur compte d'inénarrables légendes. Ne nous conformons pas à la parole « à tout seigneur tout honneur » et commençons par un médecin de Lausanne, un si petit sire que nous ne lui ferons pas le plaisir de le nommer. Cet individu — dont la femme est, paraît-il, une ex-anarchiste — a publié une brochure sur la nationalisation des femmes en Russie, thèse qui eut du succès à en juger par le nombre de dames qui nous ont interrogé à ce sujet depuis notre retour de Russie. Trotskiy s'est donné la peine de réfuter, dans son ouvrage *Terrorisme et Communisme* (pp. 97-99 de l'édition russe), la brochure

en question en démontrant que les documents sur lesquels elle prétend s'appuyer sont truqués. Mais pour ceux qui, comme nous, viennent de vivre pendant un an dans les villes et villages de Sibérie et de Russie bolchéviques, point n'est besoin de documents pour ou contre ; on se surprend à devoir écrire une vérité aussi simple que celle consistant à dire que la prétendue nationalisation des femmes en Russie constitue une des plus pyramidales inventions qui aient été construites dans les cerveaux de ses ennemis.

La vérité est tout autre. La vérité est que, depuis que le monde est monde, jamais il ne fut plus près de voir tomber la prostitution que pendant la première époque du régime communiste. Que firent, en effet, les Bolchéviques ? Ils mirent toutes les femmes publiques dans des emplois publics ; chacune eut, comme tout citoyen, son carnet de travail et devait être à telle heure au bureau ou à l'atelier. Déjà le fait qu'elles devaient travailler rehaussait ces femmes. Puis, mesure encore plus efficace, toutes les femmes, de par le nouveau régime, se voyaient privées de dot ou d'héritage. Il se produisit alors que les hommes ne regardèrent les femmes que pour ce qu'elles valaient par elles-mêmes. Les hommes n'avaient plus à se prévaloir d'une forte différence de situation matérielle et les femmes n'avaient plus à recourir à l'aumône des hommes. Il y avait certes des exceptions, mais qui ne comptaient pas pourcentuellement, et nous, qui avons déambulé par les rues de Vladivostok, d'Irkoutsk et d'Omsk sous Koltchak, puis de nouveau par celles d'Irkoutsk d'Omsk et de Moscou sous les Bolchéviques, nous certifions, dur comme fer, que la prostitution des rues a disparu d'un régime à l'autre. Elle ne reparaît maintenant que pour autant que la dépréciation du papier-monnaie ne permet plus aux employées de vivre de leur solde et que le déséquilibre des situations se rétablit. C'est dire que la prostitution ne se restaura que pour autant qu'on sortit et qu'on s'écarta du com-

munisme ; et, pour certains, l'expérience est suffisante pour leur permettre de dire que *seul le communisme fait tomber la prostitution*, d'un bloc, comme tombe un rideau de théâtre.

Depuis, on a raconté des choses terribles sur la prostitution des enfants, en particulier sous la plume de Serge Perskiy dans la *Gazette de Lausanne* (16 décembre 1921). Mais comme ce dernier paraît dénué d'objectivité dans sa phobie des Bolchéviques, chez lesquels il ne semble pas au reste avoir mis les pieds, seul un certain pourcent de ce qu'il raconte a des chances d'être vrai (1). Ce pourcent même est, hélas, de trop et ne devrait pas exister. Mais les faits incriminés ne se sont pas produits tout de suite ; ils sont la résultante de ce que toutes règles économiques ont été chavirées de par des causes multiples, dont la primordiale est la famine, due elle-même avant tout — les esprits de bonne foi le savent maintenant — à l'hypersécheresse du Privolga qui eut sa répercussion sur tout le pays.

En tout cas, un fait nous paraît bizarre. Nous ne nous sommes pas, certes, occupé spécialement de la question des enfants, mais comment se fait-il que pendant la pleine année que nous avons vécue chez les Bolchéviques, nous n'ayons jamais, nous disons *jamais*, entendu de plainte, directe ou indirecte, de quelque milieu que ce fût, au sujet du traitement des enfants? Il est vrai que nous avons quitté la Russie (mai 1921) avant la famine dont personne encore ne parlait.

1. Prenons, par exemple, l'affirmation qu'il emprunte au Dr Sokolov, selon laquelle les Bolchéviques ordonnaient que les enfants fussent placés dès l'âge d'un an dans les asiles sovyétiques. Nous ne savons si telle ordonnance a jamais été rendue par le Gouvernement central, mais ce que nous savons par tout ce que nous avons observé dans les familles communistes ou non communistes que nous avons visitées, c'est que rien n'aurait pu faire soupçonner une telle ordonnance, et des personnes qui nous tiennent de près nous disent que certaines femmes, sans qu'il fût exercé de pression sur elles, demandaient elles-mêmes à remettre leurs enfants, lorsqu'elles n'avaient pas de quoi les nourrir.

Un dernier point à propos des femmes : le féminisme lui-même.

Dans les derniers jours de mars 1920, se tint à Irkoutsk un congrès syndicaliste. Le local était un théâtre abondamment orné de banderoles rouges et d'inscriptions révolutionnaires. Remarquons en passant que le discours d'ouverture se basait sur un article récent du *Journal des Débats*, que l'orateur tenait en mains. L'article, dû à un réfugié russe, disait en substance : « Les événements sont tels qu'il paraît illusoire de vouloir renverser par la force le Gouvernement des Sovyets. Il n'y a pas lieu de perdre courage, mais le travail sera maintenant de longue haleine. Que nos partisans rentrent en Russie, non plus pour abattre le gouvernement de l'extérieur, mais pour le miner de l'intérieur ! » Et l'orateur s'appuya sur ce texte pour recommander la plus grande vigilance et la plus forte discipline.

Mais le discours qui nous frappa le plus fut celui que prononça en finale la présidente du ou des syndicats féminins. Elle dit son regret et sa tristesse de constater qu'alors qu'en Russie la femme a maintenant exactement la même position et les mêmes droits que l'homme, elle n'en use nullement, ne prenant pas part à la vie sociale.

Cette affirmation ne fut pas sans nous donner une certaine satisfaction, non pas pour ce qu'elle énonçait et qui est regrettable en soi, mais parce qu'elle confirmait ce qui fut toujours nos prévisions. Nous avons toujours été pour le féminisme, par sentiment de justice, comme nous comprenons que l'on puisse être pour le communisme. Mais nous avons toujours prévu que, prises globalement, les femmes se serviraient peu des droits qui leur seraient conférés et influeraient, en règle générale, peu sur la vie sociale. C'est pourquoi nous n'avons jamais été ébloui par les raisonnements de ceux des antiféministes qui lui sont opposés pour diverses raisons pratiques. Ces raisons pratiques n'existent justement pas « pra-

tiquement » puisque, l'exemple de la Russie n'est pas le seul mais le plus frappant, les femmes ne se servent pas de leurs droits. Ne reste donc que la question de justice, à laquelle il vaut toujours mieux satisfaire.

*
* *

Le problème de l'orientation à donner à la vie des syndicats était à l'ordre du jour quand nous étions à Irkoutsk. Par brochures et discours, trois groupes se livraient à une lutte intense à ce sujet dans le sein du parti communiste ; le titre seul de certaines brochures, destinées exclusivement aux membres du parti, montrait l'âpreté de la lutte sur le terrain des idées, ainsi celle-ci, de Lénine : *Encore au sujet des syndicats professionnels, du moment présent et des erreurs des camarades Trotskiy et Boukharine.* Une dizaine d'opinions différentes finirent par se grouper en trois tendances : le groupe dirigé par Chlyapnikov, sauf erreur président du syndicat des métallurgistes, demandait que la vie économique de la nation fût remise aux syndicats — solution politiquement dangereuse ! Trotskiy, à l'opposé, soutenu par une phalange de chefs en vue, Boukharine (un des premiers théoriciens du communisme), Andréyév, Dzerjinskiy (le chef de la Tché-Ka), Krestinskiy, Préobrajenskiy, Rakovskiy (le Président des Commissaires du peuple de l'Ukraine), Sérébryakov, Larine, etc., voulait une quasi militarisation des syndicats. Enfin Lénine, toujours opportuniste en tactique, mais doué d'un flair admirable, préconisait de ne pas adopter de mesure tranchante. Une première votation à Omsk donna à la thèse de Trotskiy le tiers des voix, mais à Moscou, tandis que Chlyapnikov faisait 15 voix et Trotskiy 70 environ, la thèse de Lénine en faisait près de 350. Nous ne serions pas étonné que, plus que les questions de principe, celles de personnes intervinrent dans cette votation — les questions de personnes, disons-nous, qui jouent peut-être un rôle

encore plus grand dans les partis de gauche que dans ceux de droite ! Aussi cette votation manifestait-elle l'ascendant prépondérant, et de combien, dont jouit Lénine, par rapport aux autres chefs, lui qui est et reste la verge maîtresse du faisceau sovyétique.

Ceux qui n'aiment pas les avocats auraient une joie intime en constatant le pas que l'organisation communiste donne au médecin sur l'avocat. Il est de fait que l'avocat est raclé. Les accusés reçoivent des défenseurs d'office, tout le mécanisme de la justice prolétarienne empêchant l'avocat de vivre en champignon sur la société. Trotskiy l'a proclamé : en compensation de la justice bourgeoise qui est une justice de classe, la justice prolétarienne est aussi une justice de classe. Depuis combien de temps, même des non-socialistes réclament-ils du fait que ceux qui volent par millions sont généralement moins punis que ceux qui volent par francs? Pour les Russes, il paraît juste que non seulement on soit puni proportionnellement à la somme soustraite, mais de façon inversement proportionnelle à la fortune de celui qui est volé ; c'est-à-dire que le riche devrait se sentir moins protégé par la loi en proportion de sa richesse. Ceci n'est pas un raisonnement ; c'est une question de sentiment, du sentiment de *justice* tel qu'il réside dans certains cerveaux et la justice communiste russe, qui motive ses jugements non par les arguties d'un code, mais en se basant sur le sens populaire, donne satisfaction à ces cerveaux.

Parlons du médecin. Parmi ceux qui ne font pas partie des administrations, le médecin est certainement le mieux partagé des camarades. Tous ceux que nous avons vus en Sibérie, et ils furent nombreux, tout en ayant perdu leur ancienne position d'exception, continuaient à vivre sans souci du lendemain, car la clientèle ne chômait pas et un nombre très suffisant de malades leur apportaient

une rémunération, non pas tant en espèces qu'en nature. Cependant, en même temps qu'ils avaient leur clientèle privée, les médecins devaient consacrer quelques heures par jour à une administration sanitaire ou à un hôpital. Eux ne se plaignaient donc pas de la situation qui leur était faite, mais il faut bien croire qu'il y avait des plaintes et que la prédilection qu'ils montraient pour leur clientèle privée était ressentie par leurs malades des hôpitaux. En tout cas, et cela nous étonna, puisque c'était au moment même où le pouvoir central avait déjà lancé les premiers décrets de concession aux anciens principes économiques, un édit parut pendant notre séjour à Moscou (avril 1921) par lequel les médecins n'avaient plus le droit d'avoir de clientèle privée, tous les malades devant être mis sur le même pied et considérés comme malades d'hôpital. Nous doutons que le décret ait pratiquement changé beaucoup aux choses.

Puisque nous en sommes aux médecins, c'est le moment de parler d'un décret, paru le 18 novembre 1920, émanant du commissariat de la Santé publique et du commissariat de la Justice, comportant l'autorisation de l'avortement dans les hôpitaux sovyétiques. Comme les décrets de l'autorité sovyétique sont fréquemment dénaturés dans leur intention quand ce n'est pas dans leur rédaction, il y a lieu de mentionner en détail ce que prévoyait ce décret :

. . . . . .

1) La pratique de l'opération de l'interruption artificielle de la grossesse est autorisée, gratuitement, dans les établissements sanitaires sovyétiques où est garanti le maximum d'innocuité.

2) Il est absolument interdit à toute autre personne qu'à des médecins de pratiquer cette opération.

3) Les sages-femmes ou gardes-malades qui se rendent coupables de pratiquer cette opération sont privées du droit de pratiquer leur vocation et son livrées au tribunal populaire.

4) Le médecin qui pratique l'opération de l'avortement de façon privée, est livré au tribunal.

Certes, il apparaît toujours choquant que l'on doive procéder à une manœuvre antinaturelle, mais l'autorisation d'avortement, qui n'aurait pas à être donnée dans un État fonctionnant idéalement, a été envisagée, dans les circonstances actuelles, comme le moindre mal social. Les considérants qui accompagnaient le décret semblent le montrer :

> En rendant pareil décret, le Pouvoir sovyétique déploie en même temps tous ses efforts pour la mise en pratique de tous les décrets de protection du travail de la femme, pour l'augmentation et la création du nombre nécessaire d'établissements de protection de la maternité et de l'enfance et pour la diffusion, au sein de la population, de vues justes sur le sens de la maternité.

Nous n'en avons pas encore fini tout à fait avec le médecin, lequel a quelques avantages en régime communiste. Avec l'ingénieur, et naturellement les préposés à certaines fonctions gouvernementales, il est le seul à avoir droit au téléphone et parfois à l'automobile. Un téléphone est même obligatoire chez un médecin. De façon générale, le système d'organisation admet qu'il doit être interdit à de simples « riches », ne remplissant pas de fonction d'utilité publique, de posséder ces instruments au détriment des citoyens utiles (on pourrait même admettre qu'ils dussent les payer aux citoyens utiles !).

Enfin, dans la question du logement, dont nous allons dire deux mots, le médecin est aussi privilégié. Il a le droit de disposer de plus de chambres, vu les nécessités de sa vocation, que d'autres citoyens.

On croit habituellement que la propriété privée a été officiellement et totalement abolie en Russie. C'est une erreur. Nous ne croyons pas que dans la législation russe on puisse trouver un article de loi mentionnant formellement la chose. Il est vrai qu'en ce qui concerne les biens mobiliers, des réquisitions eurent lieu sur la base

de décrets officiels. En ce qui concerne les biens immobiliers, la loi s'exprime comme suit (article 2 du décret du 20 août 1918) :

> Dans les villes de plus de 10.000 habitants est supprimé le droit de propriété privée sur toute construction qui, avec le terrain sur lequel elle est construite, a une valeur ou un revenu supérieur à la limite établie par les organes du pouvoir local.

C'est dire que dans les campagnes, grosso modo, chaque paysan était resté habiter la maison de bois où il se trouvait. Dans les villes, parmi les maisons nationalisées qui en formaient la grande majorité, un certain nombre d'entre elles, à locaux spacieux, à notre sens un trop grand nombre, furent accaparées par les administrations nouvelles. C'est propablement en partie du fait de cette immobilisation de trop de locaux d'habitation que, malgré les mesures prises, il y avait pléthore d'habitants et non d'appartements ou de chambres d'habitation. Les mesures auxquelles il est fait allusion consistaient à enlever aux particuliers, qui en avaient trop pour leur propre usage, les chambres supplémentaires et à y faire loger les citoyens vivant à l'étroit, en général des ouvriers. C'est ainsi que dans la majorité des appartements où nous eûmes affaire ou à loger, certaines chambres étaient occupées par de nouveaux habitants, pour la plupart du temps inconnus des premiers occupants. Ces maisons n'avaient plus d'autre propriétaire que l'État, auquel un loyer minime était dû. Une commission des logements fonctionnait par quartier et dans chaque maison un des habitants, responsable vis-à-vis de l'administration sovyétique, avait à tenir le registre des nouveaux locataires et des partants.

C'était parfait ou presque ! mais le système avait un défaut, si grave, que nous ne nous trompons pas en disant que c'est à lui qu'il dut au fond de ne pas être maintenu. Comme nous nous promenions à Moscou, nous remarquons quelques maisons dont il ne reste que les murs.

— Tiens ! remarquons-nous, il a brûlé.

— Mais non ! nous répond-on, il n'a pas brûlé. Ces maisons ont été débarrassées de leur superstructure !

Les murs extérieurs et les parois intérieures avaient été raclés de tout ce qui avait été bois ou métal, mais, en effet, ils n'avaient pas été léchés par le feu. Il avait dû se produire pour ces maisons ce qui s'était produit pour d'autres : une conduite d'eau ou une cheminée avait sauté ; faute de réparations, la maison était devenue peu à peu inutilisable. Alors les habitants l'avaient abandonnée, non sans rafler tout ce qui pouvait l'être, jusqu'au dernier linteau de fenêtre, jusqu'à l'ultime gond de porte.

Certes, l'État était censé procéder aux réparations, mais en pratique, cela ne se pouvait pas obtenir. Aussi, actuellement, le propriétaire de maison est-il de nouveau parfois autorisé. Il n'a cependant pas le droit d'avoir plus d'une maison et probablement a-t-il à acquitter certains devoirs ou redevances du fait d'avoir le droit d'être propriétaire. Il perçoit un prix de location de ses locataires, mais a le strict devoir de maintenir sa maison en état.

*
* *

Il y a près d'un quart de siècle, comme nous nous trouvions en séjour dans une famille habitant les bords du Léman, un des messieurs de la génération précédant la nôtre, émit l'idée que l'instruction obligatoire était un mal et une erreur parce qu'elle semait le mécontentement dans le peuple. Aujourd'hui, l'axiome de l'instruction obligatoire est si solidement ancré que peu de personnes le combattraient. Mais même en se plaçant au point de vue du « bien pensant » d'il y a 25 ans, c'est-à-dire en admettant que l'on pût barrer le chemin à l'instruction de la masse, l'expérience russe est là pour nous enseigner combien dangereuse fut et serait cette tactique pour la bourgeoisie.

En effet, on sait qu'en Russie tsariste il y avait environ 90 % d'illettrés, et nombreux sont les gens « bien informés » admettant que les Bolchéviques s'efforcent de maintenir ce pourcent d'ignorance. Erreur, immense erreur ! Ils se sont au contraire saisis de la magnifique arme qu'ils trouvaient sous la main ! Autant que le permettent les circonstances actuelles, c'est-à-dire l'immensité des autres tâches, la détérioration des moyens techniques et la pénurie du papier, ils répandent les journaux, les brochures, le livre, d'un mot l'instruction publique. Mais cette littérature, cette instruction sont composées à la plus grande gloire de l'idée communiste. C'est d'elle seule que sont pétris aujourd'hui les illettrés et les enfants !

Un des moyens de diffusion de la littérature communiste, c'est les trains de propagande, lancés dans les diverses directions, par le commissaire de l'Instruction publique, le camarade Lounatcharskiy, et reconnaissables à distance aux peintures multicolores dont sont ornés les vagons qui les composent (fig. 48 et 49). C'est comme formant partie d'un de ces trains de propagande que nous rencontrâmes l'ancien vagon-chapelle de Nicolas II (fig. 50).

Ces trains contiennent aussi parfois une salle de lecture, mais des salles de lecture se trouvent maintenant dans toutes, nous disons toutes les gares, et combien de soldats — autrefois, à n'en pas douter, des moujiks sans culture — y avons-nous observés suivant lentement de leur gros index le texte retenant leur attention ! Pendant notre séjour en Sibérie, Trotskiy rendit un décret comme quoi au 1er septembre 1920 tout soldat de l'armée rouge devait savoir lire et écrire. A tout soldat lettré était attaché un illettré. Au bout de trois mois, examen ! Si ce dernier était satisfaisant, tous deux étaient relâchés de ce cours d'instruction, sinon l'élève recevait un nouveau maître et le maître un nouvel élève. Il s'en faut d'ailleurs qu'à la date précitée il n'y eût plus d'illettrés

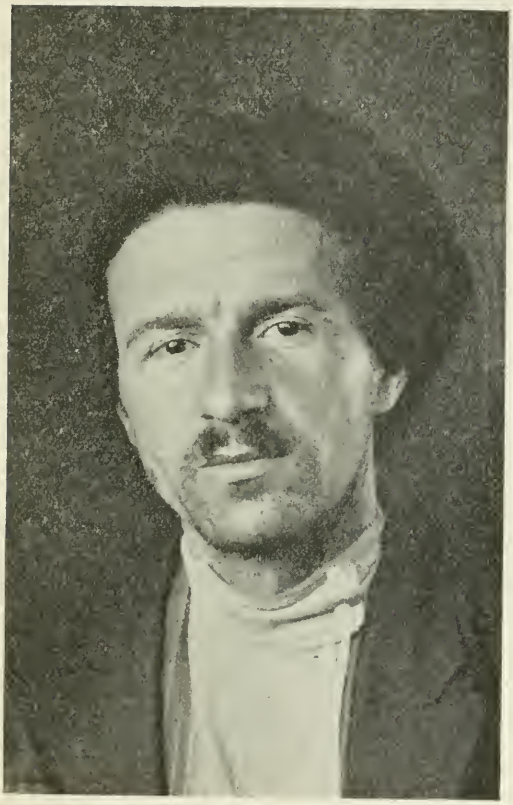
dans l'armée, comme nous avons pu le constater nous-même, mais il est hors de conteste que leur nombre avait été considérablement réduit, et depuis, les efforts ont été continués.

Une des spécialités de la propagande bolchévique est l'affiche, qui couvre les lieux d'affichage, les corridors des établissements d'État, les parois des clubs et salles de lecture. Elles sont très diverses au point de vue technique, du plus mauvais symbolique en dix couleurs au plus net et nerveux réalisme. Elles se livrent à la propagande interne, à l'appel contre l'envahisseur étranger (Koltchak, Wrangel, la Pologne, l'Entente, etc.), elles exhortent à tuer les loups, non pas les loups politiques, mais les véritables loups qui s'étaient multipliés de façon encombrante, nous en savons quelque chose [1], elles exhortent à extraire la houille, ou bien elles servent à l'instruction des masses, expliquant par exemple l'éclipse de soleil du 8 avril 1921. Nous en avons rapporté une soixantaine, de toutes les périodes et de toutes les tendances : certainement la collection ethnographique de la plus vive actualité que la Russie nouvelle pouvait nous donner [2] !

Certes on ne manque pas de journaux quand on est dans une des grandes villes sibériennes, mais il n'en est pas moins vrai que leur nombre est petit si l'on songe à l'immensité du pays. Cependant ne vaut-il pas mieux voir les efforts se concentrer sur certains organes que d'assister à leur prolifération champignonneuse, comme c'était le cas sous Koltchak, où la moitié d'ailleurs de ces

1. Entre autres épisodes des deux hivers que nous avons passés en Sibérie, nous pouvons raconter qu'à Vyérkhnyé-Oudinsk un soldat, armé pourtant de son fusil, s'étant engagé la nuit sur la Selenga gelée, il n'en fut retrouvé au matin que le fusil et les talons de bottes.

2. Nous remercions ici publiquement Séverine de son compréhensif article, publié dans le *Journal du Peuple* (Paris) du 3 novembre 1921, à l'occasion de l'exposition que nous avions faite de ces affiches à Neuchâtel.



(*Cliché Montandon*)

Fig. 51 (page 137). — Boris Zakharovitch Choumyatskiy (A. S. Tchervonnyy), Délégué de l'Internationaliste Communiste pour les peuples de l'Extrême-Orient.

feuilles paraissaient sur papier brun ? Cette tonalité extérieure est encore parfois le cas en Sibérie bolchévique ; par contre dans la R. E. O., les journaux importants du moins, paraissent toujours sur papier blanc.

Le meilleur organe de la Sibérie rouge, soit de la Mandjourie à l'Oural, comme rédaction et comme information, est sans contredit la *Dalné-Vostotchnaya Respoublika* (« La République Extrême-Orientale »), l'organe officieux du gouvernement de ce pays, qui, selon les fluctuations des événements, sortit autrefois de presse à Vyérkhnyé-Oudinsk et maintenant paraît à Tchita. En outre des journaux bolchéviques (le parti communiste de la R. E. O. a comme organe la *Dalné-Vostotchnaya Pravda*, soit « La Vérité de l'Extrême-Orient », et l'armée le *Boyéts*, c'est-à-dire « Le Guerrier »), il existe à Tchita aussi des feuilles des partis menchévique (*Nach Golos*, « Notre voix ») et socialiste-révolutionnaire (*Troud*, « Le travail »), et même un journal neutre d'information (*Jizny*, « La Vie »). Il est à remarquer que tous ces organes, contrairement aux journaux russes de l'Europe occidentale, emploient la nouvelle orthographe introduite par les Bolchéviques (à laquelle nous ne reprocherons que d'avoir adopté, comme i unique, le i à double jambage au lieu de l'i avec le point, le manque de point rendant difficile la lecture de l'écriture manuscrite). Nous n'avons vu, par contre, en Sibérie proprement dite, que des journaux bolchéviques, soit, à Irkoutsk le *Vlasty Trouda* (« La puissance du Travail »), à Krasnoyarsk le *Krasnoyarskiy Rabotchiy* (« L'ouvrier de Krasnoyarsk »), petite feuille, et à Omsk la *Sovyétskaya Sibiry* (« La Sibérie Sovyétique »), l'organe du Comité Révolutionnaire de Sibérie. Les ex-prisonniers faisaient aussi paraître de petits journaux, ainsi les Hongrois d'Irkoutsk le *Roham*. De plus, les journaux de Moscou arrivaient quotidiennement, en particulier les *Izvyéstiya* (« Les Nouvelles »), l'organe du Comité Exécutif Panrusse et la *Pravda* (« La Vérité »), l'organe du parti

communiste, ou bien, pour ceux qui ne lisaient pas le russe *Die Rote Fahne* et le *Vörös Ujsag*, ces derniers rédigés à Moscou par les ex-prisonniers.

Quand nous dirons qu'en ce qui concerne l'exactitude des informations sur l'étranger, les journaux russes sont plus véridiques que les journaux de l'étranger ne le sont au sujet de la Russie, nous ne ferons que constater un fait dont témoigneront tous ceux qui ont pu faire la comparaison. Nous ne parlons pas ici des sentiments exprimés, mais des *faits* relatés. La chose est courante, mais il est difficile, n'est-ce pas, de donner des preuves visuelles de la fausseté des nouvelles. Mentionnons donc, pour faire pendant à ce qui a été cité plus haut (page 35) du *Temps*, ce que nous avons trouvé dans le *Rouskiy Golos* (« La Voix Russe ») du 3 mars, qui n'avait pas l'excuse de s'imprimer aux antipodes puisqu'il paraissait à Kharbine. Dans le dit numéro, qui nous parvint à Irkoutsk peu de jours après sa parution, nous lisions donc :

Autour d'Irkoutsk. — De source japonaise, on mande la marche sur Irkoutsk de Karandachvil. L'histoire de cette attaque est la suivante : on proposa à Karandachvil de se diriger dans le rayon des révoltes, pour les écraser, mais Karandachvil refusa. Alors les Bolchéviques s'efforcèrent de décomposer son corps de troupes en y faisant pénétrer des communistes, mais cela non plus ne réussit pas, car Karandachvil devina leur plan et s'étant réuni avec les détachements de paysans révoltés, se mit en marche contre Irkoutsk. Actuellement ses troupes avancent du Nord vers Irkoutsk et vers la ligne Irkoutsk-Tchékhemkhovo.

Or savez-vous où était Karandachvil, ce chef de partisans que nous avons déjà présenté (page 94), pendant que s'imprimait cette information et pendant les trois semaines que durèrent notre séjour à Irkoutsk? Ses trois vagons étaient accolés au nôtre, sur la voie 13 de la grande vitesse, pour donner des détails ! Nous le voyions presque tous les jours sortir de ses vagons ou y rentrer. *Ab uno disce* si ce n'est *omnes*, du moins *multos* !

En attendant que les événements signifiassent de nouveau pour nous le lâcher, nous allions tous les deux à trois jours voir le camarade Choumyatskiy (fig. 51). Délégué de l'Internationale Communiste pour tout l'Extrême-Orient, membre du Conseil de guerre de la 5e armée (armée d'Irkoutsk), et occupant encore trois autres fonctions, il était la personnalité la plus marquante d'Irkoutsk et de toute la Sibérie centrale (1). Une ou deux fois nous partageâmes avec lui, sa famille et ses collaborateurs, son modeste repas du milieu du jour, mais habituellement, pour parler quelques minutes avec lui, il fallait l'aller trouver quand il prenait son verre de thé clair après le repas. C'était le seul moment qu'il eût de libre dans la journée. Nous l'avions déjà vu dans son vagon se lever à cinq heures du matin pour se mettre au travail, à Irkoutsk nous l'avons retrouvé dans ses différents bureaux, assailli par les quémandeurs, stimulant ses secrétaires, donnant partout, et combien fort dans sa foi à la doctrine malgré les échecs ! Nous avions déjà entendu dans la République Extrême-Orientale de ses anciens collaborateurs — nota bene pas tous des communistes, car il n'était pas exclusif sous ce rapport — désirer de nouveau servir avec lui, preuve du plaisir à la tâche qu'il savait communiquer. Il faut avoir eu affaire à des hommes comme Tchervonnuy, car Choumyatskiy n'est autre que Tchervonnuy, pour comprendre que le communisme peut être une religion.

Qu'avions-nous de mieux à faire que de converser, quand faire se pouvait? Il nous reste entre autres le souvenir d'avoir soulevé une discussion toute académique à propos de l'internationalisme.

Si le premier devoir du communisme naissant est d'attaquer l'armée, rempart du capitalisme, si, pour attaquer l'armée, il faut ruiner la notion de patrie dans

1. Choumyatskiy est actuellement représentant diplomatique de la République sovyétique russe à Téhéran.

ce que ce terme couve de chauvin, il va de soi que la victoire de l'internationalisme marcherait pratiquement de pair avec celle du communisme économique — mitigé, puisque, pour l'heure humaine actuelle, il n'est pas applicable intégralement. Mais à un point de vue, avons-nous dit, purement académique, qu'arriverait-il dans un groupe de pays où l'internationalisme, en coup de baguette magique, aurait conjointement triomphé, sans que parallèlement on eût cherché à modifier les règles économiques de l'école libéralo-capitaliste? Le régime capitaliste croulerait-il tout à coup au contact de l'internationalisme établi ou s'accosterait-il sans gêne de ce compagnonnage?

Question à laquelle il est difficile de répondre, question qu'il est au reste inutile de scruter. De fait, les deux phénomènes de l'internationalisme et du nivellement marcheraient de pair selon notre interlocuteur. Mais entre les deux, c'est bien au premier que les propagandistes donnent le pas mentalement, et sans parler des autres questions de tactique qui séparent ceux qui se disent socialistes marxistes sans être communistes et ceux qui portent cette dernière étiquette, c'est peut-être le fait que les communistes poussent au premier plan dans leur esprit la valeur de l'idée internationale, qui accentue leur divergence d'avec les socialistes.

Pourquoi l'internationalisme est-il pour les communistes le premier devoir civique humain? D'abord parce que quelles que soient les conquêtes que puisse obtenir un corps électoral, ces conquêtes, à un certain point, s'arrêteront devant la force de l'armée qui sera mise, disent-ils, légalement ou illégalement, au service du capital, ensuite parce que, pour la propagande, l'internationalisme représente un élément moral, un drapeau qui élève les cœurs de ceux qui, jusqu'à lui, élèvent les yeux.

L'internationalisme signifie-t-il le mépris nécessaire de la contrée où l'on est né ou de celle sur laquelle le senti-

ment a jeté son dévolu? C'est ce qu'on lui fait dire, mais rien n'est plus faux, et, nous nous en rendons bien compte, nul ne pourrait annihiler l'émotion calmante que, personnellement, nous éprouvons à reporter notre pensée, quand nous en sommes éloigné, et à vivre, quand nous nous y trouvons, sur les bords de cet admirable lac mi-alpin, mi-jurassien qu'est le Léman, dont le cadre des hautes cimes nous communique, sans que nous nous en lassions, un frisson d'amertume et d'affection. Mais, pour le communiste, il ne serait pas nécessaire que sa raison tyrannisât son sentiment pour qu'il déclarât qu'il ne saurait revêtir d'aucune armure cette affection qu'on pourrait presque appeler géologique, pour marquer qu'elle est ressentie immuable et indépendante des humains. Ceux-ci, il ne les nie pas, mais il n'admet pas la légitimité humaine de nourrir un patriotisme plus ardent que celui que les habitants de deux communes voisines entretiennent l'une par rapport à l'autre, et il n'admet pas qu'une patrie quelconque — sauf la patrie en formation du monde à venir meilleur — ait le droit moral d'avoir une force armée proportionnellement plus forte que celle qu'entretiennent ces deux villages pour leurs besoins locaux..... et leurs désirs réciproques de conquête! Tout sentiment patriotique, au delà de cette mesure, devrait être réputé honte, toute force armée, au delà de ce minimum, devrait être enseignée crime! Quant à ceux enfin qui diraient : « Nous sommes d'accord en théorie, mais pour des raisons d'opportunité, nous soutenons l'armée », il leur serait répondu : « Soyez alors d'accord avec votre propre pensée. Mettez un fusil dans la main du citoyen, mais *en le lui remettant*, dites-lui que vous êtes un criminel de le lui remettre et que lui est un criminel de le recevoir et de s'en servir pour la patrie. »

Ainsi la propagande internationaliste serait le devoir sacré de ceux qui veulent marcher vers l'Humanité meilleure. Le moyen et le but !

Parmi les leçons de l'internationalisme mis en pratique, en est-il de plus frappante que le reflux volontaire, en 1917, de la grande armée russe, à l'appel de ses nouveaux bergers? Il nous souvient d'avoir eu à cette époque l'attention retenue par un article du colonel F. Feyler, dans lequel il triomphait en montrant l'aboutissement des idées perverses que l'on laissait éclore. Mais cet aboutissement, pour le communiste, est précisément le triomphe, car triomphe est pour lui que de voir toute armée nationale s'élançer à la frontière, puis, de sa propre volonté, qu'on sent sourdre de son intérieur, refluer sur sa base et fusiller ses chefs de division !

Le geste fut ébauché par une autre armée que l'armée russe, mais ne fut point achevé. Nous disions un jour à un chef communiste (pas à Choumyatskiy) qu'à notre sens la Russie bolchévique avait été imprudente en abandonnant en 1917 la France à elle-même, car la victoire de l'Allemagne eût été autrement redoutable pour la Russie soviétique que celle de la France. Il nous rétorqua que le lâcher du front russe devait avoir, selon les prévisions, une telle force d'exemple, que c'est à lui que fut dû le lâcher du front allemand.

Voilà certes une opinion qui ne serait pas partagée en France généralement et cependant, nous en avons un jour entendu une corroboration d'une force singulière. Un ancien soldat allemand, rencontré en Russie, nous racontait avoir fait campagne dans les Flandres à la fin de la guerre. Quand la retraite commença, quel qu'ait été le motif de son déclenchement initial, le mouvement, avec une rapidité électrique, se communiqua à toute la masse. Et la masse reflua. Et partout, comme s'il se fût agi d'un phénomène naturel, devant cette commotion globale, tandis que des sous-officiers et des soldats prenaient la conduite des colonnes qui se retiraient en ordre parfait, les officiers, spontanément, sans un mot, suivirent les colonnes, comme à la manœuvre le groupe

des infirmiers suit le régiment. Vaguement avait flotté, venant d'en haut, l'ordre de faire halte à la ligne « Siegfried ». Mais la ligne Siegfried, comme si elle n'eût point existé, fut franchie par toute l'armée sans que fût manifestée la moindre esquisse d'un arrêt. Ainsi tout le bloc de l'armée se porta jusqu'au Rhin. Là seulement, comme revenant à eux-mêmes et par habile persuasion, les officiers peu à peu reprenaient leurs commandements et les hommes, inconscients, laissaient couler entre leurs doigts la puissance que pendant quelques jours ils avaient tenue en mains.

Quand on voit ce que le peuple, suivant les pays, pouvait ou a pu obtenir par force ou par menace — ce n'est pas autrement que fut obtenue en Suisse la journée de 8 heures, la bourgeoisie elle-même le reconnaît — il est une chose qui, non seulement irrite, mais étonne les communistes : la tactique des socialistes leur tirant dans le dos !

Le socialisme des socialistes, les bourgeois s'en moquent, disent les communistes ! Mais le bolchévisme, c'est une autre affaire ! Le bolchévisme, les bourgeois en ont peur ! Ils en ont peur parce qu'ils savent que le bolchévisme, c'est la juste fusillade des riches et des orgueilleux ! C'est pourquoi nous ne comprenons pas, ajoutent-ils, la tactique des socialistes — qui ne trompent qu'eux-mêmes en prétendant l'être encore. Car, quels que puissent être les idées d'un socialiste sur le but et les moyens, comment se fait-il, vu l'état de crainte du bolchévisme dans lequel vit le bourgeois, comment se fait-il *que le socialiste ne fasse pas semblant d'être bolchévique ?* Se figure-t-il vraiment qu'il obtiendra quelque chose autrement qu'à la force du poignet? Que l'Entente se disloque, maintenant qu'elle a vaincu, on le comprend, mais si elle s'était rompue avant la victoire, l'Allemagne ne serait-elle pas la victorieuse? Les socialistes n'ont-ils pas d'autre idéal que de voir sombrer ce qui était le leur?

C'est par cette même nécessité du front unique, du moins jusqu'à la victoire, que les logiciens ne comprennent pas le refus de l'acceptation pure et simple, par tout communiste et tout socialiste, des fameuses 21 conditions de Zinoviev. Leur rédaction fit si fort enrager le bourgeois que cette raison, démonstratoire de leur justesse, eût dû être à elle seule suffisante pour les faire admettre par tout homme du front de gauche !

Si cette conduite si logique et si prometteuse d'efficacité n'a pas été suivie dans certains pays, une raison psychologique doit en être cherchée, et quoique la chose ne se laisse pas démontrer par une plaque photographique, les communistes affirment leur conviction que la conduite des chefs droitiers de la gauche leur a été dictée par la crainte de se voir supplanter à la tête du parti par ceux qui d'emblée avaient adopté les idées logiquement extrêmes.

Les menchéviques orientaux et occidentaux, en persistant dans leur social-traîtrise, sont donc le grand ennemi pour les communistes. En ce qui concerne par contre les bourgeois, comme déduction de ce que nous avons appris dans les milieux russes que nous avons pénétrés, non pas milieux communistes ici, mais bien avant tout milieux bourgeois, nous pouvons certifier ce qui suit. Le bourgeois russe, avec rancune ou avec résignation, le plus souvent avec le sentiment que le cours nouveau correspondait aux exigences de la *Justice*, avait accepté le nouvel ordre de choses, tout comme après la Révolution française, la féodalité de ce pays avait accepté l'ordre de choses sacré par la Révolution. Ne pouvait-on pas obtenir auparavant, en France, un régiment en l'achetant ou du fait du nom qu'on portait? Aujourd'hui, quel que soit le grade qu'on atteindra, on doit, peu ou prou, passer par le rang. Or, la Révolution russe a voulu faire entrer ce principe d'*égalité de chances* dans le domaine économique, et, sans discuter maintenant les questions relatives à ce domaine et leur

succès ou insuccès, nous disons que ce *principe*, la bourgeoisie russe l'avait accepté.

Il semble que, sous une forme ou sous une autre, l'internationalisme vient. Le premier symptôme est que les peuples reconnaissent, comme on l'a dit, que toute guerre désormais est une guerre civile. Les grandes questions ne se peuvent plus mesurer à l'aune de règles juridiques périmées ; elles ont à se régler d'après les lois des vases communiquants. Voyez la question de la dette russe envers la France. Est-il illégitime, pour celui qui veut avoir une vue d'ensemble des problèmes mondiaux, d'estimer que, non pas juridiquement, mais en fait, la dette russe est éteinte par le fait du retour à la France de l'Alsace-Lorraine?

Il est une autre cause qui, moralement, peut être considérée comme éteignant la dette russe, partiellement du moins — argument qui ne serait pas de valeur pour la dette des Allemands qui, eux, peuvent payer. Cela nous remémore, pour présenter l'argument, un épisode de notre exploration éthiopienne. Un colon d'Addis-Ababa avait entrepris un transport régulier, à travers le désert dankali, par bœufs et chariots. Pour monter son affaire, un commerçant lui avait avancé des fonds. Mais voici qu'une épidémie frappe les bœufs au désert et que tous crèvent. Le commerçant perdait toute l'avance qu'il avait faite, et nous, venant d'Europe avec des idées « régulières », nous lui demandons quelles démarches il va entreprendre pour saisir le bien du perdant. Alors le commerçant, commerçant et capitaliste, de nous dire avec un ton qui en disait plus que ses paroles même : « Que voulez-vous que je lui prenne, il n'a plus rien ! » Sans rancœur, il considérait la dette éteinte, et le lendemain, comme il rencontrait le personnage, il l'invitait avec nous à déjeuner. Leçon pratique de communisme, car il y a un degré de différence sociale où le pauvre ne doit plus matériellement,

et où ce fait, au contraire de nos habitudes, ne le doit point diminuer moralement.

Le 21 mars 1921, toujours à Irkoutsk, nous assistions à un événement historique de l'épopée rouge en Asie : Choumyatskiy nous avait convoqué à une assemblée des représentants des peuples de race jaune. Une fanfare ouvrit la séance aux sons de *l'Internationale*, dont la première strophe était répétée à la fin de chaque discours. Les délégués étaient des Coréens, des Chinois, des Mongols, et c'était déjà d'un singulier intérêt phonétique d'écouter les tonalités différentes des discours qui, phrase pour phrase, étaient traduits d'une langue dans une autre. Puis, tandis que nous nous demandions si nous entendions bien, on fit connaître la proclamation, ce jour même, de la Mongolie Rouge, près de la frontière russe. Il ne s'agissait pas d'une création théorique ; les journaux, le lendemain, annoncèrent que pour répondre à l'avance d'Ungern-Sternberg en Mongolie, le poste chinois de Maïmatchine, immédiatement proche de Kiakhta dans la République Extrême-Orientale, avait été pris par une troupe mongole et érigé en Mongolie Rouge. Nous avons dit plus haut (page 224) que, de Tchita, Margoline avait été envoyé à Troïtsko-Savsk et Kiakhta en vue de ce qui se passait en Mongolie. Depuis ce 21 mars où la Mongolie Rouge ne comprenait que Maïmatchine, les événements ont marché. Ourga, la capitale, et toute la Mongolie ont été prises par les Rouges. Ungern-Sternberg est tombé entre leurs mains. Traduit devant un tribunal de guerre à Novo-Nikolayévsk, il y fut fusillé en septembre 1921. Il mourut au reste bravement, ne s'excusant de rien, et reconnaissant simplement « avoir perdu la partie ».

Les troubles sur l'Ichum touchaient à leur fin. Nous en eûmes confirmation par le fait qu'un homme qui,

à plusieurs reprises, travailla pour la Mission à Vyérkhnyé-Oudinsk, rentra à la fin d'avril de Kourgane, situé au delà (vers l'Ouest) et à proximité immédiate du territoire de la révolte. Par lui, nous sûmes exactement combien de temps les communications furent interrompues entre la Sibérie et la Russie (les deux voies ferrées avaient été coupées et celle du Sud, dont il est question, fut le plus longtemps hors d'état). Le train qui, de l'Est, amenait notre homme à Kourgane, traversa le 9 février Petropavlovsk, un des centres de la révolte. Ce fut le dernier train qui passa cette localité et les voyageurs assistèrent en route aux premiers actes d'hostilité. Le 11 mars, notre homme repassait par Petropavlovsk, se dirigeant vers l'Est, avec le second train qui marchait dans cette direction, le premier ayant passé deux jours auparavant. C'est dire que dans cette localité, le mouvement fut interrompu exactement un mois. Nous donnons ces dates parce que, plusieurs mois plus tard, les journaux russes qui paraissent en Occident parlaient encore de cette interruption comme d'un fait actuel.

Mais notre homme — pas un communiste — nous raconta d'autres choses intéressantes. Lui qui venait du terrain de la révolte et qui y avait des relations, nous disait : « Si seulement le Gouvernement donnait aux paysans ce qu'il leur a promis et ce qu'ils attendent, ils ne protesteraient pas contre les réquisitions. » Ceci pour montrer que la mentalité du paysan russe, qui, nota bene, était entré gratuitement en possession de la terre sous le régime bolchévique, était très bien disposé envers ce régime et envers la théorie communiste d'échange des produits à donner et à recevoir, par l'État. Le gouvernement était fautif certes, soit de ne pas tenir ce qu'il avait promis (la guerre extérieure et intérieure absout cependant le gouvernement), soit d'avoir promis ou de continuer à promettre ce qu'il ne pouvait pas tenir, mais sur l'Ichum, comme dans d'autres révoltes, on

voyait bientôt que derrière le paysan mutin se profilait le bonnet fourré de l'officier blanc : Byélov ici, Antonov à Tambov, d'autres ailleurs. A noter que la révolte sur l'Ichum s'était faite au mot d'ordre apparemment contradictoire de : « Vivent les Sovyets ! A bas les communistes ! »

*
* *

Le 29 mars, nous quittions Irkoutsk, le 3 avril nous atteignions Omsk, sans qu'il y eût à noter le moindre incident. Entre les deux localités, à part une exception observée où une seule des voies du double pont était réparée, tous les ponts sont en bon état. Ils se passent encore très lentement, avec toutes les fenêtres fermées et le risque, pour ceux qui veulent regarder dehors, de recevoir une balle de la part des sentinelles du pont.

A Omsk, nous vîmes le remplaçant momentané de Smirnov, le camarade Tchouskayev, autrefois, sauf erreur, au commissariat des Finances à Moscou. Comme chancelier, nous avions le plaisir de retrouver le camarade Dantziss, qui était déjà là lors de notre première visite, sous le régime bolchévique, mais pas de notre seconde. En qualité de commissaire des Chemins de fer sibériens, Koudryavtsev avait remplacé Kovulkine.

C'est à Omsk qu'est la direction du ravitaillement sibérien et c'est le moment de dire deux mots de la question économique.

Établissons d'abord les lourdes fautes techniques qui frappaient le public, qui se produisaient coup sur coup, et donnons-en trois exemples.

Les populations aborigènes de la Sibérie septentrionale, en particulier, au Nord d'Omsk, les Ostiaks, reçoivent chaque année du gouvernement les munitions de chasse, moyennant une redevance en fourrures. Or, cette année-là, toute la poudre fut envoyée en un point, toutes les capsules en un autre, suffisamment distant

du premier pour qu'il fût impossible de corriger l'erreur en vue de la saison. Résultat : chasse nulle cette année, sans parler de la détresse dans laquelle se trouvèrent les dites populations. Sabotage ! dirent, à tort ou à raison, les Bolchéviques, car ils ont la tendance, à chaque faux-pas administratif, de sentir les menées contre-révolutionnaires des bourgeois embrigadés contre leur gré dans le rouage étatique.

A Omsk, des stocks monumentaux de pommes de terre furent perdus ; elles pourrirent du fait d'un fonctionnaire inexpert, qui les avait fait empiler dans des caves inadéquates.

Enfin, la viande ! Qu'on veuille concentrer le service de distribution du blé, passe encore, car il ne se gâte que lentement et partiellement, mais la viande ! Quand nous nous étions trouvé à Omsk en décembre, nous avions appris qu'on faisait au Sémiryétché (province entre Sibérie et Turkestan) des abatages considérables destinés au ravitaillement de millions d'individus. Déjà alors nous tremblions ; serait-il possible d'évacuer cette viande sur les lieux de destination avant les chaleurs de l'été? Comme c'était à craindre, les vagons-glacières ne furent pas en suffisance et ne purent emporter à temps qu'une partie de l'approvisionnement accumulé ; 25 millions de kilos de viande furent perdus. Étonnez-vous de la fonte, inutile et pécheresse, des troupeaux !

Chacun sait que le fondement du système qui devait permettre au communisme de s'implanter était la réquisition de la totalité des récoltes (moins ce dont le paysan avait besoin pour sa propre consommation), réquisition contre laquelle ce dernier avait à recevoir de l'État ce qu'il lui fallait comme tissus, clous, charrues, etc., etc., — ce système d'échanges opérés par le Gouvernement allant de pair avec la suppression du commerce libre.

Le malheur, c'est qu'un des termes de l'équation fut

égal à près de zéro ; les distributions de l'État furent, en effet, tout à fait déficitaires. Le blocus, la guerre extérieure et la guerre intérieure, immobilisant les bras et les machines en faveur des besoins de la guerre, en furent la cause proclamée et très réelle, mais pas unique. Le manque de stimulant, le repos que chacun croyait pouvoir prendre aux dépens de l'effort du voisin, en d'autres termes la malcompréhension par le monde ouvrier de son propre intérêt, produisit un abaissement alarmant de la production. Dans les fabriques, les ouvriers détournaient un nombre d'heures et une quantité de matériel considérables en vue d'une production privée, dont ils vendaient les produits, par-dessous main, pour parfaire leur paye, celle-ci, de par la dépréciation du papier-monnaie, étant insuffisante. Citons un exemple précis.

Nous connaissions une ouvrière travaillant dans une fabrique de pralines. Elle recevait, en outre de la ration réglementaire, 6.000 roubles par mois, de quoi se payer, par exemple, à cette époque, six livres supplémentaires de pain. Comme cette somme ne lui suffisait pas, elle détournait régulièrement une livre de pralines le matin et une l'après-midi ; elle les vendait à 15.000 roubles la livre, soit 30,000 roubles par jour (moins pour les clients réguliers !). Mais le plus remarquable, c'était que son cas n'était pas isolé, que toutes ses compagnes faisaient de même, que la direction de la fabrique ne l'ignorait pas, mais qu'elle fermait les yeux, ne voyant pas d'autre moyen d'assurer des ressources suffisantes d'existence à ses employés.

La théorie communiste veut, sous son régime, la production accrue par suite de la suppression des efforts inutiles de concurrence et par suite de l'entrain au travail de la masse consciente de peiner pour elle-même en travaillant pour les autres, cela non par altruisme, mais par égoïsme, puisque, si chacun produit plus, chacun recevra plus. Quelles que soient les circonstances extérieures atténuantes, il faut reconnaître que la pro-

duction a diminué sous le régime communiste au lieu d'augmenter. Mais s'il nous a été donné d'entendre que pour bien des communistes la valeur principale de leur organisation, c'est que la production communiste doit être accrue par rapport à la production capitaliste, certains ne partagent pas cette opinion. A leur sens, si le communisme a quelque chose de justifié, c'est primordialement en vertu du principe de justice qu'il représente. Sans doute, il serait préférable que sa production fût forte et ce sera peut-être le cas à l'âge de « l'altruisme organisé » d'Herbert Spencer, auquel nous ne reprochons que de ne pas l'avoir appelé l'âge de « l'égoïsme organisé » ! Mais, même en cas de production inférieure, le communisme doit pouvoir se défendre, pour certains communistes, au nom du seul principe de justice plus grande qui lui est inhérent.

D'ailleurs, beaucoup reconnaissent que le communisme intégral n'est pas applicable à l'homme actuel. Il ne faut admettre le terme que comme une étiquette rappelant le but idéal. Pratiquement, ne serait-ce aujourd'hui pas suffisant — et possible — d'atteindre économiquement les buts suivants ?

1) Garantie d'un minimum pour chacun. — Ce desideratum est par endroits déjà pratiqué ou envisagé.

2) Interdiction de dépasser un maximum. — Cette garantie de non-accaparement, qui serait d'un tel encouragement pour celui qui se demande journellement si le lendemain est assuré (1), et qui donnerait satisfaction au sentiment du grand nombre, est jusqu'ici à peine envisagée.

3) Suppression ou quasi-suppression des héritages pour égaliser les chances de chacun.

1. Voir la comparaison, en note de la page 233, avec un jeu de billes. Aux menchéviques qui ne veulent pas d'une limitation par en haut, il est répondu qu'il est arithmétiquement absurde de vouloir relever le niveau inférieur, si l'on permet par en haut l'accaparement.

La marge de flottement entre le minimum et le maximum devrait être telle que les têtes hautes soient rabotées sans que cependant soit émasculé l'esprit d'initiative. Affaire de doigté législatif ! Mais faut-il croire que le fait d'établir une limite empêchant d'amasser au delà d'une certaine somme, limite dépassée, admettons, par le dixième des médecins, interdirait moralement à ces médecins de continuer à s'intéresser à leur art? Ce serait vraiment que toute l'auréole dont on veut entourer leur profession est un leurre et une tromperie. Ce qui vient d'être dit à propos des médecins, est encore plus applicable au cas des chanteurs et des artistes en général.

Pour l'école libéralo-capitaliste, la marge de flottement va de 0 à 100 (admis comme maximum possible). L'école communiste pensait obtenir une marge, disons de 50 à 70 (notons que l'égalité des salaires, sous le bolchévisme russe, ne dura que *quelques semaines*) ; en fait, elle obtint un niveau beaucoup plus bas, disons de 0 à 20. Tout en espérant que le niveau se relèvera pour la Russie, ses dirigeants feront tous leurs efforts pour qu'avec le relèvement du niveau de la marge, n'aille pas parallèlement une amplification de nouveau illimitée de cette marge. De 0 à 20, le niveau s'élèverait donc graduellement à 10 à 30, puis à 20 à 40, ou plus encore si les possibilités humaines le permettent. A une amplification momentanée de la marge, succèderait, dès que faire se pourra, un nouveau rétrécissement, jusqu'au jour où seraient trouvées les formes alliant une production suffisante avec un minimum d'inégalité. L'essentiel pour eux, c'est de ne pas détourner les yeux du but qui est la réduction partielle de l'inégalité.

L'héritage est supprimé par la loi russe. Sera-t-il possible de maintenir cette interdiction en réautorisant le capital? Il est vraisemblable qu'il sera en tout cas possible de maintenir sa réduction partielle.

Les banques, naturellement, n'existaient plus quand

(*Cliché Montandon*)

Fig. 52 (page 276). — Paysage de l'Oural.
Au premier plan, tas de bois pour le chauffage des locomotives.

(*Cliché Montandon*)

Fig. 53 (page 277). — Le point le plus extrême de l'avance de Koltchak, à plus de 450 kilomètres à l'Ouest de Perm et à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Vyatka. La ligne est marquée, en forme de S, au plan moyen, par une trace de neige accumulée contre une barrière d'obstacles.

nous étions en Sibérie (sauf la Banque d'État, qui ne se livrait pas aux opérations habituelles) et vous pouvez en entendre donner les raisons suivantes. D'abord, parce que si un établissement de concentration financière est nécessaire, il est tout aussi nécessaire que le métier dégradant qui consiste à gagner l'argent en trafiquant avec l'argent, métier encore plus bas dans l'échelle morale que celui de commerçant, ne doive être exercé et surveillé que par l'État. Ensuite et surtout parce que, s'il est naturel et stimulant, et impossible à empêcher, et tout ce que vous voudrez, qu'*entre les limites d'un minimum et d'un maximum donnés*, un homme puisse actuellement, amasser ce qu'il gagne, il doit être considéré de la plus superlative immoralité que cet argent puisse fructifier sans travail de son possesseur. La possibilité de grignotage, en cas de besoin, de l'argent amassé, est déjà une prime suffisante pour celui qui, à l'encontre de la majorité de ses concitoyens, a pu « mettre de côté [1] ».

Serait-il possible de maintenir la non-production d'intérêt de l'argent, comme c'était le cas lorsque nous étions en Russie, alors que chacun gardait par devers soi la monnaie qu'il pouvait avoir? Cet état de choses, où ceux qui avaient quelque or le cachaient en terre, nous rappelait la pratique courante des Galla d'Ethiopie, qui enfouissent leur argent, mais qui gardent si jalousement secret le lieu de la cachette, que, généralement, à leur mort, personne ne le peut recueillir !

En instituant l'obligation du travail pour chacun, la

1. Quant aux admonestateurs qui reprochent à ceux des socialistes et des communistes qui le peuvent, d'amasser, leur reproche est aussi vaporeux que celui qui consisterait, pour faire usage d'un exemple « occidental », à réprouver les Genevois, partisans du percement de la Faucille, d'employer, pour se rendre à Paris, les voies ferrées existantes, tant que ne sera pas construit le tunnel qu'ils réclament. Un communiste doit être bon communiste en régime communiste. En régime capitaliste, tout en aidant à son renversement, il n'a qu'à se plier aux normes de ce régime !

Russie y avait fourré chacun un peu au petit bonheur. Si elle avait eu le temps et la paix — et ce schéma ne serait pas seulement applicable à un pays communiste, mais aussi à un pays capitaliste où l'héritage serait supprimé — la première tâche eût été d'établir — parfaitement ! — une statistique, mais pas une statistique platonique, non suivie d'effet ! Une telle statistique aurait à établir le % nécessaire, variable suivant les contrées, des individus de chaque vocation dans l'organisme de la société : % d'agriculteurs, % de cordonniers, % d'instituteurs, etc. Si le milieu économique s'altérait, les % pourraient être modifiés. Mais le fait que les % seraient établis au prorata des nécessités de l'ensemble de la population garantirait qu'aucune vocation ne serait encombrée ou que toutes le seraient simultanément.

Les hommes seraient-ils plus astreints qu'aujourd'hui à embrasser certaines vocations? Ils le seraient moins, car quel est d'abord l'enfant qui n'est avant tout influencé par les conseils et les désirs de ses parents, quel est ensuite le nombre d'enfants qui, par raison financière, ne peuvent pas obéir à leurs goûts? Il est donc clair que dans ce régime de concours général, il y aurait avant tout lieu de tenir compte des goûts et des aptitudes de chaque enfant, mais il est d'autre part évident qu'il ne suffirait plus à un enfant riche inintelligent d'y mettre le prix pour forcer les portes d'un établissement supérieur. Une petite minorité seule ne pourrait pas choisir sa voie, minorité faite de ceux désirant remplir des offices pour lesquels ils valent moins que d'autres. Il en serait pour ceux-ci exactement ce qui en est aujourd'hui pour ceux qui tombent dans un concours.

Jetons maintenant, pour terminer ces quelques considérations socialo-économiques, un coup d'œil global sur la Révolution russe.

La Révolution russe a réalisé un état de plus grande égalité, qu'elle n'a cependant pas réussi à maintenir

complètement. D'aucuns se méprennent sur le sens des concessions actuelles, y voient déjà un retour total vers l'état de choses ancien, et réclament la rentrée des anciens possesseurs dans la jouissance de leurs anciens biens. Halte-là, disent les communistes ! Si même, comme rouages, le *statu quo ante* devait se rétablir, ce serait au moins une réalisation partielle de justice que le passage des biens de la classe qui les possédait à une qui ne les possédait pas. Si la nouvelle classe possédante ne différait bientôt plus de l'ancienne, il n'y aurait qu'à souhaiter l'éclosion d'une nouvelle, puis d'une et de nouvelles révolutions, à intervalles alertement rapprochés, non au profit des premiers possédants, mais de ceux qui ne l'ont jamais été. Personnellement, nous croyons avoir trop bien pénétré l'état d'âme du parti communiste russe pour croire un instant que de lui-même il veuille retourner au capitalisme traditionnel. Pour les citoyens de son pays, il se souviendra de la différence fondamentale entre la Révolution française et la Révolution russe. Cette différence, c'est le fait que la seconde n'a pas proclamé comme la première, dans l'article 17 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, que la propriété individuelle est inviolable. Certes la Révolution russe ne dit plus que la propriété individuelle doit être abolie, mais elle soutient qu'elle doit être limitée, et pour que puisse être établie cette limitation par l'État, *elle doit être violable* ! C'est là le grand principe de la Révolution russe !

*
* *

Le 6 avril, nous quittions Omsk. Bientôt nous étions sur le terrain de la révolte de l'Ichum. On remarque que la voie est restaurée — les paysans avaient transporté les rails jusqu'à trente kilomètres de la ligne ! Tous les ponceaux sont neufs — les paysans y avaient mis le feu ! Bien loin vers le Nord, les hostilités, conduites par quel-

ques officiers blancs, continuent en s'éteignant. Aux stations, des sentinelles, la boutonnière ornée d'un large nœud rouge ! Les troupes et les trains cuirassés qui ont réprimé la rébellion ne provenaient pas des districts adjacents, mais de Petrograd. C'est à la petite station de Goluchmakovo que s'est produite une des rencontres les plus sanglantes. Là, deux grandes tombes. Celle des Blancs, nous ne l'aurions pas devinée, si l'on ne nous avait dit qu'ils étaient entassés dans la grande fosse recouverte près de la station. En arrière, sur la place, en l'honneur des Rouges, se dresse par contre une colonne entourée à distance d'une guirlande piquée de fleurs et de rubans rouges.

L'Oural ! Nous avons quitté la région des bouleaux de la plaine, nos sommes au milieu des conifères, mais les pentes douces ne donnent pas la sensation de ce qu'en Europe centrale nous avons coutume d'appeler une chaîne de montagnes. Par-ci, par-là, une usine qui fume ! Aux stations, des amoncellements de bois pour l'usage des locomotives (fig. 52) !

Perm ! Le grand village, de 100.000 habitants, de la Russie forestière du Nord, sur la rive gauche de la Kama! C'est là, nous l'avons dit, que nous devions trouver notre fiancée, qui, après avoir été pour nous à Moscou, était retournée chez ses parents à Perm, se demandant si nous devions jamais arriver. De notre côté, nous étions anxieux depuis que les dernières nouvelles reçues d'elle nous l'avaient fait savoir à l'hôpital. Mais la maladie n'avait pas été grave. Nous eûmes juste le temps de prendre contact avec les siens et congé d'eux, puis de l'installer dans notre vagon. A Moscou, nous nous mariâmes.

La première grande station après Perm est Vyatka. Avant d'atteindre Vyatka, nous passons un point, où, dans la plaine, courent en zigzag des lignées de pieux plantés obliquement, des sortes de chevaux de frise formant barrières, contre lesquelles reste accumulée une

traînée de neige (fig. 53). C'est jusqu'ici que s'est produite l'extrême avance de l'armée de Koltchak, et cela montre comme tout le territoire de la Volga, avant d'être atteint par la sécheresse mortelle de l'été qui suivit, avait déjà été recouvert par le flux et le reflux de l'armée de Koltchak venant de l'Est, suivis bientôt par le flux et le reflux de celle de Dénikine venant du Sud. Mais, si la question du ravitaillement était, lorsque nous traversâmes la région de la Volga, une question difficile, ce ne l'était pas à un plus grand degré que dans la Sibérie où nous venions de passer deux ans, et ce ne l'était que pour les villes et non pour les paysans qui, on le savait, avaient toujours de quoi manger ; on ne parlait pas encore alors, en ce mois d'avril, de sécheresse et de « famine » paysannes. Preuve, s'il en était encore nécessaire, que, non pas la seule, bien entendu, mais la principale des causes de la famine est bien une cause qui, depuis, fit rapidement sentir son influence : le manque total de pluie dans les dernières semaines précédant la récolte (1).

*
* *

Moscou ! On dit que Petrograd est aujourd'hui sans vie. Ce n'est pas le cas de Moscou. A première vue, à part une certaine monotonie d'allure pour les causes générales que nous avons déjà relatées, c'est une grande ville qui, comme mouvement, ne diffère pas beaucoup de ses congénères. Nous fûmes étonné du grand nombre d'automobiles y circulant, plus grand que dans le Vienne d'après-guerre, pour donner une comparaison.

1. Pour ajouter aux preuves personnelles que nous avons — mais est-il encore aujourd'hui des incrédules, même parmi les pires ennemis du gouvernement sovyétique? — nous pourrions citer des lettres que nous avons reçues depuis notre retour en Suisse, de personnes ayant traversé la région affamée, de Sibérie en Russie, et mentionnant leur rencontre, en certaines stations de Sibérie, « avec les premiers convois de réfugiés de la Volga », preuve, voulons-nous dire, de la localisation primaire du désastre.

Les anciens monuments tsaristes n'existent plus. Quelques nouvelles colonnes, de pierre, les ont remplacés. Nous nous souvenons en particulier de deux de ces colonnes. La première se trouve dans la promenade devant le Kremlin, portant gravés les noms de tous ceux, qui, dans l'histoire, ont combattu pour le prolétariat ; un sens parfois bizarre paraît avoir présidé à leur choix et à leur disposition. La seconde est sur la rue Tverskaya ; de fine allure, élancée, sur un socle à trois angles, elle ne porte, avec la date de la Révolution, que deux inscriptions opposées l'une à l'autre, dont celle-ci nous reste en mémoire :

Que celui qui ne travaille pas ne mange pas !

Puisque nous en sommes aux monuments, disons très brièvement deux mots de ceux consacrés à l'art, c'est-à-dire des musées et des théâtres. Il est encore des gens qui croient que les Bolchéviques ont pillé et vendu les toiles des musées. La vérité est que, s'ils y ont touché, ce n'était que pour les agrandir et les compléter par l'adjonction des collections privées, qui, elles, furent réquisitionnées. C'est ainsi que nous avons vu un musée (Chtchoukine ou bien Morozov) exclusivement composé de modernes français, où Matisse et Picasso étaient plus représentés qu'ils ne l'ont jamais été en France. Quant à la galerie Trétyakov, elle conserve son caractère uniquement russe et nous y avons rencontré une classe d'élèves avec le maître d'école leur expliquant les toiles.

Chacun sait que les théâtres marchent comme par le passé, mais, pour le public, il n'est plus question de faire toilette. Au foyer, les costumes les plus divers se croisent, provenant indifféremment de toutes les places de la salle. Nous y avons même rencontré des pieds nus. Quand nous étions à Moscou, les billets ne coûtaient qu'une somme absolument minime, mais ne se pouvaient acheter à la caisse. A tour de rôle, chaque institution

d'État recevait pour tous ses collaborateurs des billets, une fois de loge, une autre fois de troisième galerie, etc., roulement parfaitement égalitaire. Il est toujours possible de trouver chez ses relations un billet libre pour tel ou tel autre théâtre. — Les artistes sont entretenus par l'État.

Quand, à Moscou, on se trouve à la croisée de la rue Tverskaya et des artères qui la traversent, on voit fréquemment les cochers se signer ou de pauvres diables s'arrêter pour esquisser ce geste avec lenteur et recueillement. Tout d'abord, nous nous demandions à qui il pouvait être adressé, car aucun monument religieux ne se trouve à ces angles, puis nous nous aperçûmes que l'hommage s'adressait, à distance, à l'icone qui, dans le fond du prolongement de la Tverskaya, se trouve à la porte qui conduit sur la Place Rouge. C'est l'icone la plus vénérée de Russie, l'icone « de la Mère de Dieu d'Iverska »; au-dessus, vis-à-vis d'elle, l'Autorité a fait inscrire en lettres d'or : « La religion est l'opium du peuple. »

Au reste, le Gouvernement ne fait pas la guerre à la religion. Il estime cette dernière affaire purement privée et personnelle — comme l'amour, nous disait-on, en ce sens qu'un citoyen ne pourra pas plus exciper de fonctions religieuses que de relations féminines pour faillir à son service civil. Pas plus que l'amour, la religion n'a à faire partie de la vie publique ; l'État les ignore. En conséquence toutes les croyances sont libres et sur un pied d'égalité, mais le fait d'être religieux, ne regardant pas l'État, un prêtre aura à s'enregistrer pour le travail comme tout autre citoyen. C'est ainsi qu'à Irkoutsk, le bois dont nous avions besoin pour le chauffage de notre vagon nous était apporté par un prêtre dans sa soutane, et nous connaissons le cas d'un autre prêtre, à Perm, qui, ayant une belle voix, fut désigné d'office comme chanteur au théâtre.

Nous eûmes, à Moscou, l'occasion de nous rencontrer à réitérées fois avec divers communistes en vue. Ainsi, avec Eugène Préobrajenskiy, l'auteur avec Boukharine de l'*A. B. C. du Communisme*, qui fut aussi pendant un temps l'un des secrétaires (1) du parti communiste russe ; muni d'une barbe moyenne appointie, modeste d'allure, le geste avare, la parole calme, il vit très simplement avec sa femme et son petit garçon dans deux chambres du 4e ou 5e étage de ce qui fut autrefois l'Hôtel National, mué aujourd'hui en « Première maison des Sovyets », où logent une partie des chefs. Puis, avec Henri Guilbeaux, qui dirigea à Genève la revue *demain*, qui connut Saint-Antoine et Savatan (2), auxquels il n'a point conservé un souvenir ému, mais qui, déjà d'accord avec Lénine à Zimmerwald, joue à Moscou un rôle marquant dans l'Internationale Communiste; alerte, mince, blond, rasé, poète et amant de musique, la chemise rose qu'il porte à la russe, c'est-à-dire remontante, boutonnée de côté, retombant sur le pantalon et sanglée d'une ceinture légère de cuir, ne l'alourdit pas. Enfin, avec le camarade Itschner, aussi représentatif de la solidité suisse allemande que Guilbeaux l'est de la souplesse française — solidité et souplesse vivant en fort bons termes sur terre russe — et qui, depuis qu'il échappa à son arrestation en Suisse, continue son self-exil. Mais nous ne pouvions pas prolonger à Moscou et nous avions rendez-vous avec Karakhan, vice-commissaire aux Affaires étrangères (plus tard représentant de la République Sovyétique à Varsovie), en vue de notre départ, quand les choses se gâtèrent.

1. Le parti communiste n'a pas de fonction honorifique comme celle de président ; celle de secrétaire en tient somme toute lieu. — Préobrajenskiy était à la conférence de Gênes délégué financier du Gouvernement des Sovyets.

2. Le premier, prison du canton de Genève, le second, fort et prison militaire de la Confédération Suisse, au-dessus de Saint-Maurice.

Nous sentions depuis quelques jours, en particulier par de singulières demandes anonymes au téléphone, que nous étions suivi et, en nous reposant sur notre expérience, nous nous disions que nous aurions bientôt la visite de la Tché-Ka. Une nuit, le 28 avril, pas moins de 14 hommes viennent occuper toutes les issues de l'immeuble. C'est à moi qu'ils en veulent, mais sur présentation de mes papiers, le chef du groupe, un Letton, se retire poliment en faisant ses excuses. Mon compagnon Zadvornyak me dit : « Ils reviendront » et le lendemain, comme vers le soir je rentre à la maison, je constate en effet que j'y suis attendu. On me présente un ordre écrit de perquisition et d'arrestation. Tous les papiers de la Mission furent saisis (mais plus tard rendus, à l'exception d'une cinquantaine de pages de mon rapport pour le Comité, que j'eus le plaisir de recommencer) ; par contre, il ne fut pas touché à nos effets matériels et à nos vivres, que nous avions emmenés avec nous par autorisation spéciale. Après que les matelots de service eurent farfouillé dans mes malles (il ne fut pas touché à celles de ma femme), je fus conduit avec Zadvornyak, à 11 heures du soir, au bâtiment central de la Tché-Ka, sur la place Loubyanskaya (j'avais eu le temps cependant de recommander à ma femme de se rendre immédiatement chez Guilbeaux). Emporté par une forte automobile, je ne pouvais m'empêcher de faire la réflexion que la justice prolétarienne ne manque pas d'allure. Tout de même, ce n'était pas de veine ! J'étais toujours arrêté au moment des fêtes : à Omsk, ça avait été le jour de Noël, maintenant à l'avant-veille de Pâques qui coïncidait avec le 1er mai, au cours duquel je m'étais promis de saisir quelques vues inédites.

A la Tché-Ka, le contenu de nos poches est fouillé et mis de côté ; on ne nous laisse pas le moindre bout de crayon. Puis nous sommes personnellement conduit dans une pièce où se trouvent déjà quatre détenus, tandis que Zadvornyak disparaissait dans une autre direction. Peu

après on apporte deux chevalets, une planche et une paillasse. Ceux qui vont être nos compagnons pour un temps indéterminé nous dévisagent avec curiosité et essayent de nous parler dans toutes les langues, mais pour ce premier soir, nous ne trahissons pas notre identité. Nous avons, depuis, été frappé de l'avidité des détenus, à l'arrivée d'un nouveau camarade, à épuiser, sans lui laisser le temps de dételer, le sujet de sa personnalité et des causes qui l'ont amené.

Une des premières occupations, le lendemain, est de faire, dans les fentes et les interstices des chevalets et de la planche-grabat, la chasse aux punaises, qui se sont avérées foisonnantes. Il serait pourtant si simple de les éliminer avec quelques coups de pinceau trempé dans du goudron !

Mais voyons de quoi sont faites à la Tché-Ka les journées, qui se suivent monotones. Très tôt le matin, on se rend, chambrée après chambrée, aux lavabos qui sont en même temps les cabinets (le tout très primitif). Deux chambrées ne se rencontrent jamais, pas même dans les corridors. Tôt le matin aussi, un des détenus, à tour de rôle, fait la chambre. Le reste du jour, ce devrait être l'ennui mortel, d'après le règlement, car on n'a le droit ni de lire, ni d'écrire, ni de jouer. Dans les prisons régulières existe bien le droit de lire et d'écrire, mais pas dans la prison préventive où nous nous trouvions. Le temps paraît prolongé du fait de ce néant d'occupations intellectuelles. Cependant, le sentiment le plus pénible que l'on ressent est celui de l'ignorance dans laquelle on est de la durée de cette séquestration préventive qui peut durer quelques semaines comme quelques mois. Reste heureusement, malgré la consigne, la ressource des jeux, du jeu de dames et de celui d'échecs dont les pions sont faits de petits bouts de papier ou de bois. Les gardiens ferment les yeux, si une partie est en train quand ils entrent, car ils comprennent qu'il est des limites d'abêtissement que

l'esprit humain se refuse à franchir. Nous eûmes la bonne fortune de trouver parmi nos compagnons un partenaire, un communiste, ni plus, ni moins fort que nous aux échecs, avec lequel les parties se jouèrent innombrables. Les derniers jours de notre détention, nous inaugurâmes de plus un petit jeu grammatical, consistant à rassembler les substantifs russes masculins se terminant par un signe doux (la majorité des substantifs se terminant par ce signe sont féminins). Sur un bout de papier, car nous avions tout de même réussi entre tous à celer des éléments de papier et de crayon, nous notions les trouvailles faites, chacun, couché sur son lit, s'aidant à ce petit jeu.

Pour se déraidir, on se promène, mais l'espace ne permet qu'à un individu à la fois de se mouvoir le long du couloir entre les lits et la paroi, et c'est pourquoi, ceux qui ne sont pas assis à la table étroite près de la fenêtre, sont couchés sur leur lit.

Le manger est, comme bien on pense, un rite important. Le menu du jour est le suivant (chacun recevant sa portion dans un récipient *ad hoc*) :

Tôt le matin, un bol de café extrêmement dilué (fait de surrogat) et une livre de pain noir qui doit suffire pour la journée ;

vers midi, une soupe aux choux extrêmement ténue, d'une couleur douteuse, où flottent parfois quelques bribes de viande — qu'on laisse flotter ;

vers les deux heures, le plat de résistance, soit un bol de bois d'une bouillie épaisse, généralement d'avoine ;

au milieu de l'après-midi, une tasse de café comme le matin ;

vers le soir, une soupe comme à midi ;

tous les deux jours un peu de sucre.

C'est dire que si ceux qui sont habitués aux repas occidentaux souffrent dans leur palais, il n'y a pas de quoi mourir de faim. Nous avons donc été grandement étonné de ce que, en régime communiste, chaque détenu fût autorisé à faire venir de chez soi des victuailles.

Ce droit était général dans toute la prison. La remise des paquets se faisait le mardi et le vendredi; avec les vivres se remettait leur liste établie par les parents, que le destinataire rendait acquittée. Pour tous nos compagnons de captivité et pour nous, cette livraison de vivres se fit toujours avec la plus parfaite régularité. Grâce à ma femme et à la personne chez laquelle elle logeait, je recevais suffisamment de lait Nestlé ou d'autres vivres pour n'avoir qu'à toucher partiellement au menu officiel; la captivité de notre compagnon Zadvornyak s'étant d'autre part prolongée de plusieurs semaines plus longtemps que la nôtre, notre hôtesse lui continua pendant tout ce temps ses envois de vivres. Mais, comme nous l'avons dit, les autres détenus qui avaient des parents en ville étaient exactement sur le même pied que nous.

Le ton général des gardiens est de parfaite rigidité, mais pas de brutalité. On ne se sent pas, comme dans nos prisons occidentales, amoindri du fait d'y être et on se rend compte que les gardiens ne sentent pas que l'on pût être amoindri. C'est là le grand contraste entre la prison de la Russie sovyétique et la nôtre, car, si nous ne connaissons pas encore cette dernière par expérience, nous savons la vétuste crainte de *diminutio capitis* qu'elle inspire au public. Comme nous le disait un communiste, « nous n'emprisonnons pas pour punir ou éduquer, mais pour rendre inoffensifs ceux qui nuisent à la société ».

Il est de fait qu'en ce qui nous concerne, nous avions été jugé susceptible d'être dangereux puisque nous avions été arrêté, comme nous pûmes nous en rendre compte à l'instruction, en qualité d'espion. Mais voyons au sujet des motifs d'arrestation, ce qui en était de nos divers compagnons.

Immédiatement avant notre entrée venait de sortir un certain Ivanov. Il sortait pour recevoir, au long des couloirs, en descendant une marche, en un point donné,

une balle dans la nuque, selon la pratique des exécutions, dans les derniers temps. Cet Ivanov était en réalité un comte Volkonskiy, qui avait participé à la révolte de Kronstadt du général Kozlovskiy. Déjà à Petrograd, il était suivi, mais selon sa pratique, lorsqu'elle cherche à en savoir davantage, la Tché-Ka ne l'arrêta pas immédiatement et le laissa se rendre à Moscou. Comme c'était un contre-révolutionnaire, non pas seulement d'idées, mais de fait, il est parfaitement clair qu'il ne pouvait s'attendre à un autre sort.

Le premier détenu qui fut libéré après notre arrestation était un fonctionnaire, emprisonné pour avoir un jour tendu une liasse de billets sovyétiques en disant à peu près : « Tenez, voici des billets faux ! » Dénoncé, il fut accusé de fabrication de faux billets, subsidiairement de menées contre-révolutionnaires. Ce n'est qu'après deux à trois mois de prison préventive que son explication, comme quoi il s'agissait d'une plaisanterie, fut admise.

Le second qui fut libéré provenait d'un des bureaux du commissariat de l'Instruction publique. C'était un jeune homme très versé dans les diverses littératures, en particulier dans la littérature française moderne, dont il avait une connaissance remarquable pour un non-Français. On sentait que quand il disait qu'il ne savait pas pour quelle raison il était arrêté, il disait vrai. Enfin, il apprit qu'il avait spéculé avec quelques vagons de marchandises ! Stupéfaction ! Le juge informateur reconnut que seuls les noms des deux personnages étaient analogues et notre compagnon fut relâché, après quelques semaines de prison. Il ne se gênait au reste pas de dire ce qu'il pensait des méthodes bolchéviques !

Quant à nous, comme nous fûmes relâché après deux semaines d'arrestation, nous pensons bien que c'est parce que l'accusation d'espionnage fut trouvée inconsistante. Étant donné la moyenne de durée des procédures, on peut dire que la nôtre fut très rapide, surtout

si l'on se dit que dans ces deux semaines rentrent les fêtes de Pâques qui représentent au moins quatre jours fériés, aussi bien pour les partisans du nouveau que pour ceux de l'ancien régime. Après avoir été une première fois appelé à labyrinther par divers couloirs pour aboutir dans un laboratoire de photographie où nous fûmes pris de face et de profil, nous eûmes à comparaître trois fois à l'instruction ; c'est après la première comparution, au cours de laquelle l'interrogatoire ne fut pas poussé à fond, que nos compagnons de chambre déduisirent, au su du numéro du bureau, que nous avions affaire à la Section d'espionnage. L'instructeur habituel était un Letton, Sturnè, correct et poli dans ses procédés, qui fut un jour secondé par son chef Moghilevskiy, un Polonais ne parlant pas mal le français. Celui-ci crut devoir prendre un air beaucoup plus renfrogné et nous prédire que nous finirions par lui avouer que nous étions un espion. Nous lui demandâmes poliment ce qu'il nous dirait, si c'était à lui à devoir reconnaître que nous n'en étions pas un. Il répondit vaguement et nous n'eûmes plus à lui poser la question, puisque, quand nous fûmes relâché, nous n'eûmes plus à le revoir. En tout cas, Moghilevskiy se raccrocha à toutes les branches pour prouver notre qualité d'espion, et comme nous avions dîné, quelques jours auparavant, chez un professeur à l'Académie de guerre, avec le fils duquel nous avions fait connaissance en Extrême-Orient, il fut enquêté sur le fait de savoir si notre conversation à table avait eu une allure militaire !

Immédiatement après notre arrestation, quoiqu'il fût onze heures du soir passées et qu'il y fallût près de trois quarts d'heure à pied, ma femme, qui sait ne pas avoir froid aux yeux, se rendit, selon ma recommandation, chez Guilbeaux. Il n'était pas chez lui et ma femme l'attendit une heure sur l'escalier. Lorsqu'il rentra, il lui promit de s'occuper de la chose, et nous sommes certain que son témoignage comme quoi, au cours des

conversations que nous avions eues, nous ne lui avions pas fait l'impression d'être un espion, témoignage à propos duquel quelqu'un lui fit la remarque « qu'il était bien bon de s'occuper d'un de ces cochons de Suisses dont il n'avait eu qu'à se plaindre », nous sommes certain, disons-nous, que son appréciation ne fut pas sans poids. Mais les témoignages les plus importants furent à n'en pas douter ceux qui furent requis de la Sibérie orientale où nous étions connu, et comme chef de mission et comme homme, pour les longs mois que nous y avions passés. En tout cas, quinze jours après notre arrestation, nous étions libéré sans explication. Par ce que nous avons appris au cours de l'instruction et subséquemment, nous savons qu'une vieille rancune contre le Comité international de la Croix-Rouge, et en particulier contre son délégué-général, Ed. Frick, fit que c'est nous qui eûmes à payer pour ce dernier. A raison ou à tort, car nous ne prenons aucune garantie, mais de cela nous pâtîmes, il lui était reproché, comme nous l'avons dit dans notre Rapport au Comité, d'avoir laisser transiter dans les armées de Dénikine des hommes, qu'il avait fait sortir de Russie dans les convois de prisonniers, et d'avoir, profitant de sa qualité de délégué de la Croix-Rouge, emporté dans ses malles, pour le compte de certaines familles princières, des pierres précieuses qui leur avaient appartenu, mais qui avaient été déclarées, selon la loi, bien d'État. Aussi le Comité international passait-il, aux yeux des autorités russes, pour être teinté du plus beau noir. De tout cela, nous ne savions rien quand nous étions en Sibérie, nous adressant à Frick que nous croyions à Moscou — où il ne pouvait alors pas rentrer — et nous recommandant de lui ! La recommandation n'était pas fameuse : nous ne le sûmes, à nos dépens, qu'à Moscou.

Passons maintenant en revue les cas de nos camarades de détention qui restèrent détenus après notre libération, qu'ils eussent été arrêtés avant ou après nous.

L'un d'eux se trouvait dans les environs de Moscou aux travaux forcés, pas pénibles d'ailleurs, condamné pour quinze ans. Une partie des prisonniers allait être formée en un détachement qui devait être dirigé sur le bassin du Donets, pour y travailler dans les mines. Voilà qui n'allait pas à notre homme. Il résolut donc de s'esquiver pour quelques jours, quitte à se reconstituer prisonnier après le départ du détachement, et à peu près certain qu'il n'y aurait pas de sanction contre lui. Ce qui gâta la combinaison, c'est que le détachement se mit en route avec une quinzaine de jours de retard. Les vacances que notre compagnon prenait tout tranquillement à la maison furent juste assez longues pour que le détachement pût partir, mais pas assez pour que la Tché-Ka, avisée de son évasion, ne le cueillît pas chez lui. Il était donc en prison préventive pour ce délit d'escapade, depuis trois mois, interrogé seulement au bout de deux mois, le juge d'instruction lui demandant ce qu'on pouvait bien faire de lui, qui en avait déjà pour quinze ans ! En tout cas, quelle que fût la raison de sa première condamnation, la seconde détention était justifiée.

Un autre cas, très intéressant, était celui d'un communiste qui allait partir pour l'étranger, muni, afin de remplir ce qui lui était confié par le parti, des seuls papiers tsaristes qui aient encore une valeur (nous laissons deviner lesquels). Il devait se fixer à l'étranger avec sa toute jeune femme. Afin de n'avoir aucun ennui à la frontière, il passa à la Tché-Ka, afin d'obtenir le sceau de cette dernière sur son passeport. Cependant, tandis qu'on lui dit d'attendre, son passeport est transmis à l'instance supérieure de la Tché-Ka... qui le fait arrêter. Nous avons compris qu'il était soupçonné de partir non pas dans l'intérêt du parti, mais pour quitter la Russie en ces temps difficiles, et, sans qu'il nous ait rien dit à ce sujet, nous soupçonnons qu'on l'accusait d'avoir fait un mariage fictif pour faire passer la frontière à celle qui était sa jeune femme momentanément. Comme les

Cliché Montandon)

Fig. 54. Moscou. — La Place Rouge devant le Kremlin sur lequel flotte le drapeau rouge.

Fig. 55. — Maria Konstantinovna Zvyaghina, secrétaire de la Mission en Sibérie du C. I. C. R.

autres États ne reconnaissaient pas la valeur des actes de mariage sovyétiques, ces mariages fictifs étaient en effet très fréquents, en particulier avec les prisonniers de guerre qui allaient être rapatriés. C'est ainsi qu'en Extrême-Orient quantité de femmes russes ou étrangères quittèrent la Sibérie sovyétique, puis la République Extrême-Orientale, avec nos convois, au vu et au su des autorités russes qui ne prétendaient pas décider de savoir si tel mariage était réel ou fictif. A Moscou cependant, les autorités devinrent bientôt plus sévères et exigèrent en outre de l'acte de mariage sovyétique, un acte reconnaissant le mariage du prisonnier, établi à Vienne pour les Autrichiens, à Berlin pour les Allemands, etc. [1]. Pour le communiste dont nous parlons, aucune autre pièce que l'acte de mariage russe ne pouvait entrer en ligne de compte, puisque le couple était russe. Nous ne savons pas ce qu'il advint d'eux par la suite.

Un autre détenu était un ancien agent de la Tché-Ka, arrêté, semble-t-il, pour avoir des opinions différentes de celles de son organisation sur des questions de méthode. Sa conversation d'ancien « tchékiste » était intéressante et nous nous souvenons comme, sur notre question, il nous dit : « La première fois que j'ai signé un arrêt de mort, je n'ai pas pu dormir de toute la nuit. Mais depuis, j'en ai pris l'habitude. »

Le dernier détenu enfin était un soldat, paraissant avoir été arrêté pour propagande ou du moins pour propos subversifs.

Maintenant, un petit tableau ! Sur huit détenus, il y en avait donc 3 qui furent relâchés comme non coupables, 2 qui étaient coupables, 1 dont la recherche de

1. Il ne faut pas refuser aux Bolchéviques un certain sens psychologique puisqu'ils laissèrent partir ma femme sans supposer un mariage fictif.

Nous eûmes d'autre part à nous louer des Autorités suisses puisqu'elles reconnurent comme valable l'acte dressé à Moscou, selon le précédent créé par la reconnaissance du mariage de feu notre ministre de Suisse à Pétrograd, M. Edouard Odier.

la culpabilité relève de l'analyse des intentions et 2 (les deux derniers) sur lesquels nous ne pourrions nous prononcer vu la connaissance incomplète que nous avions de leur cas. C'est dire qu'il y avait un *minimum* d'environ 40 % de non coupables ! Si la proportion est la même pour toutes les chambrées et pour toutes les prisons bolchéviques, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître, malgré tout notre effort d'objectivité, que, *même en régime de défense*, ce pourcent a et dénote quelque chose d'anormal.

Ce ne sont pas seulement les ex-bourgeois, dont le témoignage aurait peu de valeur, qui se plaignent de la Tché-Ka, mais bien les communistes eux-mêmes. Ce n'est pas la brutalité qu'on lui reproche, puisqu'elle est d'un abord plus onctueux que notre police bourrue — encore qu'un jour, de la prison, nous avons entendu des hurlements de femme, nous ne dirons pas qu'on violait puisque nous ne le savons pas, mais tout au moins qu'on violentait, qui nous firent à tous, muets, passer dans le dos un frisson d'épouvante. Ce n'est non plus pas sa sévérité qu'on lui reproche, puisque, comme nous le dirons, elle doit être sévère. Non, le reproche qu'on lui fait, c'est son arbitraire, en d'autres termes ses fautes, son pourcent de fautes, dépassant les limites permises à l'inintelligence, et nuisible à la cause même qu'elle prétend servir. Il y a des cas de défense gouvernementale où l'arbitraire est nécessaire et l'on ne saurait blâmer en bloc le fait que l'attentat contre Lénine ait été suivi de l'exécution de 800 bourgeois. Les Anglais n'ont pas agi autrement en attachant des poignées d'Indous aux bouches de leurs canons après la révolte des cipayes, et en appliquant encore aujourd'hui dans leurs colonies le principe que le meurtre d'un blanc est compensé par celui officiel (mais pas proclamé) de quatre noirs. Il y a donc eu, quand le temps pressait, des fusillades dites « administratives », c'est-à-dire sans enquête préalable. Mais nous connaissons des cas isolés où cette pratique,

appliquée pour éviter qu'une intervention éventuelle aboutît à un autre résultat, n'était pas nécessaire. Évidemment, on nous dira qu'il est difficile de tracer une limite entre l'arbitraire licite et illicite. Cependant, il est parfaitement clair, que de même que l'administration était surchargée d'un personnel en surnombre, la Tché-Ka[1] représente une organisation qui pourrait être notablement réduite si elle travaillait intelligemment. Composée de ses quatre divisions de la Tché-Ka panrusse, de la Tché-Ka provinciale, de la Tché-Ka des transports et de la division spéciale à l'armée, ne comprend-elle, en tout, pas moins de 300.000 fonctionnaires?

Aussi reproduirons-nous ici non des complaintes de bourgeois, mais celles de communistes, qui nous ont frappé parce que venant d'eux, de trois communistes, distants dans l'espace et par mentalité. Le premier déclarait : « Nous l'avons mise sur pied pour sauver le communisme, et maintenant elle nous perd. Même le Comité Exécutif est impuissant contre elle. » Le second commençait une péroraison par ces mots : « La Tché-Ka, l'organisation la plus contre-révolutionnaire de Russie... » Enfin, le troisième nous exhortait en ces termes : « Si vous construisez en Suisse le communisme, construisez-le sans la Tché-Ka ! »

Ceci dit, il faut reconnaître que l'existence de la Tché-Ka, née de la non-soumission des éléments qui avaient perdu leur prépondérance, au Gouvernement désormais légal, était pour ce dernier une question de vie ou de mort. Devant la menace, il était nécessaire d'avoir un organe qui non seulement eût les compétences de punir, mais de prévenir les coupables. On peut donc dire que les grands fautifs dans les erreurs que la Tché-Ka a

1. Son titre complet est : « Commission extraordinaire d'enquête panrusse pour la lutte contre la contre-révolution, la spéculation, les fautes contre le devoir et le sabotage. »

perpétrées, sont les contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur qui ont mis en danger ou énervé la nouvelle Autorité, forte et tenace du fait qu'elle se sentait assise sur un principe de plus grande justice. Un souvenir à l'appui de cette thèse nous reste particulièrement net, le récit d'une personne qui fut de longs mois en prison sous les bolchéviques et nous racontait comme les prisonniers devinaient les événements avant de les savoir, cela au traitement qu'ils subissaient de la part de leurs gardiens. Les succès provoquaient une certaine relâche et bonhomie dans la consigne, les insuccès se répercutaient par de nouvelles sévérités. Aujourd'hui que l'intérieur se calme, les martyriseurs du peuple russe sont, dans la limite où il y a encore par là martyre, ceux qui, pour assurer leur vie matérielle, continuent à organiser dans les pays limitrophes les bandes qui feignent de mettre en danger le gouvernement régulier sovyétique. Peut-être un temps viendra-t-il où l'on dira de la Révolution russe, en y englobant la Tché-Ka, ce que Georges Clemenceau a dit de la Révolution française : « N'y touchez pas, c'est un Bloc ! »

*
* *

Tandis que nous étions libéré le 12 mai, notre compagnon Zadvornyak le fut le lendemain. Mais il se passa pour lui l'histoire suivante, typique du milieu, et dont tous les aléas ne nous furent connus qu'après notre retour en Suisse. Stépane Zadvornyak était le plus charmant compagnon, dans ses fonctions, qu'on pût imaginer. Doué d'un tact parfait et de toute la douceur ukrainienne, il avait le tort d'être un étudiant et d'éveiller par là la suspicion que, sous couvert d'être un aide manuel, il fût réellement un collaborateur en espionnage. Libéré donc, il n'était cependant pas libre de ses mouvements et ne fit que passer à notre logement pour y prendre ses effets, sous escorte. De là, il devait être

amené au Bureau d'évacuation afin d'être dirigé sous garde jusqu'à la frontière, avec un convoi de prisonniers de guerre. Or, il arriva que le Bureau d'évacuation, déclarant ne pouvoir recevoir de passager qu'il fallait surveiller, Zadvornyak fut conduit à la prison de Bouturskaya, une des prisons de Moscou, en attendant, lui dit-on, d'être incessamment dirigé sur la frontière. Comme, le 1er juillet, il était encore sous clef, il déclara la grève de la faim. Au bout de huit jours, il la cessa sur la promesse qu'il allait être expédié, dans trois jours. Après deux semaines cependant, ne voyant pas la promesse se réaliser, il redéclara la grève de la faim, et cela définitivement. Deux jours plus tard, à la fin de juillet, il fut alors expédié et se trouve aujourd'hui dans son village de la Galicie Orientale.

La grève de la faim est à peu près la seule arme de la part des prisonniers qui voient traîner en longueur leur procédure. Elle est efficace et cela est pour prouver que la direction de la Tché-Ka surveille ce qui se fait dans sa juridiction. Ce qui parfois nuit à son efficacité, c'est qu'elle n'est pas toujours sérieuse. Pendant notre temps de captivité, un de nos compagnons déclara la dite grève, mais nous pûmes constater qu'il faisait des accrocs à son régime. Or, de cela, les gardiens s'aperçoivent à la longue. Dans le cas de notre compagnon Zadvornyak, d'après ce que nous connaissons de lui, le refus de se nourrir dut être réel et la Tché-Ka eut à se rendre compte que le prisonnier y resterait s'il n'était pas tenu compte de sa réclamation. Il n'est évidemment pas donné à chacun d'avoir cette force de caractère.

Je ne courus plus beaucoup en ville, occupé de démarches en vue du départ avec ma femme. Je rendis cependant visite aux délégations autrichienne et allemande. Cette dernière était dirigée par Hilger, très actif et capable, nullement communiste, mais qui n'en était pas moins dans de très bons termes avec le gou-

vernement de Moscou pour ses allures simples et par le fait qu'il était un agent actif du rapprochement russo-allemand. Il ne put pas s'empêcher, lui et surtout ses subordonnés, de se trahir dans la conversation, montrant que si nous étions arrivé à la capitale, il avait bien, lui et les autres missions, fait tout ce qu'il pouvait pour nous barrer la route. Hilger ne put retenir son étonnement de ce que nous eussions voyagé tranquillement dans notre vagon jusqu'à Moscou, ayant admis que nous y étions arrivé en qualité de prisonnier, comme s'il n'eût pu en être autrement. Comme nous ajoutions que nous n'étions que de passage et que nous ne nous occupions plus des prisonniers, un de ses collaborateurs de s'exclamer : « Mais comme Suisse non plus, vous n'aviez pas le droit de venir ! » Hilger ajouta encore : « que le courant contre le Comité international de la Croix-Rouge et contre Frick était si fort qu'il n'essaya pas de le remonter ! » Nous constations donc, avec une certaine satisfaction, que si nous avions eu à payer les fautes d'autres, les mauvaises volontés n'avaient cependant pas pu nous empêcher d'accomplir ce qu'*aucun* délégué d'une mission quelconque n'avait accompli : la traversée d'un bout à l'autre du continent sovyétique !

Il ne restait plus en effet qu'à nous diriger sur Riga, dans les conditions les moins défavorables possible. Yakoubovitch, chef de la division des Affaires occidentales au commissariat des Affaires étrangères, chroniquement bougon — médecin, soigne-toi toi-même ! — finit cependant par nous accorder deux places dans le vagon diplomatique et le 23 mai, nous quittions Moscou. Dans le vagon, à part quelques émissaires des gouvernements letton et russe, il n'y avait, en outre du nôtre, qu'un seul couple, ce qui prouve comme les sorties sont sévèrement contrôlées. Un petit incident pour finir. A la frontière, à la revision des bagages dans le vagon, le soldat russe qui visite les nôtres fait main basse sur un petit paquet de billets monétaires. Nous ne nous étions

aperçu de rien, mais bien un de ses camarades posté dans le couloir. Aussi fûmes-nous étonné de nous voir apporter un instant après le paquet de billets, tandis que le soldat en question était arrêté. Le préposé en chef au contrôle sait fort bien le français et nous parle des tailleurs de Paris !

Le 24, nous traversons la zone neutre qui sépare la Russie sovyétique de la Lettonie. L'entendement encore plein de la vie bouillonnante du monde en fusion où nous venons de passer plus de deux années si pleines d'aléas, nous ne traversons pas cette frontière sans une étreinte de regret et de soulagement tout à la fois. Le 25, nous sommes à Riga ; vision d'une grande ville d'Occident ! Nous avons quitté la patrie de l'égale pauvreté pour nous retrouver dans celles de la saoulerie et de la prostitution !

***

Analysons donc l'impression sur laquelle nous avions quitté la Russie. Était-ce sur celle que nous avait laissée la déplaisante Tché-Ka? Non pas. Déjà cette vision-là s'estompait. L'impression, basale, persistante, *une*, que nous avons gardée de la Russie, est celle que nous avions recueillie un an auparavant à Mogzon, dès le passage du front russo-japonais, et qui, depuis, nous a chaque jour poursuivi : celle d'un pays où s'est réalisée, dans la mesure des possibilités actuelles, l'égalité ou mieux la disparition des classes, égalité manifestée par la *disparition de l'orgueil de classe*. Ce facteur est de beaucoup trop négligé dans l'estimation de la solidité du Pouvoir actuel — et certes ceci est indéniable : le geste de celui qui, avant de donner la main à tel de ses prochains, regarde de droite et de gauche, crainte de se compromettre, ce geste-là a disparu ! l'orgueil de l'épicier enrichi, qui, bête comme sa semoule, se pavane dans la rue le jarret tendu et la cassure du pantalon parfaite, l'orgueil de celui qui est fier de se croire plus

qu'un autre, l'orgueil de celui qui refuse sa fille à « moins bien né », l'orgueil, non du vrai croyant, mais du pharisien qui, depuis 2.000 ans, le dimanche, à 10 heures du matin, se rend à l'église, et dont le cœur, après cinq minutes d'émoi, redevient tout aussi superbe, ces orgueils-là sont écrasés, — écrasés à ras du sol !

Nous ne parlons pas en l'air. Nous parlons de ce que nos yeux ont observé et sur la base des conversations que nous avons eues, tout d'abord avec ceux, et ils furent nombreux, qui vinrent nous trouver dans notre train, en notre qualité de chef de mission, sollicitant de pouvoir passer la frontière avec un de nos convois.

Un jour, à Vyérkhnyé-Oudinsk, ce fut un prince Galitzine. Cette exclamation lui échappa : « Docteur, mon nom me pèse ! » Ne faut-il pas qu'un Galitzine sente que la roue du sort a tourné pour qu'il en vienne à presque renier son nom? Et savez-vous ce que nous lui avons répondu, d'ailleurs très sereinement. Nous lui avons dit : « Vous ne l'avez pas volé, vous avez fait la noce pendant deux cents ans ! » Nous ne le connaissions que depuis deux minutes et il n'avait pas l'air hautain, mais, comme le tsar, un Galitzine est un drapeau ! Quoi d'étonnant à ce que celui-ci payât une quote-part de ce que son nom représentait d'excès. D'autres l'auraient peut-être flatté, mais n'auraient rien pu pour lui.Comme il était malade, il obtint, sur notre recommandation, de pouvoir quitter le pays.

Nous venons de citer le tsar. Cela nous fait constater qu'il faut qu'on soit sorti de Russie pour en entendre parler. Là-bas, ni lui, ni son cas n'intéressent personne. Personne ne nous en a parlé. Si fait, nous avons entendu dire — Pierre Gilliard aurait pu ajouter ceci à son *Tragique destin de Nicolas II* — qu'il avait *donné* ses deux filles aînées à Raspoutine. On doit rentrer en Europe pour buter presque chaque jour encore sur le nom du souverain et lire qu'un Gauvain ou un Serge Perskiy enragent de penser que leur maître fut assommé comme

un veau avec dix de ses proches. Évidemment, c'est 11 cadavres de trop, mais à condition, vous diront des gens de sang-froid, qu'on reconnaisse que 11 cadavres quelconques d'ouvriers ou de paysans — il y en eut des millions — furent aussi de trop. Car cadavre pour cadavre ! L'un ne vaut pas moins qu'un autre. Si l'on doit faire une différence entre eux, disent-ils, c'est certes en défaveur de celui qui « représentait » ; en admettant même qu'il n'eût pas été personnellement coupable (il le fut en réalité), le souverain était le drapeau, le symbole, le *totem* de la réaction ! A ce titre, ils admettent qu'il avait à payer ce que lui et ses proches, également des drapeaux, ont effectivement payé. Quant à Gilliard, nous avions passé une soirée avec lui à Omsk, du temps de Koltchak ; il nous montra alors les photographies dont il a depuis publié quelques-unes dans son livre. Il nous paraît avoir, à travers son culte, construit une mentalité du tsar peu proche de la totale vraisemblance, et plus tard nous n'avons pas été surpris d'entendre dire de lui, comme de Ed. Frick, l'ex-délégué-général du C. I. C. R. (tous deux furent précepteurs), qu'il est des hommes qui, pour avoir *servi*, gardent une âme de valet, de valet de première classe si l'on veut, mais tout de même de valet.

En Sibérie, notre nom était connu au loin. Au loin, on se le répétait parmi ceux qui escomptaient un départ éventuel par notre entremise, puisqu'à ce moment-là, nos convois étaient les seuls trains qui passaient la ligne du front. Il nous fut répété plus tard, que la femme d'un ancien ministre de la guerre déclara, à Omsk, vouloir se rendre jusque chez nous et là, se coucher devant notre vagon, si nous ne la prenions pas dans un de nos convois. Elle était venue en effet, et n'eut pas à se coucher devant le vagon ; très crâne d'ailleurs, et reconnue pour être non seulement inutile mais nuisible, les autorités, qui connaissaient parfaitement son identité, lui accordèrent le passage.

Un autre jour, au gros de l'hiver, vêtu d'une misérable fourrure, un homme survient haletant nous trouver. « Docteur, sauvez-moi ! Je suis un ancien propriétaire terrien. J'ai vu en ville, parmi les soldats, mes anciens paysans. S'ils me reconnaissent, ils me fusillent ! » Que diable avait-il pu leur faire autrefois, pour qu'au premier contact avec eux, il fût maintenant certain d'être fusillé? A celui-là nous donnâmes un peu d'argent pour qu'il pût loger et manger, et n'entendîmes plus parler de lui.

Combien d'autres, pour lesquels nous avions de la correspondance, qu'il nous intéressait d'aller trouver nous-même, et qui, autrefois habitués au luxe, réfléchissent maintenant, entassés dans des chambres pauvres, à ce que signifie le mot de misère. Il n'y avait pas même besoin qu'ils fussent dans la misère pour qu'ils sentissent que l'âge des inégalités sans limite avait cessé. C'était dans une grande ville de la Sibérie sovyétique. Nous entrons dans un salon. Certes ses propriétaires appartenaient autrefois à la bourgeoisie très aisée, de par ce que nous savions d'eux comme de par leur galerie de tableaux suspendus aux murs. Cette famille est encore dans ses meubles ; elle est nombreuse. Les vieilles habitudes d'hospitalité russe lui font nous offrir de prendre le thé avec elle. C'était toujours gênant pour nous d'accepter ces offres quand nous savions qu'elles signifiaient pour nos hôtes une privation, mais n'était-ce pas le seul moyen de converser de façon plus approfondie? Nos hôtes de ce jour sont considérés par les autorités comme bourgeois. Ils ne reçoivent donc pas de ration. Comment ils vivent? En échangeant aux paysans certains de leurs biens contre de la nourriture. C'est ainsi que le sucre qui est sur la table, ils l'ont obtenu contre une cuiller d'argent et le beurre contre une serviette. Leur avoir peu à peu s'écoule jusqu'au jour où ils seront aussi des prolétaires. Quant à leurs tableaux, une belle réserve, semble-t-il, ils ne peuvent

plus en disposer ; ces tableaux sont mobilisés, c'est-à-dire enregistrés par l'État, destinés à être versés à quelque musée ou à des clubs d'ouvriers. Mademoiselle, une des filles de l'hôte — les autres sont mariées — doit aller le dimanche dans la forêt couper du bois pour l'État. La semaine, elle et d'autres membres de la famille sont employés dans diverses administrations (ceux-ci reçoivent leur ration alimentaire). Il est manifestement visible que leur sort leur pèse. Quant à vider les lieux, ils n'y sont pas autorisés. Un des fils murmure sombrement : « Nous sommes des esclaves ! »

Lénine dit toujours : Soyez sans pitié ! C'est qu'il connaît les surrections de l'orgueil bourgeois. Le plus bel exemple nous en a été fourni par un collègue en délégation pour le C. I. C. R., Henri J. Cuénod, qui, depuis des années, habitait la Russie du Sud. Il assista à l'occupation de l'Ukraine par les Allemands, puis à leur évacuation. Or, ce fut une retraite lamentable. Les officiers, tout comme les hommes, étaient attelés à des charrettes boiteuses et traînaient leurs effets par les cahots des chemins boueux. Les Ukrainiens, après en avoir massacré un bon nombre, laissaient bénévolement partir les autres. Chaque groupe de ces charrettes tirées à bras au prix de sueurs et d'efforts, était accompagné de deux ou trois cavaliers ukrainiens, narquois, la pipe à la bouche. « Quoique nous fussions francophiles, nous disait M. Cuénod, ces Allemands nous faisaient pitié. » Les pauvres convois atteignent Kiev, et là, soudain, l'orgueil se réveille. Les bagages peuvent être donnés au chemin de fer et les officiers, *ressaisissant cravache en main et réassurant monocle à l'œil*, se forment en colonne et partent au pas cadencé.

Ils remirent le monocle à l'œil ! Et combien de bourgeois en Russie sont prêts à remettre le monocle à l'œil ! Pour Lénine, il faut donc, lorsqu'ils sont sous le joug, qu'ils y soient maintenus suffisamment de mois

— ou de siècles — *pour que l'idée de remettre le monocle ne leur revienne plus.*

Aujourd'hui, en Russie prise dans son ensemble, l'orgueil de classe est évanoui, le monocle est tombé. Ceux qui, là-bas, tiennent les rênes en mains, tout en s'efforçant d'améliorer la vie économique, veillent à ce que le monocle reste à terre, brisé ! Et c'est parce que, jusqu'à ces hommes, personne mieux qu'eux n'a réussi à instaurer un État où la tendance à l'égalité fût si manifeste, et parce qu'en se maintenant aussi près que possible de leur programme primitif ils restent un centre de ralliement pour tous ceux qui rêvent non pas d'un État, mais d'un monde plus égalitaire, c'est pour cela, qu'aux yeux de ceux qui sympathisent avec cette tendance, **ces hommes ont le devoir absolu de rester au pouvoir.**

Mais c'est très difficile, dira-t-on, de savoir quand on a affaire à un orgueilleux ! A en juger par les résultats obtenus, les Rouges cependant se trompèrent peu et surent parfaitement mettre au bout de leurs bayonnettes celui dont l'angle de la lèvre marque le dédain ou dont le timbre de voix dénote la morgue.

Un de nos amis, docte professant dans l'enseignement supérieur, reconnaissait la validité du reproche d'orgueil fait à la classe bourgeoise. Mais, ajoutait-il, valait-il la peine, pour écraser cet esprit, de massacrer quelques centaines de mille personnes?

Évidemment, tout est là. Certains estiment que cela ne valait pas la peine ; d'autres portent un jugement contraire.

Quoi qu'il en soit de la profondeur réelle et de la durée des sentiments d'un chacun, le résultat, en Russie, est actuellement tangible. Plus que le tableau économique, c'est ce tableau moral qui nous a frappé, car, si, à l'âge de quarante ans, nous avons voyagé dans les cinq continents, si nous avons vu les plus grands spectacles de la nature, si nous avons assisté aux

contrastes sociaux les plus divers, témoin, dans les nuits d'Abyssinie, du défilé de caravanes d'esclaves enchaînés, tandis qu'à l'autre bout du monde, frôlant la féodalité japonaise, nous avons bu du thé vert dans les jardins du Mikado, nous disons que nous n'avons rien vu moralement de plus impressionnant que cet écrasement de l'orgueil de classe dans la Russie Sovyétique !

FIN

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages	Références Pages
Portrait de l'auteur	5	—
Fig. 1. *Port de Tsuruga.* — Départ pour la Sibérie de soldats japonais, aux acclamations des enfants des écoles	16	17
Fig. 2. *Port du Tsuruga.* — Les cendres de chaque soldat japonais tombé en Sibérie sont ramenées dans une boîte au pays natal	16	17
Fig. 3. *Le général Horvat,* Gouverneur de la Province Maritime	16	19
Fig. 4. *Les généraux Otani et Oï,* successivement Commandants en chef des Forces alliées à Vladivostok	16	64
Fig. 5. *En Mandjourie,* chaque pont, chaque tunnel est protégé, à chaque extrémité, par une tour fortifiée contre les bandes de pillards. Tour de défense dans les Monts Chin-Gan, là où la voie, décrivant une boucle, perce le remblai supérieur	32	26
Fig. 6. *Les bords du lac Baïkal*	32	27
Fig. 7. *L'amiral Koltchak*	32	30
Fig. 8. *Le général Diederichs,* Commandant en chef des armées de Koltchak	32	68
Fig. 9. *Omsk.* — Tour-vigie du camp des prisonniers de guerre autrichiens et hongrois	32	30
Fig. 10. *A Omsk,* sous le régime de Koltchak. Au pied de la morgue dominée par la croix, une sentinelle ivre couchée sur des cercueils	32	30
Fig. 11. *A Koulomzino,* tête de pont d'Omsk. Une famille de réfugiés s'est construit une demeure en mariant un vagon au sol	48	36
Fig. 12. *Aux portes d'Omsk,* un faubourg est constitué par les antres des réfugiés	48	—
Fig. 13. *L'ataman des cosaques d'Orenbourg, Doutov*	48	27
Fig. 14. *L'ataman des cosaques de Sibérie, Ivanov-Runov*	48	39
Fig. 15. *Le général Sirovïy,* Commandant en chef de l'armée tchécoslovaque de Sibérie	48	44

	Pages	Référence Pages
Fig. 16. *Vagon occupé par des soldats tchèques*, avec une ornementation typique des vagons tchèques, faite d'écorce et d'herbe sèche	48	45
Fig. 17. *Le général Gaïda* ancien Commandant en chef des armées de Koltchak, prisonnier après sa révolte contre ce dernier, a été remis à l'état-major tchèque	64	69
Fig. 18. *Le port de Vladivostok.* — Le cuirassé blanc est américain	64	—
Fig. 19. *Général Rozanov*, Gouverneur de la Province Maritime, vainqueur du général Gaïda, puis vaincu par les Rouges	64	68
Fig. 20. *Prise de Vladivostok par les Rouges, le 31 janvier* 1920. Devant le bâtiment de l'état-major	64	72
Fig. 21. *Prise de Vladivostok par les Rouges le 31 janvier* 1920. Colonne d'artillerie de l'armée rouge	64	72
Fig. 22. *Quelques marins russes*, qui s'étaient tout d'abord enfuis au Japon avec les officiers, demandèrent et obtinrent de rentrer à Vladivostok. Une fanfare rouge les reconduit en ville	64	—
Fig. 23. *Coup de main japonais, à Vladivostok, dans la nuit du 4 au 5 avril* 1920. — Des soldats japonais tiennent la foule à distance du bâtiment du Gouvernement russe, qui a été bombardé pendant la nuit	80	82
Fig. 24. *Coup de main japonais du 4 au 5 avril* 1920. — Des soldats japonais emportent les cadavres	80	82
Fig. 25. *Sur l'inscription « Union de la Russie »* d'un vagon cuirassé du gouvernement rouge, les Japonais ont collé leur pavillon	80	82
Fig. 26. *La population russe* fait des funérailles solennelles aux victimes du coup de main japonais	80	82
Fig. 27. *L'ataman des cosaques de l'Oussouri, Kalmukov*	96	95
Fig. 28. *L'ataman des cosaques de Transbaïkalie, Grigoriy Sémyonov*	96	120
Fig. 29. *Sur le territoire de l'ataman Sémyonov.* — Le pont d'Olovyennaya sur l'Onon, détruit par les Bolchéviques	112	115
Fig. 30. *Paysage typique de la Transbaïkalie.* — La rivière Ingoda, vue vers l'aval	112	—
Fig. 31. *Serge Pavlov*, commandant de la division d'avant-garde des troupes de la République Extrême-Orientale, examine à distance, avec son état-major, les avant-postes japonais	128	125
Fig. 32. *Entrée des troupes régulières bolchéviques à Irkoutsk en février* 1920. L'inscription sur l'arc de triomphe signifie : « Tout le pouvoir aux Sovyets ! » A l'arrière-plan, l'Angara gelée	128	71
Fig. 33. *Ancien arc de triomphe à Vyerkhnyé-Oudinsk* surmonté du drapeau rouge et portant l'inscription : « Souviens-toi ! Sémyonov n'est pas encore battu. »	144	—

	Pages	Référence Pages
Fig. 34. *Margoline*, commandant des détachements étrangers de l'armée de la République Extrême-Orientale.	144	151
Fig. 35. *Colonne de partisans rouges marchant contre Sémyonov*	160	169
Fig. 36. *Entrée à Tchita le 1er novembre 1920 du Gouvernement de Vyerkhnyé-Oudinsk.* — Krasnochtchokov prononce un discours du haut d'un vagon de marchandises	160	169
Fig. 37. *Henri Fridrikhovitch Eiche*, Commandant en chef de l'armée de la République Extrême-Orientale	160	171
Fig. 38. *Pierre Yakovlevitch Pélionkine*, Chef de l'état-major de l'armée de la République Extrême-Orientale.	160	171
Fig. 39. *Alexandre Mikhaïlovitch Krasnochtchokov*, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires Étrangères de la République Extrême-Orientale	176	173
Fig. 40. *Innocent Sérafimovitch Kojevnikov*, Vice-ministre des Affaires Étrangères de la République Extrême-Orientale	176	173
Fig. 41. *Vladimir Serghyéyévitch Chatov*, Ministre des Communications de la République Extrême-Orientale	176	123
Fig. 42. *Dr Pétrov*, Ministre de la Santé Publique de la République Extrême-Orientale	176	179
Fig. 43. *Omsk. Le plus grand bâtiment de la Sibérie.* La demeure de l'administration des chemins de fer sibériens, construite par les prisonniers de guerre	208	201
Fig. 44. *Omsk. L'entrée du camp des anciens prisonniers de guerre*, surmontée de l'étoile militaire soviétique et de deux drapeaux rouges	208	201
Fig. 45. *Monument de bois à Omsk* érigé en l'honneur des Rouges tombés lors de la prise de la ville	208	201
Fig. 46. *Omsk. Nous sommes en état d'arrestation dans notre vagon. Deux de nos gardiens.* L'un porte la casquette militaire réglementaire avec l'étoile rouge et la médaille du Mérite militaire soviétique	208	208
Fig. 47. *Important voskresnik, ou dimanche de travail volontaire, à Tchita.* — Le cortège, composé entre autres des membres du parlement, se rend au travail, musique et drapeaux en tête	240	237
Fig. 48. *Vagon d'un train de propagande* portant sur le toit l'inscription : « Le livre au peuple »	240	255
Fig. 49. *Vagon d'un train de propagande*, portant, autour des armes de la République soviétique, l'inscription : « La science et le travail l'emportent sur tout », et, le long du bord inférieur du vagon : « Tu vaincras la désorganisation par le travail »	240	255
Fig. 50. *Ancien vagon-chapelle du Tsar Nicolas II* employé comme vagon d'un train de propagande	240	255
Fig. 51. *Boris Zakharovitch Choumyatskiy* (*A. S. Tchervonnuy*), Délégué de l'Internationaliste Communiste pour les peuples de l'Extrême-Orient	256	137

	Pages	Référence Pages
Fig. 52. *Paysage de l'Oural.* — Au premier plan, tas de bois pour le chauffage des locomotives.....	272	276
Fig. 53. *Le point le plus extrême de l'avance de Koltchak*, à plus de 450 kilomètres à l'Ouest de Perm et à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Vyatka. La ligne est marquée, en forme de S, au plan moyen, par une trace de neige accumulée contre une barrière d'obstacles.....	272	277
Fig. 54. *Moscou.* — La Place Rouge devant le Kremlin sur lequel flotte le drapeau rouge.....	288	—
Fig. 55. *Maria Konstantinovna Zvyaghina*, secrétaire de la Mission en Sibérie du C. I. C. R.....	288	—
Carte des itinéraires suivis par la Mission Montandon en Sibérie.....	à la fin du volume.	

TABLE DES NOMS CITÉS

1. Abé, K., major japonais : page 14.
2. Ador, Gustave, Président du C. I. C. R. : p. 176, 177.
3. Akhmatov, député menchévique : p. 227.
4. Aksakov, secrétaire Gouvernement Koltchak : p. 34.
5. Alèvra, lieutenant roumain : p. 118.
6. Alexéyév, général : p. 25.
7. Allen, Riley H., major Croix-Rouge Américaine : p. 10, 18, 19, 29.
8. Andréyév, chef communiste : p. 249.
9. Anisimov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 170.
10. Annenkov, général : p. 20.
11. Antonov, chef de bande des Blancs : p. 268.
12. Artobolevskaya, Zinaïda Mlle, secrétaire Mission C. I. C. R. p. 106.
13. Avksentyév, Président du Directoire d'Oufa : p. 67-68.
14. Bapst, Edmond, Ambassadeur de France : p. 60.
15. Baumann, Charles, secrétaire Gouvernement Koltchak : p. 24.
16. Baumkirchner, Max, cuisinier Mission C. I. C. R. : p. 181.
17. Bénès, Ministre Affaires Étrangères République Tchécoslovaque p. 44.
18. Bergstroem, Ministre plénipotentiaire de Suède : p. 18.
19. Bertalan, Joseph, cuisinier Mission C. I. C. R. : p. 238.
20. Bogdanov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 148.
21. Bokor, Ludwig, chef de troupes R. E. O. : p. 152, 215-216.
22. Boldurev, général : p. 67, 83.
23. Bossanyi, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 166, 179.
24. Boukharine, chef communiste : p. 249, 280.
25. Boulatchev, député sans-parti : p. 227.
26. Brandstroem, Elsa Mlle, Croix-Rouge Suédoise : p. 42.
27. Bréousov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 170.
28. Broussilov, A., général : p. 171-172, 198.
29. Bryner, Jules Joseph, Consul Pays-Bas et Norvège : p. 81.
30. Bryner, Léonide, Consul Suisse et Pays-Bas : p. 80-81, 112.
31. Byélov, chef de bande des Blancs : p. 268.
32. Caillaux, Joseph, Ministre : p. 226.
33. Caldwell, John K., Consul Etats-Unis : p. 19, 83.
34. Cedergren, Costa, baron de, Croix-Rouge Suédoise : p. 142.
35. Chatov, Vladimir Serghyéyévitch, membre Gouvernement R. E. O. : p. 123-124, 125, 126, 135, (fig. 41 p. 176), 229, 237.
36. Cheftchenko, chef de partisans : p. 71.

37. Chilov, Président Assemblée constituante R. E. O. : p. 229.
38. Chlyapnikov, chef syndicaliste : p. 249.
39. Choumyatskiy, Boris Zakharovitch, (Tchervonnuy A. S.), Délégué Internationale Communiste : p. 94, 125, 130, 131, 135-137, 139, 144-147, 152, 160, 173, 182, 212, 219-220, (fig. 51 p. 256), 259, 262, 266.
40. Chtchékine, Conseiller d'ambassade de Russie : p. 57.
41. Chtchétinkine, chef de partisans : p. 28.
42. Chtchoukine, musée de peinture : p. 278.
43. Clarke commandant, inspecteur chemins de fer : p. 101.
44. Clemenceau, Georges : p. 292.
45. Clerc, Modeste, géologue : p. 107.
46. Connor Dr., Croix-Rouge Américaine : p. 36.
47. Cramer, Renée Marguerite Mlle, membre du C. I. C. R. : p. 74.
48. Cuénod, Henri J., délégué du C. I. C. R. : p. 299.
49. Danbinov, député des Bouriates-Mongols : p. 227.
50. Dantziss, secrétaire Autorités d'Omsk : p. 268.
51. Delamarskiy, général : p. 100.
52. Dell'Adami, Croix-Rouge Hongroise : p. 112, 147, 149, 153, 160, 161, 165-166, 180, 185-186.
53. Dellvig, membre Gouvernement R. E. O. : p. 137-138.
54. Dénikine, général : p. 27, 38, 171, 173, 209, 277, 287.
55. Diederichs, général : (fig. 8 p. 32), 68.
56. Doutov, ataman : p. 27, (fig. 13 p. 48), 66.
57. Dupertuis, colonel français : p. 26.
58. Dzerjinskiy, Commissaire du Peuple : p. 249.
59. Eberth, Ludwig Dr, Croix-Rouge Allemande : p. 90, 128, 154, 182, 215.
60. Eiche, Henri Fridrikhovitch, Commandant en chef armée R. E. O.: (fig. 37 p. 160), 170-171.
61. Eigenmann, Antony, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 11, 23, 24.
62. Emler, Engelbert, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 106.
63. Eydouk, chef du Bureau d'Évacuation de Moscou : p. 188.
64. Farkas, communiste hongrois : p. 215-216.
65. Fédorets, chancelier R. E. O. : p. 170.
66. Fein, Eugen, Croix-Rouge Hongroise : p. 108-110, 146, 153, 161-162, 166, 177, 185-186, 215-216.
67. Feyler, F., colonel suisse : p. 262.
68. Fischer, Franz, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 57, 75-76, 106, 120-121, 123, 128-130, 150, 160, 179, 214-218.
69. Frick, Ed., délégué-général du C. I. C. R. : p. 141, 287, 294, 297.
70. Fritsch, Croix-Rouge Autrichienne : p. 89, 92, 112, 159, 160, 166, 180.
71. Fritze, Hans, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 150, 182, 215, 238.
72. Gaïda, général : p. 37, 66, (fig. 17 p. 64), 67, 68-69.
73. Galitzine, prince : p. 296.
74. Galitzine, Dimitri Nikolayévitch, pce et pcesse : p. 26.
75. Gapone, représentant Commissariat Affaires Étrangères : p. 143.
76. Gerber, Gustave, Croix-Rouge Allemande : p. 57, 76, 85, 90, 98-99, 116-117, 122, 144, 160, 162-163, 192.
77. Gignoux, John L., Chargé d'Affaires de Suisse : p. 11, 58, 59, 61, 92-93.
78. Gillerson, Salomon, secrétaire Gouvernement R. E. O. : p. 125, 151.
79. Gilliard, Pierre, ancien précepteur du tsarévitch : p. 296-297.

80. Ginston Dr., communiste : p. 123, 124, 128, 131.
81. Girsa Dr., Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie : p. 99, 155.
82. Gleaves, amiral américain : p. 83.
83. Goldenberg, commissaire Autorités d'Omsk : p. 199, 217-218.
84. Grichine-Almazov, Ministre de la Guerre : p. 67.
85. Grossmann, communiste R. E. O. : p. 227.
86. Guilbeaux, Henri, communiste français : p. 280, 281, 286.
87. Guillaume II : p. 171.
88. Gutmann, Julius, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 90, 106, 122, 166, 179.
89. Hacek, Internationaliste : p. 142.
90. Hack, Chef communications militaires R. E. O. : p. 151.
91. Hahn, Croix-Rouge Tchécoslovaque : p. 155.
92. Hanihara, M., Vice-ministre Affaires Étrangères du Japon : p. 79.
93. Harris, Ernest-L., Consul-général américain : p. 30, 35-36.
94. Hedbloom, Croix-Rouge Suédoise : p. 96.
95. Hellen, Gustav von der, Croix-Rouge Autrichienne : p. 89, 91, 92, 104, 106, 111, 113, 159-160, 181, 182, 186, 204, 215.
96. Hilger, Commission Allemande à Moscou : p. 135, 141, 176, 293-294.
97. Hirayama, S., Vice-président Croix-Rouge Japonaise : p. 12.
98. Hoover, organisation américaine de secours : p. 188.
99. Horthy, amiral : p. 166.
100. Horvat, général : (fig. 4 p. 16), 19-20, 25, 66, 68, 114.
101. Hoselitz, Rodolphe Dr., secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 90, 105, 122, 128, 129-130, 131, 135, 141, 143, 145, 150, 153, 159-160, 166, 168, 176, 179, 182, 214, 216, 221.
102. Imbert, Georges Dr, Mission française : p. 35.
103. Inagaki, général japonais : p. 83.
104. Ishiguro, T., baron, Président Croix-Rouge Japonaise : p. 12, 65.
105. Isomé, colonel japonais : p. 143-145, 151.
106. Itkine, secrétaire Autorités d'Omsk : p. 140, 141-142, 217.
107. Itschner, communiste suisse : p. 280.
108. Ivanov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 148, 170.
109. Ivanov (comte Volkonskiy) : p. 284.
110. Ivanov-Runov, ataman : p. 39, (fig. 14 p. 48).
111. Jackson, A.-F. Dr., Croix-Rouge Américaine : p. 29.
112. Jacot-Guillarmod, Jules Dr., secrétaire Mission C. I. C. R : p. 11, 17, 23.
113. Janenko, amiral : p. 27.
114. Janin, général français : 35, 69.
115. Janssen, A., Service des prisonniers de guerre à Omsk : p. 205-206.
116. Jénikhov, Vladimir, employé Mission C. I. C. R. : p. 181, 214.
117. Joffre, maréchal : p. 92.
118. Johnston, Harry Sir, ancien Gouverneur de l'Ouganda : p. 58.
119. Jonas, Hans, Croix-Rouge Allemande : p. 122, 153, 159, 164, 177, 179, 180, 185, 192, 220, 238.
120. Joukovskiy, Vice-ministre Affaires Étrangères de Koltchak : p. 30.
121. Kalarandachvili, chef de partisans : p. 94, 258.
122. Kalinine, Président du Comité Exécutif Moscou : p. 231.
123. Kalmukov, ataman : p. 10, 96, (fig. 27 p. 96).
124. Kalougnine, Sous-directeur chemins de fer sibériens : p. 197, 199.
125. Kamyénev, S., Commandant en chef l'Armée Rouge : p. 172.
126. Kaplita, Eugène, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 59, 75, 105.
127. Kapp von, politicien allemand : p. 116.

128. Kappel, général : p. 71.
129. Karakhan, Vice-commissaire Affaires Étrangères Moscou : p. 225, 280.
130. Kashimura, K., colonel japonais : p. 19, 20, 77, 78, 84, 86.
131. Kchénovlogher Dr., Croix-Rouge Russe : p. 102, 103-104, 123, 131.
132. Keller, Boris Dr., Croix-Rouge Allemande : p. 57, 75, 76.
133. Kerenskiy : p. 65, 67.
134. Khéchtchatitskiy, général : p. 119.
135. Kirillouk, fonctionnaire R. E. O. : p. 164.
136. Klaus, Joseph, Croix-Rouge Tchécoslovaque : p. 154, 156, 158, 160, 182, 224.
137. Klemm, Vassiliy O., Vice-ministre Gouvernement Koltchak : p. 24-25.
138. Koefoed, André A., Chef Délégation Danoise : p. 18, 41.
139. Kojevnikov, Innocent Sérafimovitch, Ministre R. E. O. : p. 173, (fig. 40 p. 176), 221.
140. Koller-Hinder, professeur à Hokkaïdo : p. 59.
141. Koltchak, amiral (citations personnelles) : p. 30, (fig. 7 p. 32), 38, 56, 57, 66, 68, 69, 256.
142. Kosek, major tchécoslovaque : p. 42.
143. Kouchnaryov, membre Gouvernement Vladivostok : p. 143
144. Koudryavtsev, Commissaire chemins de fer sibériens : p. 268.
145. Kouznétsov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 170.
146. Kovulkine, Commissaire chemins de fer sibériens : p. 180-183, 196-202, 216, 218, 268.
147. Kozlovskiy, général : p. 285.
148. Krakovyétskiy, colonel : p. 74, 75-76, 83-84.
149. Krasnochtchokov, Alexandre Mikhaïlovitch, Président R. E. O., 137, 147, 152, 156, 161-162, (fig. 36 p. 160), 168, 169-170, 173, 176, (fig. 39 p. 176), 177, 180-182, 225, 229.
150. Krebs Dr, Croix-Rouge Danoise : p. 41.
151. Krestinskiy, chef communiste : p. 249.
152. Krejci, F. V., mission tchécoslovaque : p. 44.
153. Kropotkine : p. 123.
154. Kroupenskiy, Ambassadeur de Russie : p. 57.
155. Kruell, Consul de Suède : p. 72.
156. Kurasighé, capitaine japonais : p. 151.
157. Lane, major Croix-Rouge Américaine : p. 118.
158. Larine, chef communiste : p. 249.
159. Laukamm, Siegfried, Croix-Rouge Allemande : p. 128, 160, 215.
160. Lavergne, général français : p. 65.
161. Lébédev, général : p. 45, 47.
162. Léfzay, comtesse : p. 216.
163. Lénine : p. 197, 231, 249-250, 280, 290, 299.
164. Levenson Dr., Vice-ministre R. E. O. : p. 148, 221,
165. Lisienko, socialiste-révolutionnaire : p. 227.
166. Lively, D. O., major Croix-Rouge Américaine : p. 85, 192, 225, 235.
167. Lokhvitskiy, général : p. 119.
168. Lounatcharskiy, Commissaire de l'Instruction Publique : p. 255.
169. Macdonald, Charles, major Croix-Rouge Américaine : p. 29, 35, 107.
170. Makowitz, capitaine de vaisseau autrichien : p. 15, 16.
171. Margoline, chef de troupes R. E. O.: (fig. 34 p. 144), 151, 224, 266.
172. Markov, communiste : p. 127-128, 131.
173. Matisse, peintre : p. 278.

174. Matsudaira, diplomate japonais : p. 105.
175. Matsui, Ambassadeur du Japon : p. 79.
176. Matvyéyév, membre Gouvernement R. E. O. : p. 170.
177. Mehmed, Sami, Croissant-Rouge : p. 90, 128, 154.
178. Meier, Johann, employé Mission C. I. C. R. : p. 136, 138 181, 201.
179. Meierhofer, Commission Autrichienne à Moscou : p. 141.
180. Méline, Ministre : p. 226.
181. Mételskiy, secrétaire Gouvernement R. E. O. : p. 157.
182. Meyer-Waldeck von, amiral, ancien Gouverneur de Kiao Tchéou : p. 14.
183. Miké, major japonais : p. 225.
184. Miller, secrétaire Gouvernement R. E. O. : p. 157.
185. Mirbach, Représentant diplomatique d'Allemagne : 129.
186. Mirbeau, Octave : p. 17.
187. Misakoshi, comte, chef Division Ministère Affaires Étrangères Tokio : p. 80, 92.
188. Moeller-Holst, J.-L., Délégation Danoise : p. 42.
189. Moeller-Holst, Knud, Délégation Danoise : p. 42, 72, 76, 108-111, 160.
190. Moghilevskiy, juge instructeur : p. 286.
191. Morizet, André, écrivain : p. 231.
192. Morozov, musée : p. 278.
193. Morris, Roland S., Ambassadeur des États-Unis : p. 30, 56.
194. Mortensen, Ejnar, Croix-Rouge Suédoise : p. 72.
195. Mortensen, Jans. P., Délégation Danoise : p. 18.
196. Moser, Henri, ethnographe : p. 20.
197. Myédiy, général : p. 122.
198. Myédvyédyév, chef du Gouvernement de Vladivostok : p. 74, 83, 97-98, 223.
199. Nakaoka, colonel japonais : p. 119.
200. Nansen, Fritjof Dr., explorateur : p. 9, 89, 133, 141, 187-195.
201. Neumann, Arthur, colonel autrichien : p. 22.
202. Nicolas II : (fig. 48 p. 240), 255, 296.
203. Nikiforov, membre Gouvernement R. E. O. : p. 170.
204. Odier, Edouard, Ministre plénipotentiaire de Suisse : p. 289.
205. Oï, général japonais, Commandant en chef des Forces alliées : p. 64, (fig. 4 p. 16), 83, 100-101.
206. Ondrusek, capitaine tchécoslovaque : p. 84.
207. Otani, général japonais : p. 64, (fig. 4 p. 16).
208. Paravicini, F., Docteur suisse au Japon : p. 13.
209. Pavlounovskiy, juge instructeur : p. 203, 211, 217.
210. Pavlov, Serge, chef de troupes R. E. O. : p. 125 (fig. 31 p. 128).
211. Pavlu, commandant, Représentant diplomatique tchécoslovaque : p. 44.
212. Pélionkine, Chef de l'État-major R. E. O. : (fig. 38 p. 160), 171.
213. Périmov, secrétaire Autorités d'Omsk : p. 140.
214. Perry, le commodore : p. 60.
215. Perskiy, Serge, écrivain : p. 217, 296.
216. Petersen, Vice-consul du Danemark : p. 41.
217. Pétrov, Délégué du Gouvernement R. E. O. : p. 219.
218. Pétrov Dr., membre Gouvernement R. E. O. : p. 130, 156, (fig. 42 p. 176), 178-179, 219, 221.
219. Petter, Edgar, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 106.
220. Picasso, peintre : p. 278.

221. Platten, Fritz, chef communiste suisse : p. 125.
222. Polivanov, général : p. 198.
223. Pollitzer Dr., Croix-Rouge Autrichienne : p. 160.
224. Pomus Dr., administrateur de la Croix-Rouge Russe : p. 102, 104.
225. Pou-Chang-Ho, chef de brigands mongols : p. 46.
226. Préobrajenskiy, Eugène, chef communiste : p. 249, 280.
227. Pribil, Eugène, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 105.
228. Rakovskiy, chef communiste : p. 249.
229. Raspoutine : p. 296.
230. Roessler Dr., Croix-Rouge Allemande : p. 57, 76, 116-117, 144.
231. Roosevelt, Président des États-Unis : p. 232.
232. Rozanov, général : (fig. 19 p. 64), 68-69, 71-73, 96.
233. Safonov, chef du Bureau d'Évacuation d'Omsk : p. 138, 140, 141, 217.
234. Salis, Ferdinand de, Ministre plénipotentiaire de Suisse : p. 11, 16, 17, 58, 60-61.
235. Sazonov, ancien Ministre Affaires Étrangères : p. 30.
236. Schoch, Croix-Rouge Autrichienne : p. 160.
237. Schreiber, socialiste-populaire : p. 227.
238. Seidan, Rodolphe, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 106, 150, 158, 161, 166, 176, 179, 182-183, 214-215, 238.
239. Seidl, Hans, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 49.
240. Sémyonov, Grigoriy, ataman (citations personnelles) : p. 10, 27, 46, 66, 69, 71, 74, 96, (fig. 28 p. 96), 113, 115, 119, 120, 169, 175, 222, 225.
241. Sérébryakov, chef communiste : p. 249.
242. Séverine : p. 256.
243. Shibo, général japonais : p. 115.
244. Siroviy, Chef de l'armée tchécoslovaque : p. 44, (fig. 15 p. 48).
245. Sliben, William, Délégation Danoise : p. 41.
246. Slinkine, député paysan : p. 227.
247. Smith, Charles, membre américain du Comité ferroviaire inter-allié : p. 19.
248. Smirnov, chef du Comité révolutionnaire d'Omsk : p. 137, 138-140, 182, 199, 219, 268.
249. Sobyeskiy, Jean, roi de Pologne : p. 40.
250. Sokolov Dr. : p. 247.
251. Solovyov, Bureau d'Évacuation d'Irkoutsk : p. 184-185, 193.
252. Soukine, Ministre p. i. Affaires Étrangères de Koltchak : p. 30, 33.
253. Spencer, Herbert, philosophe : p. 271.
254. Steiner, Werner, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 11, 15, 23.
255. Stepanowna, Anna, Croix-Rouge Allemande : p. 215.
256. Stiller-Renner, Internationaliste : p. 142.
257. Stolupine, Ministre du tsar : p. 41.
258. Strauss, compositeur : p. 14.
259. Styépanyénko, chef de partisans : p. 71.
260. Sturné, juge d'instruction : p. 236.
261. Suroboyarskiy, général : p. 69.
262. Suzuki, général japonais : p. 115.
263. Takayanaghi, général japonais : p. 119, 123, 167.
264. Tanaka, Ministre de la Guerre du Japon : p. 13.
— Tchervonnuy : voir Choumyatskiy.
265. Tchitchérine, Commissaire du Peuple des Affaires Étrangères : p. 168, 191, 225.
266. Tchouskayev, membre des Autorités d'Omsk : p. 268.

267. Tokugawa, dynastie : p. 59.
268. Tokugawa, marquis, Croix-Rouge Japonaise : p. 12, 16.
69. Toumakova, membre Gouvernement R. E. O. : p. 148.
270. Trétyakov, musée : p. 278.
271. Trotskiy : p. 70, 210, 231, 245, 249, 250, 255.
272. Troup, socialiste-révolutionnaire : p. 227.
273. Tuck, Ch. H., chef Mission Américaine : p. 34.
274. Uéda, major japonais : p. 180.
275. Ungern-Sternberg, baron, lieutenant de Sémyonov : p. 66, 96, 114, 115, 117, 175, 222-224, 266.
276. Vaiss, secrétaire Gouvernement R. E. O. : p. 136.
277. Vilenskiy (Sibiryakov), plénipotentiaire des Sovyets : p. 97, 102-103, 105, 112, 124, 131.
278. Vladimirskiy, A., secrétaire du précédent : p. 103.
279. Vologodskiy, Président du Gouvernement Provisoire Sibérien : p. 67.
280. Vuvotsev, Président du Comité ferroviaire interallié : p. 100-101.
281. Warzée, d'Hermalle de, Chargé d'Affaires de Belgique : p. 60.
282. Wrangel, général : p. 171-172, 256.
283. Yakoubovitch, chef de Division Commissariat Affaires Étrangères : p. 294.
284. Yermak, conquérant de la Sibérie : p. 39.
285. Yoshida, T., professeur à l'Académie de Guerre de Tokio : p. 13.
286. Youdine, Représentant du Gouvernement R. E. O. : p. 181.
287. Zadvornyak Stépane, employé Mission C. I. C. R. : p. 238, 231, 284, 292-293.
238. Zaloghine, Mikhaïl Nikolayévitch, secrétaire Mission C. I. C. R. : p. 106, 193, 201.
289. Zinoviev, chef communiste : p. 264.
290. Zoubakine, député démocrate sans-parti : p. 227.
291. Zvyaghina Maria Konstantinovna, secrétaire Mission C. I. C. R : p. 106, 135-136, 138, 141, 176, (fig. 55 p. 288).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	9-10
Chapitre Premier. — LA SIBÉRIE DE KOLTCHAK	11-48
Le Japon vu au kaléidoscope. La Croix-Rouge japonaise	11
Au camp de Narashino	13
Mentalité japonaise	15
A Vladivostok sous les Alliés	17
Camps sibériens des prisonniers de guerre	20
Difficultés de départ pour Omsk	23
Traversée de la Sibérie. Le front intérieur	25
Nos démarches auprès du Gouvernement de Koltchak	29
Omsk dans l'angoisse de la défaite proche. L'armée tchécoslovaque	35
Irkoutsk. L'état des prisonniers de guerre. Revue des troupes tchécoslovaques avant la retraite	41
Pillards mongols	45
Chapitre II. — JAPON	49-63
La question des prisonniers de guerre	49
La débâcle de Koltchak. L'ambassade russe de Tokio	56
Missions au Japon	57
L'Européen chez le Japonais	59
Chapitre III. — VLADIVOSTOK PASSE DE MAINS EN MAINS	64-93
Le port de Vladivostok en hiver	64
Résumé de l'histoire de Sibérie 1917-1920	65
Prise de Vladivostok par les Rouges le 31 janvier 1920	71

Pages

L'activité des missions à Vladivostok 74
Coup de main japonais le 5 avril 1920. Élections à Vladivostok. 82
Le *Shunko-Maru*, premier transport de prisonniers autrichiens et hongrois 84

Préparatifs d'expédition pour l'intérieur 87

Chapitre IV. — LA RÉPUBLIQUE EXTRÊME-ORIENTALE 94-238
Genèse de la République Extrême-Orientale (R. E. O.) 94
Le train sanitaire n° 114 96
Entre-sabotage des missions 108
Départ du train 114 112

Démarches en Mandjourie 113
Sur le territoire de l'ataman Sémyonov 115
La déroute du train allemand 116
Tentatives de passage d'autres missions 117
Chez Lokhvitskiy et Sémyonov 118

Passage de la ligne du front 122
Première impression de la Russie rouge 126
Difficultés avec les Autorités de la R. E. O 127

La question du rapatriement des prisonniers pour les Autorités bolchéviques 131
Cette question doit se régler à Omsk. Notre première arrestation 135

Pourparlers à Omsk avec les Autorités soviétiques 138
Visite à Irkoutsk aux chefs des « Internationalistes » 141

La mission militaire japonaise à Vyérkhnyé-Oudinsk 143
Notre « Accord » avec le Gouvernement de la R. E. O 147

Approvisionnement des convois 150
Départ du 1er convoi 151
La guerre entre les missions de Croix-Rouge. La mission tchèque 154
La mission autrichienne von der Hellen 159
Mission hongroise et volonté prolétarienne. Mission allemande 161
Résultats de notre mission, jalousie des autres 163

Premières intentions de départ 167
Reprise des hostilités entre Rouges et Sémyonov 169
La Mission à Tchita. Renouvellement de notre Accord avec le nouveau Gouvernement de la République Extrême-Orientale. Dispositions avant le départ 175

Pages
Départ pour Omsk avec le Commissaire Kovulkine..... 180
Irkoutsk l'hiver. Réquisition de vêtements..... 183
Les causes de l'arrêt de l'évacuation vers l'Est..... 185

Le rôle du Dr Nansen..... 187

La « prise » de l'Angara. Les commissaires..... 195

Omsk. Les rations du soldat et de l'ouvrier..... 201
Démarches. Distributions aux prisonniers de guerre..... 203
Notre arrestation « à domicile »..... 206
Le parti communiste..... 208
Notre retour sous garde à Vyérkhnyé-Oudinsk et ses causes. 212

Rencontre avec Tchervonnuy..... 219
Tchita l'hiver. La peste..... 221
Le baron Ungern-Sternberg..... 221
L'ouverture de l'Assemblée constituante de la République Extrême-Orientale — bolchévique, mais pas sovyétique.. 224
Les bases technique et morale de la structure sovyétique... 230
Programme économique mixte de la République Extrême-Orientale..... 235

Journées de travail volontaire. Adieu à l'Extrême-Orient.. 237

Chapitre V. — LA RUSSIE SOVYÉTIQUE..... 239-301
La technique de notre voyage à Moscou..... 239

Tous les saouloirs « bouclés ». Magasins..... 242
Restaurants d'État. Rationnement par catégories..... 243
Embryons de marchés..... 244
Toilettes féminines..... 245
Prostitution..... 245
Féminisme..... 248

A propos de la vie des syndicats..... 249
L'avocat. La justice..... 250
Le médecin. L'avortement..... 250
Nationalisation des maisons..... 252

Instruction. Affiches..... 254
Journaux..... 256
Boris Zakharovitch Choumyatskiy..... 259
Internationalisme..... 259
Reflux d'armées..... 262
Socialistes et communistes..... 263
Les dettes russes éteintes..... 265
Proclamation de la Mongolie Rouge..... 266
Révoltes paysannes..... 266

Pages

Omsk. Questions de ravitaillement 268
Réquisitions. Production communiste 269
Programme réalisable. Héritages. Banques. Un cadre pour la société 271
La Révolution russe synthétiquement 274

Sur l'Ichum. Dans l'Oural 275
Perm. La zone de la famine 276

Moscou. Monuments, musées, théâtres 277
Religion 279
Quelques figures de communistes 280
Mes prisons. La Tché-Ka 281

Notre compagnon Zadvornyak. Grève de la faim 292
Hilger, chef de la mission allemande. Confraternité entre missions !..... 293
Départ pour Riga 294

Impression d'ensemble sur la Révolution russe : disparition de l'orgueil de classe 295

Table des illustrations et carte 303-306
Table des noms cités 307-313
Table des matières 315-318